

La préparation du sommet de Maastricht sur l'union européenne

Avec ou sans la Grande-Bretagne ?

L'EUROPE peut-elle laisser la Grande-Bretagne sur le bord du chemin ? A mesure que l'on se rapproche du sommet de Maastricht, cette éventualité paraît de plus en plus résolument écartée. Tous les interlocuteurs de M. John Major prennent, certes, le soin d'indiquer qu'ils n'accepteront pas que Londres bloque par son veto la voie de l'intégration sur laquelle ils veulent avancer, qu'un accord à orze est possible même s'il n'est pas souhaitable, et qu'ils ne voteront pas leur projet de toute substance à seule fin de parvenir au consensus à Maastricht. Tout est néanmoins mis en œuvre depuis quelques semaines pour engager la Grande-Bretagne dans la mutation européenne.

La première raison, de fond, c'est que, dès lors qu'on déciderait à orze de modifier une Communauté de douze membres, cette Communauté serait à peu près cessé d'exister. Que deviendraient les institutions communautaires - le conseil, le Parlement européen, la Commission de Bruxelles - qui représentent douze pays si orze de ces pays seulement - ou moins - s'engageaient sur la voie de l'union politique ? Juridiquement et politiquement, c'est un casse-tête insoluble.

La deuxième raison est d'ordre moins formel et porte sur le contenu même des projets sur la table. Peut-on élaborer par exemple une politique de défense « européenne » en se passant de la « British army » ? Peut-on prétendre mettre en œuvre une politique étrangère « européenne » et faire une croix sur les atouts de la diplomatie de la Grande-Bretagne, sur sa tradition de vieille nation que la France est, en Europe, seule à partager avec elle ?

La troisième raison enfin, moins avouable mais non moins évidente, c'est que les trois britanniques sont un pavé bien commode pour tous ceux qui ne veulent pas aller trop loin trop vite. Renforcer les pouvoirs du Parlement européen ? Mais la Grande-Bretagne, modèle de démocratie parlementaire, n'en veut pas ! fait-on valoir par exemple du côté français, ce qui évite d'avoir à dire trop clairement qu'on n'y tient pas non plus. Renforcer les pouvoirs de la Commission ? Mais comment un pays qui a mis démocratiquement au échec un Winston Churchill, une Margaret Thatcher, pourrait-il accepter de renforcer un exécutif européen qu'il tient pour irresponsable ? Le réalisme appelle à plus de modération.

TOUTE la question est de savoir jusqu'où ce réalisme peut aller sans trop édulcorer le projet européen. Sur l'union monétaire, une formule a été trouvée qui permettra aux Britanniques, comme à l'ont déjà fait souvent, de rattraper en marche le train européen dans quelques années. Les différends portant sur plusieurs aspects de l'union politique - l'introduction de procédures de décision à la majorité et non plus à l'unanimité, l'articulation de la politique européenne de défense avec l'OTAN, surtout l'élargissement des compétences communautaires en matière de politique sociale - n'ont en revanche pas encore trouvé de solution, comme il ressort des entretiens qu'ont eus lundi à Londres MM. Mitterrand et Major.

Les partenaires de la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Espagne en particulier, ne se rapprochent point d'elle au point de se rendre à Maastricht. Mais l'on peut supposer qu'au plus, en cas d'échec la semaine prochaine, ni l'une ni les autres n'accepteront d'en rester là.

M0147 - 1204 0 - 6.00 F



M. Mitterrand consulte les dirigeants de l'opposition

M. Mitterrand s'est entretenu de la préparation du sommet européen de Maastricht, lundi 2 décembre, à Londres, avec M. John Major. Mardi, à l'Elysée, il devait recevoir les principaux responsables politiques français : MM. Mauroy, Chirac, Barre, Marchais, Méhaignerie et Longuet. Il recevra vendredi M. Giscard d'Estaing. M. Mitterrand mise sur la réussite du sommet de Maastricht pour provoquer une nouvelle donne politique favorable au gouvernement et au PS.

Noahstricht



Songer aux lendemains

par Alain Rollat

On a les grands desseins que le destin autorise. Pendant longtemps, M. Mitterrand a travaillé avec ses adversaires en soutenant que l'Europe serait socialiste ou qu'elle ne serait pas. C'était l'époque où il rêvait d'une gauche française conquérante, capable de devenir le pôle d'une corogauche qui empêcherait la Communauté de tomber sous la domination du capitalisme américain : « L'Europe possible et

souhaitable sera socialiste, mais il est clair que le rapport des forces politiques ne permet pas de l'envisager à court terme, écrivait-il en 1968. Il s'agit donc pour la gauche française non pas de construire le socialisme dans un seul pays mais le socialisme à partir de nos pays, ce qui explique l'urgence de cette démarche ».

Aujourd'hui, l'union de la gauche est morte.

Lire la suite page 8

Révisant l'attitude qu'elle a adoptée depuis 1966

La France accroîtrait sa participation à l'OTAN

Sans replacer pour autant ses forces nationales sous commandement allié, la France pourrait cesser de pratiquer la politique de la chaise vide dans certaines instances de l'OTAN où elle n'était plus présente depuis 1966. La ministre de la défense, M. Pierre Joxe, en a évoqué la perspective - à mots couverts - la semaine dernière, devant le public restreint des officiers stagiaires, français et étrangers, du Cours supérieur interarmées (CSI) à Paris.

par Jacques Isnard

C'est en mars 1966 que Charles de Gaulle, alors président de la République, annonce que la France se retire, à partir de juillet de la même année, de l'organisation militaire de l'alliance de l'Atlantique nord. La double conséquence en est que ses forces ne sont plus assignées aux commandements de l'OTAN et que les quartiers généraux alliés doivent quitter le territoire national

pour être transférés ailleurs en Europe.

Depuis, la situation a quelque peu évolué avec la signature des accords Lemnitzer-Ailleret et Ferber-Valentin (du nom des généraux américain ou allemand, d'un côté, et français, de l'autre) qui ont réglé les conditions dans lesquelles l'armée française serait appelée à intervenir en marge ou au sein, selon les cas, des unités alliées.

Lire la suite page 10

Coup de force des militaires au Togo

Le premier ministre togolais, M. Joseph Kokou Koffigoh, a été arrêté, mardi 3 décembre, par les militaires qui, à l'aube, avaient donné l'assaut contre le siège du gouvernement à Lomé. « Il est dans les mains des forces armées togolaises et en toute sécurité », a assuré un communiqué diffusé par la radio, occupée depuis jeudi par les putschistes. Peu après, le président Eyadéma, dont se réclament les rebelles et qui jusqu'alors s'était refusé à les condamner, a « ordonné » aux « belligérants de déposer les armes ». La veille, la France - qui a envoyé la semaine dernière trois cents hommes au Bénin pour protéger la communauté française au Togo - et la CEE avaient mis en garde les putschistes contre un recours à « la force militaire » et à « la violence ».

Lire nos informations page 28

Ukraine, naissance d'un Etat

La nouvelle République indépendante ne signera pas le traité de l'Union

MOSCOU

de notre correspondant

L'ouvrier de la onzième heure a donc gagné : Léonide Kravtchouk est le premier président élu de l'Ukraine indépendante. Sa victoire a sans aucun doute un goût amer pour ses adversaires de l'opposition, des hommes qui ont chèrement payé de longues années de prison une lutte qui semblait alors désespérée pour l'indépendance,

tant que l'heureux élu d'aujourd'hui vivait la confortable existence d'un apparatchik communiste. Mais les faits sont là. Viatcheslav Tchernovil (quinze ans de camp) a certes triomphé en Galicie (77 % des suffrages), mais sur l'ensemble de la République il arrive très loin derrière l'ancien secrétaire à l'idéologie, avec, selon les régions, de 15 % à 25 % des voix.

Quant à Levko Lukatsienko, la

légende vivante de la « cause ukrainienne » (vingt-sept ans de camp et toujours le sourire), il n'obtient même pas un score qui permettrait à son parti - le Parti républicain - de s'imposer sur la scène politique.

Tout se passe donc comme si les électeurs ukrainiens avaient choisi la voie roumaine plutôt que la voie polonoise ou tchécoslovaque.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

La monnaie sans l'économie

L'Allemagne paraît être la gagnante du compromis discuté à Maastricht. La France y trouvera-t-elle son compte ? Lire page 21 l'article d'ÉRIC LE BOUCHER

POINT

Les prix littéraires

La saison des prix littéraires s'achève. Après 1990, où certains jurys étaient sortis des sentiers battus, 1991 aura été l'année de la « normalisation ». page 12

Un magazine du « Monde »

« Heures de fête »

Le Monde publie demain (éditions datées du jeudi 5 décembre) un supplément magazine en couleurs de 76 pages « Heures de fête », consacré aux cadeaux de fin d'année. Sur le thème des « plaisirs des cinq sens », il proposera une abondante sélection de livres d'art, vidéos, photos, disques, matériel hi-fi, parfums...

PHILOSOPHIE POLITIQUE

Revue internationale de philosophie politique

1. L'Europe

La première revue de philosophie politique en France

★★★★★★★★★★★★

On assiste aujourd'hui à un retour de la philosophie politique : la république et la démocratie, l'Etat, le droit, la justice, la loi... Autant de sujets qui, loin d'être demeurés l'apanage des seuls philosophes, sont au centre des questions que se posent un très grand nombre de citoyens.

La revue Philosophie Politique se propose d'y répondre avec, comme objectif, de traiter deux fois par an avec souplesse et par alternance d'un auteur ou d'une question d'actualité.

Premier sujet : l'Europe. L'Europe parce qu'elle est le lieu où apparaît la philosophie politique.

Prochains numéros : Kant. L'étranger. Direction : Blandine Barret-Kriegel. Comité de rédaction : Bernard Bourgeois, Janine Chanteur, Dominique Colas, Gérard Duprat, François Guéry, Franck Tinland.

Abonnements PUE Département des revues, 14, avenue du Bois-de-l'Épine, BP 90, 91003 Evry Cedex.

Tarif 1992 (2 numéros) France 240 FF, Étranger 290 FF.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Giacometti, l'œil et la main

Une grande rétrospective - trois cents œuvres, sculptures, dessins et peintures - au Musée d'art moderne

par Geneviève Breerette

Bénis soient les grands murs blancs du musée, l'égalité de la lumière, le « débourrage » propre à faire oublier ici « la brochette de petits rognons » que Francis Ponge, décidément, se refusait à voir, ou ce « peuple de sentinelles dorées - et peintes quelquefois - qui, debout, immobiles, veillent » aperçu par Jean Genet ; et là ces corps « de laves mal refroidies » dont parle Jacques Dupin.

Entre autres images substantielles, ou points de vue circonstanciés, plus d'une fois contradictoires (ce qui ne veut pas dire qu'ils sont faux, puisque c'est cela qui a été perçu) de poètes, d'écrivains et de philosophes, qui, de Michel Leiris à Yves

Bonnefoy (1), en passant par Jean-Paul Sartre, sont venus recouvrir d'une épaisseur magnétique l'œuvre de Giacometti.

Une œuvre ouverte à tous les vents de l'esprit par l'inachèvement même de ses figures scellées. On l'on est pris du besoin de finir le travail commencé, de compléter le creux des yeux et le vide sous la main ; de donner du sens à ces femmes immobilisées, lointaines, et à ces passants proches, qui vont à grande foulée on ne sait où, mais qui vont, gravement, solitairement, irrévocablement, quel que part. Amen.

Lire la suite page 14

(1) Yves Bonnefoy. Son admirable monographie vient de paraître aux Éditions Flammarion, 980 francs.

Un entretien avec le ministre délégué à la santé

« Un Haut Comité de la santé publique établira chaque année un rapport sur la santé des Français »

page 11

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Les exclus de la santé. ■ Molécules sans frontières. ■ Réinventer les étoiles. ■ La sève du temps.

pages 17 à 19

DÉBATS

Le quatrième séminaire Sciences-Po - le Monde

Entreprises, médias : des liaisons dangereuses ?

L'Institut d'études politiques de Paris et le Monde ont organisé le 26 novembre à Paris un séminaire sur le thème « Entreprises, médias : des liaisons dangereuses ? » auquel ont participé quatre cents représentants des entreprises, des collectivités locales, des administrations.

La référence est littéraire, rien ne rappelle dans les relations qu'entretennent les hommes d'entreprise et les journalistes les protagonistes tortueux et sulfureux du roman de Choderlos de Laclos. Il s'agit plutôt de l'histoire d'un couple dont les partenaires, après s'être ignorés puis adorés, commencent à chercher à se comprendre. Histoire mouvementée, pleine de malentendus et de sous-entendus et dont une journée entière d'échanges studieux n'a pas suffi, bien sûr, à démêler tous les écheveaux.

Les choses étaient plus claires, a-t-on dit, lorsque partis et entreprises achetaient ou finançaient les organes - le terme s'impose - destinés à défendre leurs idées ou leurs intérêts. Et c'est justement en réaction contre cette « presse du trottoir » dont il avait eu tant à pâtir qu'Hubert Beuve-Méry fonda et dirigea le Monde, que l'AFP fut créée à partir de l'agence Havas. La Libération libéra aussi les journaux et les journalistes.

Depuis bientôt un demi-siècle, d'autres liens se sont noués entre les entreprises et les médias. Evolution en trois grandes étapes, qui ont fait finalement, en quelque sorte, plus générale, de notre société.

De l'ignorance à la reconnaissance

Jusqu'aux années 70, c'est le temps de l'ignorance réciproque. L'entreprise s'entourait d'un « cordon sanitaire », d'une « ligne Maginot ». Ses relations avec les journalistes qui ne sont pas encore « hommes de médias » sont réduites au strict minimum : quelques communiqués rédigés par la direction pour marquer les dates importantes, comme la nomination d'un nouveau dirigeant ou l'approbation des comptes de fin d'exercice. En dehors des messages publicitaires qui s'appellent encore de la « réclame », ni les crises ni les succès ne l'amèneront à sortir de son mutisme. Sa règle d'or : le bien ne fait pas de bruit, le bruit ne fait pas de bien.

Face à elle des journaux qui, à quelques exceptions près, se désintéressent de son sort. La presse d'après-guerre, c'est essentiellement une presse d'informations générales, de divertissement ou une presse politique. Pas de relations donc, ni suivies ni organisées, entre deux mondes, dont l'un aime « vivre dans le secret », dont l'autre « vit de l'indiscrétion », qui se méfient l'un de l'autre et ne se méprennent pas. Pour la plupart des journalistes qui la connaissent mal, l'entreprise reste encore « un univers à la Zola » ; l'homme d'entreprise ne voit souvent dans le jour-

naliste qu'un « voleur d'informations », un « procureur », qui peut aller jusqu'à vouloir lui dénier le droit à l'existence comme parent le laisser à penser les « anathèmes de 1963 ».

A partir des années 70, changement de climat. Au temps de la bouderie et du dos tourné succède celui de la « lune de miel » et bientôt de « la fascination réciproque ».

L'entreprise, à laquelle est désormais imposé le jeu de la concurrence nationale et internationale, découvre qu'elle a besoin de communiquer à l'extérieur auprès de

sous des Saint-Gobain, CGE ou Paribas.

L'homme d'entreprise et le journaliste ont compris qu'ils étaient condamnés à vivre et à travailler ensemble ; cela ne supprime pas les différences qui les séparent et peuvent les opposer. Ce troisième âge du couple qu'ils forment et dans lequel ils visent d'entrer est peut-être le plus périlleux, celui en tout cas qui soulève le plus de difficultés et auquel ont été emmaîtrisées l'essentiel des discussions et des interrogations de notre rencontre. Plusieurs intervenants ont souligné que l'origine de ces difficultés

la communication dans sa stratégie et pour cela de développer une véritable stratégie de la communication. Avec, le plus souvent, trois grandes préoccupations.

La communication de l'entreprise doit être « globale, continue et organisée ». Globale, c'est-à-dire qu'elle s'inscrit à la fois à la communication externe et à la communication interne. L'une ne peut être séparée de l'autre, car comment imaginer que dans notre monde de verre les messages à destination du client ou du public pourraient être ignorés du salarié et réciproquement ? Plus subtilement, c'est souvent par les nouvelles que l'on transmettra à l'extérieur que l'on informera, que l'on « motivera » le personnel. L'important restant de « valoriser à tous les niveaux l'image de l'entreprise ».

Globale, cela signifie aussi que la communication prendra en compte tous les éléments qui concourent à la « construction » de cette image : la publicité pour la firme elle-même ou les produits qu'elle propose, les relations publiques aux- quelles certains souhaitent que soit reconnu le statut de bénéficiaire aux États-Unis le lobbying public, les relations avec les médias.

Cette communication, la plupart des chefs d'entreprise souhaitent en deuxième lieu qu'elle soit continue. Certains - ce fut le cas, par exemple, de la Société générale, lorsqu'elle faillit être victime en 1988 d'une « OPA gouvernementale », ou des responsables du secteur nucléaire - comprennent à leurs dépens que leur communication ne pouvait être efficace si elle était improvisée à l'occasion d'une crise. Il importe de célébrer les moments forts de la firme, de partir aux coups de vent qui la menacent, mais aussi, plus habilement, de donner une information régulière à son conseil d'administration, à ses clients et au public.

Communication organisée enfin, c'est-à-dire à l'ensemble des médias mais à l'ensemble de leurs différences et qui sera prise en charge par un service spécialisé et « professionnel », dépendant directement de la direction, doté des moyens suffisants en hommes et en crédits.

« Entreprise citoyenne » ?

Schéma très général qui sera largement modifié suivant le type des sociétés et le pays où il sera appliqué. Une entreprise publique, surtout si elle est en position de monopole comme la RATP ou EDF, doit évidemment incorporer dans sa stratégie de communication les missions de service public qui lui sont confiées, de sa dépendance donc vis-à-vis des pouvoirs et de l'opinion publique, du statut particulier de son personnel. Toutes préoccupations que peut ignorer une entreprise privée, théoriquement du moins. Car si doit être écartée la notion d'« entreprise citoyenne » tendant à gommer la préoccupation essentielle de l'entrepreneur qui reste sa relation avec son marché, il est certain qu'aujourd'hui aucune société ne peut négliger ses relations avec l'ensemble de la société. Mais le « citoyen-

né », si l'on tient à l'expression, n'est dans ce cas qu'« un des éléments de la gestion de son environnement ».

Où ne saurait-on plus ignorer l'influence que peuvent exercer sur les relations entre les entreprises et les médias les structures financières nationales. Elles seront beaucoup plus ouvertes et fréquentes dans les pays anglo-saxons, où le capital est ouvert, qu'au Japon et en Allemagne, où le capital est fermé, qu'en France, où le capital est à la fois ouvert et fermé.

Méfiance et solidarité

Mais, au-delà de ces nuances, « la bataille pour l'information » conduit naturellement le chef d'entreprise à incorporer dans son plan de communication la « gestion de la presse » et, à la limite, la « gestion des journalistes ». Point de friction qui révèle toutes « les ambiguïtés et les malentendus » qui subsistent, malgré les déclarations de bonnes intentions, dans les relations entre les deux partenaires dont les logiques restent largement opposées. « La méfiance », « l'irritation réciproque » qui subsistent entre eux reposent sur de profonds motifs professionnels et économiques.

Le différend ne pouvait manquer d'être souligné, le PIG de la RATP l'a exprimé dans ces termes : « Il est normal que la presse s'intéresse au fonctionnement de la Régie, mais nous sommes souvent victimes d'une complication médiatique. Tout incident est immédiatement monté en épingle par la presse, alors que celle-ci ignore le miracle quotidien que représente l'acheminement de sept à neuf millions de voyageurs par jour ». Éternelle histoire des trains qui déraillent - l'exception, donc l'événement - et de ceux qui arrivent à l'heure : la règle, donc le non-événement. Vieille querelle qui recouvre en fait deux conceptions de l'« événement économique ». Pour un chef d'entreprise, les événements économiques, ce sont surtout les succès qui scandent la marche d'une société ; pour un rédacteur en chef, ce seront, aussi, les échecs, les crises et les grèves.

Plus fondamentalement, dans la mesure où le journaliste est tenu par son rôle de lecteur à une sorte de « devoir de curiosité et d'indiscrétion », il est naturellement conduit à adopter une attitude de « méfiance systématique » à l'endroit de toutes les formes de « manipulation » dont il peut être l'objet de la part des responsables des services de communication des entreprises.

Invitations, voyages de presse, pratique régulière de la « rhétorique de l'admiration », création d'un « réseau de classe » et d'amitiés, les tentatives de séduction des journalistes sont « constantes, visibles et inévitables ». Toute la difficulté est d'éviter qu'elles ne dérivent vers la compromission pure et simple. C'est pour la presse une question d'honnêteté, de vigilance, de courage et... de moyens.

Une nouvelle grille de lecture

Car les relations entre les entreprises et les médias ne sont pas seulement des relations professionnelles mais des relations économiques. S'il y a encore une vingtaine d'années les journaux pouvaient lutter à armes égales avec les services de communication des entreprises, c'est aujourd'hui de moins en moins souvent le cas. La collecte, le traitement de l'information, coûtent cher, le plus en plus cher, exigent un personnel de mieux en mieux qualifié. Les sociétés se sont équipées en conséquence ; les journaux n'ont pas toujours les moyens de le faire. Premières difficultés qui expliquent que les hommes d'entreprise se plaignent, parfois à juste titre, de ne pas toujours rencontrer l'interlocuteur journaliste qualifié qu'ils souhaiteraient.

La deuxième source d'ambiguïté tient au fait que « les journaux sont aussi des entreprises ont besoin des entreprises, c'est-à-dire de leur publicité, pour vivre ou, survivre ». D'où cette source d'innombrables malentendus que crée dans la presse la gestion de l'information et de l'espace publicitaire sans parler des pressions plus directes que peut être conduit à exercer tel ou tel annonceur. « Comment éviter qu'un gros annonceur ait quasiment qu'une seule bonne presse » et, à l'inverse, qu'un sujet sans sponsors publicitaires soit négligé ?

Entreprises et médias se sont d'abord auto-développés puis auto-admises. Fort heureusement, « un phénomène de maturation mutuelle a abouti aujourd'hui à la fin des

mythes dans les deux sens ». On a entendu au cours de ce séminaire, venant des deux parties, des déclarations convergentes et très rassurantes. D'un côté : « Nous voulons jouer la transparence » ; « Éviter de faire de la communication communicationnelle comme il existe une politique politicienne » ; « Nous voulons une communication simple, cohérente, vraie » ; « C'est d'ailleurs notre intérêt, car, comme le dit Reiz, l'honnêteté est l'habileté suprême ». De l'autre : « Nous rêvons de porter des entreprises roses et noires » ; « Nous devons nous prémunir contre une vision parcellaire ou anecdotique, mieux intégrer les logiques d'entreprise dans nos analyses ».

Louables intentions qui balisent la direction dans laquelle devraient pour les années à venir être définies les relations entre les entreprises et les médias, en particulier la presse écrite. L'accord s'est fait à l'issue de cette journée sur la nécessité de définir une « nouvelle règle du jeu », une « grille de lecture » des événements autour des notions de « vérité », de « transparence » pour les entreprises ; de « sens des responsabilités », de « professionnalisme » pour la presse. Remise en ordre qui ne supprimera pas toutes les ambiguïtés dans les rapports de ce couple bizarre qui ne peut tout à fait s'aimer ni se détester mais dont quelques crises récentes ont montré qu'il était condamné à affronter ensemble un monde sans certitude.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

Gérer la presse

Patrice Allain-Dupré, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, voit dans la « stratégie mise en place par les services de communication de l'armée américaine durant la guerre du Golfe, un modèle des cinq grandes techniques utilisées par les grandes entreprises pour gérer l'information et la presse.

1. L'innovation. Nourrir la presse en permanence, lui fournir une matière si abondante et si riche que l'investigation devient impossible. Exemple : la conférence quotidienne du général Schwarzkopf.
2. L'assèchement. Ne donner en revanche aucune information sur les événements gênants, le nombre des morts irakiens par exemple.
3. Le tour. Concentrer l'information sur un faux événement pour en cacher un réel. Exemple : la préparation d'un débarquement sur les côtes irakiennes.
4. L'omission. Pas ou très peu de détails sur un événement que par ailleurs on met en avant. L'antimissile Patriot datant de plus de vingt ans et on n'a jamais dit qu'il manquait son but une fois sur cinq.
5. La vérité. Heureusement, pourrait-on dire, il était bien vrai que Saddam Hussein préparait la bombe atomique.

Publi-rédactionnel

Bruno Frappat, directeur de la rédaction du Monde, décrit comme suit la « dérive grave » à laquelle conduit le développement dans les journaux de ce que l'on appelle le publi-rédactionnel, le pubireportage : « 1. À la longue, le lecteur, qui n'est pas sot, comprend la nature de la propagande qu'on lui impose. Il finit, en quelque sorte, par « zapper » le publi-rédactionnel. Du point de vue du message publicitaire, c'est donc raté.

2. Le même lecteur, constatant que la publicité est voyante dans une partie du rédactionnel, sera gagné par un soupçon plus général sur l'ensemble des textes proposés par un journal.

« Ainsi, au total, le publi-rédactionnel, qui gagne du terrain à la faveur de l'effondrement actuel du marché publicitaire, aboutira-t-il à tuer la presse comme à tuer la publicité. »



ses clients, de ses sous-traitants, des pouvoirs publics, de l'opinion ; à l'intérieur auprès de ses actionnaires et de ses salariés. La communication est désormais « intégrée à sa stratégie » et doit donc être organisée en conséquence. Des services spécialisés sont créés chargés de prendre en charge la gestion de la publicité - des relations publiques, des contacts avec la presse. Celle-ci cesse d'être une gêne ; elle peut devenir un allié.

Parallèlement, les journaux, comme d'ailleurs l'ensemble de la société entraînée dans le mouvement des « trente glorieuses », découvrent « les vertus de l'entreprise ». Le patron devient un « personnage social » au même titre que le député ou la star de cinéma. Des hebdomadaires économiques se créent ou se développent, les quotidiens généralistes lancent des rubriques, des suppléments économiques. Les uns et les autres recrutent et forment des journalistes spécialisés dans la chose économique. Conversion grandement facilitée par le fait qu'à présent les entreprises de presse, bousculées à leur tour par la concurrence, découvrent qu'elles sont, elles aussi, des entreprises.

Tout se passe donc comme si ces deux mondes se retrouvaient dans une grande opération d'« auto-célébration », de « mythification réciproque », le point culminant de ces grandes « retrouvailles médiatiques » ayant sans doute été les privatisations de 1986 lorsque l'ensemble des médias « célébrèrent la

résidence en premier lieu dans la place qu'occupe aujourd'hui l'information et le rôle qu'elle joue. « Les sociétés du vingtième siècle sont des sociétés d'informations », et l'entreprise moderne « est devenue d'abord un système de transformation de l'information ». Une information de plus en plus abondante, de plus en plus précise, de plus en plus rapide et donc de plus en plus chère. Un cadre américain traite aujourd'hui 120 fois plus d'informations qu'en 1950 et le secteur de la réussite économique du Japon s'explique en grande partie par l'importance des sommes (1,5 % du PIB) que le pays consacre à la veille technologique.

La bataille de l'information

La presse est donc prise dans un vaste réseau mondial d'échanges d'informations, un univers « où tout le monde, d'une certaine façon, est à la fois émetteur et récepteur d'informations ». Et le risque est grand pour elle de se retrouver non seulement privée de son monopole traditionnel mais aussi d'être utilisée et « manipulée ». D'où la nécessité - et c'était l'intérêt d'un séminaire comme celui-ci - de rappeler que, « portemontres obligés », l'homme d'entreprise et le journaliste continuent de raisonner et de travailler dans « des logiques toujours différentes et forcément contradictoires ».

La logique de l'entreprise ? Elle est, comme il a été dit, d'intégrer

Les participants

Autour de Jacques Lesourne, directeur du Monde, de René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, et d'Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, le séminaire Sciences-Po-le Monde a été animé par les personnes suivantes :

Patrice Allain-Dupré, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; Christian Blanc, président-directeur général de la RATP ; E.S. Brownling, chef du bureau parisien pour l'édition européenne du Wall Street Journal ; Roland Cayrol, directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques ; Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS ; Michel Colonna d'Istrie, journaliste au Monde ; Pierre Delaporte, président d'Electricité de France ; Jean Dromer, président-directeur général de Financière Agache ; Alain Faujas, journaliste au Monde ; Bruno Frappat, directeur de la rédaction du Monde ; Petrice Kreis,

directeur de l'information et de la communication d'Aérospatiale ; Emmanuel de La Taille, coproducteur du Club de l'enjeu sur TF 1 ; Manuel Luebert, secrétaire général du Monde ; Yves Mamou, journaliste au Monde ; Alain Minc, président-directeur général d'A.M. Conseil ; Jean-Louis Missika, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; Nina Mitz, directrice de la communication à Japan Airlines ; Jean-Bernard Pinetel, directeur de la communication de la Compagnie des machines Bull ; Didier Pourquery, rédacteur en chef adjoint de la Tribune de l'Expansion ; Philippe Rias, chef du département économique de l'Agence France-Presse ; Pierre-Yves Tanguy, inspecteur général pour la sûreté nucléaire à Electricité de France ; Marc Vienot, président-directeur général de la Société générale ; Patrick Zelnik, président-directeur général de Virgin Stores.

LE MONDE diplomatique

Décembre 1991

- **PLANÈTE** : Montée des frustrations, des haines et des extrémismes, par Claude Julien.
- **EUROPE** : Parler d'une seule voix, mais pour quelle Europe ? par Bernard Cassen. - L'Espagne face à l'explosion des nationalismes, par Thierry Malinik.
- **PROCHE-ORIENT** : Vers un réaménagement des conflits, par Mohamed Sid-Ahmed.
- **IRAK** : Une population punie par l'embargo, par René Dnmout. - Sous la tutelle de la faim, par Thierry A. Brun.
- **ÉTATS-UNIS** : Les partis américains confrontés à une vague de ressentiment populaire, par Norman Birnbaum. - Tentatives de renouveau des luttes syndicales, par Donèle Stewart.
- **AFRIQUE** : L'Ouganda commence à enrayer son déclin, par Bernard Calas. - L'art contemporain sur le continent, par Pierre Gondibert.
- **PAKISTAN** : Islamabad regarde vers l'Asie centrale, par A. Dastaroc et M. Levant.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

السلامة من الاخطار

ÉTRANGER

Après le référendum

Plusieurs pays ont reconnu l'indépendance de l'Ukraine

La Pologne, la Russie et le Canada ont été les premiers pays à reconnaître officiellement l'Ukraine à l'issue du référendum sur l'indépendance du dimanche 1^{er} décembre. Lundi, le porte-parole du gouvernement de Varsovie, M. Andrzej Zarebski a annoncé que son pays avait décidé de reconnaître l'Ukraine en tant qu'Etat et d'établir avec elle des relations diplomatiques. Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a déclaré qu'Ottawa avait décidé de reconnaître

l'indépendance de l'Ukraine et que son pays entamerait sous peu des négociations en vue d'établir des relations diplomatiques avec Kiev et d'obtenir l'assurance que l'Ukraine « respectera les accords de contrôle des armements ». La Suède, qui se dit « prête » à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine souhaite, quant à elle, que les dirigeants de Kiev « fassent une déclaration affirmant leur intention de créer un Etat dénucléarisé ». M. Sacha Vondra, conseiller diplomatique de

M. Vaclav Havel, a dit que la Tchécoslovaquie était disposée à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine mais que cette reconnaissance impliquait celle des frontières actuelles du nouvel Etat et le droit des minorités. Les réactions du Japon, de la Communauté européenne et des Etats-Unis ont été plus prudentes. Le ministre japonais des affaires étrangères a ainsi déclaré que Tokyo étudierait la réaction des autres pays avant de décider d'une évé-

nuelle reconnaissance. Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van den Broek, a annoncé, lundi, que les Douze avaient demandé à l'Ukraine de « ne rien faire qui puisse remettre en question le contrôle des armements nucléaires ». Enfin, si les Etats-Unis ne posent pas de « conditions » à une reconnaissance de l'Ukraine, ils ont décidé d'envoyer cette semaine un émissaire à Kiev pour obtenir des assurances sur les droits de l'homme et des minorités, les

armements nucléaires et la dette de l'URSS. Cette mission, qui sera effectuée par M. Thomas Niles, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires étrangères, sera suivie d'un voyage du secrétaire d'Etat, M. James Baker, à Kiev ainsi qu'à Moscou, à la fin de la semaine prochaine. « Il y aura un certain temps avant que nous portions un jugement définitif quant à la reconnaissance », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. - (AFP.)

Léonide Kravtchouk : habile sûrement, convaincu peut-être...

Lorsque le futur président de l'Ukraine indépendante fut élu par les députés du Parlement ukrainien le 23 juillet 1990, tous pensaient qu'il défendrait avant tout, comme ses prédécesseurs, les intérêts de son camp : celui du Parti communiste d'Ukraine. Il en était alors, en effet, le second secrétaire, après avoir dirigé son département idéologique de 1980 à 1989. Il a mené, à ce titre, la campagne du parti contre la dissidence et le « nationalisme », y compris, en 1989, contre le mouvement démocratique d'Ukraine (Roukh) nouvellement créé.



LEONIDE KRAVCHOUK

Il faudra attendre la poutch raté du mois d'octobre pour que M. Kravtchouk quitte le parti et se déclare indépendantiste. Il devait en effet à ce moment-là effacer un impair : le premier jour du coup d'Etat, il agit avec une trop grande circonspection, évitant de condamner ouvertement les poutchistes. Certains membres du Roukh ont pensé qu'il avait commis là une erreur fatale et ne se sont pas privés de la dénoncer.

L'étonnant est que M. Kravtchouk a su parfaitement se réhabiliter et convaincre une majorité d'Ukrainiens de la sincérité de sa conversion d'appareilnik du communisme moscovite en démocrate indépendantiste. Il sait toucher l'Ukrainien profond en parlant à la télévision de sa mère à qui les bolcheviks arrachent une dernière vache lors de la collectivisation, ou de son neveu qui fut demandé pourquoi il était impopulaire. Il y a un an encore : « Parce que les gens ne savent pas que j'ai empêché les troupes soviétiques de réprimer les manifestations de Kiev à l'automne 1990 », répond-il. Bref, il rassure en se montrant pour ce qu'il est : un homme dont les convictions ont certes changé, à l'image d'ailleurs de nombreux Ukrainiens, mais qui, surtout, est le plus à même de défendre les intérêts de l'Ukraine face aux menaces du pouvoir russo-soviétique, dans l'étape périlleuse qui commence.

SOPHIE SHIHAB

Naissance d'un Etat

Suite de la première page

L'élection d'un homme du sérail plutôt que d'un héros de la lutte contre l'ancien régime. On peut y voir un réflexe de prudence, le désir de ne pas multiplier les risques à l'heure où l'Ukraine se lance dans la grande aventure de l'indépendance. Car ce risque-là, les Ukrainiens l'ont pris de la manière la plus résolue qui soit, de 80 à 90 % de « oui ». Comme prévu, c'est l'Ukraine occidentale qui s'est montrée la plus enthousiaste, confirmant son rôle traditionnel de pionnier, de « moteur » pour l'ensemble du pays.

Mais le résultat le plus appréciable vient des régions de l'Est et du Sud : 83 % de « oui » à l'indépendance dans le bassin minier de Donetsk (56 % en Crimée où les Russes représentent pourtant l'essentiel de la population).

C'est dans les régions où la proportion de « oui » a été la moins forte que la victoire de M. Kravtchouk à l'élection présidentielle a été la plus éclatante. Le phénomène ne saurait surprendre. Les ambiguïtés passées de M. Kravtchouk, sa longue fréquentation des autres ex-communistes à présent au pouvoir à Moscou, son rôle de médiateur entre l'Ukraine et la Russie.

Changement de ton

Mais le président élu ne donne aucun signe de vouloir revoir au berceau soviétique, tout au contraire. Dès lundi, en annonçant sa victoire aux observateurs étrangers venus assister à l'élection, il a été plus clair que jamais : « L'Ukraine ne signera pas le traité de l'Union », mais elle respectera ses accords bilatéraux avec la Russie. S'il n'y a pas d'Union, de quoi donc M. Gorbatchev sera-t-il président, a-t-on alors demandé à M. Kravtchouk qui a eu une réponse toute simple : « Je ne sais pas ».

Le président ukrainien a profité de l'occasion pour dire tout le mal qu'il pensait des déclarations faites la veille du référendum aussi bien par M. Gorbatchev que par M. Eltsine et dont le ton vaguement menaçant n'a pu que soulever l'indignation ukrainienne. M. Kravtchouk en avait d'ailleurs lui-même fort habilement tiré parti, intervenant à de multiples reprises à la télévision juste avant le vote pour exprimer son indignation.

A présent que la page est tournée, les dirigeants de Moscou ont tout naturellement changé de ton. M. Boris Eltsine a annoncé, tard dans la soirée de lundi, que la Russie allait reconnaître l'indépendance de l'Ukraine et il a ajouté que les nouvelles relations entre les deux Etats seraient « une importante contribution à la sécurité et à la stabilité sur le continent européen et dans le monde ». De son côté, M. Gorbatchev a adressé ses félicitations au président élu, mais non sans rappeler sa conviction que le meilleur moyen de résoudre les problèmes des peuples de l'ex-URSS « n'est pas la désintégration, mais la redistribution des pouvoirs et le renouvellement démocratique des structures de l'Union s'appuyant sur la souveraineté absolue et illimitée de ses membres ».

Les adjectifs « absolue » et « illimitée » sont là pour rassurer sur la pureté des intentions du président soviétique mais ne suffiront certainement pas à faire oublier en Ukraine ce que M. Gorbatchev avait dit avant l'élection. Dans une étonnante interview à l'hebdomadaire américain *US News and World Report* il avait, par exemple, estimé impossible « de même

considérer que l'Ukraine puisse quitter l'Union ». Il avait ajouté, avec une rare maladresse, qu'un cas où les « séparatistes » auraient malgré tout gain de cause, la Crimée demanderait son « retour à la Russie ».

Maigre consolation

L'enjeu, il est vrai, était considérable pour M. Gorbatchev car, sans l'Ukraine, il n'y a plus grand-chose pour faire contrepoids à la Russie, même si le Kazakhstan où M. Nursultan Nazarbaev vient de remporter l'élection présidentielle avec un score qui fleure le bon vieux temps (98,8 % des voix) se déclare, lui, toujours partisan d'une « Union ». Mais dans cette affaire ukrainienne, M. Gorbatchev semble s'être laissé emporter par ses sentiments profonds, un effort désespéré pour empêcher l'inductible. Son seul succès à cet égard est d'avoir persuadé M. Bush de retarder la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine par les Etats-Unis.

JAN KRAUZE

TURQUIE : répondant à l'attente de la population

Le gouvernement de M. Demirel veut lancer rapidement son programme de démocratisation

Les 444 députés présents à l'Assemblée nationale ont approuvé par 280 voix contre 164, samedi 30 novembre, le programme du gouvernement de coalition de M. Süleyman Demirel, formé par la Parti de la juste voie et le Parti populiste social-démocrate (SHP).

ISTANBUL

de notre correspondant

La confortable majorité obtenue par le septième gouvernement de M. Demirel devrait permettre au premier ministre de lancer rapidement les réformes légales prévues dans le cadre de son vaste programme de démocratisation, salué par la communauté diplomatique comme un pas important vers une véritable démocratie en Turquie. Dans l'attente d'une révision complète de la Constitution, le gouvernement espère notamment réviser le code pénal, « modifier radicalement » le décret anti-terroriste et assurer l'éducation des forces de police afin que « les stations de police cessent d'être terribles et que leur transparence soit assurée ». Les obstacles légaux à l'expression de l'identité ethnique, culturelle et linguistique de tous les citoyens turcs - référence indirecte aux 12 millions de Kurdes de Turquie - seront éliminés.

Pour prouver sa bonne volonté, le gouvernement a immédiatement fermé la prison à haute sécurité d'Edirne et transféré vers d'autres centres pénitentiaires les prisonniers politiques qui y étaient détenus dans des conditions dégradées. Mais, dans le même temps,

le sociologue turc Ismail Besikci, régulièrement emprisonné pour ses livres consacrés aux Kurdes, a été une fois de plus arrêté.

Les restrictions politiques imposées par les responsables du coup d'Etat militaire de septembre 1980 sont ancrées dans la Constitution. C'est donc à elle que le gouvernement devra s'attaquer pour pouvoir véritablement réformer le système légal. La tâche s'annonce ardue, puisque 300 voix, soit les deux tiers du Parlement, sont nécessaires pour faire passer tout amendement constitutionnel.

Des doutes sur les mesures économiques

Les doutes de ceux qui ne voyaient en M. Demirel qu'un politicien démagogue fondent progressivement devant l'engagement apparemment sincère du premier ministre, notamment dans le domaine des droits de l'homme et de la lutte contre la torture. « M. Demirel est un politicien très astucieux, il a compris qu'il avait été renversé par les militaires en 1980 parce qu'il n'était pas un véritable démocrate », explique ainsi un diplomate européen.

Sur le plan économique, en revanche, les doutes subsistent. Le gouvernement a promis de réduire le chômage et de faire baisser l'inflation et les taux d'intérêt. Mais les méthodes envisagées restent très vagues. C'est une des raisons pour lesquelles le dirigeant du Parti de la mère patrie (ANAP) et ancien premier ministre, M. Mesut Yilmaz, a justifié sa décision de ne pas accorder sa confiance au cabinet de M. Demirel, dont les plans

économiques ne sont, a-t-il dit, qu'une « liste de provisions écrite en vitesse ». M. Tansu Ciller, professeur d'économie, ministre d'Etat et auteur du programme, est souvent accusé dans les milieux d'affaires d'être dogmatique et de manquer d'expérience pratique.

Vent d'optimisme nouveau

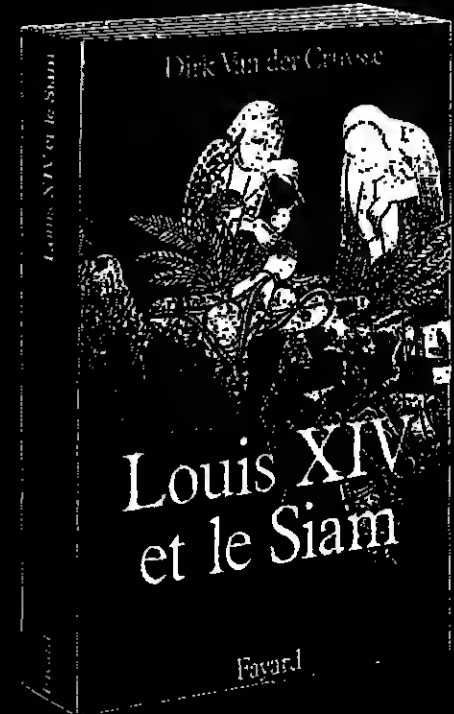
La réticence apparente des sociaux-démocrates, partenaires minoritaires de la coalition, pour privatiser les entreprises qui pèsent lourdement sur le budget de l'Etat, provoque également une certaine inquiétude. Malgré tout, l'arrivée au pouvoir de cette coalition, qui s'étend de la droite conservatrice à la gauche kémaliste et représente la moitié de l'électorat, a amené en Turquie un vent d'optimisme nouveau. Ce gouvernement est probablement celui de la dernière chance pour M. Demirel, qui est conscient des attentes de la population. « Nous savons tous que nous avons une lourde responsabilité et nous savons que nous ferons de notre mieux pour la Turquie et le peuple turc », a-t-il affirmé.

NICOLE POPE

Grève de la faim de réfugiés kurdes. - Le comité du Kurdistan en France indique qu'une grève de la faim est organisée dans la communauté kurde depuis la fin novembre, en France et dans d'autres pays européens, « pour protester contre la torture que fait subir l'Etat turc au peuple kurde au Kurdistan et à tous les prisonniers politiques kurdes ».

Le Siam au temps du Roi-Soleil

De temps en temps, la France fait un rêve bleu. Elle se figure, de bonne foi et avec roissement, que loin, bien loin au-delà des mers, il est une nation, ou une outre, qui, soudainement éblouie par le génie de Descartes et de Postel, brûle de passer sous nos lois, d'embrasser nos coutumes, de confesser nos croyances, de mettre ses pas dans les pas de la fille oinée de l'Eglise et de la mère des grands principes, de prouver son amour au roi très chrétien ou à la patrie des droits de l'homme et du double décimètre. C'est le rêve colonial. Très mal vu de nos jours. Mais qui a nourri jadis et naguère beaucoup d'aventures et de destins prodigieux. Il s'est appelé Inde, Louisiane, Afrique noire, Algérie, selon les temps. Sous Louis XIV, vers la fin du siècle, ce rêve s'appelait Siam.



Dirk Van der Cruyssen, qui connaît le Grand Siècle dans les coins et recoins, y compris les gaillardises de la Palatine, et qui connaît aussi l'Asie, démêle tous les secrets de cette histoire d'amour entre la France et le Siam.

L'Histoire chez FAYARD

EUROPE

YUGOSLAVIE : la guerre en Croatie

La Serbie se plaint des sanctions sélectives de la CEE

Les Douze ont décidé, lundi 2 décembre, de prendre des « mesures positives » à l'égard de quatre Républiques yougoslaves, en excluant la Serbie et le Monténégro, pour compenser les effets des sanctions qu'ils avaient prises contre la Yougoslavie (nos dernières éditions du 3 décembre). La Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Croatie et la Slovaquie bénéficieraient ainsi de la reprise de la coopération et de l'aide financière de la CEE. La décision des Douze revient à annuler, en faveur de ces quatre Républiques, les sanctions décidées le 8 novembre contre la Yougoslavie. La CEE va reprendre sa coopération économique, relancer son aide financière décidée dans le cadre du programme d'aide aux pays d'Europe de l'Est et accorder à nouveau à ces quatre Républiques les bénéfices du système de préférences généralisées.

BELGRADE

de notre correspondant

Le maintien par les Douze des sanctions économiques contre la Serbie et le Monténégro est « injuste et infondé car la Serbie a, dès le début, coopéré avec les médiateurs européens et accepté de signer tous les accords de cessez-le-feu, bien qu'elle ne soit pas en guerre », a déclaré lundi soir sur Radio Belgrade le ministre serbe des affaires étrangères, M. Vukobratovic. Selon ses estimations, 550 000 personnes ont quitté leur foyer dans les régions touchées par la guerre. Quelque 300 000 réfugiés se trouvent actuellement en Croatie et environ 250 000 ont rejoint la Serbie et les autres Républiques yougoslaves. Par ailleurs, 40 000 réfugiés de Croatie

love». De son côté, le ministre fédéral du commerce a souligné que les sanctions auront d'importantes répercussions en Serbie et au Monténégro puisqu'elles empêchent pratiquement toute exportation vers la CEE. Les secteurs les plus touchés seront les bovins, les fruits, les légumes, les boissons, l'industrie textile, la maroquinerie et les meubles.

Pour sa part, l'ambassadeur des Nations unies, M. Cyrus Vance, s'est entretenu à Belgrade avec le président serbe, M. Slobodan Milosevic, ainsi qu'avec le ministre fédéral de la défense, le général Kadijevic, pour préciser les modalités d'envoi de casques bleus. Il devrait rencontrer dans les jours prochains le président croate, M. Franjo Tudjman. Toutefois, puisque le quatorzième cessez-le-feu - vieux d'une semaine - n'est toujours pas respecté dans l'est de la Croatie, M. Vance a décidé de se rendre mardi à Osijek, le chef-lieu de la Slavonie, qui a subi plusieurs bombardements de l'armée fédérale ces derniers jours. M. Vance entend prendre connaissance de la situation militaire sur le terrain et se rendre des deux côtés de la ligne de front. Lors de sa troisième mission en Yougoslavie, il y a à peine trois semaines, l'envoyé spécial de l'ONU avait, dans le même objectif, visité Vukovar.

D'autre part, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) doit entamer dans le courant de la semaine la plus importante opération d'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées en Europe depuis la deuxième guerre mondiale. L'ambassadeur du HCR en Yougoslavie, M. José María Mendizábal, a annoncé à Zagreb que 17 millions de dollars avaient été prévus pour cette opération humanitaire. Selon ses estimations, 550 000 personnes ont quitté leur foyer dans les régions touchées par la guerre. Quelque 300 000 réfugiés se trouvent actuellement en Croatie et environ 250 000 ont rejoint la Serbie et les autres Républiques yougoslaves. Par ailleurs, 40 000 réfugiés de Croatie

se sont enfuis en Hongrie et quelque 5 000 en Autriche. Dans un premier temps, le HCR procèdera de modifications, de la nourriture, des vêtements et des couvertures.

La tactique de l'armée

Selon un rapport confidentiel de la mission européenne d'observation, destiné à la CEE et communiqué officiellement à la presse étrangère par les milieux diplomatiques occidentaux de Belgrade, l'armée yougoslave tente de conquérir les territoires croates jusqu'à la ligne Karlobag-Karlovac-Virovitica, c'est-à-dire jusqu'à la frontière imaginaire (allant de l'Adriatique à la Hongrie) de la « Grande Serbie » revendiquée par les extrémistes serbes. Ce document, intitulé *la Situation en Croatie le 26 novembre 1991*, constate que l'armée yougoslave, en dépit des pressions internationales et de la signature de nouveaux cessez-le-feu, poursuit son offensive en Croatie. La mission d'observation apporte comme exemple la rupture du troisième cessez-le-feu, signé le 15 novembre dernier et qui avait permis quelques jours plus tard la chute définitive de Vukovar (le 18 novembre) ainsi que de Srijem (le 19 novembre) et affirme que le prochain objectif de l'armée fédérale est Osijek.

Les résultats de l'étude européenne ont permis de déterminer la tactique de l'armée serbo-fédérale, dont la progression se fait de la façon suivante : Premièrement, les militaires ouvrent le feu à l'artillerie lourde sur un objectif déterminé pour forcer l'ennemi à capituler ; ensuite, leurs arrières, soutenus par les irréguliers serbes, avancent à pied pour occuper le terrain. Enfin, l'armée avance avec son armement pour assurer le contrôle.

Cette stratégie a été utilisée, selon les observateurs européens, à Vukovar ainsi qu'à Srijem et semble être appliquée dans le cas d'Osijek. Ils ajoutent qu'elle pourrait être éven-

tuellenent utilisée à Zadar (sur la côte adriatique) ainsi qu'à Sisak et Karlovac (dans la région de Zagreb). Dans le cas des petits villages, les habitants croates sont tués ou contraints de fuir, puis leurs maisons sont rasées. Les observateurs européens constatent que l'armée fédérale détruit tous les villages croates qu'elle conquiert. Dans certains cas, l'armée yougoslave choisit délibérément des cibles civiles ou symboliques, comme les écoles, les musées, les églises, les stations de radio et de télévision et, principalement, les hôpitaux. Ils remarquent que le nombre d'attaques et de bombardements sélectifs contre des objectifs civils va croissant.

La mission d'observation constate ensuite que les deux parties au conflit utilisent des formations paramilitaires dont les méthodes sont particulièrement brutales et arbitraires. Elle mentionne, du côté croate, les mercenaires et les unités néo-nazies du Parti du droit et, du côté serbe, les Tebetsniks et les milices de Krajina. Ces troupes irrégulières sont considérées comme responsables des plus grandes violences. Par ailleurs, les observateurs estiment que les populations civiles sont menacées, non seulement par les combats, les bombardements et la violence des irréguliers mais aussi par la malveillance de leur gouvernement. Ils reconnaissent notamment que le gouvernement croate, qui se refuse à abandonner ses territoires, empêche, d'une part, l'évacuation des civils des zones de combat et, d'autre part, les autorités locales de négocier avec l'armée fédérale dans le but d'éviter la destruction totale de leur région.

Pour finir, les observateurs européens estiment que leur sécurité et leur mission sont menacées par une armée fédérale qui pille les équipes de la CEE, qui viole les cessez-le-feu, retarde le retrait de ses garnisons de Croatie et leur refuse le droit d'inspection.

FLORENCE HARTMANN

AFRIQUE

KENYA : sous la pression de l'étranger

Le régime s'ouvre au multipartisme

NAIROBI

de notre correspondant

Le bureau directeur de la KANU, la formation au pouvoir à Nairobi, a recommandé, lundi 2 décembre, l'abrogation de l'article 2-A de la Constitution, on amendement voté en 1982 qui impose le système de parti unique. A l'issue d'un débat « intense », selon l'un des participants, cette suggestion devait être présentée à la conférence annuelle des députés de la KANU, mardi, à Nairobi.

Une fois avalisé par le parti unique, puis par le parlement, le retrait de cet article doit ouvrir la voie au multipartisme. « C'est la nouvelle nouvelle que j'ai entendue depuis des mois », s'est exclamé M. Martin Shikuku, membre fondateur du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), une association militante pour la démocratisation du pays.

J. H.

L'opposition se félicite de ce brusque revirement du pouvoir mais attend de voir quelles seront les règles du jeu politique. Elle craint notamment des élections anticipées trop précoces. « Il nous faut au moins six mois pour les préparer », estime M. Odunga Odinga, figure de proue de l'opposition.

La pression intérieure des opposants, de moins en moins intimidés par le pouvoir, a sans doute influencé la décision des dirigeants de la KANU, directement inspirée par le président Daniel Arap Moi (Le Monde du 3 décembre). Mais l'attitude des bailleurs de fonds occidentaux a été décisive : remis à Paris la semaine dernière, ils avaient décidé de geler toute assistance au Kenya en attendant des réformes économiques et politiques.

BURUNDI : forces de l'ordre contre maquisards hutus

Les affrontements ont fait près de trois cents morts

Selon un bilan encore provisoire, rendu public, dimanche 1^{er} décembre, à Bujumbura, par le ministère de l'Intérieur, plus de deux cent soixante-dix personnes ont été tuées, lors des combats entre les forces de l'ordre et les maquisards du Parti pour la libération du peuple buta (Palipehutu), fin novembre.

Les affrontements les plus meurtriers ont eu lieu dans la capitale, où cent trente-cinq personnes ont trouvé la mort, et dans les provinces de Cibitoke et de Bujumbura, dans le nord-ouest du pays. Ce bilan ne précise pas à quel

« camp » appartenaient les victimes - forces régulières, maquisards, ou civils. Parmi les très nombreuses personnes interpellées, cent cinquante-neuf ont été libérées et cent neuf autres « attendent d'être jugées », a ajouté le ministre. - (AFP)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : l'ancienne prison de M. Mandela sera transformée en musée. - La célèbre prison de Robben Island, dans laquelle Nelson Mandela a passé dix-huit ans, sera transformée en musée, et l'île sur laquelle elle se trouve en réserve naturelle. Le président du Congrès national africain (ANC) et d'autres anciens détenus vont être désignés comme conseillers pour la conception de ce musée qui sera en partie consacré au rôle de l'ANC dans l'histoire sud-africaine. - (Reuters, AP)

RWANDA : dix-sept civils tués par les rebelles. - Dix-sept personnes ont été tuées et neuf autres blessées, lors d'une attaque menée par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), dans la nuit du samedi 30 novembre au dimanche 1^{er} décembre, dans la région de Muvumba (nord-est), a affirmé, lundi, la radio nationale. Les victimes vivaient à Rwebare, dans un camp qui abrite six mille personnes déplacées, a-t-on précisé de même source. - (AFP, Reuters)

SENEGAL : M. Léopold Sédar Senghor hospitalisé en France. - L'ancien président sénégalais, M. Léopold Sédar Senghor, qui souffre de troubles cardiaques, a été admis au Centre hospitalier de Caen, qu'il devrait pouvoir quitter « d'ici deux à trois jours », a-on appris, lundi 2 décembre, de bonne source. Agé de quatre-vingt-cinq ans, M. Senghor, membre de l'Académie française, a présidé la République du Sénégal de 1960 à 1980. - (AFP)

SOUDAN : rupture de la trêve entre deux factions rebelles dans le Sud. - Un cessez-le-feu conclu entre deux factions rebelles soudanaises a été rompu par le colonel John Garang, ont annoncé, lundi 2 décembre, des porte-parole du mouvement rival à Nairobi. Selon eux, des troupes loyales au colonel Garang ont attaqué la semaine dernière la ville de Bor (sud-est du Soudan) dont s'étaient emparés récemment les dissidents de l'Armée populaire de libération du Soudan (Le Monde du 28 novembre). La trêve avait commencé le 27 novembre à la suite d'un accord médié par l'Eglise kenyanne. - (AFP)

Le ministre français de la défense, M. Jean-Marie Goy, est arrivé à Téhéran, a-t-on appris, lundi 2 décembre, à Téhéran pour une visite de deux jours « prévue de longue date ». M. Goy a confirmé son arrivée que les trois cents militaires départs vendredi par la France au Bénin avaient été pour « éventuellement protéger les ressortissants français au Togo ». Le ministre doit ensuite se rendre au Gabon puis au Tchad.

ESPAGNE

Deux dirigeants de l'ETA emprisonnés demandent l'arrêt de la lutte armée

MADRID

de notre correspondant

Deux membres importants de l'organisation indépendantiste basque ETA, emprisonnés pour divers assassinats, ont fait part de leur dégoût à la suite des attentats qui ont frappé dernièrement des enfants et ont exprimé le désir que cesse la lutte armée. Leurs propos ont été enregistrés lors de la visite d'un proche, deux jours après la mort, le 7 novembre, d'un enfant de deux ans tué lors de l'explosion de la voiture piégée de son père, un policier. Ces entretiens ont été communiqués à la presse par les autorités. Juan Antonio Urzua, condamné à trente et un ans de détention, se demande si « le sport national des quatre imbéciles qui sont en haut (à la tête de l'organisation) est de tuer des bambins. C'est une équipe d'anarchistes. Ça suffit dit-il. Nous avons dit cent mille fois que cela ne servirait à rien » Isidro Etxabe Urzua, condamné à deux cent une années d'emprisonnement, est du même avis. « Au cours des deux dernières années, souligne-t-il, sur

quatre actions, trois ont été ratées... Nous avons engendré la haine partout... De cette manière, nous sommes fermés toutes les portes ». Arrêté il y a dix ans, Urzua se demande pourquoi on s'en prend à des enfants comme cette jeune fille de treize ans qui a perdu les deux jambes dans un attentat commis à Madrid le 27 octobre dernier. « Pour moi, dit-il, ils ont perdu le nord (...). Nous sommes restés entre les mains d'incapables. Que l'on tue, d'accord, mais pas de façon déraisonnable. L'Europe a pris une route plutôt nette. Les schémas politiques sont tombés. C'est le moment d'œuvrer de façon politique. »

Tous deux préconisent le dialogue pour faire cesser cette folie meurtrière qui, ils en conviennent, dessert leur combat.

MICHEL BOLE-RICHARD

Pins de cent mille immigrés clandestins ont réquisitoiré leur situation. - Cent vingt mille clandestins ont demandé leur régularisation, selon les premiers chiffres officiels, depuis que le 10 juin dernier les autorités leur ont accordé un délai de six mois pour le faire. « 90 % des demandes ont été acceptées », a souligné le directeur général de la politique intérieure, M. Fernando Puig, en ajoutant que ceux qui n'auraient pas régularisé leur situation avant le 10 décembre seront ensuite expulsés. - (AFP)



7, rue Goussier St Cyr 75017 PARIS ☎47.66.02.44
179, rue Hausmann 75008 PARIS ☎42.39.55.91

EXCEPTIONNEL!
Partez avec votre
205, 309, 405, 605
turbo diesel
le Turbo est GRATUIT!
NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
c'est français, nous en sommes fiers!

23, rue des Bains-Paillotes 75003 PARIS ☎42.03.50.52
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

DIPLOMATIE

La préparation du sommet de Maastricht

L'union politique et l'union monétaire pourraient faire l'objet d'un seul traité

déclare M. Lubbers

« pas de solution alternative au succès » à Maastricht. Les résultats de ce sommet, qui clôturera les deux conférences intergouvernementales sur l'union monétaire et l'union politique, pourraient faire l'objet non pas de deux mais d'un seul traité, a laissé entendre M. Lubbers qui a souligné le caractère indissociable des deux unions et sa volonté d'éviter qu'un accord se fasse sur l'une et non sur l'autre.

Mettant fortement l'accent sur l'union politique de la Commu-

nauté, le président du Conseil a encore estimé que l'extension des compétences communautaires à la politique sociale fait partie d'un « minimum » qui doit être obtenu à Maastricht. Il espère par ailleurs que les pays européens prendront « des engagements fermes » quant à la politique d'asile et à l'immigration : « Ceux qui frappent à la porte de l'Europe doivent faire face à une Europe ouverte », a-t-il affirmé.

CHRISTIAN CHARTIER

La coopération militaire franco-britannique

Paris et Londres prévoient de construire ensemble des frégates anti-aériennes

Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, et son homologue britannique, M. Tom King, ont approuvé, lundi 2 décembre, le projet commun de construire une frégate de lutte anti-aérienne que les chefs d'état-major des deux armées ont signé en mars dernier (Le Monde du 6 mars). Ce bâtiment, qui devrait déplacer quelque 5 500 tonnes, a été prévu pour entrer en service au début du siècle prochain. Les besoins exprimés par la marine nationale sont de quatre exemplaires et ceux de la marine britannique seraient d'une demi-douzaine de navires.

C'est le plus important projet naval commun aux deux pays qui ait jamais été conçu. La France dispose à l'heure actuelle de quatre frégates anti-aériennes, dont les deux dernières, le Jean-Bart et le Cassard, viennent d'être mises en service et dont les deux plus anciennes, le Suffren et le Duquesne, qui datent de la fin des années 60, doivent être remplacées vers l'an 2002. Le Royaume-Uni envisage, de son côté, la succession de ses frégates, qui sont de la classe Sheffield et Manchester.

En mars dernier, les chefs d'état-major des deux armées concernées

avaient signé un premier document. Une nouvelle étape a été franchie avec l'échange de lettres entre MM. Joxe et King. Les deux ministres ont donné leur accord pour lancer des études préparatoires, d'une durée de dix-huit mois, afin de définir les caractéristiques et les performances de ces frégates. C'est en 1993 qu'en sera décidé le développement. Une part importante de l'armement sera commun, puisque cette classe de bâtiments devrait embarquer des missiles de défense aérienne (anti-aériens et antimissiles) à moyenne portée de la famille FAMS, conçus en coopération par Aérospatiale et Thomson-CSF (en France), Selenia (Italie), British Aerospace et Marconi (Grande-Bretagne). Ces frégates emporteront aussi des hélicoptères NH-90 (dans le cas de la marine nationale) et EH-101 (dans celui de la Royal Navy).

La France et le Royaume-Uni ont d'ores et déjà prévu que d'autres pays européens - on parle de l'Espagne ou de l'Italie - puissent se joindre ultérieurement à ce programme naval.

150

POURQUOI ÊTRE ACTIONNAIRE D'ELF AQUITAINE ?

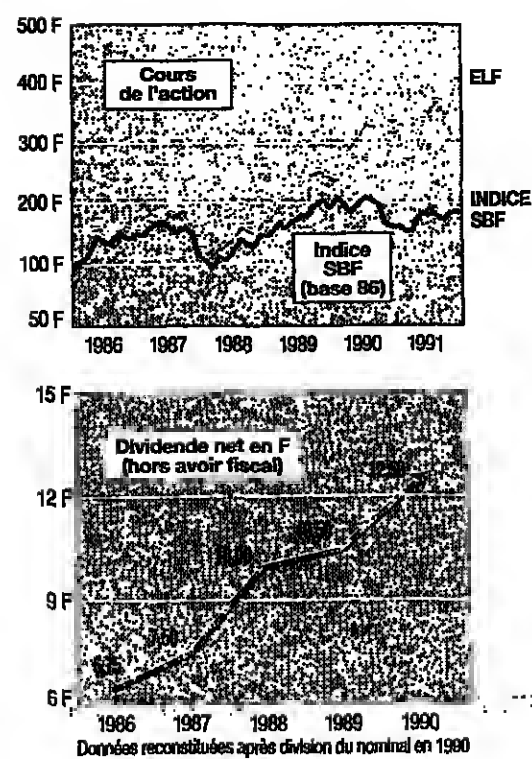
POUR PARTAGER AVEC NOUS LA PASSION DE L'ACTION

**Première entreprise industrielle française
Première capitalisation boursière à Paris
Un des dix premiers pétroliers mondiaux**

Pétrolier et gazier, ELF AQUITAINE a su s'imposer d'année en année dans de nouveaux grands secteurs d'activités tels que la chimie et la santé.

C'est un groupe industriel à la dimension et aux ambitions mondiales.

ELF AQUITAINE est aussi, pour ses actionnaires :
Un titre dont les performances dépassent celles du marché.
Un dividende en progression.



Du 11 décembre au 13 décembre 1991

(si les conditions du marché le permettent)

augmentez votre participation ou devenez actionnaire d'elf aquitaine

Pour acheter vos actions adressez-vous à votre banque, votre société de bourse, à La Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public afin de connaître les modalités de l'Offre Publique de Vente.

3.380.000 actions de la Société Nationale Elf Aquitaine de F 50 nominal portant jouissance du 1^{er} janvier 1991 seront mises en vente. Le prix de vente communiqué le 10 décembre sera net de tout frais pour les acquéreurs. Toute personne physique ou morale aura la faculté d'émettre un ordre d'achat, étant précisé que cet ordre devra :
• être unique • être déposé auprès d'un seul intermédiaire • être soit un ordre A, soit un ordre B.
L'ordre A portant sur 10 titres, ou sur un multiple de 10 titres sans pouvoir excéder 100 titres. L'ordre B portant sur 200 titres au moins ou sur un multiple de 100 titres, sans limitation.
Les actions ne peuvent être offertes ou vendues aux États-Unis d'Amérique sauf en respectant les obligations d'enregistrement, et de remise de prospectus découlant de l'U.S. Securities Act of 1933. Conformément à l'article 17 du règlement 89-03 de la COB un communiqué, soumis à l'appréciation de la COB, a été publié en date du 3.12.1991 dans la presse.
Un document de référence a été enregistré auprès de la COB le 10 juin 1991 sous le n° 91-228 ; des exemplaires sont disponibles auprès de la Société.

Pour toute information sur la Société

N° VERT: 05.05.11.11

MINITEL 36 16 0111

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

PROCHE-ORIENT

LIBAN

L'otage américain Alann Steen
a été libéré

Libéré mardi 3 décembre dans la matinée, l'ex-otage américain Alann Steen est arrivé à Damas et sera confié à des diplomates américains, ont annoncé des responsables syriens.

Alann Steen, cinquante-deux ans, ancien professeur au collège universitaire de Beyrouth, était détenu depuis près de cinq ans. D'autre part, une source chite pro-irakienne a indiqué, lundi, que Cheikh Abdel Karim Obeid, responsable du Hezbollah, qui avait été enlevé par un commando israélien, en juillet 1989, dans le sud du Liban et dont les preneurs d'otages occidentaux exigent l'élargissement, sera remis en liberté entre le 10 et le 20 décembre, « après la libération des deux derniers otages américains », MM. Terry Anderson et Alann Steen. Selon cette source, c'est M. Giandomenico Picca, l'ambassadeur américain à Damas, qui a informé les milieux libanais des intentions de l'Etat hébreu.

Principal négociateur israélien dans l'affaire des otages, M. Uri Lubrani a répété que « Cheikh Obeid sera libéré si nous obtenons toutes les précisions voulues sur nos

prisonniers de guerre et disparus ». Se déclarant « très prudent » car, « dans cette affaire, il y a beaucoup de mines et d'obstacles », il n'a pas manqué de reconnaître que « nous n'avons jamais été dans une situation telle que celle dans laquelle nous sommes désormais et nous allons en voir les résultats ».

Septième ntage occidental à retrouver la liberté depuis le début — au mois d'août — de la médiation de l'ONU, l'Américain Joseph Cippin est arrivé, lundi soir 2 décembre, à l'hôpital militaire américain de Wiesbaden en Allemagne, en provenance de Damas où les autorités syriennes l'avaient remis, quelques heures plus tôt, à l'ambassadeur des Etats-Unis en Syrie.

« Je suis resté cinq ans sans journaux, sans télévision, sans magazine, a raconté M. Cippin. Je dois maintenant tout réapprendre. » L'ex-otage américain a aussi révélé qu'il avait été hospitalisé d'urgence, il y a deux mois, pour une opération à l'estomac et que, pendant ses 1907 jours de captivité, il avait changé vingt fois de lieu de résidence. — (AFP, Reuters.)

Les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

La Libye affirme que les accusations
occidentales « ne sont étayées
par aucune preuve »

La CEE soutient les actions judiciaires engagées contre la Libye par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis à la suite des attentats commis, en 1988 et 1989, contre les avions de la PanAm et d'UTA, a annoncé, lundi 2 décembre, à Bruxelles, le chef de la diplomatie néerlandaise, à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères. « Les autorités judiciaires françaises doivent poursuivre de façon implacable les terroristes », a pour sa part, déclaré M. Roland Dumas, qui, au nom de la France, a remercié la Communauté européenne de se solidariser avec son action.

De son côté, le gouvernement de Londres a réitéré, lundi, sa demande d'extradition de deux Libyens impliqués, selon les justifications britanniques et américaines, dans l'attentat contre le Boeing de la PanAm, « L'aboulissement logique de trois ans d'enquête, qui a été méticuleuse et détaillée, est un processus, nû le crime a eu lieu », a insisté un porte-parole du Foreign Office.

Mais, la Libye a, une nouvelle fois, lundi, refusé de se soumettre aux sommations occidentales. Dans

un communiqué diffusé par l'Agence JANA, le ministère des affaires étrangères a estimé que l'inculpation des Libyens « n'est étayée par aucun indice ou preuve ». Il souligne que la déclaration conjointe américano-britannique « campant en filigrane des objectifs politiques visant à [nuire] au régime libyen » et estime que « le recours aux médias pour négocier ne saurait aider au règlement des différends entre Etats ».

D'autre part, le colonel Yousef Abdel Kader El Dibri, nouveau responsable de l'Office de sécurité extérieure de la Libye, a affirmé, lundi, dans une interview accordée à l'AFP, son intention de « réviser » ces accusations. « L'enquêteur sur toutes les accusations qui ont été portées contre nous, a-t-il promis, se cherchera à connaître les relations de cet organisme avec le KGB par exemple ou avec des services ant-occidentaux arabes. Nous sommes déterminés à nous présenter sous un jour différent de celui sous lequel le monde nous voit. » Et de conclure : « nous demeurons déterminés à être des héros de la paix et de l'amour entre les peuples. » — (AFP.)

IRAN : selon la télévision

Plusieurs centaines d'opposants
ont été arrêtés

Plusieurs centaines de personnes, notamment des membres de l'opposition monarchiste, de l'ancienne police secrète du Shah — la Savak — et des Moudjahidines du peuple, ont été arrêtées récemment en Iran, a annoncé, lundi 2 décembre, la télévision iranienne. Celle-ci a précisé que quelque 300 personnes, appartenant à quatre différents réseaux, ont été arrêtées « au cours des derniers mois ». Le parquet militaire de Téhéran a indiqué qu'un officier de l'armée avait été enlèvement à mort après avoir été « arrêté et ramené de force en Iran » de l'étranger où il

avait cherché refuge. L'officier, « qui avait été trois de ses collaborateurs et s'était réfugié dans un pays voisin de l'Iran », qui n'a pas été identifié, a été « repéré grâce à une importante collaboration internationale », selon le parquet, qui a souligné que l'officier avait « fourni des renseignements militaires » au pays concerné.

En outre, toujours selon le parquet cité par la télévision « les membres d'un important réseau de corruption financière, d'escroquerie et de vol de biens publics, de falsification de documents officiels et de vols à main armée, ont été arrêtés. » — (AFP.)

Pour avoir livré des informations à l'Irak

Un soldat américain condamné

Le quartier général des forces américaines en Europe a annoncé, lundi 2 décembre à Heidelberg, qu'un soldat basé en Allemagne a été condamné à 34 ans de prison pour avoir livré des informations pendant la crise du Golfe à l'Irak et à la Jordanie. Ce soldat américain, dont le nom n'a pas été révélé, a été arrêté en mars et condamné par un tribunal militaire, en juillet.

Après avoir contacté, en décembre 1990, les ambassades d'Irak et de Jordanie en Belgique et en Allemagne, le soldat, qui appartenait à la 8^e division d'infanterie, leur a livré des informations sur les déplacements vers le Golfe des unités américaines stationnées en Allemagne ainsi qu'un exemplaire d'une tenue de protection contre les armes chimiques et biologiques. — (AFP.)

SYRIE : le président Assad plébiscité pour un quatrième septennat

Le régime prend ses précautions pour passer
le cap difficile des négociations de paix

Au terme de quatorze jours d'incessantes manifestations de soutien, dans une débauche de slogans et de banderoles, le président Hafez El Assad a été plébiscité, lundi 2 décembre, pour un quatrième septennat. Sa réélection, avancée de trois mois, comme cette mobilisation populaire ne sont pas sans lien avec le processus de paix au Proche-Orient, dans lequel la Syrie s'est engagée avec réticence et inquiétude.

DAMAS

de notre envoyé spécial

Rien n'a été négligé pour ce plébiscite pourtant sans enjeu, et si les autorités ont fait appel successivement à toutes les couches de la population, il s'agit plus, comme l'affirme un politicien, « de légitimer par avance la conduite des négociations de paix que de consolider un régime » qui n'est pas menacé. « Cette démonstration de force, ajoute-t-il, a sans doute aussi pour but de compenser, dans l'esprit de la population, un sentiment d'impuissance » face à des négociations auxquelles la Syrie — comme ses autres partenaires — a été contrainte de participer par les Etats-Unis.

On ne passe pas facilement, du jour au lendemain, d'un discours belliqueux contre l'ennemi israélien à la table des négociations avec celui-ci. Il n'est pas sans intérêt de noter que la télévision locale n'a retransmis, de la conférence de Madrid, que les images de la seule délégation syrienne et que la prestation du ministre des affaires étrangères a été, ici, appréciée de tous, y compris de la vieille bourgeoisie damasienne, peu suspecte de complaisance à l'égard du régime. L'attitude de Damas a même réjou, au-delà des frontières, « la rue arabe » : « La Syrie a ainsi effacé l'impression laissée par sa participation à la guerre du Golfe aux côtés des troupes américaines », remarque un diplomate.

La « précipitation »
des monarchies pétrolières

La position de Damas est d'autant plus fragile que, pour le moment, la coordination entre partenaires arabes reste lettre morte. La Syrie demeure le seul obstacle sérieux sur la voie d'une normalisation tant souhaitée par Israël. Dicté par l'intérêt et la crainte partagée de l'isolement, le rapprochement de la Syrie avec l'OLP — un partenaire avec lequel elle s'est trouvée plus souvent en conflit qu'en accord — n'est que de pure circonstance.

La Syrie s'est inquiétée, à plusieurs reprises, auprès de l'OLP, de voir la délégation palestinienne échapper à son contrôle et subir trop fortement l'influence de la



Jordanie, de l'Egypte, des Etats du Golfe et des Etats-Unis. On paraît craindre à Damas que « le souci légitime » des Palestiniens de l'intérieur d'obtenir assez vite des résultats ne les entraîne sur la voie de concessions qui rendront plus difficiles les autres négociations.

Crainte d'autant plus forte que, dans ces pourparlers à plusieurs facettes, les Etats-Unis veulent, semble-t-il, donner la priorité aux négociations bilatérales israélo-palestiniennes. Or Damas estime que rien de concret ne pourra être obtenu aussi longtemps que demeureront au pouvoir, en Israël, M. Shamir et les siens. La coordination entre la Syrie et l'OLP risque donc de trouver ses limites à la fois dans l'analyse que fera la centrale palestinienne de ses propres intérêts et dans la capacité à contrôler sa délégation, d'un bout à l'autre du processus de paix.

Aussi Damas juge-t-il sévèrement la « précipitation » des autres pays arabes. Ses reproches sont d'autant plus vifs à l'encontre des monarchies pétrolières que celles-ci n'ont d'autre différend avec Israël que celui de la reconnaissance par l'Etat hébreu des droits des Palestiniens et des Arabes, et que l'on comprend mal, comme l'a laissé entendre le chef de la diplomatie syrienne à ses pairs du Golfe, que ceux-ci veulent traiter avec Jérusalem de questions diverses prévalant sur les négociations multilatérales, en l'absence des principaux intéressés, la Syrie — dont la défection entraînera sans doute celle du Liban — ayant décidé, pour l'instant, de ne pas y participer.

« Admettez-vous, leur aurait-il dit, que nous discussions des pro-

blemes du Golfe avec l'Irak en votre absence ? » Cette fréquente allusion au voisin irakien avait été faite, pour la première fois, par le président Assad au secrétaire d'Etat américain, à propos des négociations multilatérales. « Si la Mauritanie y participe, aurait déclaré M. Assad, pourquoi pas l'Irak ? » Certes, souligne-t-on à Damas, il n'est pas question de reprendre le dialogue avec le président Saddam Hussein, mais l'Irak ne peut tout de même pas être mis sur le même pied qu'Israël.

Un minimum de solidarité arabe paraît à Damas d'autant plus nécessaire qu'il n'est pas douteux que la confiance toujours officiellement affichée vis-à-vis des Etats-Unis semble avoir été quelque peu ébranlée à Madrid. Sincèrement surpris du déplacement du lieu des négociations, les Syriens s'interrogent : si les Etats-Unis ne tiennent pas leurs engagements sur une question aussi mineure, qu'en sera-t-il pour des affaires plus importantes ? Et ce d'autant plus que « la politique des petits pas pour créer la confiance », suivie par Washington, s'oppose à la conception syrienne du respect préalable des principes, dont celui du retrait israélien des territoires occupés.

Diserètement, comme à son habitude, Damas a pourtant fait un certain nombre de gestes pour contenter Washington et répondre à son souci de voir la Syrie interrompre son soutien aux groupes terroristes et respecter les droits de l'homme. Ainsi, pour tenter d'être rayée de la liste, établie par le département d'Etat, des pays soutenant le terrorisme, la Syrie a contraint, depuis le mois de sep-

Le Baas
et les autres

Si la récente libération d'une centaine d'islamistes dont vingt-cinq femmes environ, celle d'un Jordanien et d'un irakien impliqués dans le coup d'Etat de 1970, le droit de visite accordé, pour la première fois, à des familles de détenus en prison depuis 1981, paraissent davantage relever d'une volonté de désépuration en ces temps délicats, ces décisions ne peuvent être que favorablement accueillies.

Ces premiers gestes, estime-t-on, pourraient être suivis d'autres à la veille ou au début du quatrième septennat du président Assad. La prudence ennemie, toutefois, d'attendre pour mesurer jusqu'où est prêt à aller, dans cette voie, la Syrie, déjà engagée dans un timide mouvement de libéralisation économique.

L'émergence de quatre petits partis politiques, à côté du Baas dont l'idéologie a été absente des slogans de ces dernières semaines, donnerait à penser que le président Assad pourrait se détacher quelque peu d'un parti dont les pesanteurs risqueraient de freiner son action. Les membres de ces nouvelles formations, dont la fidélité est acquise au seul chef de l'Etat, pourraient, dit-on, bénéficier des mêmes privilèges que ceux accordés aux baasistes.

Cette lente évolution dépendra aussi de la bonne marche d'un processus de paix dans lequel la Syrie n'entend pas se laisser entraîner sans s'entourer d'un minimum de garanties.

FRANÇOISE CHIPHAUX

La reprise des pourparlers de paix à Washington

Les délégations arabes
à pied d'œuvre, celle d'Israël
attendue le 9 décembre

La Syrie, la Jordanie, les Palestiniens et le Liban ont pris le chemin de Washington pour la reprise des négociations bilatérales avec Israël — dont la délégation principale n'arrivera que le 9 décembre — sans avoir réussi à adopter une position commune sur la procédure et la substance de ces pourparlers. Selon des sources diplomatiques arabes, une réunion de coordination entre les délégations syrienne, jordanienne et palestinienne, qui devait se tenir il y a une dizaine de jours à Amman, n'a pas eu lieu et des divergences persistent.

Elles opposent pour l'essentiel la Syrie et l'OLP d'une part et la Jordanie de l'autre. « On a ajouté de mêmes sources, Israël veut limiter autant que possible les discussions prévues à l'examen de la procédure à suivre pour des négociations ultérieures, qui auraient lieu dans une autre capitale, de préférence au Proche-Orient. Les Arabes exigent,

au contraire, que les entretiens se poursuivent à Washington et abordent immédiatement le vif du sujet.

Mais la similitude des points de vue entre les partenaires arabes s'arrête là. La Jordanie est en effet contrainte d'examiner avec Israël des questions — le « tracé des frontières dans le secteur de la vallée de l'Araba », mais aussi des « problèmes d'intérêt commun, comme l'eau, les phosphates, le tourisme, et la coopération portuaire sur la Mer Rouge » — qui, au regard de ses partenaires, relèvent des négociations multilatérales. Or la Syrie ne veut pas que les parties arabes abordent avec Israël ces problèmes, dans la perspective d'une normalisation, avant un engagement de l'Etat hébreu à se retirer des territoires occupés en 1967. Les Palestiniens partagent le point de vue syrien sur ce point. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

Dien Bien Phu

La bataille reconstituée
à travers les médias
de l'année 1954,
par Jacques Dalloz

Collection
Les médias
et l'événement
• Un livret
de commentaires
de 96 pages
• Un jeu
de 16 fac-similés
de journaux d'époque
l'ensemble, 95 F



28, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 70 00

documentation

11 40 15 70 00

الشرق الأوسط

Jour passer
de paix

PAKISTAN : après l'arrestation de partisans de M^{me} Benazir Bhutto

L'armée s'inquiète de la dégradation du jeu politique

La grève organisée, samedi 30 novembre, dans le Sind par l'ancien premier ministre Benazir Bhutto pour protester contre les arrestations massives opérées parmi ses partisans n'a connu qu'un succès partiel. Le mouvement a été largement suivi dans les zones rurales, mais pratiquement ignoré dans les grandes agglomérations, notamment à Karachi, à l'exception des quartiers où le Parti du peuple (PPP, principal mouvement d'opposition) est puissant. Cette radicalisation des tensions inquiète l'armée.

ISLAMABAD

de notre correspondant

Depuis sa destitution par le président Ghulam Ishaq Khan, en août 1990, M^{me} Benazir Bhutto est prise au piège : déclenche-t-elle une action ou prononce-t-elle une phrase assassine qu'on l'accuse de favoriser le rétablissement de la loi martiale, voire le « démembrement » du Pakistan. Toute radicalisation du débat rappelle en effet

de mauvais souvenirs. Le pouvoir utilise la crainte d'un retour au « totalitarisme » des que le ton se durcit — non sans hypocrisie : le chef de l'Etat et nombre de ministres du gouvernement Sharif n'ont-ils pas servi sous le général Zia ?

« La grève dans le Sind a été un échec total, c'était un complot contre la démocratie », a ainsi déclaré M. Irfanullah Marwat, conseiller du gouvernement du Sind pour les affaires intérieures et gendre du président. Pendant qu'il parlait, les arrestations de militants du PPP se poursuivaient. Mille, deux mille interpellations depuis une semaine, qui sait ? Une chose est sûre : de nombreux cadres du parti se cachent. Des dizaines d'autres sont en prison depuis plus d'un an. La capacité de mobilisation du parti s'en trouve affectée.

Tendances séparatistes

M^{me} Bhutto n'en reste pas moins populaire. Les manifestations qu'elle a organisées en octobre dans le Pendjab, au plus fort du scandale des coopératives, ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes en colère contre les « fraudes » et actes de « corruption » de l'équipe au pouvoir. Le chef de

l'opposition affirme que le président serait seul responsable d'un éventuel retour des militaires au pouvoir : « C'est lui qui a limogé le gouvernement élu ; c'est lui qui a trahi les élections ; c'est lui qui a lancé la chasse aux sorcières », a-t-elle déclaré à l'issue de la grève.

Les autorités savent, pour leur part, quelles cordes faire vibrer. En annonçant des arrestations dans le Sind (318 « seulement », assurent-elles), elles ont affirmé qu'il s'agissait de « terroristes d'Al-Zulfikar » — l'AZO, organisation créditée de liens avec l'Inde ennemie lors de la lutte clandestine du PPP contre le général Zia.

M. Jam Sadiq Ali, chef du gouvernement sindh et ami du président, assure que « six mille terroristes de l'AZO ont été entraînés en Inde et sont aujourd'hui actifs dans la province ». Dans ce contexte fort tendu, l'armée apparaît une nouvelle fois, comme l'arbitre du jeu. Certains généraux s'inquiètent de la répression menée par M. Sadiq Ali, qui ne fait qu'accroître, à leurs yeux, les tendances séparatistes de la grande province méridionale. L'éclosion, en 1971, du Pakistan-Orient (devenu le Bangladesh) banne, il est vrai, leur mémoire.

GAD SUTHERLAND

CAMBODGE : selon des documents récupérés dans sa résidence

La délégation khmère rouge à Phnom-Penh était en contact direct avec M. Pol Pot

Les Khmers rouges ont exigé, lundi 2 décembre, l'envoi immédiat de 800 soldats des Nations unies à Phnom-Penh pour assurer leur protection. M. Hun Sen a donné son accord à cette demande. A la suite de quoi, le dirigeant khmère rouge Khieu Samphan, qui avait été contraint de fuir Phnom-Penh le 27 novembre dernier, a annoncé mardi qu'il avait accepté de retourner dans la capitale cambodgienne.

Des documents trouvés lors du sac de la résidence des Khmers rouges, la semaine dernière à Phnom-Penh, indiquent que la délégation rendait compte régulièrement de ses activités à M. Pol Pot. Les Khmers rouges ont affirmé depuis des années que ce

dernier s'était retiré de la direction du mouvement. Mais il continue de le diriger depuis la Thaïlande ou des bases situées dans la jungle de l'ouest du pays.

Des journalistes de l'AAPP ont saisi des lettres manuscrites ou tapées à la machine et adressées au « N° 27 et 28 », qui étaient réunies dans un dossier intitulé « procès-verbaux de Phnom-Penh ». Selon des spécialistes des Khmers rouges — notamment le chercheur français Christophe Peschoux — « 27 » est le numéro de code de M. Pol Pot.

Ces lettres, dont les dates sont antérieures à la venue de M. Khieu Samphan, sont signées de « Khieu », qui pourrait être le nom de code de M. Son Sen, l'un des deux Khmers rouges du Conseil national suprême (CNS). L'une d'elles, en effet, fait état de la pré-

sence de « Khieu » à la cérémonie de signature d'un document sur le rapatriement des réfugiés cambodgiens de Thaïlande, le 21 novembre, au palais royal à Phnom-Penh. Or, M. Son Sen était le seul Khmer rouge présent à cette occasion.

Ces textes rendent compte de l'activité de la délégation et de celle des autres factions de manière détaillée, dans le style méticuleux de la bureaucratie khmère rouge. La même lettre rend compte d'une visite de la capitale après treize ans d'absence. « Khieu » y souligne qu'il y a « beaucoup de monde », que les gens ont « de bonnes mines », mais « qu'ils ne sont pas tout à fait heureux à cause de la vie très dure pour les fonctionnaires » qui n'ont pas « touché de salaires pendant les six derniers mois ». — (AFP)

CHINE

Mort en détention d'un évêque catholique « clandestin »

Mgr Paul Shi Chunjie, évêque catholique auxiliaire « clandestin » de Baoding, dans le Hebei — province qui entoure Pékin — est mort alors qu'il était détenu sous la surveillance de la police dans une maison de retraite, a annoncé l'Agence d'Asie, l'Agence d'informations des Missions étrangères de Paris.

Il avait été arrêté en même temps que trois autres prêtres, Mgrs Paul Liu Shuhé, évêque de Yixian, Pierre Chen Jianzhang, évêque de Baoding, et Cosmas Shi Enxiang, évêque auxiliaire de Yixian, et vingt-cinq prêtres, religieux et laïcs, les 13 et 14 décembre 1990. Ils avaient été « invités » à suivre des sessions de « rééducation

politique ». Très âgé, Mgr Paul Shi, qui était aveugle et de santé précaire, était chargé de la formation spirituelle des candidats à la vie religieuse dans les diocèses de Baoding et de Yixian.

Selon des sources catholiques locales, les autorités ont exigé que ses funérailles soient célébrées deux jours seulement après sa mort, pour éviter un rassemblement de foule. Un millier de personnes ont néanmoins assisté à la cérémonie. Le Hebei est l'une des places fortes de l'Eglise « clandestine », dont les effectifs sont à peu près égaux à ceux de l'Eglise « patriotique » officielle.

JAPON

La Chambre basse a adopté un projet de loi sur l'envoi de militaires à l'étranger

La Chambre basse de la Diète a adopté, mardi 3 décembre, un projet de loi sur la participation de militaires japonais à des opérations de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies, ou « PKO » (Peace-Keeping Operations) (le Monde du 29 novembre). Ce texte a été adopté par 311 voix contre 167, trois partis d'opposition, socialiste, communiste et démocrate-social ayant voté contre. Le parti libéral-démocrate a bénéficié du soutien du parti Komeito (bouddhiste). Il doit être soumis à la Chambre haute.

Selon ce texte, le contingent japonais se limitera à 2 000 hommes membres des forces d'auto-défense. — (AFP)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : à l'issue de son premier congrès

Le parti de « Lula » prône l'ouverture sans rejeter le socialisme

Le Parti brésilien des travailleurs (PT) a clos, dimanche 1^{er} décembre, son premier congrès à São-Bernardo-do-Campo, près de São-Paulo. Sous l'impulsion de son président, Luis-Inacio Lula-da-Silva, dit « Lula », le parti de gauche le plus puissant du pays — et pratiquement le seul de l'échiquier politique à posséder une réelle organisation et une base solide — a procédé à une large confrontation d'idées, à la lumière des événements survenus en Union Soviétique et dans les pays de l'Est.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le Parti des travailleurs, fondé il y a onze ans par des dirigeants syndicaux et dont le président avait frisé la victoire lors de l'élection présidentielle de mars 1989 en recueillant 47 % des suffrages, a rassemblé mille deux cents délé-

gués représentant quelques centaines de milliers de militants. Plusieurs courants se sont affrontés durant le congrès, des trotskistes les plus endurcis aux sociaux-démocrates soucieux d'alliances les plus larges possibles, en passant par les marxistes orthodoxes. Le PT compte actuellement un sénateur, trente-cinq députés et vingt-cinq maires, dont M. Luizza Erundino, dans la plus grande ville du pays, São-Paulo. Il maintient des relations très étroites avec le principal syndicat du pays, la Centrale unique des travailleurs (CUT).

Les débats du congrès ont consacré la victoire de la « thèse de l'ouverture », présentée par la direction du parti. Elle préconisait notamment une alliance assez large avec les partis progressistes — à l'exemple de celle qui lui a permis de remporter la mairie de São-Paulo, — dans la perspective des élections municipales de 1992 et de la prochaine élection présidentielle de 1994. Sans rejeter le « socialisme », le congrès a maintenu la ligne originelle d'un parti qui refuse une « doctrine rigide et immuable », tout en rendant un hommage appuyé à Cuba.

Dans une interview publiée il y a quelques mois par le quotidien *la Folha de São-Paulo*, Luis Inacio Lula da Silva avait affirmé qu'il défendait « un système socialiste démocratique, pluraliste, où le mouvement syndical a le droit de s'organiser et de faire grève et où il n'est pas nécessaire de nationaliser les secteurs de production, à l'exception de ceux qui sont stratégiques », en ne rejetant pas non plus l'économie de marché.

Cette ligne médiane, adoptée par le congrès et destinée à permettre le maintien de l'unité du parti, accentue la modernisation d'une jeune formation qui a connu une évolution très rapide sous la pression de son succès à la dernière élection présidentielle. Une situation parfaitement résumée par le député fédéral Helio Bicudo, qui a affirmé : « Ce n'est pas le que nous allons décider l'adoption d'un socialisme A, B ou C. Notre modèle est défini par notre politique quotidienne, notre action dans les mairies, au Parlement et dans la société ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ARGENTINE

Un radical a été élu gouverneur de la province de Catamarca

BUENOS AIRES

de notre correspondante

« C'est la fin de la peur et de la corruption. » Accueillie par des cris de joie, la défaite de l'ancien gouverneur péroniste de Catamarca, M. Ramon Saadi, marque l'effondrement d'une dynastie familiale qui dominait la vie politique de cette province du nord-est de l'Argentine depuis plus de quarante ans. C'est un radical, M. Arnaldo Castillo, qui l'a emporté, dimanche 1^{er} décembre, à la tête d'une coalition regroupant des péronistes dis-

sidents et des hommes issus des partis de gauche. Ami de longue date du président Menem, M. Saadi avait été destitué en avril dernier à la suite d'une avalanche de scandales liés à la corruption, et n'avait pu se présenter sous l'étiquette du parti péroniste officiel, dont le candidat n'est arrivé qu'en troisième position.

Depuis plus d'un an, Catamarca est secoué par une fronde contre le clan Saadi, accusé d'étouffer l'enquête sur le décès d'une collégienne de dix-sept ans, morte d'overdose au cours d'une « petite fête » de notables. Très vite, la politique, l'argent, le sexe et la drogue sont apparus comme les principaux ingrédients d'un véritable roman policier, qui continue à tenir en haleine le pays.

Ce scrutin se déroulait dans le cadre d'une série d'élections partielles organisées depuis avril pour remplacer vingt-trois gouverneurs et renouveler la moitié de la Chambre des députés. Les résultats, encore incomplets, constituent une victoire pour le président Menem, au pouvoir depuis juillet 1989. Le gouvernement est d'ores et déjà assuré de la majorité au sein de la nouvelle Chambre, qui siégera à partir du 10 décembre.

CHRISTINE LEGRAND

HAÏTI

Les États-Unis quintuplent leur capacité d'accueil des réfugiés

Les États-Unis ont annoncé, lundi 2 décembre, l'ouverture de nouveaux camps de réfugiés sur leur base navale de Guantanamo (Cuba), faisant ainsi passer de 2 500 à 12 500 la capacité d'accueil de ces installations provisoires. Depuis le coup d'Etat du 30 septembre contre le président Jean-Bertrand Aristide, 6 370 réfugiés haïtiens ont été recueillis par des bases américaines, dont 3 000 ont été installés à Guantanamo et 2 225 restent à bord de bâtiments.

D'autre part, à Jacmel (sud-est d'Haïti) et à Port-au-Prince de nombreux partisans du Père Aristide ont été arrêtés à la fin de la semaine dernière. Un inconnu armé d'un revolver a par ailleurs été abattu par des sentinelles après avoir escaladé les grilles du palais présidentiel. — (AFP, Reuters)

o PÉROU : trente-trois morts lors de violences politiques. — Au moins vingt-six guérilleros du Sentier lumineux et cinq paysans ont été tués en deux jours dans les Andes et l'Amazonie péruviennes lors d' accrochages avec les forces de l'ordre et d'autres incidents violents. Deux militaires ont également péri. La guerrilla a multiplié les affrontements à l'approche, mardi 3 décembre, du cinquante-septième anniversaire du chef des « Senderos », M. Abimael Guzman, dit « président Gonzalo ». — (AFP)

« La classe affaires est un plaisir de KLM fait peau neuve »

Et se hisse à de nouvelles altitudes

KLM

Royal Dutch Airlines

Sur la classe affaires européenne, la différence est visible dès que vous montez à bord. Les sièges sont les plus larges de la catégorie et en plus, nous y avons installé une véritable cloison. (Cela change des habituels rideaux que l'on rencontre ailleurs.)

Composés des produits les plus frais, nos menus sont différents sur les vols aller et retour. Servis dans une fine porcelaine, ils vous sont proposés avec des petits pains croustillants à discrétion.

A Schiphol, notre nouveau salon classe affaires vous offre, au-delà d'un confort de haut niveau,

tous les services bureautiques qui vous permettront de rester efficace en toute liberté : téléphone, fax, PC, impression et photocopie.

Pour éviter toute attente, vous pouvez également réserver votre vol KLM et votre place en appelant 24 heures sur 24 le (int) 31-6-8 747 747.

Le service KLM qui vous est offert en classe affaires a été jugé de « très haut niveau » par 99 % de nos passagers.

Venez apprécier l'agrément d'une classe à part. Empruntez la voie royale KLM. Et vivez la différence.

La Ligne de Confiance: KLM

Bien Phu

POLITIQUE

L'examen du livre II du code pénal au Palais-Bourbon

L'Assemblée refuse de sanctionner la dissémination du sida liée à un « comportement imprudent ou négligent »

Les députés ont adopté ce dimanche la nuit du 2 au 3 décembre, le livre II du code pénal relatif aux atteintes contre les personnes. Le PS a voté pour, le RPR s'est abstenu, l'UDF, l'UDF et le PC ont voté contre.

Après avoir rétabli l'essentiel du dispositif modifié par le Sénat, notamment à propos de l'application de la peine de sûreté obligatoire, « qui doit rester exceptionnelle », selon M. Sapin, et de celle d'interdiction du territoire, qui garde un caractère facultatif, alors que les sénateurs avaient souhaité un usage plus systématique, les députés sont revenus longuement

sur les dispositions encore en discussion entre les deux Assemblées.

● **Crimes contre l'humanité.** — Les députés ont adopté un amendement de M. Michel Ponce (PS, Bouches-du-Rhône), rapporteur de la commission des lois, qui introduit dans le projet de loi, parmi les crimes contre l'humanité, la notion de crime de guerre aggravé.

● **Empoisonnement.** — Les sénateurs avaient souhaité maintenir l'incrimination spécifique d'empoisonnement qui figure actuellement dans le code pénal. Elle n'a pas été retenue par les députés.

● **Contamination.** — Les députés ont supprimé, parmi les atteintes involontaires à l'intégrité de la per-

sonne, le dispositif sanctionnant « la dissémination d'une maladie transmissible épidémique », soit le sida, « en cas de comportement imprudent ou négligent ». « Ce n'est pas par une action bien-pensante et des sanctions pénales qu'on fera progresser la lutte contre la maladie », a jugé M. Sapin.

● **Harcèlement sexuel.** — Après une intervention pugnace de Mme Yvette Roudy (PS, Calvados), ancienne ministre des droits de la femme, et sur proposition du président de la commission des lois, M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), la définition du harcèlement sexuel a été élargie et ne s'ap-

plique plus désormais aux seules situations professionnelles.

● **Interruption volontaire de grossesse pratiquée illégalement.** — M^{me} Nicole Ameline (UDF, Calvados), Muguette Jacquiau (PC, Seine-Saint-Denis) et Roudy ont sévèrement jugé la pénalisation de l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même, maintenue par les sénateurs, et qui a d'ailleurs été supprimée par l'Assemblée nationale.

● **Protection des mineurs.** — Les députés ont adopté une incrimination nouvelle : l'incitation du mineur à la mendicité, passible de trois ans de prison et de 500 000 francs d'amende.

G. P.

Seconde lecture du texte sur le travail clandestin

Les députés rétablissent la responsabilité civile des employeurs

Les députés communistes et socialistes ont adopté à mains levées, en seconde lecture, lundi 2 décembre, le projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France. Après l'échec de la commission mixte paritaire (Assemblée nationale-Sénat), réunie le 27 novembre, les députés sont revenus sur les modifications apportées par le Sénat en rétablissant, notamment, la responsabilité civile des entreprises employant des travailleurs clandestins. Celle-ci avait été atténuée par les sénateurs, qui y avaient vu un transfert injustifié de responsabilité de la puissance publique à des personnes privées.

Les députés socialistes et communistes sont revenus, aussi, sur le dispositif de délivrance du certificat d'hébergement proposé par les sénateurs, qui aboutissait à un important transfert de pouvoir au profit des maires. M. Alain Vidalies (PS, Landes), rapporteur de la commission des lois, a expliqué que la police des étrangers, selon ce mécanisme, ne serait plus exercée uniformément sur le territoire national.

Les articles réformant l'interdiction du territoire français, entièrement supprimés par le Sénat au motif qu'ils relevaient du projet de code pénal actuellement en vigueur entre les deux Assemblées, ont été rétablis.

G. P.

Le projet de loi sur l'administration territoriale

Marchandages (suite)

Les élus de Mayotte, de Wallis-et-Futuna et de la Réunion n'ont pas été les seuls à bénéficier de la manœuvre du gouvernement à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi sur l'administration territoriale par les députés (le Monde daté 1^{er}-2 décembre et du 3 décembre). M. Michel Noir (non-inscrit, Rhône) et Laurent Fabius (PS, Seine-Maritime) ont su, eux aussi, se tailler du sur-mesure.

Les députés ont tout d'abord adopté, comme en première lecture, un amendement permettant de pallier l'annulation du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de l'agglomération lyonnaise, dont M. Noir avait grand besoin. A l'initiative d'un député socialiste du Nord, M. Marc Dolez, l'Assemblée nationale a également autorisé la création, « à titre exceptionnel et temporaire, dans les mêmes conditions que pour un ouvrage d'art », d'une redevance « pour l'usage de la route express nouvelle qui complètera, à l'ouest, le boulevard périphérique de l'agglomération lyonnaise », à la grande satisfaction, là encore, du maire de Lyon.

Les intérêts de M. Noir ont opportunément rejoint ceux de M. Pierre Mauroy, député (PS) du Nord et maire de Lille, à propos des communautés urbaines. Les deux députés ont obtenu satisfaction avec la rétablissement d'une disposition adoptée en première lecture, précisant que « la communauté urbaine peut

attribuer des fonds de concours aux communes membres ». Cette précision doit permettre à M. Mauroy, président de la Communauté urbaine de Lille, de subventionner l'Orchestre national de Lille, et à M. Noir, président de la Communauté urbaine de Lyon (COURLY), de financer en partie la reconstruction de l'Opéra de Lyon. La décision de la COURLY de financer l'Opéra avait été annulée par le tribunal administratif le 22 novembre (le Monde daté 1^{er}-2 décembre).

Discret amendement

Intéressant à l'égard de M. Gérard Grignon, qui demandait tout bonnement une attribution de 2 millions de francs pour la commune de Miquelon-Langlade, le gouvernement a, enfin et surtout, fait preuve de compréhension à l'égard de ses propres amis. Sur proposition de M. Robert Savy (PS, Haute-Vienne), les députés ont adopté, jeudi 28 novembre, un système de solidarité interrégionale selon lequel quatre régions « riches » (Alsace, Haute-Normandie, Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur) devaient verser une partie de leurs recettes fiscales aux régions « pauvres », sept au métropole (Auvergne, Bretagne, Corse, Limousin, Midi-Pyrénées, Nord, Poitou-Charentes) et quatre outre-mer.

Mais le candidat à la présidence du conseil régional de Haute-Normandie, M. Fabius, s'est aperçu samedi matin que

cette disposition n'était pas du meilleur effet sur sa campagne électorale. Il est donc immédiatement intervenu auprès du premier ministre, M^{me} Edith Cresson, de l'auteur de l'amendement, M. Savy, et du rapporteur du texte, M. Christian Piarret, cas de deux derniers étant, par chance, fabulistes, pour obtenir une deuxième délibération sur cet article.

Samedi soir, alors que chacun se préparait à tourner soigneusement ses clés pour le vote final du texte, un discret amendement précisait que « le prélèvement » sur les recettes fiscales des régions les plus riches au profit des moins favorisées « cesse d'être opéré lorsque, dans une région, le taux de chômage de la pénultième année, tel qu'il est calculé par l'INSEE, est supérieur au taux annuel moyen de l'ensemble des régions métropolitaines ». La Haute-Normandie a justement un taux de chômage élevé, de même que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce qui, du coup, dispense opportunément ces deux régions de verser leur écot à leurs pauvres voisines. Celles-ci ne pourront plus désormais compter que sur 250 millions de francs au lieu des 300 millions prévus. Le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, a jugé bon de s'en remettre, sur cette nouvelle définition de la solidarité, à la « sagesse » de l'Assemblée nationale...

G. Pa. et P. R.-D.

Les propositions sociales du RPR et de l'UDF

« L'opposition surfe sur ce qu'elle croit être une crise sociale »

nous déclare M. Moscovici (PS)

Après la réunion des états généraux de l'opposition, à Vind, les 29 et 30 novembre, consacrés aux questions sociales, et l'entretien accordé par M. Jacques Chirac à l'hebdomadaire le Point (daté 30 novembre-6 décembre) sur la même thématique, M. Pierre Moscovici, chargé des études au secrétariat national du PS, juge les propositions du RPR et de l'UDF.

« Les propositions de l'opposition en matière sociale ne paraissent pas très éloignées des idées du gouvernement et du PS. Qui s'est rapproché de qui ? »

L'opposition, pour la première fois, parle du social. Elle revient ainsi, en quelque sorte, sur sa pratique des années 1986-1988. On est devant une troisième version de la pensée de Jacques Chirac : en 1976, il prôna le « travailisme à la française » ; il s'est rallié, ensuite, au libéralisme à l'anglo-saxonne ; maintenant, il semble adhérer davantage à une conception sociale-démocrate et prendre pour modèle l'Allemagne. Étrange capacité de réincarnation !

Il reste des divergences assez marquées au sein de l'opposition, d'abord, entre celle-ci et la majorité, notamment sur les dépenses de santé. En lisant ce que Jacques Chirac a déclaré au Point, j'ai été frappé par la mise en place d'un gigantesque empilement de dépenses, qui ne pourraient être financées que par une augmentation considérable des prélèvements obligatoires supportés par les ménages. Certes, à Vind, les ont été plus prudentes, mais Jacques Chirac considère, lui, qu'on ne doit pas limiter les dépenses de santé. C'est une différence majeure entre la droite et la gauche, puisque nous sommes engagés, nous, dans une politique de limitation concertée de ces dépenses.

— Que propose la gauche ?

— Deux dossiers sont ouverts : celui des dépenses de santé, sur lequel je ne reviens pas, et celui des retraites. Nous affirmons clairement notre attachement au système de retraite par répartition. L'opposition le fait aussi, mais elle insiste davantage sur l'idée d'ajouter à ce système un étage supplémentaire, la retraite par capitalisation, qu'elle veut financer par l'augmentation du salaire direct et qui, sans que cela soit dit, est destinée à remplacer, à terme, la répartition.

Cette position mérite d'être étudiée, mais les socialistes préfèrent développer des outils d'épargne longue : régimes de retraite par capitalisation, mais aussi épargne salariale. Celle-ci a l'avantage, par rapport au plan d'épargne entreprise-retraite proposé par l'opposition, d'assurer une

plus grande équité et de servir à financer les investissements des entreprises en renforçant leurs fonds propres, avec une sorte de cogestion des salaires.

— Que doit faire le gouvernement pour les retraites ?

— Quelle est l'urgence ? Les problèmes posés le sont à l'horizon 2005. Donc, il n'est pas nécessaire de mettre en cause le système de répartition. L'augmentation de la durée de cotisation, qui remettrait en question l'âge d'ouverture du droit à la retraite, ne peut être envisagée qu'à travers d'une négociation. Il faudra, surtout, aller vers le développement d'outils d'épargne longue, qui sont une réponse, à la fin, aux problèmes de politique salariale, de financement des entreprises et de financement de la retraite.

— L'inventivité paraît être plutôt du côté de l'opposition...

— L'opposition « surfe » sur ce qu'elle croit être une crise sociale et qui est, en fait, le produit de la récession économique. Elle a ciblé des propositions sur des catégories qu'elle estime en difficulté : les professions de santé, qu'elle veut séduire en écartant toute limitation des dépenses ; les fonctionnaires, auxquels elle propose une « grille » démagogique ; les salariés, visés par une proposition d'augmentation du salaire direct qui, en fait, serait rognée par un surcroît d'impôts du fait de la fiscalisation des allocations familiales.

« On trouve, en revanche, dans le « projet » socialiste, d'importantes propositions sociales, telles que la progression vers les trente-cinq heures de travail hebdomadaire, le renforcement du salaire direct garanti par une réforme du financement de la protection sociale, la coresponsabilité dans l'entreprise, l'extension de la contribution sociale généralisée... »

Propos recueillis par PATRICK JARRAUD et JEAN-MICHEL NORMAND

Une élection cantonale...

LA RÉUNION : canton de Tampon II (1^{er} tour).

Inscr. 4 912 ; vot. 3 038 ; abst. 38,15 % ; suffr. expr. 2 927. MM. Maxime Mak-Yuen, div. d., 2 106 voix (71,95 %) ; ELU : Frédéric Nourry, div. d., 479 (16,36 %) ; Max Belvisse, PS, 180 (6,42 %) ; André Turpin, PC, 138 (4,71 %) ; Jean-Michel Burel, div. d., 15 (0,51 %).

[Séances par le maire de Tampon et député sortant, M. André Turpin, M. Mak-Yuen, divers autres, médecin, âgé de trente-neuf ans, succède à Georges Festin, div. d., qui était assis le 16 octobre (le Monde du 16 octobre). M. Mak-Yuen souffre de près de onze points de pourcentage le score réalisé par son prédécesseur au premier tour des élections de septembre 1988. Ce résultat confirme l'influence électorale de M. Thien Ah Koon, dont la gestion est vivement contestée par le Parti communiste réunionnais.]

Les résultats du premier tour de 1988 étaient les suivants : inscr. 3 945 ; vot. 2 537 ; abst. 35,69 % ; suffr. expr. 2 457. Georges Festin, div. d., 1 499 voix (61 %) ; Frédéric Nourry, RPR, 369 (15,01 %) ; Camille Morel, div. d., 151 (6,10 %) ; André Gerdès, div. d., 214 (8,54 %) ; Vincent Boyer, PC, 114 (4,63 %) ; Max-Emanuel Belvisse, PS, 110 (4,47 %).

...et une municipale

CHARENTE-MARITIME : Niort-sur-Mer (1^{er} tour).

Inscr. 3 468 ; vot. 2 098 ; abst. 39,50 % ; suffr. expr. 1 946. Liste d'union PC-PS et Verts conduite par M. Alain Devaud, 1 054 voix (54,16 %), 21 ELUS ; liste d'union de la droite conduite par M. Guy Desfontaine, div. d., 892 (45,83 %), 6 ELUS.

[Après une période de politisme avec ses adjoints, M. Roger Guillou, maire socialiste, a annoncé sa décision d'abandonner ses fonctions exercées depuis 1977, entraînant avec lui trois autres conseillers.]

Deux listes étaient en présence : « N'ont dominé », liste de gestion de vocation « une assise à son parti » et « Continuer ensemble », liste regroupant la gauche, la « société civile » et les Verts avec dix-sept conseillers sortants élus lors des élections de 1988. Ce scrutin a vu M. Desfontaine, conseiller municipal, se présenter à ce scrutin partiel, soutenant la liste d'union de l'opposition.

En 1988, la liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Guillou, avait emporté 22 sièges (9 PC, 9 PS, 6 MRG et 4 div. d.) au second tour avec 1 267 voix (68,82 %) contre 516 (39,17 %) à celle menée par M. Desfontaine, qui avait obtenu 5 sièges (1 RPR et 4 div. d.) sur 3 318 inscrits, 2 170 votants (soit 64,50 % d'abstention) et 2 083 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. 3 318 ; vot. 2 081 ; abst. 37,24 % ; suffr. expr. 2 156 ; liste du PS, 1 041 voix (48,28 %) ; liste de l'opposition, 722 (33,48 %) ; liste du PC, conduite par M. Serge Roy, 393 (18,22 %).

EN BREF

□ La PR souhaite une approche « constructive et raisonnable » de l'immigration. — Le Parti républicain (PR) a proposé, au cours d'un colloque organisé samedi 30 novembre et dimanche 1^{er} décembre à Toulon, de créer « une enceinte de dialogue » entre les pays des deux rives de la Méditerranée occidentale, afin de remplacer « la complaisance et l'assistance » par « le partenariat et le codéveloppement ». Organisateur de ce colloque, qui réunissait des délégations d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Malte, du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, M. Willy Diméglio, député (PR) de l'Hérault, a souhaité une approche « constructive et raisonnable » de l'immigration, « sans démagogie ni laxisme ».

□ Mécénatisme des femmes socialistes. — La commission nationale femmes du Parti socialiste appelle les militants et militantes du parti à protester contre la faible place réservée aux femmes sur les listes aux élections régionales. Il n'y aurait en effet que 13,55 % de femmes à des postes dignes. La commission constate, dans un communiqué publié lundi 2 décembre, que des femmes sortantes, dont des responsables de la commission femmes, ont été écartées « sans autre explication que le jeu des courants » et estime que cette situation place le PS au dernier rang des partis socialistes européens. Elle déclare qu'il s'agit « d'une faute politique majeure », qui pourra avoir des conséquences sur l'électorat féminin. La commission s'interroge sur « l'utilité de la présence des femmes au sein d'une formation dans laquelle elles avaient mis tant d'espérances ».



Songer aux lendemains

Suite de la première page

La France n'a pas rencontré le « socialisme à la française », le grand dessein européen de M. Mitterrand a rapetissé. A défaut d'être parvenu à infécher la marche de l'histoire qu'il prétendait apprivoiser, le président de la République cherche à convaincre les Français que, dans le nouveau paysage mondial caractérisé par l'effondrement de l'empire soviétique et par les nouvelles menaces qui en résultent pour la paix et la prospérité de l'Europe des Douze, il n'est de salut, pour leur pays, que dans le parachèvement de l'union politique, économique et monétaire de l'Europe des Douze.

M. Mitterrand ne fait que répéter, sur ce thème, ce qu'il martelait déjà dans sa Lettre à tous les Français du printemps 1988 : « J'en appelle à la volonté nationale, au sens de la grandeur, à notre capacité d'union au service des grandes causes, et l'Europe en est une. Pour qui croit à la France, l'enjeu est digne. Je

m'y consacrerai. » Sur ce terrain, comme sur celui des réformes institutionnelles qu'il « annonce », il veut régler le problème « par le haut, pas par le bas, pour ne pas rater sa sortie ».

Les consultations auxquelles M. Mitterrand procède en recevant à l'Élysée les principaux représentants de la majorité et de l'opposition parlementaire — à l'exception de M. Jean-Marie Le Pen, au motif que le Front national ne dispose pas d'un groupe au Palais-Bourbon — ne procèdent pas, pour autant, d'un simple rituel politique. Certes, le chef de l'État sait déjà à quoi s'en tenir sur les jugements que les uns et les autres portent sur ses orientations. Le débat qui a eu lieu le mercredi 27 novembre à l'Assemblée nationale, à l'initiative du gouvernement, a confirmé que sur ce dossier les mêmes clivages existent à l'intérieur de chaque formation.

Mais M. Mitterrand songe surtout aux lendemains de Maastricht. Il aura besoin, d'abord, de disposer d'une majorité au Parle-

ment pour faire ratifier les traités qui résulteront des négociations. Il cherche ainsi à confronter sa propre grille de lecture aux analyses de ses coélecteurs, en sachant, par expérience, qu'un niveau national comme un niveau international ces contacts personnels et directs constituent souvent le seul moyen de dépasser les contradictions originelles.

Il testera lui-même auprès de ses interlocuteurs l'idée-force que l'Élysée met déjà en avant, en privé, en faisant savoir — en réaction, notamment, à la « déception » affichée par M. Jacques Delors, qui a parlé de « bricolage institutionnel » — que le sommet de Maastricht pourrait être considéré comme un succès pour l'Europe des Douze et pour la France s'il aboutissait à des textes fixant des objectifs sans ambiguïté et comportant assez de verrous de non-retour pour rendre le processus de la construction européenne irréversible — même si les négociations de certains compromis obligent à renvoyer les premières traductions concrètes des traités à un échéancier ultérieur.

Des retombées dynamiques

Il est clair, aussi, que M. Mitterrand attend de Maastricht des retombées assez dynamiques pour déplacer enfin les débats de politique intérieure vers la préparation de l'échéance communautaire de 1993, au nom de laquelle il justifiait, en mai, la nomination de M^{me} Edith Cresson à la tête du gouvernement, et pour créer, d'autre part, un

contexte plus favorable à ses projets de réformes institutionnelles que celui engendré par les tergiversations du PS sur le nouveau mode de scrutin à appliquer lors des législatives de 1993 qui lui ont déjà fait perdre le bénéfice de son initiative du 10 novembre.

Recevant, vendredi 29 novembre, un groupe de députés socialistes, M. Mitterrand s'est voulu roboratif. Il leur a expliqué que les difficultés économiques et sociales de la France ne faisaient, en ce moment, que refléter la situation internationale et que l'état du pays se révélait, à demeure, moins mauvais que celui des États-Unis ou de l'Allemagne. Il leur a recommandé de ne pas désespérer : « Edith a du coffre, elle obtiendra des résultats contre le chômage mais nous ne les commenterons pas avant de pouvoir les communiquer à la nation », a-t-il dit.

Il a plaisanté au sujet de sa cote d'impopularité actuelle : « Je suis aujourd'hui le punching-ball national, mais le punching-ball tient toujours plus longtemps que le boxer. » Il s'est même déclaré résolument optimiste : « On peut gagner les élections de 1993 ! » Il n'a pas précisé comment, et cela ne saurait surprendre. Le problème de M. Mitterrand tient au fait, justement, que, retombées européennes dopantes ou pas, on n'a jamais vu, à ce jour, un punching-ball remporter un combat de boxe.

ALAIN ROLLAT

1520 1520

POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

M. Herzog exhorte son parti à « relever le défi européen de façon radicalement novatrice »

La commission centrale du Parti communiste s'est réunie, mardi matin 3 décembre, pour préparer les élections nationales et régionales de 1992.

M. Robert Hue, membre du bureau politique en charge des collectivités territoriales a ouvert les discussions en présentant un rapport dans lequel il s'est déclaré convaincu de voir se redresser l'audience du PCF : « Lorsque nous affirmons qu'existent aujourd'hui les conditions d'une remontée électorale de notre parti, nous nous appuyons sur deux éléments nouveaux de la situation politique, a-t-il notamment déclaré. D'une part, nous constatons que le mouvement social actuel offre un champ immense à la stratégie politique élaborée au vingt-septième congrès et nous enregistrons d'autre part, quelques premiers progrès significatifs dans un certain nombre d'élections partielles. Les multiples contacts, discussions et débats entretenus par les communistes avec les gens qu'ils côtoient, témoignent de changements réels dans le comportement de nos interlocuteurs à l'égard du Parti communiste et de sa politique ».

« Changer les choses »

Dénouant « les grandes manœuvres politiciennes de recomposition politique », au nombre desquelles il range « le repousser le Pen et sa médiatisation permanente », ainsi que « les candidatures de soutien au pouvoir présentes comme issues de la « société civile », M. Hue a estimé qu'« un immense espace est ouvert pour promouvoir une conception neuve de la politique où l'utilité des communistes, leur influence, et le vote en leur faveur se traduiront dans la capacité du parti à aider les gens à prendre possession de la vie politique, de leur propre vie, à se rassembler pour changer les choses ». « C'est dans un esprit d'ouverture, de dialogue, d'entente avec toutes celles et tous ceux qui veulent vraiment changer de politique que nous leur disons, a souligné le rapporteur : notre parti peut être l'outil efficace et rassembleur dont vous avez besoin ».

Mais la séance de mardi matin a surtout été marquée par une intervention de M. Philippe Herzog, le chef de file de la section économique du PCF s'est montré, de nou-

veau, extrêmement critique sur l'attitude de l'état-major de son parti dans les débats sur la préparation du sommet de Maastricht. Dans une vigoureuse « adresse aux communistes », il lui a longuement reproché de faire fausse route. « Notre Parti communiste, a-t-il dit, est tenté de se tourner vers un objectif principal : contribuer à faire monter un vaste reflux populaire et national. Or le reflux n'est que la carence de repli nationaliste. Il s'opère inefficace pour protéger les travailleurs et la nation. Il entretient la carence de coopérations véritables entre les peuples européens, qui est un facteur essentiel de chômage et de divisions ».

« Les communistes sont en recul par rapport aux efforts entrepris lors des élections européennes de 1989 », a souligné M. Herzog, en faisant référence aux analyses qu'il développait lorsqu'il conduisait, il y a deux ans et demi, la liste du PCF à ces élections européennes. « Pourtant, il ne devons pas espérer que le Parti communiste pourrait tirer des dividendes d'une position de refus. C'est pourquoi celle-ci qui s'exprime sans partage au plan national. Beaucoup de militants souffrent de cette carence. Pour ma part, je pense que nous devons nous faire les partenaires de tous ceux qui cherchent à construire un mouvement social et politique large.

uni, créatif, capable d'imposer une participation des salariés, un contrôle social, des accords de coopération réelle dans la Communauté européenne. Il serait possible d'imposer graduellement des changements partiels et aussi plus radicaux ».

« Les jours de la Communauté à Douze sont comptés », a affirmé M. Herzog. L'élargissement du système présent ou de celui qui découlerait de la mise en œuvre des projets de Maastricht est inacceptable, tant les problèmes démocratiques, sociaux et économiques seraient encore aggravés. Mais le dirigeant communiste souhaite que son parti « se batte pour établir en fait et en droit des pouvoirs d'élaboration et de contrôle sur les choix communautaires, au bénéfice des travailleurs, des syndicats, des élus régionaux, nationaux, européens ». Il convient, selon lui, « de remettre en chantier les institutions et les règles qui régissent les relations en Europe » et, en outre, « d'affirmer l'objectif d'une Europe confédérale élargie à toutes les nations qui la composent d'Ouest en Est et de travailler à en créer les conditions ».

« Un isolement très grave »

M. Herzog a conclu son intervention en disant notamment : « Une des conditions essentielles du renouveau des gauches européennes, et particulièrement des communistes, est leur capacité à se rassembler pour relever le défi européen de façon radicalement novatrice. Maastricht est un compromis d'étape entre grandes puissances, que les peuples ne devraient pas entériner. Mais, loin d'abandonner leur pouvoir de construire autre chose, les Français, les autres peuples, pourraient peser beaucoup plus fort pour dépasser les impasses et les contradictions criantes des textes de Maastricht [...]. Les communistes français doivent être informés de l'isolement très grave du PCF en Europe sur ces questions. Une question d'identité communiste est posée. Un parti populaire et national qui tournerait le dos à l'urgence pressante de solidarité effective des peuples européens dans une Communauté véritable se discréditerait ».

A. R.

A. R.

Rejoint par M. Pisani

Le mouvement Refondations ne participera pas aux élections régionales

La deuxième rencontre nationale de Refondations, samedi 30 novembre, à Paris, a confirmé la vitalité du mouvement informel formé depuis le mois d'avril par les signataires de l'appel à « refonder » la gauche au-delà des partis. Huit cent cinquante personnes y ont participé, déléguées par les quelque soixante collectifs locaux constitués à ce jour, et elles ont approuvé les propositions présentées par le groupe des trente premiers signataires pour doter le mouvement d'une structure nationale (le Monde daté 1-2 décembre).

La coordination nationale de Refondations siègera désormais une fois par mois, élargie à une centaine de membres afin que chacun des collectifs y soit représenté à côté du groupe des trente. MM. Malek Boutih, Claude Chesno, Charles Fiterman, Marc Gallo, Georges Montaron, Alain Le Pors, Jack Ralite, Mgr Jacques Gaillot, M. Gisèle Halimi, Lydia Brovelli et les autres fondateurs du mouvement ont reçu le renfort, samedi, de M. Edgar Pisani, président de l'Institut du monde arabe. L'ancien ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, actuellement chargé de mission auprès du président de la République, a exprimé, dans un télégramme, son ralliement à l'appel lancé le 16 avril dans les colonnes du Monde.

La plupart des intervenants n'en ont pas moins réaffirmé leur refus de tout ce qui pourrait conduire leur bouillonnement nébuleux à devenir un parti comme les autres. Il n'est pas question non plus, pour le moment, que Refondations s'engage dans les compétitions électorales. Ceux de ses membres qui, tel M. Marcel Rigout, ancien ministre de la formation professionnelle, sont, au contraire, partisans d'occuper ce terrain dès le mois de mars 1992, comme l'ont déjà décidé ensemble les communistes et ex-communistes « rénovateurs » et « reconstructeurs », n'ont pas été suivis.

MM. Fiterman et Gallo ont exprimé le sentiment majoritaire en faisant valoir que Refondations, dont l'ambition est de proposer aux Français « un grand projet national », n'aurait pas grand-chose à gagner à « entrer dans le jeu politique » avant d'avoir avancé dans sa recherche de nouvelles voies de transformation de la société française. Il n'est pas exclu toutefois que, sans attendre la conclusion des groupes de travail qui seront constitués, le mouvement se manifeste avant les prochaines échéances électorales ; mais il tient à le faire à sa façon, celle d'une force de pression en rupture avec les habitudes politiques.

A. R.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DIAGONALES

HUSSONNET et Regimbarb dirigeaient la Sorbonne émeutière de 1968. Depuis, Hussonnet a fait fortune dans la communication, et Regimbarb enseigne dans la banlieue parisienne. Périodiquement, ils déjeunent ensemble. Au menu : divergences, selon arrivages.

On achevait les viandes, et un accord complet régnait encore entre les deux compères. L'effondrement de l'Est ? On n'avait pas assez dit le miracle que c'était. Fallait-il « les » aider ? Les peuples, oui, pas les gouvernements. C'était comme pour le Sud : il convenait d'y privilégier les régimes se rapprochant des « nôtres ».

Quant aux extrémismes, il n'y avait qu'à supprimer leurs raisons de prospérer en servant la vie aux immigrés et aux délinquants (souvent les mêmes, évouons-le).

Regimbarb voyait le moment où aucun sujet de dissension ne révélerait sa bile, condition d'une bonne digestion et seul moyen de supporter, en soirée, ses neuf mille francs par mois. Il ne s'en tirerait que par un paradoxe.

— Ces lanceurs de nains, dit-il en sautant sa cassolette de béarnaise, tu en penses quoi ?

— Ton gouvernement a bien fait de les interdire, proclama Hussonnet. Ça ne lui coûtera pas cher, ni à nous exceptionnellement, mais s'il peut encore servir à refuser les folies de la jungle américaine, à illustrer un humanisme européen, à moraliser...

— La morale, ronchonna Regimbarb, consisterait au contraire à autoriser ces jeux, mais sans mais révélateurs. Il en va de la liberté et de la vérité.

— La vérité ? Regimbarb n'aimait rien tant que la provocation non préméditée, pour l'improvisation hasardeuse où elle le jetait.

— Parfaitement, argumenta-t-il avec un aplomb qui le reconciliait miraculeusement avec lui-même. L'éthique et les droits de l'homme ne sont que des prétextes flatteurs. La protection des nains sert métaphoriquement à conjurer un danger autrement sérieux. Tolérer le spectacle d'hommes forts disposant froidement des faibles, ce serait prendre le risque

Trois millions de nains

que le public, dessillé, voie la parfaite réplique de notre société sans pitié pour les petits, qu'il croie de nouveau aux classes, à l'exploitation.

— Ton marxisme étardé te perdra, ricana Hussonnet.

— C'est toi qui retardes, triompha Regimbarb. La débâcle des Etats communistes laisse intacte l'analyse dont ces Etats se réclamaient indolument.

Dans son élan, Regimbarb redemanda du vin, une damie.

— L'analyse marxiste n'a même jamais été si juste, s'exalta-t-il. Elle disait que nos gouvernements n'étaient que les fondés de pouvoir du capital : vrai ou faux ? Que l'économie régissait tout : vrai ou faux ? Que la démocratie bourgeoise supposait la propriété privée des moyens de production, donc une inégalité structurelle et radicale : vrai ou faux ?

Vois comme l'Est, converti de force à la privatisation, se cherche des propriétaires, désespérément ! Vois comme, à l'Ouest, les acquéreurs potentiels n'ont cessé de baisser le prix ! Et comme ils tremblent, au fond, que le matérialisme cynique de leur belle civilisation n'apparaisse au grand jour...

— C'est vrai qu'il y a de quoi avoir peur, concéda Hussonnet ; comme de toute victoire inopinée et immédiate...

— Immédiata, je ne te la fais pas dire ! concéda Regimbarb. La démocratie n'a pas gagné, sous prétexte que des fous criminels ont trahi la pensée qui la contestait.

Il sourit pour lui-même : — Notre époque est passionnante, jubila-t-il. C'est le règne des lapsus et des euphémismes, qui révèlent lumineusement vos troubles. Exemple : cette économie de marché dont

vous vous gargarisez, et qui n'est autre...

Regimbarb chercha à se souvenir précisément d'une formule qu'il avait lue, le matin même, dans un petit livre d'Alain Badiou, *Où un désastre obscur* (Éditions de l'Aube).

— ... que le désir violent des capitaux ! Votre démocratie repose sur le profit, disait Marx : vrai ou faux ? Parlons plutôt de capitalo-parlementarisme. En tout cas, cessons de nous enivrer d'un « modèle de civilisation », avec droit aux canonniers et à l'ingénierie musclée !

— Tu as trop bu ! s'impatienta Hussonnet, qui regardait sa montre afin de ne pas manquer les premiers cours de Bourse à la radio de sa XM, déjà rangée en double file devant le restaurant.

Regimbarb ne se tenait plus : — C'est ton système que le vin d'une victoire sans gloire et sans lendemain porte aux yeux ! Vous reconnaissez enfin ce qui passait pour une calomnie de révolutionnaires illuminés : que votre « civilisation » se réduit à l'enrichissement des riches, à la bonne conscience des profiteurs, à l'arrogance des corrompus...

— Tu permets ? ajouta Hussonnet en prenant congé et en faisant signe à son chauffeur. C'est dans la mesure où je continuerai à gagner en Bourse que tu garderas la liberté d'agiter tes sottises comme un gosse du Luxembourg ses balcons !

C'était à chaque déjeuner pareil : les deux amis se séparaient fâchés sans se souvenir de leur litige initial. Mais Regimbarb n'en démorait pas : en s'offusquant des lancers de nains, le système se disculpait des trois millions de sans-travail qu'il envoyait éteindre au tapis, au nom de la sainte concurrence. L'interdiction vertueuse de faire valser les disgraciés confortait la liberté de licencier à tout va les nains de l'économie.

Devenu nain lui-même, eût-il cru, Regimbarb rebondit sur le trépan scintillant de ses pensées :

— Rappel-toi Robespierre, lança-t-il, tandis que la XM démarrait nerveusement : « La République est perdue ! les brigands triomphent ! »

ENQUÊTE SUR UN SECRET D'ÉTAT

Bernard Violet soulève dans un livre imposant un nouveau coin du voile.

Franck Johannès, Le Journal du Dimanche



Enquêtes :

collection dirigée par Roger Faligot et Rémi Kautfer.

Il faut avoir la passion de savoir drôlement chevillée au bout de la plume pour entreprendre, un quart de siècle après, une contre-enquête sur une affaire qui paraît installée pour toujours parmi les grandes énigmes de l'histoire. L'avantage de Bernard Violet est de l'avoir abordée avec un œil neuf, hors des passions polémiques de l'époque... Cette distance lui a permis de suivre des pistes inexplorées.

Jacques Derogy, L'Événement du Jeudi

FAYARD

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès de la Cogedim à Paris

Les « bandits » et les candides...

Dénégations et aveux. Ce fut le lot contrasté de la quatrième audience du procès dit de la Cogedim, lundi 2 décembre, à Paris. Le tribunal examinait le cas de quelques bénéficiaires de fausses factures parmi les entrepreneurs de travaux publics.

Ah! le terrible impair, M. Bastet. Il s'agit d'entrepreneur avec ses grandes bottes de chantier. Un impair de prévenu pour sa débauche de questions bien embarrassantes. « Ecoutez, chère madame... », hésite M. Paul Bastet. « Non, je ne suis pas chère madame, répond M. Claude Nacquet. Je suis Madame le présidente, c'est tout. » Un peu groggy, l'entrepreneur hésite, avance de quelques pas. M. la présidente le foudroie : « Retournez derrière la barre ! »

M. Bastet, durant une poignée de secondes, dut vraiment se demander s'il ne préférerait pas, tout bien pesé, la moulinette de l'administration fiscale. Il avait voulu bien faire, lui, le fort en gueule qui avait si merveilleusement inépuisé ses écouteurs devant le juge d'instruction en les traitant de « malades », de « pétés », de « m... » et d'« arnaqueurs ». Il avait mis ses plus beaux gants en caoutchouc, et patatras...

Excusez-le, intercéda son avocat, étonné de ne connaître pas le langage des prélatres. Certes ! Mais ficelle dans une mécanique d'affaires de fausses factures portant sur plus de 26 millions de francs, qui l'aurait ? D'entrée, M. Bastet le prit de haut, invoquant les droits de la défense et du citoyen. On était voir ce qu'un allait voir ! « Rendez-moi ma comptabilité et je vous démontre tout », assurait-il. « Mes factures ! » M. Nacquet ne disait rien, compulsant doucement son dossier pour sortir soudain une boîte à clé : « Les voilà ! »

Ce fut un moment rare. M. Bastet toise le tribunal : « Eh bien, vous me les communiquez chez moi... et puis, vous pouvez même les garder. Ecoutez, chère madame... »

Fils d'entrepreneur, deux fois PDG, propriétaire d'un gros parc de camions et d'engins de levage, il tombait brutalement, à cinquante ans tout juste sonnés, sur un tribunal décidé à ne pas s'en laisser compter. « Allons, vous êtes un grand, M. Bastet », encouragea le président, sollicitant une improbable confession. Il se redit : « Je ne vois pas... »

« Voulez-vous vraiment que je vous explique ce que c'est qu'une fausse facture ? »

« Eh bien ! oui, risquez-le, je ne serai pas venu pour rien. A la fin de l'audience, j'aurai peut-être compris. »

Rien n'y fit. Et surtout pas les accusations réitérées de cas supposés empiétés : « Il n'y a aucune de ces factures qui soit vraie », assure ainsi Michel Biet. « Un petit bandit », coupe M. Bastet, qui jura ne travailler que dans l'honnêteté d'homme d'affaires. Et quand le tribunal lui donna sa vision des choses : « Vous travaillez au noir avec des fausses factures dérivées par Joseph Choukroun », M. Bastet, entrepreneur saine réprache, eut ce superbe mot : « Je comprends ce que je veux. »

Des « oboles » aux politiques

Tout juste concédait-il ne pas susciter les fortes amitiés (C'est vrai que je suis assez dur sur les prix. Je tire sur la ficelle). C'est donc un autre, M. Guy Clément, un vrai-faux candide de cinquante-deux ans, qui remena un peu de fraîcheur dans les débats. Lui semble pressé de tout reconnaître. Sans se faire prier, il sert la bonne histoire que tout le monde attend : celle des partis politiques allant chercher leur dîme auprès des entrepreneurs avec le même simplicité que

d'honnêtes qu'au temps de la Croix-Rouge.

Fol de M. Clément, PDG du Comptoir Métallurgique de Croissy en Seine-et-Marne il l'appelle cela, fort joliment du reste, une « bulle ». Et il prendrait, chaque année, versé respectivement 40 000 F au PS et au RPR pour mieux ériger quelques marchés locaux. Scénario invraisemblable : on lui téléphonait, à dire, et il remettait son don à « un sans-grade ». C'est très roman policier, note M. Nacquet.

M. Clément, derrière ses bonnes grosses lunettes, émit-toutefois dans un grand impérimisme, ne dément pas. « Si vous avez des dîmes, on les prend », insiste la présidente. Mais M. Clément sembla désemparé : « Désolé, il n'y a pas de dîmes, il n'y a que cette histoire et celle de tous ces « petits cadeaux » (téléviseurs, hi-fi, enveloppes) offerts généralement aux conducteurs de travaux pour tenter d'étirer des câbles. »

Depuis l'abandon de ces pratiques, confie-t-il, son chiffre d'affaires est passé de 17 à 14 millions. Son salaire, lui, est de 32 000 F par mois. Le tribunal en est tout soulagé : « Eh bien ça va, M. Clément. Vous voyez qu'un peu y arriver en étant honnête ! »

LAURENT GRELSAMER

DÉFENSE

La France accroîtrait sa participation à l'OTAN

Suite de la première page

Cela dans l'hypothèse d'un conflit où l'Est aurait pris l'initiative de l'agression et tout en maintenant sous commandement national et après accord du gouvernement.

A ce jour, la France s'est maintenue, au terme d'une cinquantaine de protocoles au total, des liens avec l'OTAN, pour la logistique des troupes, l'intervention des forces aériennes ou terrestres en renfort du dispositif allié en Europe, l'utilisation des couloirs aériens, la veille dans l'ordre de la surveillance-radar, la mise en alerte des unités françaises en situation de crise internationale grave, les échanges d'informations, l'accès à des sites militaires sur le sol national et la coopération en matière d'armement. Selon M. Joxe, plus de trois cents Français sont ainsi présents au sein des structures civiles de l'OTAN et plus de deux cents autres servent dans des organismes militaires, à l'état-major international ou dans les missions placées auprès des grands commandements. Leur tâche est de préparer, si le gouvernement le décidait, l'engagement des unités françaises aux côtés des troupes alliées. La France participe, du reste, à hauteur de 17 %, au budget civil et militaire de l'OTAN. Devant les stagiaires du CSI, le ministre de la Défense a expliqué que « les accords France-OTAN devront être révisés pour tenir compte des profondes mutations géopolitiques intervenues en Europe, d'une part, et de l'affirmation (par l'OTAN) de l'identité européenne de défense, d'autre part ».

M. Joxe a même été plus avant dans ses propos en laissant entendre qu'il ne voulait pas être le dernier ministre de la Défense de l'Europe à s'abstenir – contrairement à tous ses collègues occidentaux – de participer à des réunions de l'OTAN, comme c'est le cas pour la France depuis 1966. Il a évoqué la session ministérielle, le 26 décembre, à Bruxelles, au cours de laquelle les ministres des affaires étrangères et ceux de la Défense des pays membres de l'Alliance atlantique doivent recevoir leurs homologues russes, tchécoslovaques, hongrois, polonais, bulgares, roumains et baltes pour débattre de la création d'un conseil de coopération de l'Atlantique.

En principe, le ministre français de la Défense ne sera pas à Bruxelles. « C'est une situation cocasse », observe-t-on dans l'entourage de M. Joxe. Au CSI, le ministre de la Défense a relevé cette originalité en ces termes : « Je serai bien sûr, si l'on n'y prend pas garde, le dernier ministre de la Défense de toute l'Europe à ne pas participer aux réunions de l'OTAN. » Au ministère de la Défense, on imagine, par exemple, que la France devrait être plus active au comité des plans de défense (qui est un organe créé en 1963 pour coordonner l'examen des questions de défense) et au comité militaire (la plus haute instance militaire de l'OTAN qui réunit les chefs d'état-major et devant laquelle sont responsables tous les commandements intégrés et les directeurs des diverses agences militaires).

Cette évolution de la France sur la voie d'un rapprochement encore plus étroit avec l'OTAN est liée au changement observé au sein même de l'organisation allié depuis quelques mois. Avec le délitement du pacte de Varsovie, qui a été sa raison d'être, l'OTAN est en passe de devenir une structure sans ennemi, purement défensive et contrainte de réexaminer ses missions en accueillant ses anciens adversaires. Elle a déjà abandonné deux de ses dogmes qui fondaient sa doctrine, comme la posture graduée, par laquelle elle adapte sa réponse à la nature de l'agression dans l'ordre classique ou nucléaire, et la défense de l'Europe, qui visait la réponse allée au plus près des frontières de l'Allemagne avec les pays de l'Est. En leur temps, la France avait vigoureusement condamné ces deux concepts, dont elle n'avait pas partagé l'inspiration. De surcroît, le 8 novembre dernier à Rome, l'OTAN a, pour la première fois, reconnu que des structures européennes, intégrées et multinationales, pourraient désormais jouer un rôle aussi important pour la défense du continent que la structure militaire intégrée de l'OTAN. C'est ce que, dans leur résolution finale, les chefs d'état et de gouvernement, présents à Rome pour définir le nouveau concept stratégique de l'OTAN, ont appelé une « identité européenne de défense ».

M. Joxe a même été plus avant dans ses propos en laissant entendre

Une précision de M. Lyon-Caen

La requête en révision de Mis et Thiennot est en cours d'examen

Nous avons publié dans nos premières éditions datées 3 décembre un article sur la requête en révision du procès de Raymond Mis et Gabriel Thiennot, deux ouvriers agricoles condamnés en 1950 à sept ans de bagne à la suite du meurtre d'un gardo-chasse.

Ce texte était initialement destiné à illustrer un article sur l'affaire Ranauci. Hors de ce contexte, son titre laissait entendre que la requête en révision avait été définitivement rejetée, alors qu'il s'agissait d'une décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation de 1988 et que le dossier n'est pas clos. M. Arnaud Lyon-Caen nous a précisé que le

rejet de la demande de révision en 1988 « a conduit le législateur à modifier par la loi du 23 juin 1989 l'article 622 du code de procédure pénale qui exige désormais seulement que les éléments nouveaux soient de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné ». Sur le fondement de ce nouveau texte – qui était également en cause dans l'affaire Ranauci – M. Mis et Thiennot ont formé le 17 janvier 1991 une nouvelle demande de révision qui est, à l'heure actuelle, en cours d'instruction devant la commission de révision des condamnations pénales.

L'ETAT DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

sous la direction de Nicolas Witkowski



Relié, 495 p., 149 F.

Un panorama sans équivalent : physique, biologie, médecine, mathématiques, chimie et matériaux, paléontologie, sciences de la Terre, espace, énergie, sciences de l'information, sciences cognitives, recherche militaire...

En 200 articles accessibles au non-spécialiste, *L'état des sciences et des techniques* présente un bilan des principales découvertes et innovations de ces dernières années. Au-delà de ce bilan, il offre une mise en perspective des grandes questions scientifiques dans leurs contextes politique, social, économique et philosophique. D'ores et déjà un grand classique du sujet.

LA DÉCOUVERTE

RELIGIONS

Crise de l'œcuménisme au synode des évêques européens

Les relations entre catholiques et orthodoxes entravées par le nationalisme

Des délégués non catholiques (protestants, orthodoxes, baptistes, arméniens) sont intervenus, lundi 2 décembre, pour la première fois dans l'histoire des synodes romains (1). Le délégué du patriarcat œcuménique de Constantinople a pu notamment exprimer les griefs actuels de l'orthodoxie contre le catholicisme.

CITÉ DU VATICAN

de notre envoyé spécial

Les critiques ont beau être connues depuis des mois, elles résonnent autrement lorsqu'elles sont répétées dans un hémicycle, à quelques mètres du pape ou d'évêques victimes du stalinisme, comme Mgr Todea, de Roumanie (quatre ans de prison), ou Mgr Lubachivski, d'Ukraine (cinquante-deux ans d'exil). Les punitives n'ont pas éteint, mais les évêques catholiques du synode européen ont dû subir lundi soir un réquisitoire en règle, manifestement « télégraphié » du pape à l'occasion de la réunion de la conférence orthodoxe de Moscou et, pour les catholiques, sans grande conviction, par un délégué de Constantinople, Mgr Papageorgiou.

Le prélat orthodoxe a déploré, en bloc, les « violences » (occupations de lieux de culte orthodoxes) commises par les grecs-catholiques uniates en Ukraine et en Roumanie (2), la création de diocèses catholiques en Russie, les positions prises par Jean-Paul II en faveur de la Croatie, la mise en cause par Radin-Vatican des hiérarchies orthodoxes de Sofia et de Bucarest empoisonnées avec le régime communiste, etc. « Les orthodoxes », a-t-il conclu, ont l'impression que les catholiques s'éloignent du concile Vatican II et que des territoires et des pays de tradition orthodoxe depuis des siècles, libérés du communisme, sont considérés par leurs frères romains comme des terres de mission. »

Juste après lui, M. Jean Fisher, secrétaire général de la Conférence des Eglises chrétiennes (groupe des Eglises protestantes et orthodoxes d'Europe), devait aussi mettre en cause la « rude » vers l'Est, la « concurrence », le « prosélytisme » auxquels se livreraient certaines Eglises (baptistes, méthodistes, catholiques...) depuis la chute du communisme.

Bref, ce premier synode d'évêques européens de l'Est et de l'Ouest, qui devait célébrer la chute du mur, vient témoigner au contraire de nouvelles crispations

religieuses. Invités par Jean-Paul II, les grandes Eglises orthodoxes de Russie, de Roumanie, de Serbie, de Grèce, de Bulgarie ont laissé leur chaise vide. L'œcuménisme – c'est-à-dire le rapprochement des Eglises chrétiennes – connaît l'une de ses plus graves crises depuis le concile Vatican II (1962-1965).

L'alerte est en fait suffisamment sérieuse pour que nombre d'évêques s'en émeuvent au cours du synode de Rome. Le cardinal Hume, archevêque de Westminster, a affirmé : « Si nous étions sérieux en matière œcuménique, il nous faudrait expédier, de toute urgence, les controverses théologiques et les événements du passé » qui empêchent les Eglises de se reconnaître.

Le « sacré » récupéré

Mais ce n'est pas là le seul problème. Comme l'a dit le cardinal Lustiger, le risque d'identification d'une religion à une nation n'est pas un peu grand : c'est aussi vrai pour la Pologne, la Slovaquie, la Croatie, qui passent pour des « nations catholiques », que pour des pays comme la Russie ou la Grèce, où les non-orthodoxes sont pratiquement des étrangers. Bien plus, le danger menace, si ce n'est déjà fait comme en Serbie, en Croatie, ou en Ukraine, de voir le

nationalisme « récupérer le sacré », pour reprendre une expression de Mgr Gibson, évêque français.

Nombre d'évêques délégués au synode se sont inquiétés du risque de tels engrenages politico-religieux, menaçant la sécurité et la paix en Europe, mais aussi l'unité et l'« crédibilité » de l'Eglise. D'autres, comme le cardinal Martini, archevêque de Milan, ou Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille, se sont prononcés pour un renforcement des structures de concertation, à l'exemple des conseils d'Eglises (qui n'existent pas dans les pays où le catholicisme est majoritaire, sauf en France) ou comme le Conseil des conférences épiscopales européennes (CCEE), interlocuteur catholique des Eglises protestantes et orthodoxes. Ce renforcement pourrait être l'une des conclusions du synode, si le poids de la curie romaine ne fait pas obstacle à la mise en place de ce qui pourrait être alors une véritable « collégialité » européenne.

HENRI TINCQ

(1) A l'exception du pasteur Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, qui a participé au synode de 1974 sur l'évangélisation.

(2) En Ukraine et en Transylvanie, les Eglises grecs-orthodoxes, supprimées en 1946, récupèrent aujourd'hui leurs lieux de culte confisqués et donnés aux orthodoxes.

EN BREF

■ M. Mitterrand favorable à la généralisation de l'enseignement des langues à Pécola. – Dans un entretien au *Journal des instituteurs* du mois de décembre, le président de la République se déclare « favorable à la poursuite et à l'implication de l'expérience de pratique des langues étrangères dès le cours moyen, qui a été entreprise depuis deux ans. J'ai d'ailleurs demandé au ministre de l'Éducation nationale de préparer les conditions qui en permettraient la généralisation progressive d'ici la fin du siècle ».

■ Décès du plus ancien transplanté cardiaque du monde. – Willem Van Buren, le plus ancien transplanté cardiaque du monde, est décédé, mercredi 27 novembre, à l'âge de soixante-deux ans, au centre médical de l'Université de Stanford (Californie), des suites d'une pneumonie. M. Van Buren avait subi une transplantation cardiaque, le 3 janvier 1970, dans cet établissement. – (AFP, Reuters.)

■ Cuba inaugure une unité de traitement de déchets radioactifs. – La Commission nationale de l'énergie atomique de Cuba vient d'inaugurer une unité de traitement des déchets radioactifs. Selon l'hebdomadaire *Juventud Rebelde*, qui annonce la nouvelle, sans préciser la nature exacte de l'installation et l'endroit où elle est située, cet atelier, qui « garantit (...) au maximum la protection de l'environnement » abriterait déjà « environ 20 mètres cubes de résidus solides et liquides et 1 340 sources radioactives usagées ». Avec cette installation, les Cubains, qui n'ont pas signé le traité de non-prolifération (TNP) et ne disposent pas de centrales nucléaires en service avant 1993, affirment qu'ils pourront élargir l'usage des technologies nucléaires dans les domaines « de la santé, de la biotechnologie et des industries pharmaceutiques et alimentaires ». – (AFP.)

Une réorganisation des armées

Compte tenu de tous ces développements nouveaux par rapport à la situation héritée de 1966, M. Joxe estime plus efficace que le ministre français de la Défense soit aujourd'hui à l'intérieur même de l'Alliance pour y faire entendre son avis, quitte à opposer un *non* aux propositions de ses partenaires.

Pour autant, il est exclu que les unités françaises soient mises « on parle, selon les cas, de forces « assés » ou de forces « réserves » – sous les ordres des commandements intégrés de l'OTAN. Elles devraient rester sous commandement national. Mais, devant le CSI, le ministre de la Défense a indiqué que « les forces françaises seraient employées, en cas de besoin, de manière étroitement coordonnée avec celles des alliés ».

C'est dans cette direction-là, précisément, que se propose d'aller le projet de réorganisation des armées françaises (*Le Monde* du 14 novembre). Il est prévu, en effet, de constituer deux groupements de forces, avec, pour chacun, son état-major interarmées. Le premier sera dérivé du corps blindé mécanisé actuel et comprendra des éléments lourds. Le second, fondé à partir de la Force d'action rapide (FAR), sera plus léger et il se concentrera en priorité aux théâtres extra-européens.

Ainsi réparties, les forces françaises devront pouvoir s'insérer facilement dans les nouveaux ensembles de l'OTAN, si l'on en croit M. Joxe, et intervenir aussi bien dans le cadre de l'Alliance qu'en dehors. « Le premier état-major permanent, a reconnu le ministre de la Défense devant les stagiaires du CSI, aura précisément une vocation européenne et c'est lui qui aura la charge de participer à la planification allée. »

La création d'un corps franco-allemand va dans ce sens, de même qu'elle permet de trouver un cadre juridique au maintien outre-Rhin d'une division blindée, dont le PC sera à Landau.

JACQUES ISNARD

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

A Maurepas (Yvelines)

Quatre officiers tués dans l'accident d'un Mystère-20 d'entraînement

Quatre officiers de l'armée de l'air ont trouvé la mort dans l'accident, lundi 2 décembre, sur la commune de Maurepas (Yvelines), d'un bi-réacteur Mystère-20 qui sert à la formation des pilotes et des navigateurs de combat de la Force aérienne tactique (FATAC).

L'avion, qui est du modèle de ceux qui, au sein du Groupement des liaisons aériennes ministérielles, sont affectés au transport des hautes personnalités mais qui a été transformé pour les besoins d'instruction, reliait sa base de Luxeuil (Haute-Saône) à l'aéroport de Villacoublay (Yvelines).

Deux enquêtes, judiciaire et militaire, ont été ouvertes à la suite de cet accident. Le Mystère-20 en question permet de s'entraîner à des vols à très basse altitude pour simuler des missions de pénétration par tous les temps du type de celles des Mirage 2000-N.

Pour des raisons non encore élucidées, il a paru être en difficulté pas le ciel, selon des témoins, et le pilote du moment, ne pouvant atteindre Villacoublay, a tenté de se poser en le dirigeant vers des zones non habitées.

Titulaire chacun de plusieurs milliers d'heures de vol selon l'état-major de l'armée de l'air, les quatre occupants (le commandant-navigateur Jean-Luc Luciani, quarante-neuf ans; le capitaine-pilote Christian Huth, trente-cinq ans; le capitaine-mécanicien Pierre Schmitt, trente-sept ans, et le lieutenant-pilote Philippe Hirson, trente ans) ont été tués.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

MÉDECINE

Un entretien avec le ministre délégué à la santé

« Un haut comité établira chaque année un rapport sur la santé des Français » nous déclare M. Bruno Durieux

Dans un entretien accordé au Monde, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, révèle les nouveaux grands axes de la politique gouvernementale de santé publique. Deux nouvelles structures seront créées : le Haut Comité de la santé publique et le Centre national de la santé publique. D'ici, un rapport sur l'état de santé des Français sera publié chaque année.

« Pourquoi créer un Haut Comité de la santé publique ? »

« Nous ne disposons pas de l'outil permettant de mener des analyses systématiques sur la santé publique en France, de réfléchir aux objectifs poursuivis dans ce domaine, d'effectuer une évaluation des moyens engagés pour mettre en œuvre la politique de santé publique. Certes, nous menons, dans tous les domaines, de nombreuses actions de santé publique, mais il n'a paru nécessaire de pouvoir nous assurer de leur efficacité et de leur cohérence. »

Il ne s'agit pas de limiter les initiatives dans ce domaine ou de vouloir tout centraliser dans une structure nouvelle, mais de disposer - le directeur général de la santé et moi-même - d'un outil permettant une vision globale de la santé publique et qui ait, en outre, une fonction de proposition et d'évaluation. Je vous rappelle d'ailleurs que le rapport des « cinq sages » (les professeurs Tubiana, Got, Grémy, Dubois et Hirsch), demandé en janvier 1989 par le gouvernement, avait lui aussi conclu à la nécessité d'un tel outil de cohérence.

« Pouvez-vous donner un exemple d'incohérence en matière de santé publique ? »

« Facile ! J'entends constamment les experts discuter sur ce point sans

parvenir à se mettre d'accord. Le Haut Comité permettra, je l'espère, d'y voir plus clair sur l'intérêt d'une telle mesure qui coûte chaque année environ 600 millions de francs. »

« Prenons un autre exemple, celui de la sécurité transfusionnelle. Lorsque ce problème s'est posé récemment, avec Jean-Louis Bianco, nous avons nommé trois experts chargés de nous faire très vite des propositions. Si le Haut Comité avait existé, nous l'aurions saisi pour lui demander de mettre sur pied la structure ad hoc qui permette de suivre la sécurité transfusionnelle. Le prochain Haut Comité pourra même s'autosaisir dès lors que huit de ses membres, sur les vingt-six qu'il comptera, le souhaiteront. »

« Quelles seront les missions de ce Haut Comité ? »

« Elle sera essentiellement de trois ordres : définir les objectifs de la politique de santé publique, en particulier pour la prévention; présenter des propositions concrètes d'action; observer, dans un rapport annuel, l'état et l'évolution de la santé des personnes vivant en France. De la même manière que l'on publie chaque année un rapport sur les comptes de la nation, le Haut Comité publiera chaque année un rapport sur la santé des Français. Nous avons absolument besoin de ce grand tableau de bord chiffré, documenté et mis à jour annuellement. »

« D'autres pays disposent-ils d'un tel Haut Comité de la santé publique ? »

« Aux Pays-Bas, par exemple, il existe un haut comité du même type. Aux États-Unis, le National Center for Health Statistics remplit partiellement ce type de fonctions. »

« La création de ce Haut Comité va-t-elle entraîner la disparition de tous les comités ad hoc existant actuellement sur le cancer, le tabagisme, l'alcoolisme, la dialyse rénale, etc. ? »

« En effet, toutes ces structures dispersées vont disparaître pour réapparaître de manière coordonnée au sein du Haut Comité à chaque fois que surgira un problème. Nous espérons par là même limiter le phénomène de lobby que l'on a pu observer dans le passé dans certains de ces comités. »

« Quelle sera la structure du Haut Comité ? »

« Créé par décret, il sera présidé par le ministre de la santé. Son secrétariat sera assuré par le directeur général de la santé. Sur ce point, nous avons eu un débat : fallait-il un comité à côté du ministre, ou un comité présidé par le ministre ? Mon raisonnement a été que j'avais absolument besoin de ce réseau d'experts pour mettre en œuvre le mieux possible la politique de santé dont je suis responsable. En outre, le fait que le ministre de la santé préside ce comité permettra plus facilement d'actionner d'autres leviers de la politique de santé. »

« Ce comité sera indépendant. J'attends de ses membres qu'ils s'expriment librement et directement avec moi. Il aura un budget propre de l'ordre, initialement, de 3 millions de francs. Ses vingt-six membres seront nommés par arrêté. Sa composition sera multidisciplinaire, puisqu'aux côtés de médecins, on trouve un démographe, un sociologue, un économiste, une infirmière, etc. Le vice-président

sera le professeur Guy Nicolas, un spécialiste des problèmes de santé publique. »

« Vous annoncez parallèlement la création d'une nouvelle structure : le Centre national de santé publique. De quoi s'agit-il ? »

« Ce centre sera étroitement lié au Haut Comité en ce sens que ce dernier lui passera des commandes

un rôle de « veille épidémiologique » et de mise en alerte sanitaire ? »

« Tout à fait. Actuellement, dans ce domaine, on ne dispose, avec le réseau Sentinelle, que d'outils artisanaux. Il faut que nous montions en puissance afin de développer cette fonction essentielle. »

« Estimez-vous dès lors nécessaire de former davantage de spécialistes de santé publique et d'épidémiologie, sans lesquels une structure de ce type n'est pas viable ? »

« Je ne pense pas nécessaire de reproduire à l'identique le Centre de contrôle des maladies (CDC) américain. Nous voulons, à Saint-Maurice, aux côtés de l'ancienne parisienne de l'Ecole nationale de santé publique, de l'unité INSERM U88 et du Centre européen de référence sur le sida, créer un outil d'intervention et de recherche en santé publique. Il y a beaucoup d'épidémiologistes en France, mais leur compétence est en général mal utilisée. Notre ambition est de tenter de mieux utiliser les structures déjà existantes. »

« Ces nouvelles structures ont-elles pour objet de contribuer à la diminution des dépenses de santé ? »

« Ce n'est pas la motivation initiale. Il va de soi qu'à chaque fois que nous progressons dans la politique de prévention, et par conséquent dans la politique de santé publique, nous contribuons à l'amélioration du bien-être de nos concitoyens et à l'allègement de la pression des dépenses de santé. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI



dans les domaines de la recherche, de l'épidémiologie et des interventions d'urgence. Le Centre aura la structure d'un GIP (groupeement d'intérêt public). Créé par un arrêté du ministre de la santé, il aura quatre partenaires fondateurs : l'INSERM, l'Ecole nationale de la santé publique, la direction générale de la santé et la direction des hôpitaux, auxquels viendra s'ajouter la CNAM.

« Ce centre aura-t-il aussi, comme le célèbre Centre de contrôle des maladies d'Atlanta,

La composition du Haut Comité

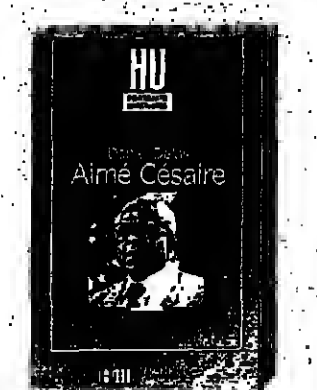
Voici la composition du Haut Comité de la santé publique : MM. Jean-Pierre Daschamps (santé publique), Jean-Claude Hanrard (gériatrie), François Grémy (santé publique), René Caquet (médecine interne), M^{me} Janine Pierrat (sociologie), MM. Philippe Parquet (alcoologie), Bertrand Garros (démographie), M^{me} Edith Pons (administration de la santé), MM. Maurice Tubiana (oncologie), Guy Nicolas (cardiologie), Claude Got (alcoologie), Jean-Marie Laguan (député), M^{me} Marie-Franca Wittmann (soins infirmiers), MM. Etienne Cénard (mutualité), Gérard Dubois (santé publique), Albert Hirsch (tabagisme), Patrick de La Sella (généraliste), Gilles Erriaud (généraliste), Jean-Claude Sallly (économiste) et Claude Hurlet (sénateur).

S'y ajoutant le directeur de l'INSERM, M. Philippe Lazar, le directeur des hôpitaux, M. Gérard Vincent, le directeur général de la santé, M. Jean-François Girard, le directeur de la Caisses nationales d'assurance-maladie, M. Gilles Johanneau, le directeur de l'Ecole nationale de santé publique, M. Christian Rollet, et le directeur de la Sécurité sociale, M. Michel Lagrave.

Un grand poète et dramaturge

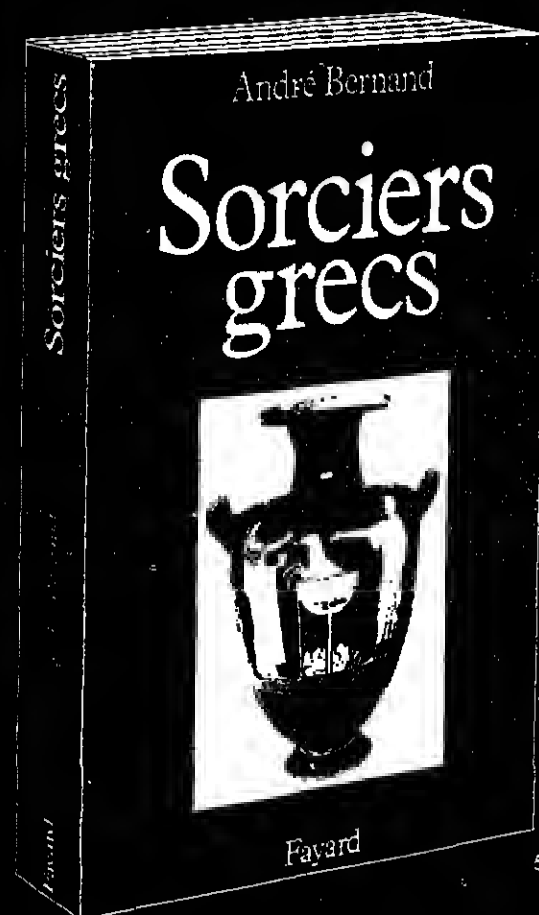
Un polémiste incisif

Les grandes étapes d'une vie et d'une œuvre



D. Delas, 224 p. 89 F.
H.U. PORTRAITS LITTÉRAIRES
HACHETTE Supérieur

Une Grèce méconnue



Ce que Bernard nous donne, prenez-le, « cette vision des profondeurs méchantes d'une Grèce peu fréquentée ». En un mot, ce beau et grand livre - il honore l'intelligence française - je propose à tout homme soucieux de comprendre de le placer sur son chevet.

Grand spécialiste de l'épigraphie, André Bernard nous donne un rare plaisir... Sur les ressorts premiers de nos mythes, l'Antiquité a tout à nous apprendre.

L'Histoire chez FAYARD

L'Afrique a toujours réservé à ses personnages importants des marques de reconnaissance.

Air Afrique crée aujourd'hui, le Club Préférence.

Vous voyagez souvent pour vos affaires.

Pour vous Air Afrique a créé le Club Préférence afin que vos nombreux voyages soient plus agréables et plus privilégiés.

Membre du Club Préférence, vous êtes prioritaire.

Vous bénéficiez pour vos réservations d'une réelle priorité et d'une garantie de place à bord. Vous avez aussi à votre disposition une ligne directe et personnelle de réservation.



Membre du Club Préférence, votre fidélité est récompensée.

Vous obtenez des billets gratuits, des surclassements et des excédents de bagages en voyageant régulièrement sur nos lignes.

Membre du Club Préférence, vos privilèges font la différence.

Vous êtes enregistré au comptoir supérieur, vous avez accès aux salons Affaires ou Première, et vous bénéficiez d'une assurance bagages. Vous êtes enfin informé personnellement de l'actualité d'Air Afrique.

Le Club Préférence, une marque de reconnaissance.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

POINT/LES PRIX LITTÉRAIRES

1991, une année de « normalisation »

Plus de 1 500 prix littéraires sont décernés en France chaque année, pour des montants allant de quelques dizaines de francs, comme le Goncourt – mais assurant de forts tirages, – à plusieurs centaines de milliers de francs. Toutefois, quand on parle du « système » des prix, on ne fait allusion qu'aux cinq grands, pour lesquels les éditeurs se battent le plus âprement : le Goncourt, bien sûr, le Renaudot, le Femina, le Médicis et l'Interallié. Les jurys, qui se cooptent, sont permanents. On n'en sort qu'en démission-

nant ou en mourant. A l'étranger, notamment en Grande-Bretagne pour le fameux Booker Prize, les jurys sont le plus souvent tournants, ce qui réduit les manipulations si souvent dénoncées ici.

Mais on y parle moins des prix littéraires. En France, chaque année, depuis des décennies, on se demande s'il faut « brûler les prix », interrogation qui est une manière de les faire vivre. On multiplie enquêtes et commentaires. L'an dernier, dans une série d'articles (20, 23 et 30 novembre), le Monde constatait l'eug-

mentation du discrédit dû à la mainmise de plus en plus nette d'un seul éditeur, Grasset, et se demandait si la situation pouvait se redresser.

1991 est une occasion de refaire le point. Après les interrogations de 1990 qui avaient conduit les jurys – le Goncourt le tout premier – à tenter d'échapper à des rôles convenus, cet automne a vu le retour de la « norme » : la machine Grasset a montré qu'elle pouvait à la fois gagner personnellement et décider qui d'autre gagnerait.

Jeux et enjeux

1990 avait été une année d'inquiétude pour les jurys des prix littéraires, face à un sentiment de discrédit ouvert ou larvé. 1991 devait être l'année de l'ouverture ou celle de la « normalisation ». C'est la « normalisation » qui a gagné. On pouvait s'y attendre en regardant les résultats de 1990, signe non d'une nouvelle attitude face aux textes en compétition, mais d'un éphémère vent de panique qui se traduisait par : il faut échapper au trio « Grasset, Gallimard, Seuil ».

Alors le Goncourt était allé à un premier roman, *Les Champs d'honneur* de Jean Rouaud (Minuit), un bon livre d'un écrivain débutant qu'on a eu immédiatement tendance à surevaluer, parce qu'enfin un vrai texte était sorti d'un océan de manipulations. Pour ne pas être en reste, le Renaudot avait récompensé un roman – malheureusement médiocre – publié chez Calmann-Lévy, déclinant deux bons livres, *Notre jeunesse* de Pierrette Fleutiaux (Gallimard), et *La Leçon inaugurale*, de Jean-Didier Wolff (Grasset). Le PDG de Gallimard, Antoine Gallimard, qui depuis deux ans essaie – en vain – de ne pas avoir à faire jouer son « lobby » au Femina en obtenant d'autres prix, avait bien été obligé d'y recourir pour faire couronner Pierrette Fleutiaux, qui le méritait. Le Médicis était annoncé comme acquis à Frédéric Vitoux (Seuil), mais une curieuse révolte avait conduit à la victoire de Jean-Noël Pancrazi (Gallimard). Et Grasset avait dû se contenter du seul prix qu'il « tient » absolument, l'Interallié, pour *Les Animaux*, de Bayon.

Le défilé des rumeurs

Quand, après trente années d'efforts, on a, comme Grasset, pris en main au moins trois des cinq jurys (grâce, principalement, à la grande habileté d'un homme, Yves Berger), il convenait de remettre de l'ordre. Personne n'avait encore lu le livre de Pierre Combessat, *Les Filles du calvaire*, que déjà il était annoncé comme le Goncourt 1991. Il vient de l'obtenir et ce n'est pas déshonorant. Mais c'est au prix de l'enterrement d'un autre Goncourt, Grasset, le *Jour de l'écologie*, de François-Olivier Rousseau. N'était-ce pas pourtant dans l'esprit d'un Goncourt que Rousseau, voilà quelques années, avait quitté Mercure de France pour Grasset ? De même,

Dan Franck n'aurait-il pas préféré Le Seuil à Flammarion (qui ne « pèse » rien dans les jurys) en rêvant à un prix ? Il s'en est rendu compte, à peine arrivé au Seuil, le voilà lauréat du Renaudot 1991 avec *La Séparation*.

Au Femina, les dames ont perdu la tête. Tout était en place pour *Un long dimanche de fiançailles*, de Sébastien Japrisot (Denoël, filiale de Gallimard). Et Japrisot obtient l'Interallié (en principe destiné à un journaliste, ce que Japrisot n'est pas). Il reste à choisir entre faire plaisir à Antoine Gallimard, qui soutient deux livres publiés par sa mère, au Mercure de France (filiale de Gallimard),

tents de l'année vont-ils rejoindre l'écurie Grasset (menace sans cesse agitée ici ou là, par tel ou tel) ? Bref, tout cela ressemble plus à un jeu – calculé en main – qu'à un enjeu littéraire. Faut-il donc continuer à entrer dans ce jeu en le commentant à l'infini ?

Chaque journaliste qui aime la littérature l'a écrit ou pensé un jour ou l'autre : au fond, grâce aux grands prix littéraires d'automne, la France demeure un pays où l'on met la littérature à la « une » pendant quelques semaines par an. Est-ce tellement vrai ? Seul le Goncourt, fort de sa tradition, est encore un événement

un divertissement censé remplir un temps de loisir et qu'on le reconnaît pour ce qu'il est à tort ou à raison : l'une des composantes essentielles de la civilisation.

Un petit concours

Alors, nous vous proposons un petit concours. Voici le début de quatre grands livres – comme rien n'est simple, il faut préciser que chacun des auteurs a obtenu l'un des prix littéraires d'automne, mais entre 1932 et 1963 :

« Pour parler franc, là entre nous, je suis encore plus mal que j'ai commencé... Oh ! j'ai pas très bien commencé... Je suis né, je le répète, à Courbevoie, Seine... je le répète pour la millième fois... après bien des aller et retour je termine vraiment au plus mal... »

« Comme toujours, ici, vers le dix-huit, la cause est entendue, le ciel tourne, l'horizon a sa brume permanente et chaude, on entre dans le vrai théâtre des soirs. Il y a des orages, mais ils sont retenus, comprimés, cernés par la force. On marche et on dort autrement, les yeux sont d'autres yeux, la respiration s'enfonce, les bruits trouvent leur profondeur nette. Cette petite plainte, par plaques, a son intérêt... »

« La première fois qu'Aurélien vit Béatrice, il la trouva franchement laide. Elle lui dit, après, qu'il n'avait pas comment elle était habillée. Une étoffe qu'il n'aurait pas choisie. Il avait des idées sur les étoffes... »

« A. Il y avait une petite fois, pendant la canicule, un type qui était assis devant une fenêtre ouverte ; c'était un garçon démesuré, un peu voûté, et il s'appelait Adam ; Adam Pollo. Il avait l'air d'un mendiant, à rechercher partout les taches de soleil à se tenir assis pendant des heures, bougeant à peine, dans les coins de mur... »

Cherchez bien. Si vous trouvez les auteurs, vous pouvez laisser tomber les prix littéraires de l'année, les calvaires, les bons sentiments des uns, la dérive des autres, les anges au sexe toujours incertain, vous avez gagné (et ceux qui vous les offrent aussi). Gagné quoi ? Une chose qui peut difficilement se monnayer, d'où sa mauvaise réputation actuelle : le plaisir de découvrir la littérature. Un bonheur individuel, associel, donc dangereux.

JOSYANE SAVIGNEAU

Les pièges de Novembre

En 1989, des personnalités du monde littéraire (1), fées à un mécène, le graveur parisien Casagrande, ont décidé de lancer le Prix Novembre, doté de 200 000 francs, décerné juste avant le Goncourt et se donnant l'ambition d'être un « anti-Goncourt » : un prix libre, donné par des gens libres, insensibles aux manœuvres d'éditeurs. Or la troisième Prix Novembre est revenu, cette année, à Raphaël Confiant pour *Eau de café* (Grasset). Il n'est certes pas interdit, lorsqu'on est libre, de récompenser un livre

Grasset, mais il se joue un « drôle de jeu » autour de Confiant, découverte d'Yves Berger et « Médicis type », Yves Berger souhaitait le Médicis pour cet écrivain qu'il soutient... et pour des ventes bien inférieures à celles qu'on espère d'Yves Simon. Or, au Novembre, s'est joué ce mauvais tour à Yves Berger ?

(1) Le jury compte onze membres parmi lesquels Angelo Rinaldi, Jérôme Garcin, Jean-François Revel, Bernard Frank, Pierre Dumayet, Maurice Nadeau, Florence Malraux et Geneviève Guezennec.

et faire plaisir à Benoît Groult, qui soutient un livre publié par sa fille. Ambitieux bataille dont sort vainqueur un livre banal de Paula Jacques, *Deborah et les anges dissipés* (Mercure de France) et où se note un écrivain tout à fait digne du Femina, Agota Kristof (Seuil).

Va-t-on la rattraper au Médicis ? Il semble que non. Alors Le Seuil va miser sur un auteur des éditions de Minuit (dont il assure la distribution), Jean-Philippe Toussaint ou Antoine Volodine ? Volodine plaforme à cinq voix. Et il s'agit d'un livre dans le tour final qui donne la victoire à Yves Simon pour *La Dérive des sentiments* (Grasset) contre Agota Kristof (il faut bien que Le Seuil puisse faire croire qu'il a défendu son auteur) et Jean-Philippe Toussaint.

On pourrait aussi faire défiler, interminablement, des rumeurs qui reviennent chaque année (seuls les noms des auteurs changent) et se résument en une phrase : les mécon-

que la télévision « œuvre » en direct. Dans la presse écrite, où l'information est traitée plus complètement, ne fait-on pas, au moment des prix, trop de bruit autour de livres médiocres, achetés par des clients perdus dans une production éthérée, et qui, après avoir vu ce qui est couronné, seront un peu plus convaincus qu'il ne s'écrit rien en France actuellement ?

Les prix sont-ils définitivement promis à alimenter une « machine économique » (on répugne à employer le mot « économie ») qui produit tant d'objets-papier et si peu de livres, tant de caractères d'imprimerie et si peu de style, tant de phrases et si peu de pensée ? Faut-il alors continuer à encourager ce système de « broillage » de la production littéraire en France ? La question doit être posée, même si la réponse ne peut pas être donnée immédiatement. Car elle suppose que l'on cesse de tenir la littérature pour

Ce qu'ils en ont dit

● Céline : « Ce qui manque au mouvement littéraire c'est un prix vraiment superbe. Je le proposerais le « Grand Prix du Navet » le plus mauvais livre de l'année, ce qui soit bien ovulé, entendu, bien proclamé. Le Goncourt ne viendrait forcément qu'en seconde ligne. Je ferais volontiers partie de cette Académie si vous en étiez... » (Lettre à Roger Nimier, 2 décembre 1960).

● Marcel Proust : « On me dit que Monsieur Dorgelès a un grand talent. (...) Mais je trouve mon attitude silencieuse plus noble que la sienne puis-je qu'il a refusé la Vie heureuse en disant qu'il ne voulait que du Prix Goncourt. S'est précipité sur les Dames heureuses dès qu'il a eu manqué le Prix Goncourt, et aussitôt qu'il a obtenu le Prix de la Vie heureuse, il s'est fait interviewer par le Petit Parisien (je crois) et a déclaré qu'il était heureux de ne pas avoir eu le Prix Goncourt ! » (Lettre à Rosy, 23 décembre 1919).

● Bernard Grasset : « Le Prix Goncourt cesse désormais d'être le miroir annuel de la littérature accompli par une assemblée de dieux. Il reprend la place qui lui convient, parmi les autres récompenses décernées à des écrivains méritants par des juges dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont aussi qualifiés que nos régimes de décembre. Et s'il fallait – pour que pri fin une supériorité injustifiée et que les choses retournent dans l'ordre – qu'un éditeur vint dire : « Je ne me présenterai plus à un jeu qui, comme tous les jeux du hasard, ne profite qu'à la cognote » – et bien c'est fait. » (dans *Gringoire*, du 20 novembre 1931).

● Maurice Nadeau : « Je fais partie du Renaudot depuis une vingtaine d'années. Je n'ai pas tellement lieu de m'en féliciter. Je n'ai réussi à faire couronner ni Claude Simon, ni Nathalie Sarraute, encore moins Beckett. Ce sont les vieux briscards du jury, les fondateurs d'avant la guerre qui donnent le ton. » (Grasset leur sont rendus, Albin Michel 1990).

● Marguerite Duras : « Le Goncourt est le dernier des prix. Il n'y a pas de prix plus valable depuis vingt ans. Au lieu d'être des pionniers, ils consacrent des vieilleries. C'est une société commerciale soucieuse de servir ses obédiences sans secousse – ça, morquez-le ! Pourquoi gêner les gens de mauvais livres ? (Entretien avec J.F. Held, le *Nouvel Observateur* du 16 novembre 1966).

● Edmond Bachelot : « Les compromissions, les combines, les marchandages, les fautes commencent à en parler, à les faire connaître. (...) Que faut-il mettre au passif ? Eh bien, alors que tant de navets furent couronnés, ni Barthes, ni Alain-Fournier, ni Valéry Larbaud, ni Gide, ni Cocteau, ni Rodiguet, ni Morand, ni Martin du Gard, ni Supervielle, ni Giraudoux, ni Colette, ni Ramon, ni Montherlant, ni Simon, ni Giono, ni Queneau, ni Camus, ni Robbe-Grillet n'ont obtenu un des quatre grands prix, à ce que je sache. Surtout à attendre le Nobel, qu'il a refusé d'ailleurs. Si je me souviens bien, les Renaudot ont préféré un roman-félicité de Robert Galland à la Nautica. » (Les auteurs de ma vie, Buchet Chastel, 1969).

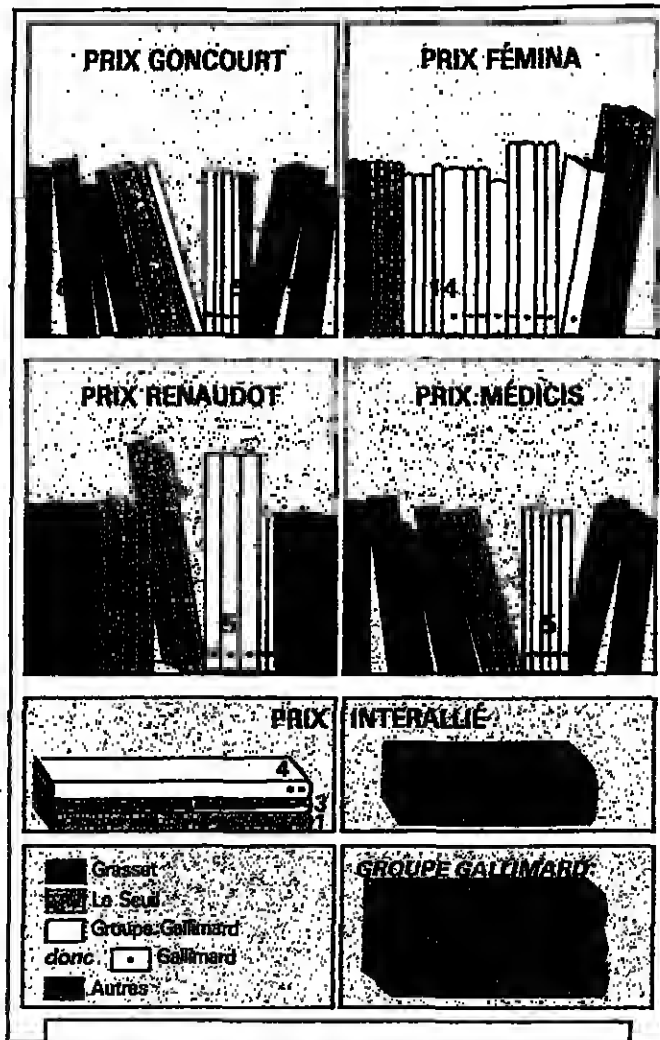
Les cinq grands

● PRIX GONCOURT. – Créé le 21 décembre 1903, selon le testament d'Edmond de Goncourt, en mémoire de son frère Jules, le prix est « destiné au meilleur ouvrage d'imagination publié dans l'année » et doit, en principe, récompenser un jeune écrivain. Depuis 1915, le Goncourt est décerné par l'Académie du même nom, lors d'un déjeuner au restaurant Drouot, place Gaillon – la première quinzaine du mois de décembre jusqu'en 1958, en novembre ensuite. Le prix de 50 000 francs or alloué au début du siècle s'est aujourd'hui transformé en un chèque de 50 francs que le lauréat s'empresse généralement d'encadrer. Premier

● PRIX MÉDICIS. – Fondé en 1958 par M^{me} Gata Barbès, à M. Jean-Pierre Girardoux, d'un montant de 4 500 francs, le prix est décerné le même jour que le prix Femina, et doit en principe récompenser un ouvrage – roman, récit ou recueil de nouvelles – édité dans les douze mois précédents, et « dont le ton ou le style apportent quelque chose de neuf ». Sa proclamation est suivie par l'annonce du Médicis étranger, créé en 1970, et celle du Médicis esli, créé en 1985. Premier lauréat : Claude Ollier pour *La Mise en scène* (Minuit).

► Président : Marcel Schneider. Membres du jury : François-Régis

Les prix de 1970 à 1991



Goncourt : John-Antoine Nao pour *Force ennemie* (éditions de la Plume).

► Président de l'Académie Goncourt : Hervé Bazin (élu en 1958). Secrétaire général : François Nourissier (1977). Membres : Daniel Boulanger (élu en 1983); Jean Cayrol (1973); Edmond Cbsrlès-Roux (1983); Françoise Mallet-Joris (1970); Emmanuel Roblès (1973); Robert Sabatier (1971); André Sté (1977); Michel Tournier (1972).

● PRIX FEMINA. – Fondé en 1904 par vingt-deux collaboratrices de la revue *Vie heureuse*, devenue plus tard la revue *Femina*, ce prix (curieusement doté d'un accent aigu depuis quelques années) avait pour but de « renforcer les relations de confraternité entre femmes de lettres ». Réduit à douze membres en 1951 (dix membres depuis cette année, Madame Simone et le duchesse de La Roche-foucauld n'ayant pas été encore remplacées), le jury décerne son prix, d'un montant de cinq mille francs, le dernier lundi de novembre, suivi par l'annonce du Femina étranger, créé en 1986. Première lauréate : Myriam Harry pour *La Conquête de Jérusalem* (Fayard).

► Membres du jury : Dominique Aury; Madeleine Chapsal; Régine Deforges; Claire Gallois; Benoît Groult; Diane de Margerie; Renée Massip; Zoé Oldenbourg; Suzanne Frou; Marie Sushni. Secrétaire général : Jacques Nais. (La présidence est tournante).

Bastide; Dominique Fernandez; Jean-Pierre Girardoux; Francine Mallet; Claude Mauriac; Jacqueline Piatier; Christine de Rivoyre; Alejo Robbe-Grillet; Mervin Robert; Denis Roche.

● PRIX THÉOPHRASTE-RENAUDOT. – Fondé en 1926 par un groupe de journalistes conduits par Georges Charensol pour tromper l'attente trop longue du verdict des jurys Goncourt, le Renaudot fut également institué dans l'intention de « corriger » éventuellement, le jour même, le choix du Goncourt, et de privilégier le talent et l'originalité. Premier lauréat : Armand Lunel pour *Niccolo Pecorini* (Gallimard).

► Jury de journalistes et critiques : André Bourin; Alain Boquet; Jacques Brenner; André Brincourt; José Cabanis; Luc Estang; Louis Gardel; Roger Vignay.

● PRIX INTERALLIÉ. – Fondé en 1930 par un groupe de journalistes menés par Pierre Humberbourg au Cercle interallié, décerné en novembre, le prix récompense, en principe, le roman d'un journaliste. Premier lauréat : André Malraux pour *La Voie royale* (Grasset).

► Jury : Secrétaire général : Roger Giron. Membres : Lucejo Bodard; Jean Couvreur; Jean Ferniot; Paul Guimard; Claude Martini; Jean-Marie Rouart; Eric Ollivier; Pierre Selvaododiffert; s'y joint le lauréat de l'année précédente.

Vol. C.

De curieuses visites chez les libraires

D'un point de vue économique, les libraires n'ont pas à se plaindre de l'existence des prix littéraires, même s'ils déplorent de façon quasi unanime une baisse très nette de l'intérêt que leur porte le client. Cette année, à Paris, seules les FNAC déclarent être face à « une très bonne année ». Pour beaucoup de libraires, l'ambiance est plutôt morose, pour trois raisons : la rentrée littéraire était médiocre; l'indépendance des jurys était régulièrement mise en cause depuis quelques années, le public des « vrais lecteurs » s'est progressivement éloigné des prix et le grand public effluve une réelle méfiance; enfin, la publication, par chaque jury, de liste de « sélectionnés » émousse l'attente.

Les prix littéraires sont d'abord plébiscités par un public qui lit peu : c'est le « phénomène commercial » lié aux fêtes de fin d'année. Les acheteurs demandent rarement conseil au libraire et leur achat est motivé par le « bande » qui orne l'ouvrage. En outre, vers le 2 janvier, pour les libraires, de curieuses visites : des clients qui rapportent deux ou trois exemplaires du Goncourt et en demandent l'échange. Généralement, les prix se vendent jusqu'à la mi-janvier. L'except-

tion, citée avec gourmandise par plus d'un libraire, est celle de 1990, l'année Rouaud. Son Goncourt, *Les Champs d'honneur*, est encore aujourd'hui en pile sur les tables.

Pour beaucoup, les jurys épaierissent désormais comme « dévoyés ». Les prix ne correspondent plus à leurs définitions originelles. Qui oserait dire encore que le Médicis récompense un texte dont « le style apporte quelque chose de neuf » ? A propos du palmarès de l'automne, presque tous applaudissent ou frent soucieux de Sébastien Japrisot (Interallié). S'ils ne font pas l'objet d'un véritable engouement, le Goncourt et le Renaudot sont signalés comme « ayant déjà commencé à « marcher » avant les prix ». Même chose pour le Médicis (on trouve Yves Simon « fort sympathique », mais un peu trop hâtivement propulsé vers la consécration littéraire). Quant au Femina, si quelques libraires constatent « un déferlement des ventes » du livre de Paula Jacques depuis l'attribution du prix, la majorité parle d'un « véritable désastre ». Bref, les affaires ne vont pas si mal mais le cœur n'y est pas.

VALÉRIE CADET

1520 1000 1000 1000

CULTURE

CINÉMA

Un continent, des îles et un désert

Le Festival des trois continents a traduit la vitalité des cinémas asiatiques et le déclin de l'Amérique latine

NANTES
de notre envoyé spécial

Il n'est pas seulement passionnant, le Festival des trois continents qui se tient chaque année à Nantes, il est aussi, plus que jamais nécessaire, en ces temps où seuls les films français et américains paraissent avoir droit de cité sur les grands et petits écrans. Bien peu d'autres manifestations pratiquent, comme lui, la recension systématique des cinématographies de toutes les latitudes.

Mais lorsqu'il fut créé en 1979 par deux cinéastes nantais, les frères Philippe et Alain Jalladeau, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine fournissaient leur contingent d'œuvres et affirmaient d'innombrables « différences ». La treizième édition du Festival, qui a eu lieu du 26 novembre au 3 décembre, a confirmé le tarissement de certaines sources, tandis que d'autres jaillissent avec une force déconcertante.

La grande tache blanche et sèche sur le planisphère cinématographique, c'est l'Amérique latine. « Le Sertao sera la mer », chantaient-ils dans le Dieu noir et le Diable blond. Mais Glauber Rocha est mort, et le cinéma novo brésilien aussi, inépuisable. De la rive sud du Rio Grande à la Terre de Feu, les frères Jalladeau ont cherché en vain des titres récents susceptibles de figurer dans une compétition internationale. Ils n'ont trouvé que des comédies sentimentales démodées des années 1970-1980, ou, au contraire, des exercices de style enfermés dans des séries fantasmagoriques. Une désertification qu'on attribuerait aux difficultés économiques, à l'instabilité politique, aux dictatures, si les autres continents, qui souffrent des mêmes maux, ne faisaient la preuve qu'ils n'empêchent pas forcément de faire du cinéma, et du bon.

Faute de films en compétition, la rétrospective des cinémas andins, si elle rendait un juste hommage au grand cinéaste bolivien José Bohrer (qui mourut son premier film en 1916), retraçait les impasses où ils se sont fourvoyés : recherches formelles sans lendemain, films de combat contre la répression ou l'impérialisme yankee dont le vocabulaire, sinon l'enjeu, a vieilli, usé, et ambiguïté des références ethniques. Et le repli sans éclat de Cuba, qui fut presque trente ans durant un pôle de stimulation pour tout le continent, symbolisé et accéléré en même temps ce déclin.

Pas un film, non plus, originaire d'Afrique noire dans la compétition. Les difficultés économiques (et accessoirement le règlement du Festival qui interdit la sélection de titres déjà présentés dans d'autres manifestations françaises) en sont responsables. Mais le panorama du cinéma malien, dominé par Souleymane Cissé et qui, outre Cheik Oumar Sissoko, recèle d'autres promesses, témoignait d'une belle vitalité.

L'originalité du regard

Et les premiers films du Nigérien Soudou Ouedraogo, du Burkinabé Ousmane Sembène, du Sénégalais Clarence Thomas Diop et plus encore de son compatriote Moussa Touré, dont le *Toubab* bi-révisité tonitruant et humoristique, paraissent autant d'îlots fertiles. Le manque de moyens matériels continue de limiter la production africaine et l'empêche de figurer systématiquement dans les sélections des festivals, mais l'envie de cinéma et l'originalité du regard y semblent décidément bien enracinés.

On n'en dira pas autant des pays arabes, où la décadence des studios égyptiens jadis omnipotents n'a pas ouvert beaucoup de portes. Plus que du représentant marocain en compétition (*La Plage des enfants perdus*), l'espoir venait plutôt de Tunisie, qui présentait deux films, dont le *Collier de la colombe* — qui, après s'être égaré dans de nombreux festivals, devait enfin sortir en salles.

Le continent-roi, à Nantes, ce fut donc l'Asie. Quatre hommages présentaient les bonheurs au géant indien Satyajit Ray, au regrettable philippin Lino Brocka, à l'essébite japonais Seijun Suzuki et à Hsu Feng, qui, après avoir été la splendeur acérée du meilleur du cinéma de Hongkong (celui de King Hu), est devenue à Taiwan la productrice attitrée du cinéma d'auteur chinois, tentant de forcer à coup d'œuvres de qualité les blocs entrecroisés de l'île nationaliste et du pays communiste.

Le festival avait d'ailleurs sélectionné deux de ses productions, *La Vie sur un fil*, de Chen Kaige — déjà vu à Cannes — et, en compétition, *Cinq filles et une corde*, Corde qui s'est entortillée dans les mécanismes politiques gringolant entre Taipei et Pékin jusqu'à empêcher l'exploitation du film, après avoir scellé le

destin de ses héroïnes, les drames de la condition féminine demeurant le sujet favori des cinéastes des « trois continents ».

De Taiwan également, le Festival projetait le superbe *Une belle journée d'été* déjà repéré à Locarno, à Toronto et Tokyo, formidable fresque intimiste d'Edward Yang, qui n'est plus « un grand réalisateur taiwanais » mais, simplement, un grand réalisateur. Chinois de Hongkong, Woong Kan Wai présentait avec *Jours de folie* un film un peu stérile, un peu déséquilibré, mais qui dénotait l'évidence d'un regard de cinéaste, et un mélange de désinvolture et de sensibilité à vif.

Mais la révélation arrivait de Pékin grâce à un jeune homme de vingt-huit ans, Zhang Yuan. Réalisé en marge des studios d'État, censuré aussitôt achevé, parvenu à Nantes par des voies « pas vraiment régulières » (les Jalladeau dixit), son film *Mama s'en prend de sa mère* à un thème-épique par excellence, les relations entre une mère et son fils handicapé mental. Mais *Mama* évite toutes les ornières de la compassion et du cliché, et son noir et blanc à la fois superbe et quotidien dessine un implacable réquisitoire contre la société chinoise en même temps que les très délicats portraits d'une femme et de son enfant.

A l'écart des modes et courants

Les deux nouveautés japonaises de Nantes étaient, elles aussi, intéressantes. *L'Homme incapable*, de (et avec) Naoko Takekura, représente le meilleur de ce jeune cinéma nippon qui pratique le mélange des genres, mêlant chronique sociale, humour et fantastique avec une belle énergie. Plus remarquable encore est l'inclassable Fumiki Watanabe, réalisateur-scénariste-opérateur-monteur et acteur de ses films.

L'autopsie d'un fait divers tragique que pratique son *Zacambô* conjugué l'acuité du document brut et l'élégance d'une mise en scène très élaborée, attentive aux individus, inventive dans l'installation des conflits, des peurs, des conformismes et des rancunes qui exploseront dans un chaos de violence avant que la chape des traditions et de l'ordre établi ne retombe. A l'écart des modes et courants (financiers aussi bien qu'esthétiques), Watanabe représente peut-être l'une

des dernières chances d'un cinéma vivant au Japon.

A cette Asie « traditionnelle », il faut désormais ajouter les Républiques orientales de l'ex-URSS, en plein essor au moment où les studios de l'Europe soviétique s'effondrent dans la misère et la désorganisation. Vigueur financière avec la superproduction historique *La Chute d'Osar* venue du Kazakhstan pour évoquer, à grand renfort d'effets, les combats et les intrigues de l'époque de Gengis Khan. Vigueur artistique d'un très beau premier film tadjik, *P'tit Frère*, qui, d'une intrigue mi-locale (le voyage de deux frères du village de leur mère à la ville de leur père), sait faire une balade ironique et splendide, avec les seules ressources de l'image.

Moins convaincants, les représentants de l'Inde ou de la Mongolie, traduisant, du moins, la pénurie d'une cinématographie, la son éternelle. Même si cette éternelle domination asiatique dissimule de profondes différences : le Japon, Hongkong ou Taiwan n'ont plus guère à voir avec le « tiers-monde » — sud-américain, africain ou asiatique — dont les « trois continents » se veulent la vitrine, si ce n'est par l'ostentatoire généralisé qui exerce, en Europe, les images lointaines.

Le public nantais, lui, ne s'ennuierait pas à de tels distinguos, prenant tout uniment d'assaut les quatre cinémas consacrés au festival. Quoi de plus réjouissant que de devoir se faufiler dans une salle comble, pour partager avec un auditoire enthousiaste ces révélations, ou la découverte d'un moyen métrage de Souleymane Cissé, d'un rêve multicolore de Suzuki, du sublime *Chorlato* de Satyajit Ray? Certains se sont privés de ce plaisir : les distributeurs parisiens, absents remarqués de la manifestation. Et c'est bien dommage.

JEAN-MICHEL FRODON

Les sélections pour le Prix Louis-Delluc. — Les jurés du Prix Louis-Delluc, après avoir constaté que le cinéma français, cette année, « a produit des œuvres d'une qualité exceptionnelle », ont retenu les cinq films suivants : *la Belle Noiseuse*, de Jacques Rivette; *Jenabrase pas*, d'André Téchiné; *Paris s'éveille*, d'Olivier Assayas; *Tous les matins du monde*, d'Alain Corneau et *Van Gogh*, de Maurice Pialat.

MUSIQUES

Le jeu des vérités

Les conquêtes intérieures d'une pianiste chinoise

ZHU XIAO MEI
à la SACEM

Un disque des *Variations Goldberg* a suffi pour que la bouche à oreilles fonctionne : une pianiste chinoise au jeu vif, intelligent, sensible se partage entre les États-Unis où elle donne de nombreux concerts et Paris où ses rares apparitions publiques en recital et à la radio lui ont acquis un public d'admirateurs fervents. Restait à l'entendre pour de « vrai ».

Lorsque Zhu Xiao Mei entre, le 2 décembre au soir, d'un pas vif sur la petite scène de la SACEM, on ne peut s'empêcher de penser à ce qu'elle a pu endurer pendant la révolution culturelle, certains de ses confrères n'ont-ils pu les bras cassés, les mains écorchées par les gardes rouges? Exilée dans un camp de travail, en Mongolie intérieure, la pianiste a pu, pendant cinq ans, travailler en cachette, ne pas laisser ses doigts s'engourdir, ses bras se raidir. On pense aussi à Miguel Angel Estrada qui, à l'heure du monde, dans sa prison d'Amérique du Sud « jouait » sur un clavier tracé à même une planche de bois... Alors on ferme

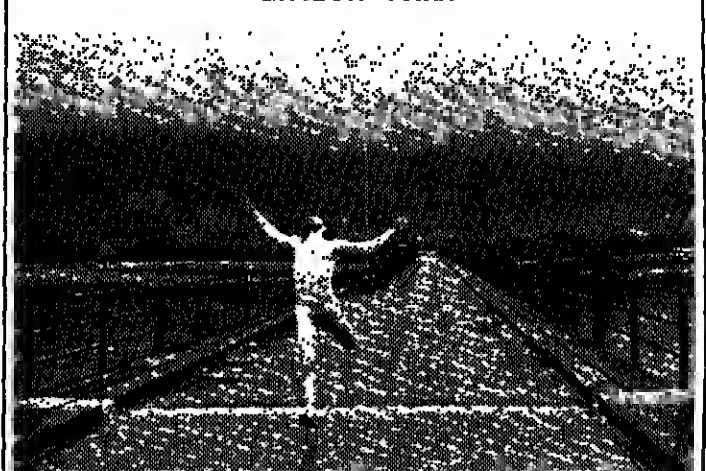
les yeux pour écouter cette pianiste sans se laisser envahir par la compassion. Zhu Xiao Mei joue Schubert avec une détermination, un son profond, sans excessive tendresse, Scarlatti sans les grâces qu'y mettent tant de pianistes, sans en accentuer le côté bondissant ou les oppositions de couleurs, sans le tirer vers le clavier, ou en faire une sorte de bon papa de Chopin et de Schumann.

Mais voilà qu'elle se lance dans trois préludes de Beethoven et la *Sonate Waldstein* de Beethoven. Elle y est conquérante, comme aux aguets, poussée par l'urgence. Peu importe que la pianiste ne cultive pas la beauté de sa sonorité, qu'elle fasse quelques embarcades, elle s'exprime sans décolorer. On ouvre les yeux. Reprochera-t-on à Zhu Xiao Mei son refus de l'élégance dans une sonate qui cultive le détachement, les effets de résonance? Les océans de beau piano ne sont pas son affaire. Elle n'était d'ailleurs pas non plus ceux d'Arthur Schnabel et de Clara Haskil. Ils ne sont pas davantage ceux de Martha Argerich ou de Maria João Pires.

ALAIN LOMPECH

MERCREDI

MARCELLO MASTROIANNI JEANNE MOREAU
GREGORY KARR



LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE

UN FILM DE THEO ANGELOPOULOS

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1991

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Botte, 45-63-12-66

MINUTEL 36.15 CODE A3 T puis OSP

Vente d'hab. pal. just. Nanterre (92) jeudi 19 décembre 1991 à 14 h
PROPRIÉTÉ à SURESNES (92150)
90, rue Paul-Bert — comprenant : 1 hab. élevée sur cave — Composée de : 1 entrée — 1 salon — 1 salle de séjour — 1 ch. — 1 cuis. — 1 dégagement et 1 s. de b. — 1 s. de b. : divisé en 2 logements par entrée séparée : logement sur rue comprenant 1 entrée — 1 s. de b. — 1 ch. — 1 petit dégagement et les w.c. — 1 garage — jardin pour 196 m² — M. à P. : 70 800 F — S'adr. M^{rs} WESLIN avocats à Neuilly-sur-Seine (92200) 7, av. de Madrid — M. J.-C. ABADIE avocat à Paris 4° 23, bd Henri-IV — Tél. : 42-72-97-41 (avant 16 heures).

Vente sur surenchère au palais de justice de Paris, le jeudi 19 décembre 1991 à 14 h 30, en un seul lot
Dans un ensemble immobilier, un
APPARTEMENT au 2^e étage
comp. entrée, cuisine, séjour, chambre, b.ains, w.c. et trois placards
à PARIS 18^e - 52, rue des Poissonniers
comp. entrée, cuisine, séjour, chambre, b.ains, w.c. et trois placards
Mise à Prix : 441 100 F
S'ad. : M^{rs} DUBOIS, avocats à Paris 1^{er} 20, qui de la Mélière
Tél. : 40-26-06-47 - la SCP GASTINEAU-MALANGEAU-BOTTLE-
COUSSEAU, avocats à Paris, 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 43-26-82-98 de
9 h à 12 h - Et les avocats près le TGI de Paris - et s/les lieux pr visiter.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de Paris
le JEUDI 19 DÉCEMBRE 1991 à 14 h 30, en 1 lot.
APPARTEMENT de 3 p. pales
au 8^e étage du bâtiment A, d'un immeuble sis
à PARIS 19^e - 52, rue de Mouzaïa
33-35-37, rue des Lilas et 29-31, rue de Bellevue
de type B, comp. : entrée, loggia, séj., cuis., 2 chambres, b.ains, w.c. plac. —
Droit jouir. TERRASSE - Cave au sous-sol - Emplacement voit. au sous-sol
Mise à Prix : 500 000 F
S'ad. à M^{rs} J. Duvet-Campy, av. à la cour, 57, av. de Suffren à Paris 7^e
Tél. : 45-67-96-84 - Au TGI de Paris, s/pl. pr visit. en s'ad. à l'av. pour.

PHOTOGRAPHIE

Un académisme provocant

Deux ans après sa mort, une rétrospective incite à faire le point sur l'œuvre de Robert Mapplethorpe

MAPPLETHORPE
à Lausanne

L'ambivalence de l'obscurité et du sacré, de l'extériorité et de la retenue, de l'éternel et de l'éphémère caractérise l'œuvre de Robert Mapplethorpe, qui fit récemment scandale aux États-Unis et dont on interdit certaines images « offensant la décence et les valeurs traditionnelles ».

Ses natures mortes, fruit d'une décentration optimale, conçues en studio, constituent la quintessence d'une expérience esthétique marquée par l'usage quasi exclusif du noir et blanc. Abordant la transparence cristalline d'une corolle ou une branche d'iris, « comme aurait pu le faire un peintre oriental » (Barthes), Mapplethorpe donne libre cours à son perfectionnisme et à sa hantise de l'ordre dans ces compositions très étudiées. Modèles d'équilibre et de sérénité, d'une précision sacerdotale, ces tableaux floraux raffinés où rutil l'influence « iconique » de son éducation catholique montrent combien Mapplethorpe évolue du sujet aux formes. Cela se vérifie avec ses travaux commerciaux en couleurs, moins abstraits, réalisés pour *Vogue* et *House and Garden*, qui rappellent ces montages polarisés et photos peintes du début, lorsqu'il collaborait à *Esquire*, en 1971-1972, sous la direction artistique de Jean-Paul Goude.

Les mêmes préoccupations for-

mation du corps, la recherche d'une beauté idéale s'incarnant dans les poses chorégraphiques qu'adopte en atelier des athlètes statufiés, divinisés sur leur piédestal, magnifiés par le halo d'un éclairage latéral. Fondée sur la géométrie élémentaire du cercle et du carré, cette série rappelle que Mapplethorpe débuta par le dessin et la sculpture avant d'être initié, à vingt-cinq ans, à l'image fixe par le collectionneur Sam Wagstaff.

Anges noirs

Le classicisme de la forme est mis au service d'un coté transgressif dans ses portraits sado-masochistes où Mapplethorpe radicalise l'imagerie homoerotique. Il s'agit de la part la plus choquante mais assurément la moins sinistre de son travail, même si elle répond à une nécessité violente. Par cette recherche sur la sexualité, Mapplethorpe suggère l'inversion des stéréotypes masculin-féminin comme le montre Ken Moody, ange noir, aux yeux fermés, ou Lisa Lyon, star du body-building, incarnant des figures mythiques.

Ses portraits constituent un volet plus classique. Il en est de sublimes, tel celui de Doris Sack, au corps évanoui, surgi d'un abîme profond; d'autres sont terrifiants comme celui d'Alice Neel, yeux clos, bouche bée, ou ironiques — Louise Bourgeois serrant sous son bras la « fillette », un phallus de latex de soixante centimètres de

long. Certains sont même tendres comme ceux de Rosie et Jesse MacBride, cofaots d'amis qui poseot nus et déclenchèrent le scandale de Cincinnati alors qu'ils sont aussi innocents que les égrégies mutines de Lewis Carroll et de Cameron.

Enfin, il y a les autoportraits de Mapplethorpe. Ils permettent de suivre, année par année, depuis 1980, l'évolution de sa dégradation physique jusqu'au cri de gros plan de 1988 en passant par l'ultime autoportrait à la crosse au pommeau orné d'une tête de mort. Dans un film tourné chez lui à New-York, en 1988, par la BBC, Mapplethorpe, déjà fort amaigri, l'œil renfrogné, apparaît doux, timoré et hésitant, le contraire d'un opportuniste vaniteux ou d'un provocateur habile.

Son œuvre déjà classique, sinon académique, reste emblématique des années 80. Cent soixante-dix pièces parmi les plus connues sont parfaitement présentées dans l'ancienne teinturerie industrielle où s'est installé le collectionneur américain Asher B. Edelman. Ouvert récemment sur les rives du lac Léman, il s'agit du premier musée privé en Suisse francophone exclusivement dédié à l'art contemporain.

PATRICK ROEGERS

► Mapplethorpe, Musée d'art contemporain, Pully/Lausanne, 85, avenue du Général-Guisan. Jusqu'au 15 mars 1992.

Grand Palais
22 février - 1er juin 1992
Toulouse-Lautrec
Réservation
3615 Lautrec
(1) 48 04 38 86
Fnac

18 H 75 F
MER. 4 DEC. 18H
OLIVIER CHARLIER
violin
BRIGITTE ENGERER
piano
SCHUMANN - LISZT
SAM. 7 DEC. 18H
CHRISTIAN ZACHARIAS
piano
QUATUOR CHERUBINI
MOZART - SCHUMANN
LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

THÉÂTRE PLEYEL Mercredi 4 décembre 20 h 30 (p.a. Valmaison Muséum) Théâtre	ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS Dir. : L. Lohré PÉTITGIRARD Sol. : François-René DUCHABLE Piano CONCERT DE CONCERTOS BEETHOVEN n° 2 SAINT-SAËNS n° 2 SCHUMANN
Centre Cultural Portugal 51, av. Ima Jeudi 5 décembre 20 h 45 (p.a. Valmaison)	Maria-José FALCAO Violoncelle Antonio ROSADO José Fernandes SAINT-SAËNS GRIGIJS
OPÉRA DE PARIS BASTILLE Amphithéâtre Vendredi 6 décembre 20 h 30 (p.a. Valmaison Muséum)	PRO QUARTETT présente Intégrale des quatuors de J. HAYDN Quatuor RAVEL
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT Vendredi 6 décembre à 19 heures Tél. : 47-27-81-15 (p.a. Valmaison Muséum)	ORCHESTRE NATIONAL BORDEAUX- AQUITAINE Dir. : Alain LOMBARD Sol. : Victor TRETIAKOV Violon PROKOFIEV
THÉÂTRE CHATELET Théâtre Musical de Paris Lundi 9 décembre 20 h 30 (p.a. Valmaison Muséum)	ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN Dir. : Kent NAGANO Sol. : Pierre-Laurent AIMARD Jens McMANAMA Cor MESSIAEN
THÉÂTRE CHATELET Théâtre Musical de Paris Lundi 9 décembre 20 h 30 (p.a. Valmaison Muséum)	MIDIS MUSICAUX JOHN LILL PROKOFIEV Intégrale des Sonates en 3 concerts
OPÉRA BASTILLE Studio Jeudi 12 décembre 20 h 30 Tél. : 47-27-81-15 (p.a. Valmaison Muséum)	RÉCITAL Cornelius HAUPTMANN Basse KAMMERLANDER Piano SCHUBERT
THÉÂTRE CHAMP- ÉLYSÉES Mardi 17 décembre 20 h 30 Tél. : 47-20-36-37 (p.a. Valmaison)	Shlomo MINTZ Violon Victoria POSTNIKOVA Piano HAYDN BEETHOVEN CHOSTAKOVITCH
OPÉRA ROYAL DE VERSAILLES Vendredi 20 décembre à 18 heures Tél. : 47-20-36-37 (p.a. Valmaison)	ALCESTE Opéra de LULLY
THÉÂTRE CHAMP- ÉLYSÉES Samedi 22 décembre Lundi 23 décembre 20 h 30 Tél. : 47-20-36-37 (p.a. Valmaison)	ALCESTE Opéra de LULLY Dir. : Jean-Claude MALGOIRE Mise en scène : Jean-Louis MARTINOTY Chorégraphie : Marie-Geneviève Massé Raffinot La Grande Ecurie et la Chambre du Roy ENSEMBLE VOCAL SAGITTARIUS COMPAGNIE BAROCCO Co-production THÉÂTRE CHAMP-ÉLYSÉES et OPÉRA de MONTPELLIER

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

CULTURE

ARTS

Giacometti,
l'œil et la main

Suite de la première page

Il n'était pas nécessaire aujourd'hui d'insister sur tant et tant de hauteur et de présence phénoménale, ou sacrée, ou de la, et d'y aller à grands coups de projecteurs, d'effets de perspectives forçant le regard, dirigeant les pas, gérant la théorie des statues comme des figures dans une mise en scène dont l'auteur serait quelque commissaire d'exposition. L'exposition du Musée d'art moderne de la Ville de Paris ne le fait pas. L'artiste Remy Zaugg - un Suisse familial de l'œuvre de Giacometti, - qui a été chargé de la concevoir dans l'espace, a cherché à remettre chaque pièce à sa juste place, dans le respect de la distance voulue par leur véritable auteur. Le résultat est des plus satisfaisants : un grand parcours sans faute sur tout l'étage bas du bâtiment, celui des collections permanentes, démenagées pour la circonstance. Ce parcours permet de revoir ou découvrir librement, et non littérairement, cette affaire d'œil et de main, qui nous regarde et nous touche, tant l'œuvre de Giacometti semble répercuter à l'infini tout le drame de la condition humaine.

Douceur
et caresse

Au moins dans sa phase de l'après-guerre, celle qui a fait la célérité de l'artiste, sculpteur, peintre et dessinateur tout à la fois, dont les débuts sont peu connus, dont la trajectoire toute entière, avec ses hauts et ses bas, ses périodes d'otiose production et de sommeil, n'a pas fait depuis longtemps, à Paris en tout cas, l'objet d'une importante manifestation. D'où l'intérêt de celle-ci, qui prend Giacometti, sinon au berceau, en tout cas au berceau : la montagne des Grisons.

Comme cette haute montagne, Giacometti est bâti, et son œuvre aussi, rude, escarpée, avec ses lignes de crête le long de l'arête du nez, celui de Diego, qui ressemble à Alberto comme le frère qu'il est. Alberto se regardant volontiers regarder pouvait dans organiser son face-à-face avec lui-même par proches interposés. Il n'y manqua pas au fil de son histoire d'artiste en quête d'identité, qui fit de la figure humaine toute une montagne infranchissable, à deux versants, l'un à l'ombre, l'autre à la lumière, pleins de crevasses et d'aspic. Où ça se complique encore, c'est qu'il y a aussi, à partir de 1922, la ville : Paris et ses intellectuels, plus ou moins proches. Avec retours au pays, et volte-face.

Au commencement, donc, était la famille, dont le jeune Alberto cherche à dessiner, peindre et sculpter les visages : la mère, Annetta, une forte femme, qui

tient le foyer, dont la vision s'imposera encore et toujours, dans les tracés fantomatiques des peintures d'après-guerre, en commandeur ou oiseau de proie, par-dessus l'image d'Annetta, l'épouse indifférenciée parfois ; le père, Giovanni, peintre postimpressionniste, ami de Cuno Amiet qui sera le parrain d'Alberto, et de Hodler : il est « gentil » et laisse son fils taguiner son portrait plutôt plat, triangulaire, sommet en bas, la barbe favorisant le renversement de la montagne, ou de la pyramide, en 1927, une grande année.

Giacometti, qui a rompu avec l'enseignement traditionnel dispensé chez Bourdelle en explorant le cubisme de Lipchitz, d'Archipenko et de Laurens, ou Brancusi, vit plus généralement en intelligence avec divers primitivismes : arts précolombiens, africains, océaniques, et diverses traces de civilisations antiques : art des Cyclades de l'Antiquité égypte. Toutes références directes confondues, c'est-à-dire éloignées, cela donne les têtes en plaques, bronzes noirs comme l'ébène et marbres blancs, infiniment lisses, à peine marqués par le creux ou le renflement de deux ou trois ronds et de deux ou trois incisions pour signifier des yeux, une bouche, un nez, un ventre, un sexe. A propos de ces idoles féminines, l'artiste dira avoir voulu réaliser de mémoire le plus possible de ce qu'il avait vu. Il y met de la douceur, de la caresse.

Règlement
de comptes

A côté, le père triangulaire, et d'ailleurs trois fois sculpté, nous montrant plutôt l'envers de la médaille : le règlement de comptes en famille, le fils qui n'a jamais manqué de se représenter la tignasse pointée vers le haut pourrait, là, redistribuer, à son avantage, les rôles de chaque figure de la Sainte Trinité : dans l'un des langages à barbaque, et à moult angles, de dessin en graffiti un œil clos, l'autre comme érév. Le choc des interprétations est ouvert. La version aimable sera que Giacometti (fils) s'est amusé à représenter son père-peintre cédant de l'œil pour mieux prendre la mesure de son modèle. La version dure sera : transfert œdipien. On ajoutera, pour faire bonne dose, le Sphynx, l'énigme à résoudre étant : qu'est-ce qui fait courir l'artiste Alberto de tous côtés ?

Dans le même temps ou presque, Giacometti sculpte encore le *Compte couché* : une transcription mécanique du rapport amoureux avec pistons, moteur, leviers, câbles : tout un appareil de formes tenant du cubisme, du futurisme et des élucubrations dada. Giacometti, décidément, multiplie les

propositions inverses et contradictoires, tantôt attiré par la forme statique, tantôt par la traduction d'un mouvement, tantôt calme, tantôt violent. Et donne de plus en plus de preuves de coïncidence avec les surréalistes : sa *Grande Femme-cuiller à verser* à son musée de l'homme en était déjà une. Il y en aura d'autres, objets magiques fascinants, attirants, repoussants.

Mais s'il entre dans le mouvement de Breton, ce n'est pas comme un entré en religion. Il le quittera en 1935, non sans avoir produit quelques pièces mémorables, à « fonctionnement symbolique », comme la *Boule suspendue*,

fin de Brancusi. Ce n'est peut-être pas un hasard. Toutes ces années de tentatives pour centrer le « portrait intérieur », qui débouchent sur le *Clube*, en fait un grand polyèdre taillé en forme de tête, auquel Giacometti ajoutera plus tard, sur la face supérieure, son portrait gravé, requiert une attention toute particulière : c'est le fond de l'œuvre à venir, son socle. Ou si l'on préfère le dessous de la table sur laquelle l'artiste contrôlera la croissance de ses *Femmes de Venise*, tout en les tenant à distance ; et placera ses *Hommes qui marchent* et ses bustes. On a trop parlé de rupture totale entre l'œuvre

recherchée entre ce que l'artiste voit à l'œil nu et son modèle impliqué pour lui une diminution inquiétante de la sculpture, jusqu'à le menacer de disparition à force d'en retrancher. Giacometti vit peut-être mal le dilemme, il n'empêche qu'il en sort quelque chose, qui est susceptible de se développer autour d'un noyau de mystère, irréductible, puisque déjà réduit. Il faut toujours se méfier des échecs de l'artiste, qui ne croit jamais tenir le bon bout, qui dit toujours que tout lui échappe : l'échec est le moteur même de sa création contradictoire et agitée, dans la marge qui sépare le coup d'œil de l'exécution.

« Minimes
proliférations »

Et si c'est là y a dans ce temps de « minimes proliférations de structure humaine autour d'un fil à plomb » (Laird), qu'il a fallu, hélas, mettre sous cloche pour rassurer les ayants droit, Giacometti pourrait avoir esquissé, dans un format de poche, le profil de l'œuvre à venir : une figuration autre, née du chaos de la guerre, dans l'insurrection du sol (le socle) - « Survol », aurait dit Dubuffet, maître en formulations de ces états de l'informe. Si la démarche de Giacometti est solitaire, elle n'est pas à contre-courant. L'artiste colle à son époque, évolue avec son temps, hrasse avec les intellectuels des idées nouvelles et combine son histoire personnelle à la problématique contemporaine. Au sortir de la guerre, il est comme d'autres marqués. Et fera de son angoisse existentielle un humanisme. S'il est revenu à la sculpture d'après le modèle vivant, ce n'est pas pour l'achever, ce modèle.

Dans sa « dislocation de l'édifice humain », son éirement, ses déformations (cette fois, « bizarrement, les figures n'avaient ressemblance que lorsqu'elles étaient longues et fines », admet Giacometti), il trouvera le moyen de faire passer un peu, sinon beaucoup de vie, imprimant son geste de plus en plus précipité dans la terre collée à la tige de métal, qui tombe aussi et fait de gros pieds, freine la marche de l'homme défilant, mais grand. Capable d'attendre, résigné, silencieux, la mort. Toujours plus grand à son approche : voir les trois états du portrait d'Elie Lotar, en buste, à mi-corps et enfin tout entier dans la position d'un boutze. La tête sembler déjà en partie pétrifiée, quand au corps c'est un tas de boue défilant, creusé dans la masse à pleine main, jusqu'à la trachée, jusqu'à squelette. Une sculpture d'aveugle, qui reconnaît sous les doigts ce qui fait qu'un homme est semblable à un autre.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Yves Bonnefoy. Son admirable monographie vient de paraître aux Éditions Flammarion. 980 francs.

► Musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, avenue du Président-Wilson, 75018. Jusqu'au 11 mars. Tél. : 47-23-61-27.

Bronze de Giacometti. *Elie Lotar II* (1965)

d'avant-guerre et celle de l'après-guerre, comme de « retour » à la figuration, en 1935. Non seulement il n'y a pas « retour » à la figuration, Giacometti n'ayant pas cessé de remplir et vider des figures, mais ce partage de l'œuvre en deux occulte quelque dix années, il est vrai peu chargées, mais minimes négatives qu'on croit, et même que l'exposition le dit. Celle-ci incite en tout cas, et très justement, à faire halte sur cet entre-deux, par un effet de présentation, le seul : sept petites figurines ne dépassant pas dix centimètres de haut, socle compris, sont chacune placées, perdues dans une immense niche. De quoi forcer le regard.

Cerner
le « portrait intérieur »

Il faut voir la sculpture de profil pour comprendre comment la figure aux talons décollés, prête à se lever et à avancer, est retenue à sa chaise, contrainte à l'immobilité, canalisée. Il y a là un extraordinaire mouvement, qui fait penser au déploiement de la *Colonne sans*

Vues comme ça, à distance, hors de portée de la main qui les a faites à ses dimensions, on dirait des pouces sur un poing, ou, si on les fixe un peu plus, de vrais monuments projetés au loin. Le socle démesuré prend alors les dimensions d'une architecture triomphale couronnée de figures héroïques. Comme quoi tout est relatif. On peut parler de crise dans la mesure où la concordance

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UNE CROISIÈRE
SUR LE NIL

avec Jumbo

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

du 8 novembre au 14 décembre

Coeur Ardent

Laissez-vous embarquer par Benno Besson... LIBÉRATION

Saïre joviale et grinçante... Le décor est une merveille... LE MONDE

Un de ces textes si magnétiques qu'ils vous éblouissent... LEVÈMENT DU JEUDI

LOCATION : 44 80 18 88

FNAC - Virgin Megastore

ORCHESTRE COLONNE

Lundi 9 décembre 1991 à 20 h 30

SALLE PLEYEL

IBERT

Hommage à Mozart

PROKOFIEV

Concerto n° 3 pour piano

BRAHMS

Symphonie n° 1

dir. Thomas SANDERLING

Claire DESERT piano

Concert organisé avec le soutien de la FNAC

Loc. Pleyel - FNAC

26 nov - 21 déc / 20 h 30

UN FULGURANT VOYAGE POÉTIQUE

TRANSSIBÉRIEN

BLAISE CENDRARS

L'effacement 2

MISE EN SCÈNE

DOMINIQUE LARDENOIS

THÉÂTRE DE LA CÔTE INTERNATIONALE

21 av. Jaurès - 93114 PARIS 13. Rés. 45.89.38.69

ENSEMBLE
INTER
CONTEMPORAIN

Olivier Messiaen

Des Canyons aux étoiles

Pierre-Laurent
Aimard
piano

Jens McManama
cor

direction
Kent Nagano

9 décembre - 20 h 30

Châtelet

40 28 28 40

en coproduction avec le Châtelet

CONCERTS
DE NOËL

avec le quatuor vocal
CLÉ DE FA

(Gospels, standards, Lieder,
noëls du monde)

Mardi 17 décembre, 20 h 30

Eglise St-Julien-le-Pauvre
(M° Saint-Michel)

Place 75 F/50 F sur réservation
01 48 46 79 50

Le Monde
L'ÉDUCATION

Décembre 1991

ENQUÊTE

L'ÉCOLE AU SECOURS DES BANLIEUES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EN BREF

► Un colloque sur Valle-Inclán au Théâtre de la Colline. - Le Théâtre national de la Colline à Paris qui affiche les *Comédies barbares* de Ramon del Valle-Inclán jusqu'au 18 janvier, organise le 6 décembre à 16 heures et le 7 décembre à 10 heures et 15 heures, une rencontre-colloque sur ce dramaturge espagnol avec Jorge Lavelli, metteur en scène du spectacle et directeur de la Colline, et neuf spécialistes, notamment de hispanophones. (Entrée libre, traduction simultanée).

► 15, rue Maïte-Brun, 75020 Paris. Tél. : 43-66-43-60.

Veutu de deux Pissarro chez Christie's. - La *Gélie blanche*, femme cassant du bois, de Pissarro a été adjugé 18 millions de francs le lundi 2 décembre à Londres lors d'une vente aux enchères chez Christie's. Une autre œuvre du peintre, *Kew-Garden, allée de la Grande-Serre* a été emportée pour 4,7 millions de francs. - (AFP).

► Rectificatif. - Dans Joe, de Jean-Pierre Perreault, donnée dans le cadre d'elles de danses, les dix-huit danseurs engagés par la compagnie québécoise pour compléter son équipe sont bien des professionnels, contrairement à ce qui a été écrit dans notre édition du vendredi 29 novembre.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

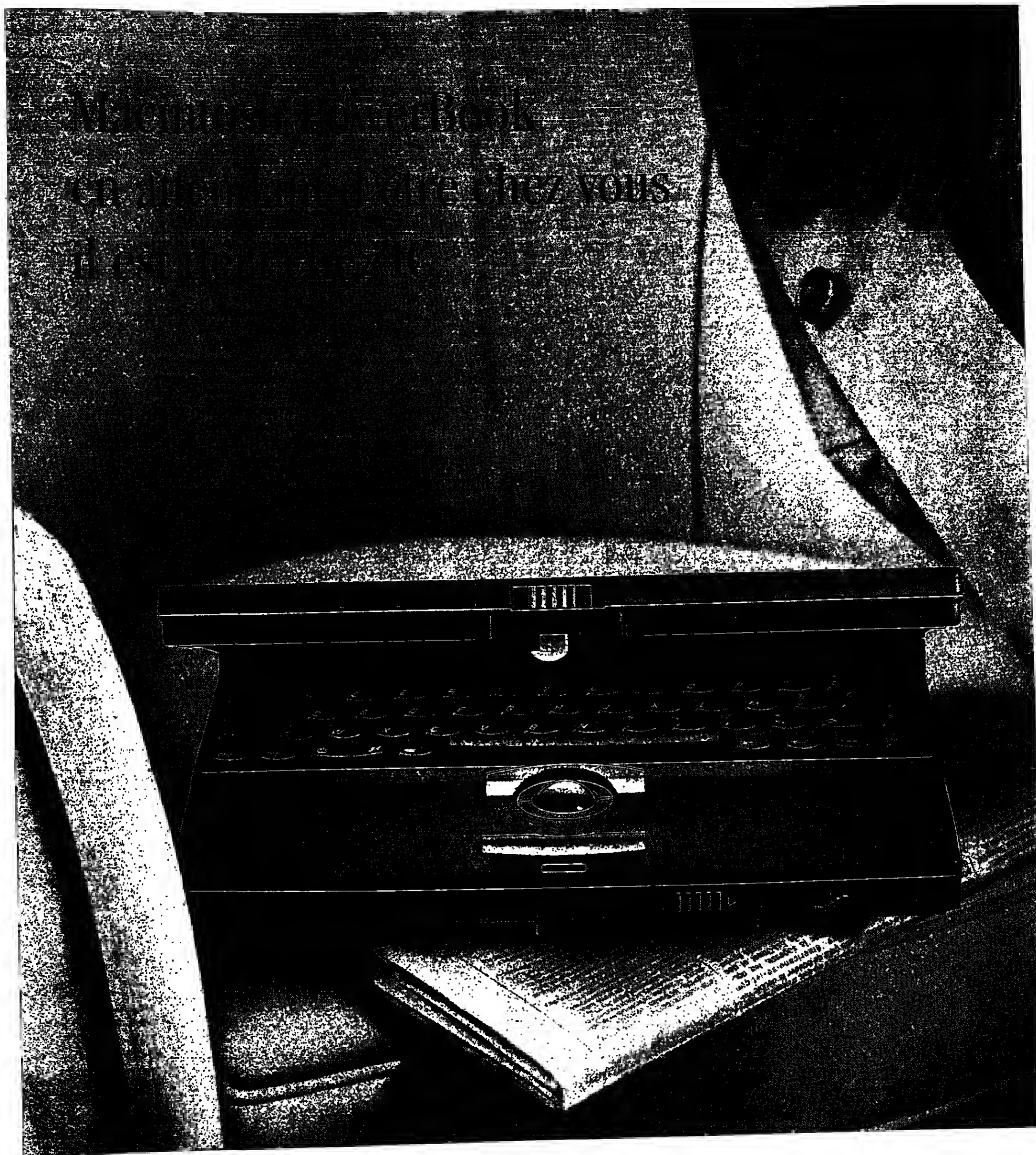
Renseignements :
46-62-74-43

العدد 1350

Opinion

pour passer
de paix

Bien Phu

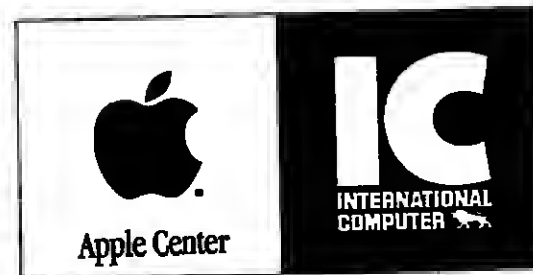


100, 140, 170, les Macintosh PowerBook associent à un niveau de puissance extrêmement élevé toute la simplicité d'utilisation Macintosh. Tirant pleinement parti du système 7, ils offrent un trackball, des écrans très rapides et un confort de frappe inconnu jusqu'à ce jour. Conçus pour communiquer, ils se connectent à tous les périphériques et grâce à leur Port Local Talk s'intègrent à tous réseaux Mac. Apple Talk Remote leur permet de communiquer à distance et même d'avoir accès aux sites centraux.

Avec le fax modem, envoyer une télécopie se fait aussi simplement que lancer une impression...

Il y a tant à dire que la vraie révélation vous l'aurez en venant chez IC. Là, vous vous demanderez comment vous avez fait pour vous en passer. Vous choisirez celui des trois Macintosh PowerBook qui deviendra votre inséparable compagnon. En devenant client chez IC, vous bénéficierez de plus de 10 ans d'expérience Apple, des conseils et des services du premier distributeur Apple d'Europe. A bientôt.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les exclus de la santé

Créée il y a cinq ans, la mission France de Médecins du monde a multiplié les centres de soins gratuits et donné 200 000 consultations.

SANS ses lunettes, l'homme, très myope, est dans le brouillard. Pour venir au centre parisien de Médecins du monde, 1, rue du Jura, dans le treizième, il a dû demander son chemin aux passants. En attendant son tour, il déchiffre patiemment une mini-encyclopédie au milieu des chandeliers, des marguerites, des exclus.

« Je n'ai pas les moyens d'aller me faire soigner ailleurs, explique Patrick. J'ai perdu mes papiers d'identité ». A 26 ans, après avoir lutté pendant des années contre la malchance, il a perdu pied. « J'ai fait plusieurs tentatives de suicide, je n'ai même pas réussi », lâche-t-il en reconstituant les fragments de son histoire. Une mère qui se suicide alors qu'il a sept ans, une belle-mère qui ne l'aime pas, un père qui le frappe. « J'ai eu un très lourd passé, s'excuse-t-il. Une enfance très malheureuse ».

A 16 ans, Patrick a été retiré de sa famille et placé dans un foyer pour mineurs. Il a passé un CAP de maçonnerie, un BEP, a travaillé pendant plusieurs années dans le bâtiment avant d'avoir un accident. Depuis, Patrick déprime et ne travaille plus. Il passe ses nuits dans un centre d'hébergement. La journée, il se réfugie parfois à la bibliothèque de Beaubourg. Le midi, il va manger à l'église de la Trinité, dans le neuvième.

Le revenu minimum d'insertion (RMI), qu'il touche depuis janvier, lui donne droit à l'assurance maladie, mais Patrick n'a pas les moyens de faire l'avance des frais ou même de payer le ticket modérateur. Dans le centre parisien de Médecins du monde, il y a pas d'ophtalmologiste, alors on lui explique patiemment les démarches à accomplir pour retrouver ses droits. « On m'a dit de demander l'aide médicale gratuite à la mairie de Montreuil, explique-t-il. Si j'ai bien compris, mon dossier de sécurité sociale se trouve là-bas ».

Le cas de Patrick n'est pas unique. Perdu dans le labyrinthe administratif des démarches à accomplir, épuisé par un combat quotidien pour survivre, il

a renoncé à ses droits. Depuis cinq ans, date de l'ouverture du premier centre de soins gratuits de Médecins du monde à Paris (le Monde du 23 décembre 1986), les exclus de la santé sont toujours là. Aujourd'hui, la mission France de l'organisation humanitaire compte vingt-quatre centres à travers le territoire, soit 200 000 consultations depuis sa création représentant environ 50 000 personnes.

En 1985, quand le professeur Alain Deloche, alors président de Médecins du monde, lance, avec d'autres, l'idée d'une assistance médicale gratuite pour les exclus du système de santé, il attend à voir arriver en premier lieu des étrangers. Surprise, les premiers consultants sont français. Certains n'ont aucun droit, d'autres ne savent pas les faire valoir. Par la suite, différentes mesures, comme la circulaire Seguin en janvier 1983 sur l'amélioration des conditions d'accès aux soins des personnes les plus démunies, ont été prises en place du RMI en décembre 1988, ou de la carte Paris santé (1) en 1989, ne suffiront pas à endiguer l'exclusion.

On soigne d'abord

« Le revenu minimum d'insertion est une bonne chose, remarque le professeur Alain Deloche, mais c'est une mesure qui s'adresse plus à la pauvreté qu'à l'exclusion, c'est-à-dire la non-citoyenneté de celui qui n'a plus de papiers. » Dans les centres de la mission France, on soigne d'abord, quitte à demander les papiers ensuite. Environ 2 000 médecins bénévoles se relaient à raison d'une demi-journée par semaine pour assurer une permanence médicale. Près de 300 infirmières et assistants sociaux évaluent et réorientent les patients vers des structures adéquates. Une centaine de personnes se relaient à l'accueil pour constituer des dossiers, apporter l'adresse utile afin de démarrer les démarches administratives.

« Parmi les personnes que nous recevons, un bon nombre pourrait prétendre à l'aide médicale ou à la carte Paris santé, explique le docteur Zouhida Djelali, médecin coordonnateur du centre parisien. Mais ils ignorent complètement leur droit, baissent les bras devant la complexité des démarches à effectuer ou ont perdu leurs papiers. » Les papiers justificatifs à fournir découragent les plus démunis au premier rang desquels les sans-domicile-fixe (SDF). Apporter des justificatifs de leur identité, de leur lieu de résidence, de leurs ressources ou de leur absence de ressources pour la constitution de leur dossier est pour eux un vrai casse-tête. C'est pourtant d'après ces données que la commission d'admission à l'aide sociale accorde ou non l'aide médicale.

Généralement, la carte d'identité pour les Français constitue la pièce-maîtresse de leur dossier. Parmi les SDF, nombreux sont ceux qui l'ont perdue ou se la sont fait voler. Pour déposer une demande de renouvellement, il leur faudra un extrait de naissance, une attestation de perte ou de vol, deux photos, un timbre postal, un certificat de domiciliation et un timbre fiscal. « Il est de plus en plus difficile pour les sans-domicile-fixe de se faire faire une carte d'identité à Paris, estime M^{me} Françoise Audibert, responsable du centre parisien de la rue du Jura. Il arrive que les commissaires refusent d'enregistrer leurs déclarations de perte ou que les maires ne leur délivrent pas d'extraits de naissance ». Par ailleurs, les SDF doivent passer par une association autorisée pour obtenir un certificat de domiciliation.

A lui seul, le centre parisien effectue la moitié des 200 000 consultations de la mission France de Médecins du monde. Selon une enquête effectuée auprès de 20 318 consultants de ce centre après cinq ans d'activité, 50 % d'entre eux sont français, 74 % ont moins de quarante ans, autant sont sans domicile fixe, 70 % n'ont aucune ressource financière et autant n'ont pas de couverture sociale. Dans la majorité des cas, les patients sont adressés au centre par un ami (39 %) ou une structure médico-sociale dépendant de l'Etat ou des collectivités locales (28 %), services sociaux, mairies et hôpitaux.

Moins de quarante ans

En 1991, ces derniers ont adressé 8 % des nouveaux malades, note l'organisation humanitaire. « Les patients arrivent de l'hôpital avec une ordonnance pour que nous leur donnions leur traitement, explique M^{me} Françoise Audibert. Ici, nous disposons d'une pharmacie alimentée par des dons. Après consultation, nos médecins interprètent l'ordonnance en fonction des médicaments disponibles ».

Ces dernières semaines un homme hémiparétique, sans domicile fixe, est sorti de l'hôpital avec une ordonnance de cannes anglaises, de séances de kinésithérapie, ainsi qu'une prescription d'injections d'anticoagulants à

faire par une infirmière à domicile! Au bout de quinze jours sans traitement, il a fini par se présenter à la mission France. Quelques jours plus tard, une femme, elle aussi sans domicile fixe, est arrivée au centre parisien avec une phlébite sous plâtre parce qu'elle n'avait pas pu se procurer des anticoagulants à la sortie de l'hôpital. Des « anecdotes » parmi d'autres que raconte le médecin coordonnateur de la rue du Jura.

Dans l'ensemble, les maladies rencontrées à la mission France de Médecins du monde sont assez semblables aux pathologies rencontrées habituellement dans les centres de santé. Mais leur état est souvent aggravé par de mauvaises conditions de vie et d'hygiène ainsi qu'une consultation tardive. Les pathologies les plus fréquemment rencontrées sont d'origine respiratoire ou oto-rhino-laryngologique (35 %), dermatologique (15 %), neuropsychiatriques (15 %), avec des psychoses et des dépressions. Les cas de sida, de cancer, de diabète insulino-dépendant ou de tuberculose ne sont pas rares.

Au départ, la mission France de Médecins du monde n'était pas destinée à durer. Il s'agissait d'une structure intermédiaire avec une mission d'aide et d'alerte sur les difficultés de l'accès aux soins d'une certaine catégorie de personnes. En janvier 1990, le conseil d'administration a décidé de maintenir les 24 centres de la mission France bien qu'aucune subvention ne soit accordée au centre de Paris. Le budget de la mission France, toutes délégations confondues, est de 3 millions de francs.

« Les dispensaires de quartier disparaissent. Ceux-là même qui prenaient en charge les exclus, note le professeur Alain Deloche. Nous sommes en train de montrer qu'il manque des relais. Mais est-ce bien à Médecins du monde de continuer à poursuivre cette action? »

MARTINE LARONCHE

Molécules sans frontières

Après les céramiques, les matériaux organiques pourraient encore reculer les limites de la supraconductivité

QUAND, en 1986, Alexander Müller et Georg Bednorz, annoncent qu'ils viennent de découvrir un matériau supraconducteur à 35 degrés Kelvin (- 238 °C), tous les physiciens savent que leurs deux collègues viennent d'entrer de plein pied dans la confrérie des nobélisables. La rapidité de la réaction des jurés de l'Académie des sciences suédoise qui, fait rarissime, leur décerne le Nobel dès l'année suivante, témoigne, s'il en était besoin, de l'importance de la brèche ouverte par les deux chercheurs du laboratoire IBM de Zurich.

On sait pourtant depuis quarante ans que certains matériaux peuvent laisser passer le courant électrique sans aucune résistance ni perte d'énergie. Dès sa découverte, en 1911, par le Hollandais Heike Kamerlingh-Onnes (prix Nobel 1913), l'intérêt prodigieux de ce phénomène pour l'industrie n'échappa à personne. Et les physiciens n'ont donc jamais cessé de s'efforcer à tenter de relever la « température critique », hélas très basse, à laquelle apparaît la supraconductivité. Mais, jusqu'en 1986, leurs efforts avaient été bien mal récompensés. Les chercheurs avaient beau varier les compositions des alliages métalliques sur lesquels ils travaillaient, ils butaient sur une frontière apparemment infranchissable, à 23 kelvins (- 250 °C).

Un nouveau palier

L'idée de génie de Müller et Bednorz fut de délaisser les alliages métalliques pour s'intéresser à des composés céramiques à base d'oxyde de cuivre, les « pérovskites », pourtant moins bons conducteurs que les métaux. Pendant deux ans environ, ce fut l'euphorie. Les records tombaient les

uns après les autres. Aujourd'hui, cependant, on semble buter sur une nouvelle limite, qui se situe autour de - 150 °C. « Il est vrai que nous sommes maintenant arrivés à un palier, un plateau », reconnaît Bernard Raveau, directeur du Centre des matériaux supraconducteurs à Caen (Calvados), et l'effort porte désormais en priorité sur des études concernant la mise en forme (fils et couches minces), et la maîtrise de toutes les caractéristiques de ces nouveaux matériaux.

Cela n'empêche pas, évidemment, physiciens et chimistes de continuer à essayer de progresser, degré par degré, pour atteindre, pourquoi pas, la supraconductivité à température ambiante. Un rêve dont personne ne peut dire, pour l'instant, s'il est accessible. Une nouvelle percée pourrait venir, estime un nombre grandissant de chercheurs, des supraconducteurs organiques, sortes de « plastiques » conducteurs de l'électricité, et, surtout, des « fullerènes », ces curieuses molécules de carbone en forme de ballon de football découvertes en 1985, et qui se sont révélées supraconductrices dans certaines conditions (le Monde du 12 juin). Trois publications récentes de chercheurs américains et français (1) laissent, en effet, prévoir que l'on pourrait, enfin, commencer à comprendre comment fonctionne ce phénomène étonnant.

Pour mesurer l'importance de ces travaux, il faut savoir que la première explication de la supraconductivité n'a été publiée qu'en 1957, quarante-six ans après la découverte du phénomène, par les Américains John Bardeen, Leon Cooper et John Schrieffer. Baptisée « théorie BCS », elle montre, schématiquement, que la supraconductivité apparaît quand les électrons (dont le déplacement produit l'électricité) voyagent liés par paires (les « paires de Cooper »). Cet appariement entre deux particules qui, normalement, se repous-

sent l'une l'autre, n'est possible que grâce à l'intervention d'une force extérieure. La théorie BCS l'attribue aux « phonons », des vibrations de type acoustique capées au sein d'un réseau métallique cristallin par le déplacement d'une rangée d'atomes.

Cette superbe théorie, qui valut le Nobel de physique en 1972 à ses auteurs, n'a qu'un défaut, mais il est de taille : elle n'est valable, apparemment, que pour les alliages métalliques. Depuis la découverte de Müller et Bednorz, les théoriciens s'efforcent donc d'expliquer autrement la supraconductivité des céramiques, les pérovskites. Avec des résultats peu convaincants : pour l'instant, ils n'ont réussi qu'à se diviser en deux groupes antagonistes. Pour l'un, mené notamment par l'Américain Philip Anderson, l'appariement des électrons n'intervient pas dans les nouveaux supraconducteurs. Pour l'autre, les « paires de Cooper » restent à la base du phénomène, mais elles se forment selon un mécanisme différent, qui n'a rien à voir avec les phonons.

Un intérêt nouveau

Pour surmonter ce nouvel obstacle, un nombre croissant de théoriciens se tournent vers les fullerènes et, plus généralement, vers les matériaux moléculaires présentant des phénomènes de supraconductivité. « J'ai l'impression que la communauté scientifique redécouvre aujourd'hui les supraconducteurs organiques », lance, un peu désabusé, le physicien français Denis Jérôme. La raison de cet intérêt nouveau? « Les grosses molécules organiques sont des modèles intéressants, que l'on peut manipuler pour en modifier les propriétés à la demande, beaucoup plus facilement que les réseaux cristallins des métaux ou des pérovskites ».

Chercheur au laboratoire de physique des solides (CNRS/université Paris-aud) d'Orsay (Essonne), Denis Jérôme a découvert en 1979, avec le chimiste danois Klaus Bechgaard, le premier supraconducteur organique. Une molécule au nom interminable, désignée plus communément par sa formule : (TMTSF)₂PF₆. « Cela nous a demandé six ans de travail, se souvient-il. Les Américains avaient commencé en même temps que nous, en 1973, mais ils ont abandonné au bout de trois ans, créés coupés faute de résultat. » L'inertie du CNRS a parfois du bon!

Il fallut pourtant une dizaine d'années d'efforts supplémentaires à Jérôme et Bechgaard pour faire monter la « température critique » de leurs composés jusqu'à 13 kelvins (moins 260 °C), 10 degrés en dessous de celle des alliages métalliques au zinnium, cent-dix degrés moins bien que les pérovskites. Et les supraconducteurs moléculaires seraient peut-être restés, pour beaucoup de scientifiques, de simples curiosités de laboratoire, scientifiquement intéressants, mais assez peu prometteurs en termes d'applications, si l'apparition des fullerènes n'était venue relancer leur intérêt.

JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 19

(1) Superconductivity in the Fullerenes, par C. M. Varma, J. Zaanen, K. Raghavachari (laboratoire AT&T Bell de Murray Hill) in Science, 15 novembre; Electronic Correlation Effects and Superconductivity in Doped Fullerenes, par Sushil Chakraverty, Martin Gelfand, Stephen Kivelson (université de Californie, Los Angeles), in Science, 15 novembre; Giant Isotope Effects in quasi two Dimensional Organic superconductors, par V. Moshchano, P. Auban Senzior, C. Bourdonnais, D. Jérôme, C. Lenoir et P. Batall (laboratoire de physique des solides, université Paris-sud-Orsay), et J. P. Buisson et S. Lefrançois (laboratoire de physique cristalline, université de Nantes), soumis à l'hebdomadaire Nature.



BOURSES DE FORMATION A L'ÉTRANGER

DES BOURSES SERONT ACCORDÉES PAR L'AGENCE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉVALUATION MÉDICALE EN 1992 POUR PERMETTRE LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ À L'ÉVALUATION.

CES BOURSES SONT DESTINÉES À DES CANDIDATS DÉSIREUX D'ACQUÉRIR UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE DANS LES DIVERS DOMAINES DE L'ÉVALUATION MÉDICALE.

ELLES PEUVENT ÊTRE PROPOSÉES, EN FONCTION DU PROFIL DES CANDIDATS, POUR UNE FORMATION :

- Dans le cadre des différents enseignements organisés en France,
- Dans une université étrangère,
- Dans une structure de recherche à l'étranger impliquée dans l'évaluation.

LE MONTANT DES BOURSES ALLOUÉES COUVRIRA :

- 1° - LES FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER ;
- 2° - LES FRAIS DE SCOLARITÉ ;
- 3° - UNE INDÉMNITÉ FORAIRE EN FONCTION DE LA DURÉE DU SÉJOUR.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 15 JANVIER 1992

S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉVALUATION MÉDICALE

SERVICE FORMATION - 5 BIS, RUE PÉRIGNON - 75015 PARIS

Tél. : (1) 44-38-50-17

SCIENCES • MÉDECINE

Réinventer les étoiles

Malgré le succès récent des Européens, la course à la fusion thermonucléaire exigera encore beaucoup d'efforts, de temps et d'argent

EN réussissant, au début du mois de novembre, à produire une quantité significative d'énergie par fusion thermonucléaire (le Monde du 12 novembre), les physiciens européens ont ouvert une porte vers le contrôle d'une énergie pratiquement illimitée. Pendant deux secondes, des équipes, conduites par Paul-Henri Rebut, directeur du Joint European Torus (JET) de Culham, en Grande-Bretagne, ont obtenu environ un mégawatt d'énergie dans leur drôle de machine. Une faible quantité comparée aux réacteurs nucléaires d'EDF, qui libèrent quelque 3 000 mégawatts d'énergie thermique grâce à la fission de l'uranium (1), mais un résultat important en regard des nombreuses déceptions que cette forme d'énergie a souvent suscitées.

Ce que les physiciens veulent, c'est recréer l'énergie des étoiles dans une bouteille. Une bouteille bien sûr un peu particulière, dans la forme, imaginez-vous, près de quarante ans par les physiciens de l'institut soviétique Kurchatov, ressemble à une espèce de chambre à air métallique d'environ 3 mètres de diamètre - le tore - dans laquelle le vide le plus poussé a été fait. Le tout est noyé dans un enchevêtrement de câbles électriques, de conduites et de tuyaux de toutes sortes dont émergent par endroits les contours de grosses bobines génératrices de puissants champs magnétiques.

On imagine mal en effet de domestiquer sans difficulté une énergie qui se manifeste à des températures de 200 millions de degrés, dix fois supérieures à celles qui règnent à l'intérieur du Soleil ! Nul matériau connu ne résiste à une telle fournaise. D'où la mise au point de ces fameux tores, plus connus sous leur nom soviétique de tokamak, où l'on parvient, grâce aux champs magnétiques, à maintenir loin des parois de la machine le mélange gazeux - un plasma de deutérium et de tritium (2) - que l'on y a introduit, puis fortement chauffé.

Passage pour l'ignition

Quand les recherches ont commencé voici plus de trois décennies, l'enthousiasme était tel que beaucoup imaginaient que les problèmes seraient rapidement résolus. Mais la nature a dicté sa loi et semé bien souvent le doute dans l'esprit des chercheurs les plus confiants. Ne maîtriser pas le Soleil qui veut. Trente ans de patientes recherches ont donc été nécessaires pour parvenir au résultat, mais très préliminaire, résultat de l'équipe du JET. Personne aujourd'hui ne se cache la vérité : cinquante à soixante ans supplémentaires le seront encore pour qu'un réacteur à fusion de taille commerciale soit le jour.

Ainsi mesure-t-on mieux le tout petit pas fait en Grande-Bretagne. « Un tout petit pas, mais un pas décisif », commente Robert Aymar, directeur des sciences de la matière au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). « C'est vrai, reconnaît-il, que l'expérience réalisée au JET est symbolique. Mais elle confirme les progrès accomplis et, surtout, elle laisse bien augurer de l'avenir. »

Certes, le JET, la meilleure machine à fusion existant au monde, est encore loin de cette fédération de fonctionnement à partir duquel le réacteur à fusion produit autant d'énergie qu'il en consomme. Aujourd'hui encore il faut au JET plusieurs dizaines de mégawatts pour chauffer le plasma, dont les réactions nucléaires ne produisent qu'un mégawatt... Pendant seulement deux secondes.

On mesure donc mieux les progrès qu'il reste à accomplir pour simplement toucher au but. On comprend combien il sera difficile d'atteindre, puis de franchir le point défini par le critère de Lawson, cette loi un peu mythique qui mélange habilement la température du plasma, sa densité, et le temps pendant lequel il reste suffisamment chaud. Sans ce passeport minimal, point de salut. Les physiciens n'atteindront pas cette deuxième étape qu'est l'ignition dans la domestication de la fusion thermonucléaire. Un état où les réactions de fusion dans la machine deviendraient auto-entretenues.

Pour l'heure, le JET flirte avec l'ignition. Lors de sa meilleure performance, le produit de la densité du plasma (nombre de particules par mètre cube) par la température atteinte et le temps de réaction tournait autour du chiffre 8, suivi de vingt zéros. « Or, fait remarquer un spécialiste, il faut atteindre au moins 5 suivi de vingt et un zéros. » De tels chiffres dépassent l'entendement du profane. Mais ils signifient clairement qu'il faudra encore plusieurs années avant que les physiciens ne triomphent et que, d'une certaine manière, « Lawson jette enfin l'éponge ». Un pas a été fait à Culham, il en faudra d'autres, dont certains ne sont pas uniquement de nature technique, pour qu'une étape plus décisive soit franchie.

La guerre froide de la fusion

La parole est donc encore aux physiciens. Après l'expérience réussie du mois de novembre, qui a vu, pour la première fois, l'injection dans la machine d'une faible quantité de tritium (0,2 g), les équipes de Culham vont arrêter le JET au début de 1992 pour une période de dix-huit mois. La raison en est qu'il faut analyser les résultats obtenus avant d'entreprendre une nouvelle expérience. Mais aussi que l'utilisation de tritium, un isotope radioactif de l'hydrogène, a rendu l'intérieur de l'installation légèrement radioactive.

« Il ne faut donc pas trop s'activer », la machine pour pouvoir, en toute tranquillité, tester de nouveaux appareillages avant l'engagement d'une expérience plus spectaculaire. Au terme de cet arrêt forcé de dix-huit mois, en novembre, à la mi-1993, une nouvelle période de fonctionnement d'un an et demi environ sans tritium, avec seulement du deutérium. Ce n'est qu'après que seront progressivement introduites des quantités toujours plus grandes de tritium jusqu'au programme final, qui doit conduire à l'injection dans le tore de quantités équivalentes de tritium et de deutérium.

Ce jour-là, si tout va bien, la frontière de Lawson ne devrait pas être loin. Une étape s'achèvera, avec, en 1996, le démarrage du JET, qui, après treize ans de bons et loyaux services, aura permis à l'Europe, comme dans la physique des particules, de jouer un rôle de chef de file dans la course à la fusion. Une autre commémoration sans doute avec les premiers frémissements de la communauté scientifique, soucieuse de faire fonctionner la machine de la génération suivante.

Bien des pays sont sur les rangs. Les Américains, dont le TFTR de Princeton (Tokamak Fusion Test Reactor) vient de se faire souffler la vedette par Culham. Les Japonais, dont le JT-60 fait ses premiers pas. Les Soviétiques, les pères de la technique, dont le T-15 connaît de difficultés à démarrer que beaucoup doutent qu'il puisse un jour rivaliser avec les installations existantes. Dans ce contexte, chacun pousse ses pions pour être en mesure de jouer, le jour venu, le meilleur rôle.

Toutefois les Européens ont réfléchi à ce que devrait être la machine de la prochaine génération. Ils lui ont même donné un nom : le NET ou Next European Torus. Dès 1990, ils ont fixé les objectifs de cette nouvelle installation, pour laquelle une décision devrait être prise en 1996. Coût de cette opération : 3 milliards d'euros, soit environ 21 milliards de francs.

Face à l'énormité des financements nécessaires (3), l'idée a germé

d'une collaboration à l'échelle du globe. En 1987, le président Gorbachev a proposé aux autres chefs d'Etat de réunir les moyens des Américains, des Européens, des Japonais et des Soviétiques pour construire une machine commune, l'ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor). En février 1988, les douze Etats de la CEE ont donné, du bout des lèvres, leur aval à une coopération sur ce projet. À la condition qu'il soit mené sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

La richesse des océans

Au départ, tout cela était un peu vague, loin dans le temps, et de nature à préserver les intérêts de chacun. Mais les choses se sont précipitées, des accords officiels, pas toujours techniques, se sont noués, et les Européens se sont soudain sentis un peu sur la touche. Nul doute que le dernier performance du JET ne les aide à négocier dans les meilleures conditions pour passer des études, qui ont défini les grandes lignes du projet ITER, au contenu exact de la machine. « Nous ne voulons pas, disent-ils, d'une machine ambiguë, multi-étape. Il faut avancer pas à pas et limiter les objectifs d'ITER à ceux du NET. »

« À ces conditions seulement, on pourra travailler », disent les Européens, pour qui les problèmes politiques inhérents à tous les projets internationaux et que les États-Unis ne sortent pas d'un de ces scénarios dont ils ont le secret pour faire travailler tout le monde en entraînant toute l'affaire. Il faudra encore bien

des réunions après celles de Washington, de Vienne, de Bruxelles, de Tokyo et, les 13 et 14 novembre 1991, de Moscou, pour aboutir et lancer cette nouvelle machine qui, si tout va bien, fonctionnera en 2005. « Seule chose certaine, dit un spécialiste, ce ne sera pas ITER et le NET, mais ITER ou le NET. »

Une chose est sûre. Quelles que soient les difficultés rencontrées, politiques ou techniques, la course à la domestication de la fusion continuera. Les enjeux sont trop importants, car si, dans un demi-siècle, la fusion contrôlée de l'atome devient une réalité, l'humanité disposera alors d'une source d'énergie quasi illimitée. En effet, le combustible nucléaire que brûleront ces réacteurs existe en abondance. Le deutérium est partout présent sur Terre. En particulier dans les océans, où cet atome lourd de l'hydrogène se combine avec l'oxygène pour former... bien sûr de l'eau douce.

Dans l'eau de mer, on trouve une molécule d'eau lourde - c'est-à-dire une molécule contenant deux atomes de deutérium - pour 6 000 molécules d'eau légère. Plus simplement, il y a environ 40 milligrammes de deutérium par litre d'eau. Et comme les océans représentent un volume de quelque 1,3 milliard de kilomètres cubes, c'est une réserve pratiquement sans limite qui est à notre disposition, et ce pour un coût d'extraction relativement faible.

Reste le tritium, deuxième ingrédient de la réaction, qui n'existe pas dans la nature. Là encore, pas de problème, il suffit d'utiliser les neutrons des réactions de fusion qui, au contact d'une couverture de lithium

(un élément chimique lui aussi très abondant), produisent les quantités de tritium nécessaires. Sur le papier tout est simple, et certains croient prêts à vendre l'idée que la fusion est pour demain. Mais beaucoup de chemin reste à parcourir avant que la combustion de quelques kilogrammes d'un mélange de deutérium et de tritium, issu du lithium, ne produise autant d'énergie que 10 000 tonnes de pétrole.

Le petit mégawatt produit par le JET pendant deux secondes paraît bien loin de compte, et les physiciens qui sont au cœur du débat savent bien qu'avant de penser à la mise en place d'usines de production de deutérium et de tritium il leur faudra résoudre des problèmes de chauffage de la machine, des problèmes de résistance des matériaux, des problèmes de stabilité du plasma et être capables de réaliser une installation qui permette d'atteindre les conditions d'ignition pendant des périodes de 1 000 secondes.

Ce pourrait être ITER et, dans ce cas, les difficultés ne viendront pas de l'approvisionnement en combustible, puisque plusieurs sources s'offrent alors pour fournir le vingtaine de kilos de tritium nécessaires pour une période de dix ans : les centrales nucléaires canadiennes de type Candu, les installations des pays qui ont un programme nucléaire militaire, et les stocks d'armes, dont certains seront démantelés.

En revanche, il appartiendra à la communauté scientifique de progresser et de s'entendre pour que, dans une étape suivante, la « faisabilité » d'un réacteur à fusion soit démontrée et qu'enfin on vérifie

que le coût d'un premier prototype n'est pas plus de trois à cinq fois celui d'un réacteur nucléaire classique de même puissance. « Aujourd'hui, affirme Robert Aymar, on ne voit pas ce qui nous empêcherait d'y parvenir. »

Mais il avertit en soulignant que, « s'il est indéniable que cette forme d'énergie sera plus abondante, plus propre et plus sûre (un Tchernobyl est impossible, la réaction s'arrête d'elle-même dès lors que le plasma se refroidit), elle donnera quand même lieu, comme sa voisine la fission, à une production de déchets équivalente à celle générée par les réacteurs à fission ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dans une réaction de fission, les noyaux lourds des atomes d'uranium et de plutonium se brisent en plusieurs morceaux sous l'impact des neutrons et libèrent ainsi de grandes quantités d'énergie. Dans la fusion, ce sont au contraire des noyaux légers d'hydrogène, de deutérium et de tritium qui fusionnent entre eux pour former des noyaux d'hélium et libérer de l'énergie sous forme de flux de neutrons.

(2) Le deutérium et le tritium sont deux isotopes de l'hydrogène, deux sortes de cousins germains auxquels on donne parfois le nom d'hydrogène lourd et d'hydrogène super-lourd. Contrairement au deutérium, le tritium n'est pas présent dans la nature. Il est radioactif et perd la moitié de son activité (demi-vie) tous les douze ans.

(3) L'Europe consacre chaque année 400 millions d'euros (3,8 milliards de francs) aux recherches sur la fusion thermonucléaire, contre environ 200 millions de dollars (1,1 milliard de francs) pour les États-Unis et le Japon. La France (qui participe au JET pour 20 %) dépense 340 millions de francs par an, l'Allemagne deux à trois fois plus.

POINT DE VUE

Transfusion : la santé dans le calme

par Bahman Habibi

DEPUIS six mois, la France traverse une tourmente sans précédent dans l'histoire de la transfusion sanguine et de la santé publique. Elle est singulière, destructrice, instructive et porteuse d'espoir.

Trois dossiers techniques complexes, douloureux et indépendants ont été pernicieusement amalgamés auprès du public : la contamination des hématophiles par le virus du sida dont l'évaluation réclame avant tout une argumentation médico-scientifique ; le dote de la généralisation du test anti-VIH sur les dons de sang en France qui relève des mécanismes administratifs de décision ; les problèmes conjoncturels et structurels de la Fondation nationale de transfusion sanguine et de la Transfusion sanguine française dans son ensemble qui impliquent d'une part l'organisation, la stratégie et la gestion d'entreprise, d'autre part les nécessaires mutations de notre système transfusionnel au sein de l'Europe de 1992.

Désenligner la réflexion sur ces trois dossiers est un devoir moral de tout informateur et tout citoyen responsable. Mon appel ne concerne que le premier de ces dossiers, le détonateur, la contamination des hématophiles. Parmi les pays touchés, dont certains davantage que la France, par le drome des hépatites, nous sommes le seul pays au monde où cette souffrance a généré une telle explosion médiatique et politique. Cette singularité devrait inciter à la réflexion. L'analyse de ses causes et de ses mécanismes est salutaire pour notre société.

Le dossier de la contamination des hématophiles est extrêmement complexe et pose de nombreuses questions techniques : quelle était, en 1985, la prévalence du virus de sida chez les hématophiles et les transfusés ? Comment les menaces vireuses d'anticoagulant circulant et d'hépatite se situent-elles par rapport à celles de l'infection à VIH ? Comment communiquer les médecins avec leurs malades ? Comment égisser les autres centres français de fractionnement de sang ? Les autres pays développés étaient-ils plus lents, plus rapides ou plus homogènes que la France ? Les hésitations médicales étaient-elles internationales ou propres à la France ? Le chauffage n'était-il pas perçu en soi comme générateur de

risque de néo-antigénicité comme aujourd'hui le facteur VII de génie génétique ? L'efficacité des techniques de chauffage était-elle validée in vivo ? Les risques inhérents aux plâmes de donneurs rémunérés n'étaient-ils pas supérieurs à ceux des donneurs bénévoles ? Les produits chauffés étrangers faits à partir de donneurs VIH négatifs étaient-ils réellement disponibles pour couvrir les besoins français ? Combien d'hématophiles ont réellement été infectés par les produits français laissés en circulation après le premier trimestre 1985 ? N'aurions-nous pas à regretter la contamination d'autres hématophiles par les produits étrangers chauffés par les méthodes peu efficaces ?

etc. Sans nier les erreurs d'appréciation et les lenteurs de l'époque - qu'en ce qui me concerne je reconnais avec humilité - il m'apparaît inconcevable pour la justice française que l'instruction technique de ce dossier complexe ne soit pas arrivée à un groupe national, voire international, d'experts médicaux et scientifiques. La sérénité de la justice en dépend.

Cette tourmente est aussi destructrice à plusieurs titres : les donneurs de sang s'interrogent et se démobilisent ; la base fondamentale de la structure transfusionnelle française, jusqu'ici l'une des plus avancées au monde, est ainsi menacée ; le personnel technique, les cadres médicaux et administratifs commencent à quitter les centres de transfusion et ceux qui restent sont inquiétés par leur avenir à leur profession. L'image de la transfusion et de la médecine française s'altère à l'étranger où les spécialistes s'interrogent et s'étonnent.

Mais cette tourmente devrait nous instruire et nous rappeler des évidences. Avant qu'une découverte scientifique se confirme et se valide, s'écoulent des mois, des années. Pour une découverte générale confirmée, pour une certitude née de l'esprit qui en est le créateur, des dizaines d'autres échouent à la contre-épreuve. La vérification et la documentation par d'autres chercheurs sont indispensables et cela prend du temps. La science tâtonne. Les frontières de l'ignorance sont lentes à se déplacer. La lecture de la littérature scientifique internationale de 1983 à 1985, sur l'étiologie et la physiopathologie du sida, devrait donner une leçon

d'humilité à ceux, heureusement rares, qui oublient aujourd'hui leurs propres doutes de l'époque, et les argumentations troublantes de leurs collègues scientifiques.

Avant qu'une découverte scientifique se concrétise en une décision de santé publique, s'écoulent des années, voire des décennies. C'est un fait. L'histoire de la médecine en offre des milliers d'exemples tels que le découvrage de la streptomycine et son utilisation dans la tuberculose, la découverte du pouvoir cancérigène de la cigarette et la campagne antitabac, le découvrage du virus de l'hépatite B et son dépistage systématique sur les dons de sang. En matière de santé publique, de sécurité des transfusions, ce temps a été extraordinairement court : le virus est isolé fin 1983, les moyens techniques de dépistage, produits à l'échelon industriel, sont validés au premier trimestre 1985 et l'application pratique en France au troisième trimestre 1985 ; performance sans précédent dans l'histoire de la médecine et de la transfusion sanguine, même si aujourd'hui il est légitime de regretter de ne pas avoir agi plus tôt et avec plus de vigueur.

L'importance de la communication

La santé est la première priorité des Français. Certes, notre système de santé dans les autres pays développés consommateurs de produits coagulants industriels, la situation des hématophiles a été enlogue ou pire que celle de la France, lorsque l'origine des produits était le don rémunéré. Il est difficile d'imaginer qu'à l'échelon du monde des dizaines de milliers de médecins et de scientifiques se soient comportés en «empoisonneurs inconscients» à l'égard d'une population de malades à laquelle ont tant apporté, du moins en France et dans certains pays européens, la solidarité de donateurs de sang par leurs dons et l'outillage de la société par la prise en charge totale et extraordinairement performante de leurs soins.

Les médicaments ou les procédés thérapeutiques efficaces sans danger sont la norme. Les médicaments ou les procédés thérapeutiques efficaces sans danger sont la norme. Les médicaments ou les procédés thérapeutiques efficaces sans danger sont la norme. Les médicaments ou les procédés thérapeutiques efficaces sans danger sont la norme.

transfusion comme dans d'autres domaines de la thérapeutique, de passer sa prescription en fonction du rapport risque/bénéfice qu'il est le seul à savoir évaluer pour chaque patient.

Cela dit, cette tourmente peut être porteuse d'espoir.

L'avènement législatif en France de la répartition par la solidarité nationale des préjudices corporels liés aux risques thérapeutiques sans faute est désormais un processus irréversible. Son accélération est à mettre à l'actif des forces intellectuelles sociales et médiatiques de la France.

publique est encore l'un des meilleurs de la planète, mais, comme toute réalisation humaine, il est des lacunes. Il doit s'adapter aux exigences du monde moderne et se donner les moyens d'être plus performant. Un de ces moyens est la réforme des instruments et des mécanismes de prise de décision sur les questions de santé publique. C'est une urgence.

Nous avons appris, au cours de nos études, comment faire un diagnostic, comment appliquer un traitement, mais nous ne comment vaincre les obstacles de la communication avec le malade. La communication en médecine est une science qui émerge, un art qui s'apprend. Nous avons besoin, dans ce domaine capital mais négligé, de beaucoup de réflexion, de recherche et d'enseignement.

Les médias ont joué un rôle déterminant dans les développements actuels. Les bienfaits de leur campagne sont réels mais les erreurs et les blessures aussi. L'information et l'éducation du public sont permises les premières priorités des sociétés modernes en cette fin de siècle. Les médias en sont les instruments et doivent en incarner la noblesse. Il est urgent que ces instruments s'interrogent sur la manière la plus performante d'amplifier les bienfaits et de réduire les blessures.

L'humilité scientifique et le soldatisme entre les hommes sont les leçons fondamentales que j'ai apprises de la transfusion sanguine. La tourmente actuelle ne fait qu'amplifier ces leçons.

Bahman Habibi est président du comité de conseil technique de la sécurité transfusionnelle à l'Organisation mondiale de la santé et directeur médical et scientifique du CINTS.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guio directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction) Jacques Amblé Thomas Ferenzi Philippe Herremans Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauret (1989-1992) André Laurens (1992-1995) André Fauriol (1995-1997)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE DE LA HARPE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. (1) 40 40 25 25 Télécopieur 40 35 25 85

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUGO, 92000 NANTY 94562 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. (1) 40 35 25 25 Télécopieur 40 30 30 11

سنة ١٤١٢ هـ

SCIENCES • MEDECINE

La sève du temps

La dendrochronologie retrouve très précisément les dates d'abattage et la durée de vie des arbres pendant les derniers millénaires

NEUCHÂTEL

de notre envoyée spéciale

« **U**n des villages néolithiques du site de Saint-Blaise (sur le lac de Neuchâtel, Suisse) a été habité pendant ou moins cent vingt-trois ans, puisque les 521 pieux qui mettaient les maisons hors d'eau pendant les inondations et que nous avons récupérés dans le lac viennent d'arbres qui ont été abattus entre l'hiver 2775-2774 et l'hiver 2673-2672 avant Jésus-Christ. » M. Patrick Cassmann, responsable du laboratoire de dendrochronologie de Neuchâtel (1), est formel. Il connaît vraiment la date d'abattage de chaque arbre à l'année près, et il peut même préciser la saison à laquelle chaque arbre a été coupé.

La dendrochronologie, ou mesure du temps par les arbres, est la méthode de datation la plus précise. Etant entendu qu'elle ne peut être appliquée, en Europe, qu'à la période couvrant les neuf mille dernières années et qu'elle a besoin, pour une région donnée, de nombreux « bons » arbres : les chênes, les mélèzes, les sapins, les épicéas pour l'Europe, les séquoias, certains pins pour l'Amérique sont d'excellents d'arbres. En revanche, les hêtres ne valent pas grand-chose et les peupliers ne sont d'aucun usage pour la dendrochronologie.

Les arbres sont des êtres vivants. Ils sont faits de plusieurs cercles concentriques. De l'extérieur vers le centre, il y a l'écorce, dont le principal rôle est celui d'isolant thermique, l'assise subéro-phellodermique, le liber dans les pores (des canaux) duquel descend la sève élaborée par les processus physico-chimiques ayant leur siège dans les feuilles, le cambium (l'assise de cellules qui « fabriquent » le liber et l'aubier), l'aubier dans les pores duquel

monte la sève brute, le duramen ou vrai bois fait à partir d'aubier vieux de plus d'une vingtaine d'années mais dans lequel les pores bouchés ne laissent plus monter la sève brute.

Chaque année, le cambium « fabrique » vers l'extérieur une couche de liber (qui n'intervient pas dans la dendrochronologie) et vers l'intérieur un cerne d'aubier qui, avec ses frères aînés et plus jeunes, est le fondement de la dendrochronologie.

Tout le monde a remarqué qu'un tronc d'arbre coupé est fait d'une succession de cerne concentriques clairs et foncés plus ou moins larges. Au printemps, l'arbre a besoin de beaucoup de sève brute pour que ses feuilles puissent sortir

et se développer. La circulation de cette sève doit être très active : les pores du nouvel aubier sont gros et le cerne de « bois initial » est clair. A partir du mois de mai, l'essentiel des feuilles a poussé, l'arbre a besoin de moins de sève brute : les pores du nouvel aubier sont petits et le cerne de « bois final », fait pendant l'été et le début de l'automne, est foncé. Pendant la fin de l'automne et l'hiver, l'arbre se met en hibernation : il n'y a pas formation d'aubier.

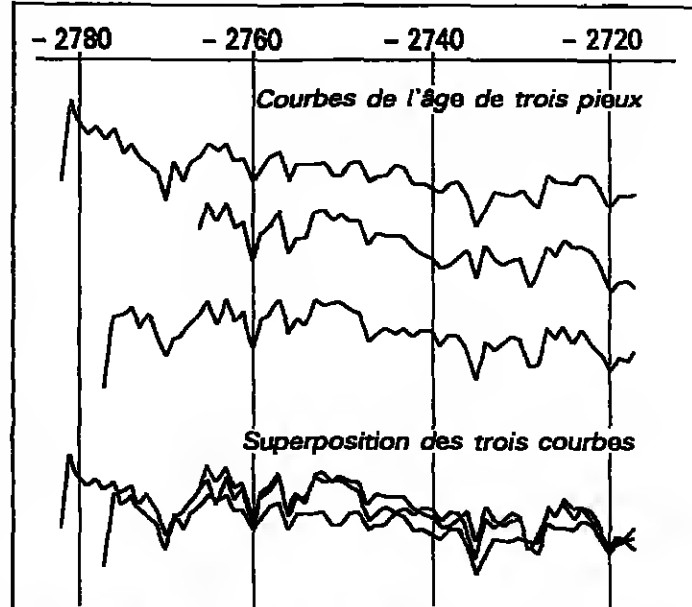
Des séquences non reproductibles

Tous les cerne ont des épaisseurs différentes qui varient d'une fraction de millimètre à quelques milli-

mètres. Ces variations viennent des conditions météorologiques (précipitations, températures) particulières à chaque printemps. Pour la météorologie, en effet, les années sont toutes différentes les unes des autres : c'est la variabilité annuelle qu'il ne faut pas confondre avec les variations climatiques concernant de longues périodes de temps. Si les conditions météorologiques locales ou régionales sont favorables à une espèce d'arbre déterminée, tous les arbres de cette espèce et de cette région « fabriqueront » un cerne d'aubier épais. Si, au contraire, les conditions météorologiques sont défavorables, le cerne sera mince.

Les variations annuelles de la météorologie n'obéissent à aucun cycle répétitif. Elles sont aléatoires à un point tel qu'il est mathématiquement impossible de retrouver, au cours de plusieurs milliers d'années, les mêmes séquences de cerne épais, minces, moyens. La dendrochronologie est ainsi fondée sur la comparaison de séquences de cerne non reproductibles dans le temps. Etant entendu que l'on ne peut comparer que ce qui est comparable, c'est-à-dire les séquences mesurées sur des arbres de la même espèce ayant poussé dans le même endroit ou au moins dans la même petite région. Etant entendu aussi que chaque arbre pris comme échantillon doit avoir des cerne réguliers que n'affecte aucune déformation. Etant entendu enfin que l'échantillon a encore son dernier cerne de duramen, celui qui était, au moment de la coupe de l'arbre, tout contre l'aubier.

Si l'échantillon a encore son dernier cerne complet, on prend en compte ses cerne qui permettent de dénombrer les dernières années de la vie de l'arbre. Si l'aubier n'est pas complet (il a pu être enlevé en partie lors de l'éclaircissage du tronc), il peut tout de même être pris en compte. Pour une même espèce, il y a, en effet, pratiquement



Une des maisons « lacustres » du néolithique final Saône-Rhône (site de Saint-Blaise, au nord-est de Neuchâtel (Suisse))

toujours le même nombre de cerne et donc le même nombre d'années.

On commence par étudier les cerne sur le plus grand nombre possible d'échantillons de la même espèce prélevés dans un même site. Ce qui permet de « gommer » les caprices de la croissance de tel arbre particulier. Tous les arbres n'ont pas vécu à la même époque. Les uns ont commencé à pousser alors que les autres étaient déjà grandissants ou assez vieux. Ainsi peut-on établir des chronologies longues qui dépassent largement la durée de vie de chaque arbre. De proche en proche, grâce à la coopération entre les différents laboratoires de dendrochronologie, on a pu établir une échelle de temps commune à tout un continent. En Europe, cette échelle de temps commence en 7500 avant Jésus-Christ, alors qu'à Neuchâtel, par exemple, les arbres locaux ne permettent de remonter qu'à 4089 avant notre ère.

L'idée d'un astronome

L'idée d'utiliser les cerne des arbres pour les datations précises des temps anciens est due à l'astronome américain A. E. Douglas (1867-1962) qui espérait retrouver les traces de l'activité du soleil dans les rythmes de croissance des arbres. Sans résultat. Mais Douglas avait remarqué que les séquences des cerne ne se reproduisaient jamais dans le temps. Ce qui lui donna, il y a quelque soixante-dix ans, l'idée d'utiliser celles-ci pour dater les armatures de bois des vestiges archéologiques laissés par les anciens habitants indiens du Nouveau-Mexique. Ainsi est née la dendrochronologie qui fut introduite en Europe, pendant la dernière guerre, par l'Allemand B. Huber. Au cours des années 70, ont été créés un peu partout en Europe des

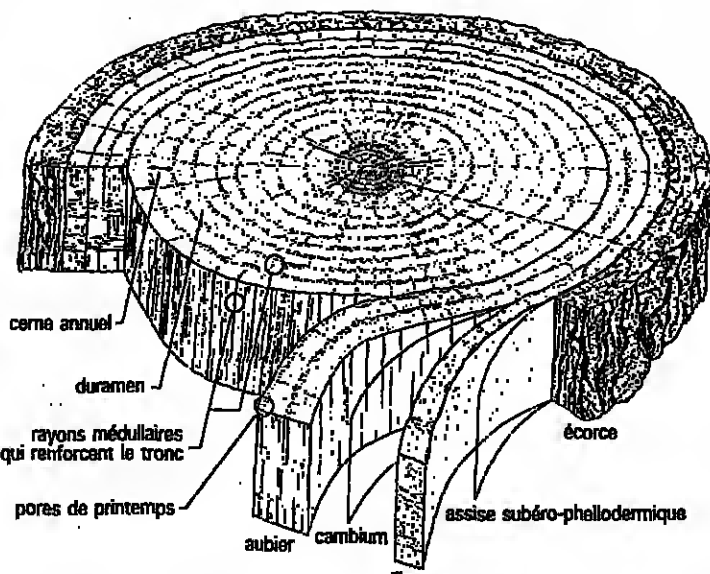
laboratoires de dendrochronologie qui, tous, coopèrent pour dater les arbres de tous âges de notre continent.

Pour mesurer les cerne, il faut avoir soit une rondelle ou une grosse carotte venant d'un arbre mort, soit une mince carotte prélevée dans un arbre vivant. Avec un cutter, on aplatit sur l'échantillon un « chemin de mesure » sur lequel on passe de la craie poncée ensuite au doigt. Cette craie rentre préférentiellement dans les gros pores du début de printemps qui, ainsi, sont mieux visibles.

L'échantillon préparé est posé sur le chariot de la « chaîne de mesure » qui avance grâce à une manivelle tournée à la main par un dendrochronologue. Celui-ci regarde l'échantillon à travers une loupe binoculaire dont le réticule permet de pointer chaque limite de cerne avec une extrême précision. Chaque fois que le réticule passe sur une limite de cerne, le dendrochronologue arrête sa manivelle et appuie sur un bouton. Ainsi, automatiquement, l'épaisseur de chaque cerne est-elle mesurée au centième de millimètre près et enregistrée dans un ordinateur dont les données mises en mémoire permettent à une table traçante de dessiner les courbes particulières à chaque échantillon. Vient enfin le coup d'œil exercé du dendrochronologue. Celui-ci repère sur chaque courbe les « signatures » caractéristiques qui désignent les séquences semblables et donne à chaque arbre la place qui lui revient dans l'échelle des temps, à l'année près, rappellent-le.

YVONNE REBEYROL

(1) Il y a en France d'excellents laboratoires de dendrochronologie, notamment à Besançon, à Versailles et à Marseille, pour n'en citer que trois.



Coupe d'un tronc de chêne : principaux tissus fonctionnels. Dessins : R. Wenger, Musée cantonal d'archéologie de Neuchâtel.

proche de Philip Anderson. Chandra Varma et son équipe (laboratoire ATT Bell) estiment pour leur part que les vibrations internes aux molécules de fullerènes pourraient être à l'origine de la force qui entraîne l'appariement des électrons deux par deux.

Des atomes qui vibrent

Les travaux expérimentaux menés à Orsay par Denis Jérôme semblent appuyer la théorie de Chandra Varma. Le physicien français et son équipe, associée à des ébénistes nantais, ont pu prouver, en effet, que la fréquence de vibration des atomes de carbone au sein des molécules organiques qu'ils étudient est directement liée à la température critique à partir de laquelle apparaît le phénomène de supraconductivité. « On peut donc penser que l'énergie mise en jeu par ces vibrations est à l'origine de la formation de paires de Cooper à l'échelle, très localisée, de la molécule », conclut Denis Jérôme. L'extrapolation aux fullerènes est tentante, dans la mesure où ces molécules sont composées de soixante atomes de carbone (plus pour certaines variétés) qui vibrent de la même manière.

Ces premiers résultats pourraient ouvrir la voie à une théorie solide et vérifiée sur la supraconductivité des matériaux moléculaires, en attendant celle, à venir, qui s'appliquerait aux matériaux de Müller et Bednorz. Elles seraient susceptibles de fournir aux expérimentateurs les armes qui leur manquent pour franchir les obstacles qui les séparent encore des supraconducteurs à température vraiment « haute », prober de la température ambiante.

Ce but est certes encore très lointain. Il est cependant suffisamment prometteur pour que les chercheurs français, danois, italiens, allemands et portugais qui travaillent ensemble sur ce sujet aient déposé une demande de financement dans le cadre du programme de recherche européen ESPRIT.

JEAN-PAUL DUFOUR

Molécules sans frontières

Suite de la page 17

Moins d'un an après avoir découvert que les fullerènes pouvaient être supraconducteurs quand ils sont « dopés » à l'aide d'ions métalliques, les chercheurs ont pu atteindre des températures critiques de 33 kelvins (-240°C), comparables à celles des premières céramiques pérovskites.

Deux groupes de chercheurs américains ont proposé le mois dernier, dans le même numéro du magazine scientifique *Science*, des théories apparemment contradictoires sur la supraconductivité des fullerènes.

Sudip Chakravarty et ses collaborateurs (université de Californie) penchent pour une interprétation

Ordinateurs et turbogénérateurs

Des gros appareils électriques à l'électronique, les applications possibles de matériaux supraconducteurs sont légion. Depuis déjà plusieurs années, les alliages à base de niobium refroidis à l'hélium liquide (à moins 269 degrés Celsius) sont utilisés dans les gros électro-aimants de certains accélérateurs de particules, ou des appareils de résonance magnétique nucléaire (RMN) employés dans les hôpitaux.

L'apparition des céramiques pérovskites supraconductrices à moins 150°C permettra de remplacer, pour la réfrigération, l'hélium, cher et difficile à manier, par de l'azote liquide (moins 196°C), bon marché et d'emploi courant dans l'industrie. Malheureusement, ces nouveaux matériaux s'avèrent difficiles à mettre en œuvre, sous forme de fils par exemple. Ils doivent aussi supporter des courants de très haute intensité sans perdre leurs propriétés, ce qui n'est pas toujours le cas actuellement. Leur mise sur le marché exigera probablement encore des années de recherche.

Pour l'instant, l'utilisation opérationnelle des pérovskites se limite à des prototypes de jonctions Josephson (composants électroniques), et à des « squids », dispositifs permettant de détecter des champs magné-

tes extrêmement faibles, et utilisés en physique des particules, en neurologie pour l'étude du fonctionnement du cerveau, ou par les militaires, pour le repérage des sous-marins.

Selon une étude réalisée en 1989 par la société Siemens, les nouveaux supraconducteurs seront probablement très avantageux dans les turbogénérateurs électriques, les électro-aimants à usage industriel, le stockage d'électricité dans d'énormes bobines supraconductrices enterrées, et, surtout, en informatique, pour les transmissions à très haute fréquence.

En revanche, l'économie réalisée par le passage de l'hélium à l'azote serait « moyen » pour les gros électro-aimants des accélérateurs ou des appareils de RMN, et négligeable pour les trains à lévitation magnétique, qui ne sont donc pas près de quitter l'état de prototype.

De la même manière, le surcoût que représenterait l'emploi de supraconducteurs pour les lignes de transport de courant à haute tension serait loin d'être compensé par la suppression des pertes d'énergie de 8 % à 10 % du réseau traditionnel. Ces lignes seraient, en outre, beaucoup trop fragiles.

J.-P. D.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lescaur, gérant

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gambourg 94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaur, président

Françoise Hugot-Devallet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Télécopieur : (1) 40-65-25-33

Téléfax : 44-63-79-73 - Société Récup de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE LA GUICHÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-89

Téléfax : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléfax : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS		DURÉE CHOISIE	
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX		Tél. : (1) 40-60-32-90	
FRANCE	SUR-SEINE	3 mois	<input type="checkbox"/>
FRANCE	LOIRE-ATLANTIQUE	6 mois	<input type="checkbox"/>
FRANCE	LOIRE-ATLANTIQUE	1 an	<input type="checkbox"/>
AUTRES PAYS		Nom : _____	
PAYS-BAS		Prénom : _____	
PAYS-BAS		Adresse : _____	
PAYS-BAS		Code postal : _____	
PAYS-BAS		Localité : _____	
PAYS-BAS		Pays : _____	

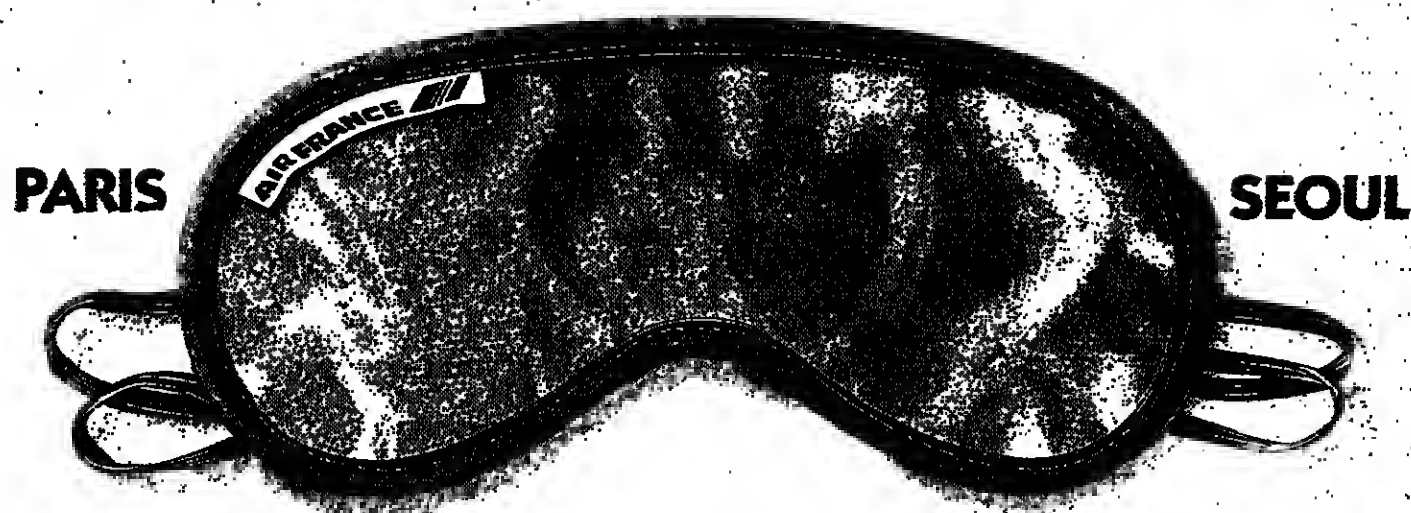
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 03 PP.Paris RP

Pour toutes informations et réservations: 36 15/36 16, code AF.



Pour beaucoup d'hommes d'affaires, l'Extrême-Orient est une destination indispensable. Mais pour les hommes d'affaires français qui s'y rendent, le voyage peut être long et fatigant.

Aujourd'hui, avec la mise en service du nouveau Boeing 747/400, Air France vous offre de nombreux vols non stop sur l'Extrême-Orient.

Vous pouvez ainsi rejoindre sans escale Tokyo tous les jours en 11 h 55 de vol; Hong Kong 3 fois par semaine en 11 h 55; Séoul une fois par semaine en 13 h et Pékin une fois par semaine en 9 h 55.

Et pour que votre voyage soit encore plus tranquille, Air France a installé une partie de sa classe Le Club au pont supérieur et aménagé un espace détente avec salon et bar à l'arrière.

Ainsi, lorsque vous partirez avec Air France pour l'Extrême-Orient, rien ne viendra déranger votre parfaite sérénité.

Non stop. Ne pas déranger.



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL
DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

AIR FRANCE

36 15/36 16

12 pages d'offres d'emploi

Le Monde

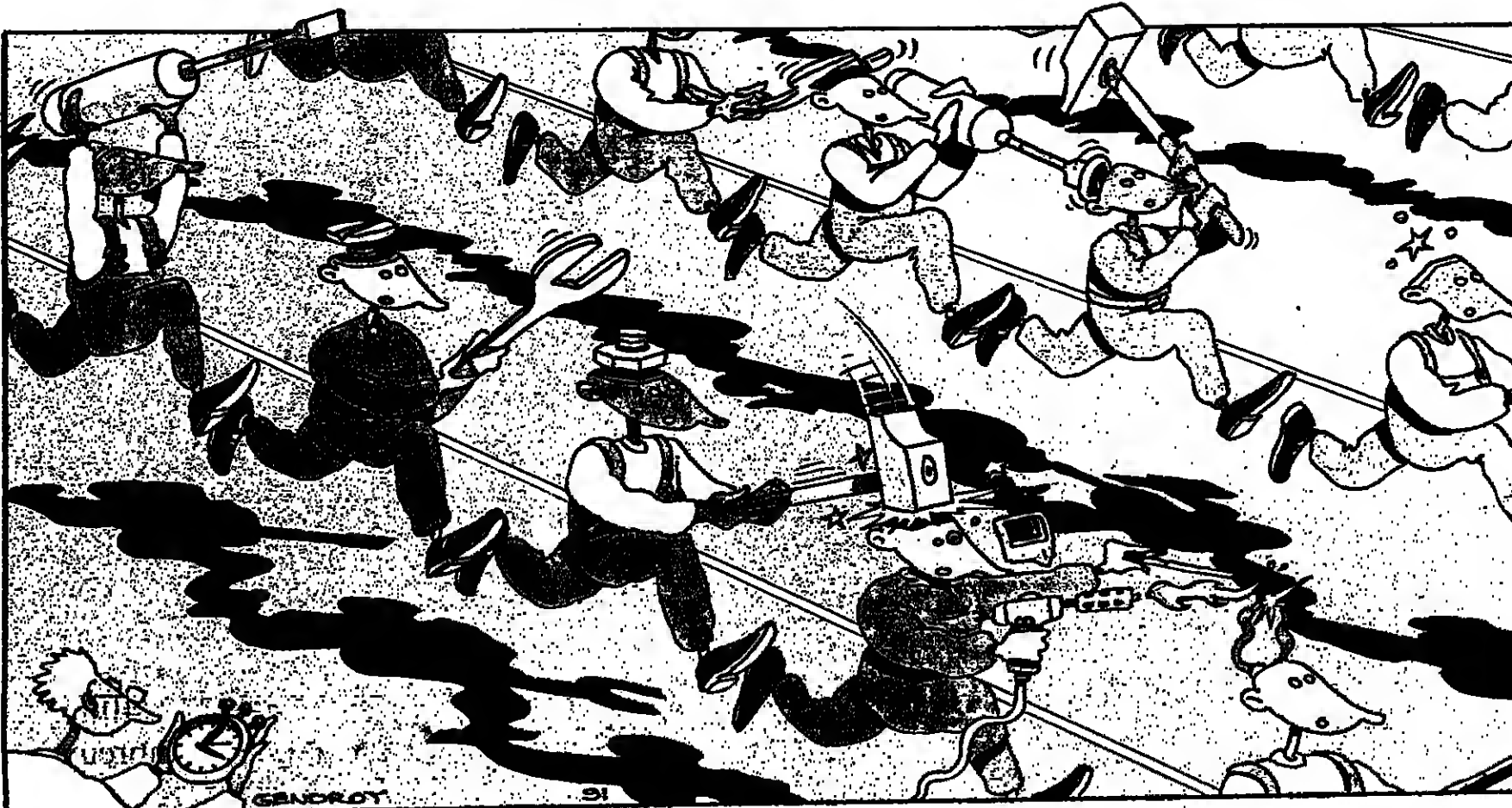
INITIATIVES

Taylor n'est toujours pas mort

DEPUIS le temps qu'on annonce sa mort, Taylor aurait dû disparaître des entreprises. Il n'en est rien, malheureusement. Au contraire, le taylorisme se maintient ou survit dans quantité d'endroits et, pis, s'acclimate aux nouveaux procédés de production ou ressurgit, triomphant, dans des secteurs qui avaient jusqu'à présent été épargnés, comme nombre d'activités de services.

Caché derrière la logique du «juste-à-temps», d'inspiration moderne et japonaise, le travail parcellisé fonctionne toujours et forme un cocktail explosif, où se mêlent le passé et le futur. La grève récente de Renault-Cléon en a fourni la démonstration. Gestion serrée oblige, des groupes spécialisés dans l'hôtellerie, le nettoyage ou la restauration collective redécouvrent les mérites des cadences de métronome. Une femme de ménage doit faire une chambre en douze minutes, tout en respectant une check-list de cinquante-quatre opérations. En se professionnalisant, les «techniciens de surfaces» s'automatisent. Et ainsi de suite, la division scientifique du travail, chère à l'ingénieur Taylor, se trouvant des lieux d'application les plus inattendus, y compris dans les bureaux.

CERTES, les grands groupes industriels tentent de renier ce que Georges Friedmann avait appelé «le travail en miettes», dans un ouvrage sociologique célèbre. Mais ils ne s'en débarrassent pas si facilement, tant les habitudes sont prégnantes et les modes d'organisation marqués par leurs définitions d'origine. Il faut dire, et bien des historiens sont d'accord sur ce point, que non seulement les employeurs avaient trouvé avantage à ce fonctionnement, «de classe et de masse», qui pouvaient ainsi globaliser les revendications de l'homme soumis à la machine, confondu avec elle. Parce que scientifique, le taylorisme permettait de limiter les accidents du travail. Déshumanisé, il retirait toute responsabilité aux travailleurs, sur



le produit comme sur les choix de l'entreprise, et favorisait ainsi une stratégie d'affrontement sur des thèmes quantitatifs.

Plus récemment, on a assisté à un déplacement, qui correspond aux logiques nouvelles de gestion. Tandis que l'entreprise

se recentre sur son métier, et tend à valoriser l'emploi de son personnel, elle reporte sur un réseau de sous-traitants les contraintes les plus pénibles, qui se traduisent souvent par des conditions de travail taylorisées. Ainsi en est-il de l'obligation de «zéro stock», quand

quelques heures à peine séparent la commande de la livraison. L'entreprise «éclatée» ferme hypocritement les yeux sur les conséquences sociales de son découpage ou sur ce qu'implique le cahier des charges imposé à ses fournisseurs.

POUR expliquer la persistance du taylorisme, il convient aussi de reconnaître que ce système était particulièrement adapté à la situation française, puisqu'il permettait de compenser la faiblesse de la formation professionnelle, et qu'il a facilité l'intégration dans les usines des victimes de l'exode rural d'abord, puis des immigrés ensuite. Aujourd'hui encore, force aussi de constater qu'il est plus facile d'apprendre que d'oublier un modèle qui a imprégné tout le paysage social. Et, quand bien même, on s'aperçoit, dans de nombreux cas, que ce travail mécanisé est fréquemment la seule réponse

possible pour certaines productions. D'ailleurs, les tentatives pour mettre en place des équipes autonomes, ou pour imaginer des ateliers flexibles, voire sans chaîne comme chez Volvo en Suède, n'ont pas toujours été concluantes.

Il n'en reste pas moins que les jours de ce moribond sont peut-être comptés. Du moins, on l'espère. Théoriquement, l'introduction des nouvelles technologies devrait peu à peu amener à «changer le travail», ainsi que le réclame Martine Anbry, ministre du travail. On ne peut pas évoquer la nécessité du travail intelligent, et faire appel au sens des responsabilités de la main-d'œuvre, que l'on veut de plus en plus formée, sans fatalement «tuer» Taylor. Ou c'est à n'y rien comprendre.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III

12 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

- Gestion et finances... p. VII
- Ressources humaines... p. X
- Juristes... p. X
- Cadres... p. XI
- Fonction commerciale... p. XIII
- Informatique... p. XIV
- Secteurs de pointe... p. XV

Formation et promotions

Le couple formation-promotion ne fonctionne pas très bien et, même, se dégrade. Alors qu'un salarié sur deux bénéficiait d'une promotion à la suite d'une formation dans les années 60, le rapport n'est plus que d'un sur quatre. Le principal facteur d'«ascension» reste l'ancienneté... pages IV et V

Le théâtre au quotidien

Derrière le rideau du spectacle, il y a une autre réalité, sans trêve. Une vie professionnelle, certes passionnante, mais toujours difficile à exercer. Surtout loin de Paris, point de passage obligé non seulement pour la carrière, mais pour pouvoir se former et avoir un revenu. Tout simplement... page IV

STAGES

page IV

EMPLOI

Le mardi c'est tout un monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES



DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(Ecoles d'Ingenieurs et de Commerce, Maîtrises et Baccalauréats universitaires, Cadres)

CHOISISSEZ

LE 3^{ème} CYCLE

QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ETUDES
MAIS VOTRE ESPRIT
D'ENTREPRISE

Instituts Européens des Entrepreneurs

ANGERS-ANGOULEME-BAUVAIS-GRENOBLE-LIMOGES-MONTPELLIER-MULHOUSE-NANCY-ROUEN



LE 3^{ème} CYCLE DE MANAGEMENT TERRAIN

en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et la Fondation Internationale des Entrepreneurs

pour obtenir une documentation et un dossier d'inscription :

Service Commun d'Informations - Instituts Européens des Entrepreneurs, rue Edouard Chamberland 87100 Limoges

Tél. 55 79 86 51

Travailler autrement

La modernisation suppose un nouveau mode d'organisation. D'où le mot d'ordre de Martine Aubry

CLÉON chez Renault, après Mulhouse chez Peugeot, a montré les limites des changements intervenus dans l'organisation du travail, et révéle les risques contenus dans la modernisation des équipements. Parce qu'elle fournissait les moteurs et les boîtes de vitesse à pratiquement toutes les unités du groupe, l'usine normande, en grève, a interdit toute production de voitures pendant trois semaines, cet automne. Brutalement, la « gestion en flux tendus » s'est retournée contre ses promoteurs. Ce qui était techniquement justifié, et économiquement indispensable, est devenu un handicap, faute d'une situation sociale satisfaisante. Comme s'il restait trop d'habitudes, liées à l'ancienne culture taylorienne, incrustées dans les rouages modernes, quant à eux célébrés, ironie du sort, par le dernier numéro (1) de la revue, publié en novembre par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

En Alsace, il y a deux ans, la leçon avait été la même. Une grève, là encore, avait entraîné le blocage de la fonderie et l'arrêt des chaînes, le conflit étant émaillé d'incidents qui sentaient encore leur dix-neuvième siècle. Pourtant, à l'occasion du lancement de la 205, dans cette usine relativement récente, la direction de PSA avait innové. Elle avait pris soin d'organiser un débat de transformation, sous le nom de code d'ISOAR (Impact social et organisationnel des automatismes et de la robotique). Là! ce qui avait été à l'épo-

que massivement loup par les observateurs bntait sur une réalité en fait explosive : un seul atelier était concerné par la modernisation, et on y avait mis les meilleurs chefs d'équipe ainsi que les « bons » ouvriers qu'on voulait requalifier. Bref, s'était constitué un flot de modernité dans un océan de traditionalisme.

« L'enjeu des prochaines années »

Un pied dans le passé, un pied dans le futur, ces deux expériences douloureuses témoignent des difficultés de la mutation en cours. Quand il s'agit d'abandonner la culture ancienne, ancrée dans l'inconscient collectif français, pour s'adapter aux exigences de la technologie nouvelle, la phase de transition s'avère socialement délicate. Les salariés doivent élargir leurs compétences et faire preuve de leur capacité à prendre des responsabilités; les dirigeants d'entreprise doivent revoir leurs méthodes de management, communiquer et s'accomplir, et on ne sait pas toujours fuir, de part et d'autre, tant l'histoire industrielle pèse sur les comportements.

Cependant, et malgré ou à cause de ces écueils, il est temps de « changer le travail ». Le mot d'ordre en a été lancé par Martine Aubry, depuis qu'elle est ministre du travail, et elle l'a repris dans sa communication en conseil des ministres, le 27 novembre. Il fait écho aux efforts de

gestion prévisionnelle de l'emploi, et prolonge l'orientation de son prédécesseur, Jean-Pierre Solson, qui s'était voulu le chantre de « la modernisation négociée ». Cette fois, il s'agit d'aller plus loin, et ce, pour d'impérieuses raisons, que soulignent tous les experts qui interviennent sur ce chantier en devenir. Olivier du Roy, Bernard Bruhnes ou Alain Coffineau.

Certains sont purement techniques, et conduiraient objectivement à accélérer l'évolution. Autant le taylorisme pouvait correspondre à la production de masse et à l'objet même de l'industrie lourde, autant il est inadapté à la production de petites séries, rendues possibles par les équipements modernes, et surtout réclamées par les consommateurs. Le cas de l'automobile en est l'exemple. Progressivement, l'automatisation déplace le sens du travail qui devient de surveillance ou de pilotage, avec le coût de la défaillance en ligne de mire. A côté du travail manuel répétitif, en diminution, apparaît le travail manuel à forte valeur ajoutée et à forte qualification. Les organisations se diversifient et doivent répondre à des exigences accrues, de qualité, de délai, de flexibilité, et de renouvellement des produits.

D'autres sont d'ordre psychologique ou social. Les attentes des travailleurs se modifient, notamment parmi les jeunes générations, plus formées, qui réclament un travail plus riche. Il faut passer du concept « un homme-une machine » à celui d'« une équipe-un système technique ». La

polyvalence aux différents postes s'impose et annonce parfois l'équipe autonome plurircompétente, l'accent étant mis sur la responsabilité collective. Miser sur l'intelligence devient une nécessité. Tout cela converge mais oblige aussi à une reconstruction cohérente, sous peine d'aggraver les tensions. Et, bien entendu, cela suppose que l'on consacre des moyens importants à la formation. « Il faut repenser l'avenir du travail dans l'atelier », tranche Alain Coffineau, qui dirige le cabinet lyonnais Cénis, et a travaillé sur le projet ISOAR, où il a mis en garde la direction sur les risques d'un traitement qui ne serait pas global. « Modifier le contenu du travail sera l'enjeu des prochaines années, proclame-t-il. Sinon, la tentation sera de constituer l'élite ouvrière et de faire sortir les incompetents ».

« La sortie par le haut »

Dans la foulée des préoccupations ministérielles, il existe enfin des justifications plus générales, comme une sorte de cycle vertueux à enclencher, qui permettrait tout à la fois de s'attaquer au chômage et d'améliorer la compétitivité de l'économie française. Si les entreprises se mettent à jouer pleinement la carte de la modernisation, de leur matériel, de leurs produits et de leurs rapports sociaux, elles cèderont à se placer sur les créneaux

porteurs, ceux qui dégagent les plus fortes valeurs ajoutées, et qui sont les seuls à être compatibles, à terme, avec une main-d'œuvre qualifiée et bien rémunérée. Derrière ce schéma de « la sortie par le haut », on retrouve la conviction que le système social français, ses salaires et ses régimes de protection ne sauraient être maintenus sans le développement industriel et technique du pays, appelé de la sorte à choisir la voie du progrès. Pour gagner des marchés et assurer le bien-être de sa population.

D'ores et déjà, de BSN à Pechiney, de Rhône-Poulenc à La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine, des sociétés se sont engagées dans cette direction, et commencent à rencontrer le succès. Mais trop nombreux sont encore les retardataires, et pas seulement dans les rangs des PME-PMI. Dans le tissu économique français, les traces du taylorisme sont toujours présentes, et le changement du travail, qui réclame de la rigueur d'analyse, risque bien de prendre du temps avant de se traduire dans les faits.

A. Le.

(1) La Lettre d'information de l'ANACT (novembre 1991, n°168) consacre son dossier au « Travail dans une organisation en juste à temps, l'exemple de Renault-Cléon ».

« Zéro stock »

Les sous-traitants doivent suivre

CE serait « la » nouvelle forme de taylorisme. Le taylorisme « externe ». Celui dicté par l'entreprise à la chaîne de ses sous-traitants. Un constat confirmé, si l'on s'attache aux définitions. Le travail est segmenté. Chacune des structures a un rôle précis à jouer sous une pression continue, le « zéro stock », avec pour objectif la meilleure des productivités, évidemment.

Point de départ de cette organisation de plus en plus fréquente dans la sous-traitance : le client qui ne veut pas connaître — ou feint d'ignorer — les délais de réalisation. « Notre problème, finalement, c'est bien la gestion du temps », constate Pascal Aurenche, directeur de RSL, la filiale hors média de l'Agence de publicité DMBB, spécialisée dans la communication interne des entreprises (conventions, marketing direct). Ne rêvons pas : c'est la commande du client qui décide et nous adaptons une éthique de commerçant, à savoir lui donner pleinement satisfaction dans les meilleurs délais. C'est du pilotage en temps réel, de l'hyperréactivité, pour reprendre les termes à la mode, qui touche aussi bien aujourd'hui les sous-traitants industriels que ceux du monde des services.

Sanction immédiate

Tous, finalement, font face aux mêmes difficultés : des exigences de qualité à satisfaire, d'un coup, d'un seul, des risques à limiter en termes de transport, des commandes dont la fréquence et la taille empêchent des achats à prix réduits, et surtout une gestion du personnel marquée par des horaires très flexibles. « Nous travaillons ainsi en trois huit », confirme Jean-Pierre Touyer, directeur d'usine à Axyche, filiale du groupe Axim, spécialisée dans l'impression des chèques de banque. Nous avons souvent des commandes dans la nuit, que nous traitons dès le lendemain, c'est une production à délai J+1. Vous voyez donc que cela demande une organisation du temps de travail très tendue, avec des risques, bien sûr. Quant aux exigences de qualité, elles sont de toute manière partie prenante dans notre profession. Nous n'allons pas délivrer un échiquier avec un prénom ou une adresse qui ne correspondrait pas à la réalité. La sanction est, pour nous, immédiate. »

La situation du sous-traitant, pris dans un processus taylorien, n'a pas que des inconvénients. En termes de rentabilité d'abord : « Plus on va vite à fabriquer un produit, soutient Pascal Aurenche,

plus on gagne de l'argent. C'est donc clair, aussi, que nous provoquons ce système. Si nous parvenons à réaliser de belles performances en termes de productivité, elles se répercutent bien évidemment sur nos résultats. » L'hyperréactivité des sous-traitants leur permet aussi de s'adapter très vite aux changements imposés par leurs donneurs d'ordres, et donc de pratiquer à leur tour le « zéro stock » avec des gains en frais fixes.

Peu de marge de manœuvre

Enfin, dernier point, et non des moindres dans cette période de concurrence économique exacerbée, la fidélisation. « Les habitudes de travail, les temps de réponse performants, la qualité préservée, font que, très souvent, nos clients tiennent à nous fidéliser », précise Pascal Aurenche. Une relation de confiance s'établit, mais avec une qualité qui se doit d'être celle exigée par le donneur d'ordres, pas plus pas moins. Le système, on le sait aussi, n'a ses limites. Celles, d'abord, imposées par les économies d'échelle. Une fois celles-ci atteintes, les gains de productivité ne seront plus compensés en termes de marge bénéficiaire.

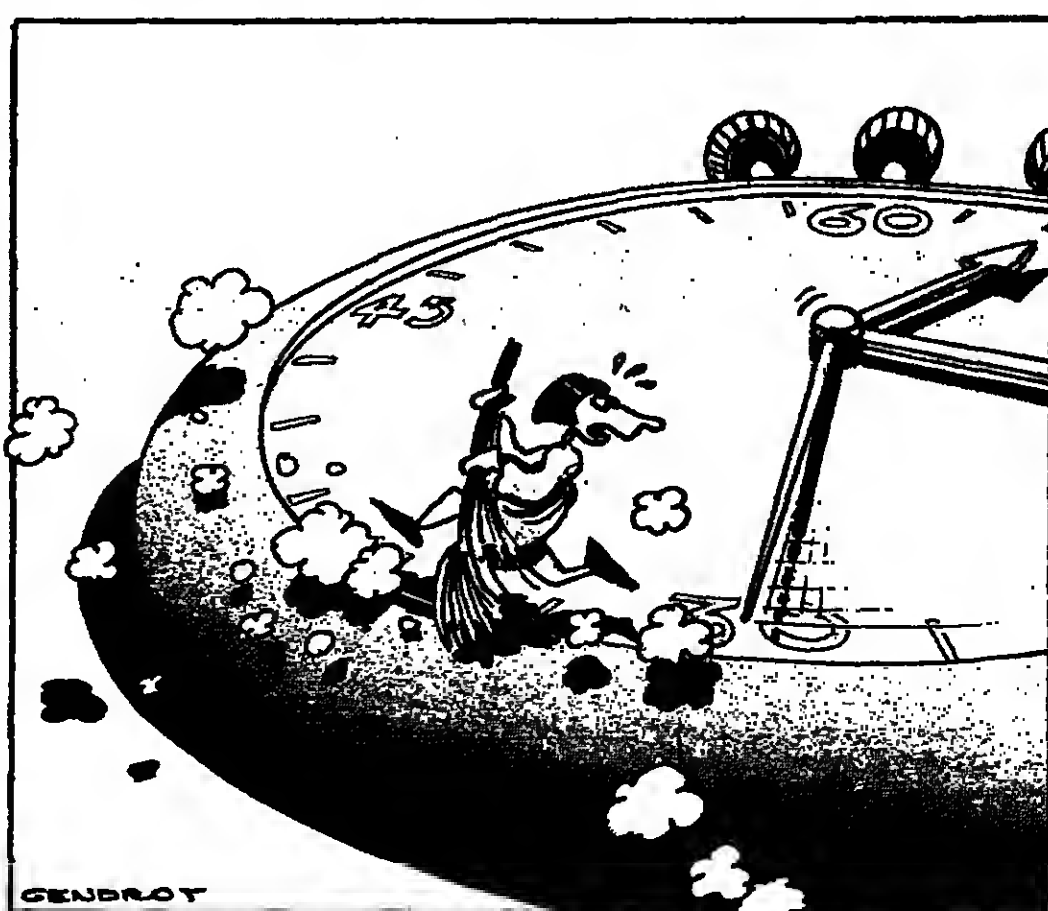
La chaîne aussi se doit d'être homogène. Si un maillon saute — les grèves dans le secteur automobile le prouvent régulièrement — le processus s'arrête. « Un risque que nous ne prenons pas, car nous disposons d'environ un mois de stock », souligne Jean-Pierre Touyer. Nous gardons cette marge de manœuvre essentiellement parce que nous devons prévoir des délais flexibles concernant l'impression d'un fond de chèques. Mais c'est vrai que, quoi qu'il arrive, c'est bien une marge de manœuvre. »

Enfin, le rythme imposé doit être toléré et accepté par les salariés, qui y trouvent souvent essentiellement des compensations financières. Mais il s'agit bien aussi de réussir à dominer le système, et la recrudescence des formations pour des profils de « manager en temps réel » le prouve, c'est un des obstacles majeurs. « Il est très difficile pour un chef d'entreprise, de se débattre au milieu de toutes les exigences de ce nouveau taylorisme, confirme ce consultant externe. C'est un métier à haut risque, et à haut salaire. Assez d'ailleurs pour que les écoles de gestion souhaitent désormais en tenir compte dans leurs modules d'enseignement. »

Marie-Béatrice Baudet

Cinq chambres à l'heure

Des hôtels à la restauration rapide, les cadences sont infernales



accéléré, les fenêtres des buildings urbains, le laveur ne deviendra sûrement pas Rockefeller, comme dans les films américains des années 50, mais son employeur, lui, améliorera son chiffre d'affaires et pourra signer plus de contrats.

A condition, naturellement, que le client soit satisfait du service. En cas contraire, la société de nettoyage ne se gênera pas pour licencier le salarié qui laisse des traces de doigts ou de gouttes de pluie sur les vitres. La situation de l'emploi est telle que les candidats ne manquent pas actuellement pour ces postes.

De nouvelles spécialités apparaissent. Un nouveau venu dans ce secteur a réussi à persuader quelques directeurs de ressources humaines qu'une stricte assemblée des combinés téléphoniques était le meilleur moyen de lutter contre le sida. Et l'on rencontre parfois, tard le soir, dans les bureaux désertés, des « techniciens de surface », selon l'appellation en vigueur, dont l'unique mission est de passer systématiquement et méticuleusement un puissant désinfectant sur les téléphones, tâche répétitive s'il en est.

Dans d'autres secteurs du tertiaire aussi, le taylorisme est plus que jamais à l'œuvre. La restauration traditionnelle était la championne de la monotonie. Que de petits commis aux cuisines, qui passaient leurs journées à éplucher

les légumes, à les conper en rondelles ou à hacher le persil... Dans la restauration collective, les employés de service varient un peu plus les plaisirs : les préposés aux bords-d'œuvre ont toujours pour vocation d'éplucher, découper, râper, assaisonner les crudités; mais elle les disposent également sur le buffet... et remportent les assiettes sales. Les « filles des desserts », elles, sont vouées aux sucreries.

La chaîne du froid

Certaines exploitations de grande taille traitent la nourriture de façon totalement industrielle. Les aliments sont épluchés, cuits et préparés dans les laboratoires de l'industrie agroalimentaire par d'énormes machines. Ceux de la cinquième gamme, les « cuis-sous-vide » en particulier, éliminent complètement les cuisiniers des points de consommation où arrivent en bout de course les repas : entreprises, cantines scolaires, hôpitaux, cafétérias. Et, tout au long de la chaîne du froid où s'élaborent les menus de la population, subsistent des tâches parcelaires et répétitives, faisant plus appel aux automatismes qu'à l'autonomie et à la responsabilité. Que ce soit chez Sodexho ou à la Générale de restauration, la mise en barquettes ou sous cellophane

se déroule à peu près comme dans les Temps modernes de Charlie Chaplin.

Dans la restauration rapide, la polyvalence est, au contraire, la règle. Là encore, les plats arrivent prêts à être réchauffés, mais les salariés doivent être capables de passer un coup de balai par terre ou un coup de torchon sur les tables, de cuire les frites ou de verser le Coca-Cola. Des chaînes comme McDonald's embauchent essentiellement des étudiants sur des temps partiels, ceux-ci restant rarement plus de trois ou quatre mois. Les responsables de l'entreprise ont d'ailleurs constaté qu'ils étaient nettement plus performants et plus efficaces que les jeunes en échec scolaire, par leur prise d'autonomie et leur dextérité. Par contre, les entreprises de fabrication et de livraison de pizzas à domicile ne pratiquent guère la polyvalence. Les salariés aux cuisines fabriquent des pizzas à longueur de journée. En fait, une grande partie du personnel est constituée de coursiers-livreurs.

Tout en amont de la restauration, l'abattage n'a toujours été le royaume d'une hyper-spécialisation : abattage des bêtes, dépeçage, coupe en quartiers. Autant de « métiers » divers qui ne se mélangent jamais et se rencontrent à peine... aux vestiaires.

Liliane Delwasse

TAYLOR N'EST TOUJOURS PAS MORT

Avatars

« Nous ne le referons pas », telle est la conclusion que les dirigeants de Volvo tirent des expériences menées dans les usines de Kalmar et surtout d'Uddevalla, probablement l'usine automobile la moins taylorisée du monde.

C'est au début des années 70 que le constructeur suédois a entrepris ce grand bouleversement du mode de production. Il est vrai qu'il était confronté à une situation nationale très particulière : dans la situation de plein emploi que connaissait alors la Suède, le taux d'absentéisme frôlait les 25 % dans l'industrie, et le « turn-over » était tellement important qu'il fallait trouver les moyens de rendre le travail industriel plus attrayant.

Pour casser la monotonie de la chaîne, Volvo a commencé par instituer deux nouveautés à Kalmar : ce sont des chariots filoguidés qui apportent la voiture à des équipes autonomes dont chacun des membres est capable d'accomplir plusieurs tâches. Lors de la construction d'Uddevalla au nord de Göteborg, à l'emplacement d'anciens chantiers navals, Volvo a poussé l'autonomie encore plus loin : les 780 ouvriers sont répartis en équipes de 8 à 10 personnes qui réalisent chacune la totalité des tâches d'assemblage. Au point que chacun a l'impression de fabriquer entièrement une voiture. L'équipe, totalement polyvalente et aussi responsable de l'approvisionnement des pièces, doit remplir les objectifs de production fixés quotidiennement. Pourtant, au bout de dix-huit mois de fonctionnement de ce système, les dirigeants de Volvo sont catégoriques : il n'est pas question d'installer ce système ailleurs qu'en Suède. En résumé : cela revient trop cher et la productivité est insuffisante.

Rompre la monotonie

Serait-on en train de redécouvrir quelques vertus du taylorisme ? Pas si simple. Cette-ci en effet consigne ses détracteurs, et le plupart des industriels cherchent tout de même à en déconstruire l'impact. Chez Renault, par exemple, le fameux « Accord à la vie » signé en 1989 en prévoit l'atténuation par la mise en place des « unités de base ». « A l'ancien système du « un homme-un poste », nous voulons substituer la notion d'un groupe d'hommes pour une unité de production », explique Jean-Jacques Ferchal, responsable du service organisation du travail, développement social et prévention. Pour y parvenir, la firme française a mis en place un lourd programme d'évaluation et de formation du personnel qui va s'étaler sur plusieurs années.

« Le drame en France est qu'on ne fait pas confiance à un exécutant dans l'accomplissement de son travail. Lorsqu'on va au Japon, on est frappé de voir à quel point la maîtrise est déchargée de la fonction de pilotage de la production », note Jean Bourrière, auteur de plusieurs rapports sur l'industrie et l'emploi. Pourtant, ce pays n'a pas totalement renoncé à l'organisation taylorienne du travail. « La suppression du taylorisme n'est pas applicable partout », note Michel Galliane-Mingot, président de Sony France. Notamment parce que ce découpage séquentiel est un passage obligé de l'automatisation. En réalité, les Japonais se sont plutôt contentés d'en atténuer les effets par l'enrichissement des tâches et la variété du travail. De manière à rompre la monotonie inhérente à cette organisation de la production.

Au risque d'être paradoxal, Armand Braun, PDG de la Société internationale des conseillers de synthèse (SICS), est prêt à se faire le défenseur d'un certain maître du taylorisme. « Une fois dit, ce qui est dangereux et répété, il faut aussi prendre conscience de ce que ce système peut avoir de pédagogique. Dans cette période de dématérialisation de la plupart de nos activités, il n'est pas mauvais de conserver certains endroits où il y a un rapport direct entre le geste et l'objectif poursuivi. Dans certaines conditions, le travail sur le mode taylorien peut correspondre à une forme d'hygiène professionnelle. » Une sorte de réhabilitation de Taylor.

Françoise Chirot

Oublier est plus difficile qu'apprendre

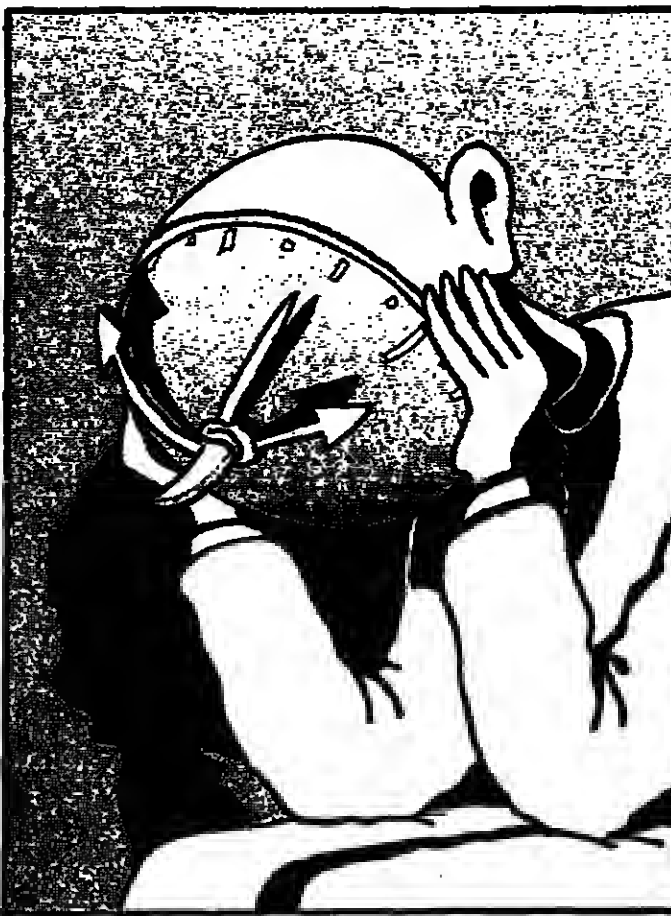
La parcellisation des tâches se porte bien, selon un ergonome

Jacques Durrafour est ergonome, et agent du cabinet grenoblois Activité. A ce titre, il est un bon observateur des situations de travail.

« Le taylorisme est-il mort ? »

« Je pense au contraire qu'il se porte très bien. Tout le monde est convaincu qu'il faut faire autre chose, surtout depuis les années 1968 ou 1970, mais, dans les faits, les principes tayloriens restent à l'œuvre dans les entreprises. Il y a certes eu des aménagements, des regroupements de tâches, des groupes autonomes et des cercles de qualité, qui sont autant d'essais de dépassement des principes tayloriens, mais ils ne sont pas cohérents et ne sauraient constituer une doctrine.

» Au contraire, le taylorisme est un véritable système conceptuel, qui saisit le travail dans ses différentes dimensions, aussi bien techniques qu'économiques ou sociales. D'une façon pragmatique, le taylorisme atteint même de nouveaux secteurs jusqu'ici protégés. Né avec l'industrie de masse, il se répand dans les services, l'agriculture, et même dans certains secteurs comme le bâtiment. Ainsi, l'un des secrets de la réussite de Bouygues a été de rationaliser le métier. Dans l'agriculture, il est facile de voir les conséquences qu'a eues sur le porcher l'automatisation de l'abattage des porcs. Depuis que les abattoirs ont



décidé de régler cet abattage en fonction des caractéristiques du « cochon moyen », les éleveurs sont pénalisés si le poids de leurs bêtes est inférieur ou supérieur à cette norme. Or, malgré toutes les techniques de l'élevage industriel, il y a toujours des porcs gourmands et d'autres qui mangent moins. Le porcher doit donc passer son temps à compenser ces inégalités de développement. La plupart des postulats du taylorisme sont dans cette anecdote.

« Quels sont ces postulats ? »

« Le taylorisme se réfère à un modèle de scientificité qui reflète parfaitement le déterminisme de la fin du dix-neuvième et du début du vingtième siècle. C'est à cette époque qu'un physiologiste français, Jules Amar, publie un livre intitulé *Le Mouvement humain*. Mais le taylorisme est aussi un projet social : il part du principe que la science du travail est trop compliquée pour les ouvriers et ne relève que de la direction.

« En quoi le taylorisme est-il dépassé ? »

« Le vrai procès qu'on peut faire à Taylor est de démontrer que ses postulats scientifiques sont faux. Ce sont des postulats d'invariance de l'homme et des situations de travail. A ses yeux, un poste de travail bien étudié ne bouge plus. Il a fallu l'émergence des sciences humaines au cours de la seconde moitié du vingtième siècle pour critiquer le taylorisme, sa vision mécaniste et simpliste de la réalité. Il est évident par exemple qu'Edgar Morin et son analyse de la complexité sont aux antipodes du taylorisme.

» Par ailleurs, la société a également évolué. Définissant précisément les tâches à accomplir, le taylorisme était extrêmement brutal. Cela devenait d'autant plus inacceptable que, grâce à l'élévation du niveau de formation des salariés, ceux-ci ne supportaient plus d'avoir un travail abrutissant, comme l'a montré mai 68.

« Economiquement, le taylorisme est-il aberrant ? »

« Il est évident qu'il a permis la production de masse. La question est de savoir à quel prix. Il y a des coûts cachés ou invisibles. On a vu se développer une augmentation de l'absentéisme liée à une plus faible résistance des salariés. Par ailleurs, je ne suis pas économiste mais je pense que le taylorisme adapté aux grandes séries n'est pas aux petites. Or ces dernières sont actuellement celles que réclament les consommateurs, même dans des industries comme l'automobile.

« Par quoi peut-on le remplacer ? »

« Je ne sais pas. En imposant un système de travail avec des machines tayloriennes, et des outils de gestion qui ne le sont pas moins, le taylorisme a également bloqué la pensée. Il faut changer la manière de produire, mais on se rend compte aujourd'hui que cela demandera des décennies. Il va sans doute falloir inverser le système actuel, qui est descendant, et mettre le PDG au service de l'atelier. On voit l'ampleur du problème. Il faut cesser de bricoler et agir au niveau des principes en changeant les postulats du système actuel. Il faut admettre que la nouvelle norme, c'est la variabilité. Mais personne ne sait exactement comment procéder.

« Qui est hostile à cette remise en cause ? Les directions ou les salariés ? »

« Ce n'est pas une question d'hostilité. Les directions sont convaincues que le changement est nécessaire, mais elles ne savent pas comment faire. En termes de catégories sociales, il est évident que ce sont les cadres intermédiaires qui souffriraient le plus de cette remise en cause. Mais il est illusoire de croire qu'on peut changer du jour au lendemain la façon de travailler d'un ouvrier qui a été soumis aux gestes parcellaires et répétitifs pendant dix ou quinze ans. J'ai vu des ouvriers qui demandaient à revenir à la chaîne. Ce n'est pas une question de capacités, c'est une question de traces. Le taylorisme laisse des traces. Je n'aime pas l'expression « résistance au changement », car elle ne correspond pas à la réalité. Je préfère cette phrase d'un neurophysicien britannique : ce qui est compliqué, ce n'est pas d'apprendre, c'est d'oublier.

» De plus, si les salariés ne refusent pas a priori de prendre des initiatives, le problème est que cela crée une augmentation de la charge de travail.

« Les changements d'organisation du travail constituent-ils une préoccupation majeure ou marginale dans les entreprises ? »

« Les changements ne pourront pas avoir lieu dans des périodes de crise, car ils nécessitent de la matière grise, de l'investissement et de la vraie formation. Dans le contexte actuel, ce n'est pas la priorité, même si ces questions sont très présentes. »

Propos recueillis par Frédéric Lemaître

Réparer les dégâts

A Evreux, d'anciens OS apprennent enfin un métier

« Le taylorisme laisse des traces, une terrible habitude de faire des travaux stupides, et d'obéir sans réfléchir. » Telles sont, en résumé, les conséquences du travail à la chaîne, cette « négation de l'individu », décrite par Daniel Labbé et Frédéric Perrin dans *Que reste-t-il de l'industrialisme ?* (éditions Hachette). Dans cette « organisation scientifique du travail », l'homme devient un robot vivant, étalonné en centièmes de minute. « La vie des OS est sans passé ni avenir », concluent les auteurs.

Des centres de formation professionnelle tentent pourtant de conjurer ce destin, en réparant, patiemment, les dégâts causés par le travail parcellisé. C'est le cas du centre AFPA d'Evreux, qui obtient, semble-t-il, de bons résultats, fruits d'une prise en charge globale des individus par les formateurs et les psychologues réunis. Des problèmes familiaux ou de santé (baisse de la vue, notamment, mais aussi ulcères, nervosité, etc.), le manque d'autonomie et l'angoisse face à l'avenir se mêlent en effet à la difficulté d'apprendre à travailler autrement.

« Ma mémoire est fichue ! »

Dans ce complexe d'Evreux qui comprend, outre les salles de cours et les ateliers, un foyer d'hébergement et des terrains de sport, les stagiaires se retrouvent par groupes de douze à seize. Un nouvel environnement, parfois éloigné de leur domicile, puisque le recrutement du centre est national, de nouveaux collègues, et, surtout, une plongée dans l'inconnu : la formation. « J'ai travaillé pendant vingt-deux ans à la chaîne chez Renault », explique Laid, un Marocain de quarante-cinq ans. Plusieurs fois, j'ai demandé à suivre un stage. Je n'en ai jamais eu. Aujourd'hui, j'ai l'impression de n'avoir rien appris en vingt-deux ans. Je ne me sens pas vraiment en vie. »

Pour retrouver malgré tout des repères, les stagiaires souhaitent, le premier jour, visiter les lieux le plus tôt possible. L'enseignement collectif répond aussi à la nécessité d'apprendre à travailler avec l'autre, à l'écouter, à s'entraider. Bref, à délaisser le travail en solitaire imposé par Taylor. Le groupe prend aussi une éducation où quelques leaders tirent en avant les plus faibles. « Nous essayons de responsabiliser les stagiaires », résume François Ronselet, directeur de l'AFPA. Les difficultés touchent surtout les plus âgés qui ont eu un travail posé pendant quinze ou vingt-cinq ans. Nous leur ouvrons une porte. Ils s'échappent s'ils le veulent.

Première étape, « la plus délicate, remettre en route le système de raisonnement et la mémoire des stagiaires », alors que leur cerveau n'était pas sollicité ou bien était sous-utilisé pendant des années, explique Bernard Vitrac, responsable de formation au centre d'Evreux. Laid en est conscient : « La chaîne a bouffé ma santé, ma mémoire est fichue ! se révolte-t-il. Mais je vais essayer quand même... J'aime apprendre. » Au début, les stagiaires ressentent une très grande fatigue intellectuelle. « Nous devons en tenir compte, précise Bernard Vitrac. De plus, étudier signifie aussi rendre des comptes, s'investir, se projeter dans l'avenir, ce qu'on ne leur demandait pas avant. »

Sur la chaîne, « je n'avais pas une seconde de libre, se souvient Juan, un Espagnol de trente-cinq ans, qui a travaillé quinze ans chez Renault. J'avais une à trois minutes selon les postes pour effectuer une tâche, trois à quatre cents voitures défilèrent chaque jour. Pas le temps de réfléchir ni de penser à autre chose. Quand je rentrais chez moi, je n'avais envie de rien. » Les stagiaires sont surpris qu'on leur demande de réfléchir, relève Gérard Comblès, enseignant en tuyauterie. Ils s'attendent à ce qu'on leur procure des recettes. Nous, nous leur demandons d'aller eux-mêmes rechercher l'information dans une

documentation. Car réfléchir est essentiel pour analyser le travail à faire et choisir sa méthode. » Certes, cette formule d'apprentissage est « déstabilisante pour le stagiaire, admet Guy Rogation, enseignant en soudage. Mais il faut les cadrer dès le départ. Sinon, ils n'acquiescent jamais leur autonomie. »

La maladresse qui désespère

Tous n'évolueront pas à la même vitesse. Ce qui oblige le centre à moduler sa réponse, en procédant par étapes, en faisant, par moments, travailler les stagiaires individuellement ou en sous-groupes. En soudage, par exemple, ils doivent d'abord souder des pièces simples, puis des éléments de différentes formes et matières. Une maquette de raffinerie, aujourd'hui en reconstruction, leur permettra bientôt de s'exercer dans des conditions proches de la réalité. Mais avant d'en arriver là, ils auront cent fois répété leurs gestes ou chahuteurs, jusqu'à les maîtriser parfaitement. « Cela ressemble à du taylorisme, convient Guy Rogation, mais ici, le geste est pensé, compris et réalisé dans les règles de l'art. Moi, je compare plutôt le stagiaire à un sportif de haut niveau qui doit s'entraîner longtemps pour réussir des performances. » La difficulté à coordonner des mouvements apparaît aussi très rapidement. Du coup, certains paniquent, se désespèrent de leur maladresse. « Nous les rassurons en leur faisant recommencer tout de suite, explique Bernard Vitrac. Ou bien, un autre stagiaire qui, lui, a réussi, fait la démonstration. Le formateur explique les raisons pour lesquelles l'exercice est correct, puis il refait le geste en le décomposant tranquillement. »

Pourtant, malgré cette approche, certains, déçus, abandonnent en cours de formation. Ils reviendront peut-être plus tard, non fois qu'ils seront suffisamment mûrs pour faire le grand pas. Car c'est surtout le manque de tonus qui est en cause, estiment les formateurs. Et non pas le niveau culturel parfois insuffisant. Un stage pré-AFPA, mis en place à Evreux, permet d'ailleurs, si nécessaire, d'amorcer une remise à niveau. « La motivation aide à dépasser les handicaps », insiste André Pigeon, formateur en enseignement général et électrotechnique. Je suis moi-même souvent surpris par leurs résultats. Le défi qu'ils se lancent, il faut le faire ! Non, le taylorisme n'a pas tout brisé en eux. »

Françoise Alzicovici

CESMA MBA : investissez pour enrichir votre carrière

Pour donner une nouvelle dimension à votre carrière et valoriser ainsi votre première compétence spécifique, le CESMA MBA vous permet de maîtriser l'ensemble des outils du management dans un contexte multiculturel.

MBA européen intensif en 1 an, bilingue (français-anglais), le CESMA MBA est réservé à des diplômés de l'enseignement supérieur (ingénieurs, universitaires...) dotés d'un fort potentiel managérial, de préférence après une expérience professionnelle.

Pour obtenir des informations complémentaires ou le dossier de candidature ou participer aux prochaines sessions de sélection (tests et entretien), contactez :

Muriel CHAUMAT
CESMA MBA
23, av. Guy de Collongue
BP 174
69132 ECULLY CEDEX
FRANCE
Tél. : 72.20.25.30.

Groupe ESC Lyon
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

Le MBA du Groupe ESC Lyon

Le Monde EDITIONS

Bernard Guetta

ELOGE DE LA TORTUE

L'URSS DE GORBATCHEV
1985-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ARTISTES

Quand la vie professionnelle est un théâtre

Derrière le rideau, les métiers de la scène ont aussi un quotidien. Loin de toute comédie

« Ici, on aborde le jeu comme un métier, pas seulement comme un art. Arrivé au conservatoire bercée de douces illusions, Valérie Blanchon, vingt-quatre ans, élève en deuxième année, a eu tôt fait de découvrir cette réalité : le théâtre balance constamment entre exigences artistiques et contraintes matérielles. Si les activités de l'art dramatique — du costumier au producteur — sont aussi variées que les façons de les exercer, toutes sont soumises au poids du concret et des réalités financières. « Le théâtre est un art impur », résume une scénographe.

Dans ces conditions, débiter dans le métier demande de la passion et pas mal de bonne santé. Valérie, boursière (2 200 F par mois), travaille comme ouvreuse les soirs et les week-ends, avec trente heures de cours hebdomadaires plus les répétitions. Impossible de s'en sortir autrement. Après le conservatoire, cette jeune comédienne bénéficiera, il est vrai, comme tous les élèves du TNS de

Strasbourg, du fichier du Jeune Théâtre national (JTN). Un aloué considérable puisque le JTN prend en charge le salaire (10 000 F brut par mois) de ces jeunes pour une durée maximale de trois mois par spectacle, et ce pendant quatre ans. Reste qu'en arrivant sur un marché du travail difficile, les privilèges des cotisations nationales d'art dramatique devront, comme les autres, « défendre leur peau ».

« Choix de vie »

Pour un acteur, cela signifie se montrer, courir les auditions, faire des rencontres. Et aussi, pour la grande majorité, « monter à la capitale ». « La décentralisation est aujourd'hui une utopie », se désolent Catherine Delattre, directrice des études au TNS. Hormis quelques exceptions, le milieu est complètement parisien, et même les metteurs en scène de province trouvent certains de leurs comédiens à Paris. »

Une « configuration » de la scène qui entraîne la concentration d'un maximum d'emplois dans la capitale.

Selon l'ANPE des spectacles, Paris absorbe à lui seul la moitié des emplois du secteur. Une donnée économique d'autant plus importante qu'une grosse partie des professionnels du théâtre sont des intermittents passant constamment du chômage (avec ou sans indemnités, selon qu'ils ont pu effectuer 507 heures dans l'année) à des contrats à durée limitée. De même, la plupart des organismes de formation professionnelle ouverts depuis juillet 1990 aux intermittents du spectacle se trouvent dans la région parisienne. Conclusion : dans les périodes creuses, entre deux spectacles, c'est encore à Paris que les occasions d'embauche seront les plus nombreuses. Les comédiens, les metteurs en scène, les équipes des décors et costumes sont plus particulièrement touchés par ce phénomène, puisqu'ils ne sont qu'exceptionnellement salariés permanents d'un théâtre. Les équipes techniques (régie, lumière, son, plateau) et les administratifs, souvent attachés à une entreprise, connaissent, eux, une moindre précarité.

Alors, difficile de vivre la bohème ? Certainement, mais dans le métier vous ne trouverez personne pour s'en plaindre ouvertement. « C'est un choix de vie », constate sèchement Balazs Guérin, un assistant metteur en scène de vingt-six ans, qui a enseigné les langues, vendu des immeubles et fait des équipes pour le CNRS... « L'incertitude » psychologique constante est certainement ce qu'il y a de plus difficile, continue-t-il. Mais c'est une épreuve bénéfique et qui fait partie de l'apprentissage du métier. » Pour lui, la mise en scène est avant tout une rencontre avec des gens. Avec un public qui va aimer un peu ou beaucoup la pièce, et peut-être même avec quelques personnes dont la vie sera bouleversée. Avec des acteurs, « des êtres humains qui ont un corps, une sensibilité, un imaginaire, un passé avec lesquels il faut travailler ». Avec des auteurs aussi. Un travail riche et passionnant, fait d'histoires d'amour entre les différents personnages. Un métier qui intègre complètement l'épénème, puisque le spectacle ne peut durer que quelques heures ou plus, mais toujours limitées dans le temps. « C'est frustrant et merveilleux à la fois, parce qu'une pièce n'est jamais pareille, ça n'est jamais deux fois la même chose. »

« Il faut savoir être le fuyeur de ses propres formes », répond en écho Françoise Chevalier, scénographe. Sa fonction à elle : créer un visuel de la pièce, le décor et les cos-



tumes. Elle parle de la scène comme d'une « boîte à merveilles » où elle s'engage à faire naître le mouvement. Partie intégrante du spectacle, son travail est pourtant légèrement en retrait, comme à distance. Elle habille les acteurs sans jouer, regarde le plateau comme un tableau vivant. Mais ce qu'elle appelle un « point de vue littéraire et poétique » ne l'empêche pas de partager ce goût du concret qui caractérise les gens de théâtre. Trouver des astuces pour utiliser une toile trop petite, faire des soldes ou planter des clous font aussi partie de sa vie quotidienne. Entre le dessinateur, le peintre et le bricoleur, la scénographe est en somme une profession bâtarde. « Il est très difficile d'être un bon scénographe si on n'aime pas le théâtre plus que l'art plastique », estime Françoise Chevalier.

Autrement dit : il faut être capable de supporter les contraintes d'une œuvre complètement collective et aussi goûter les relations avec les comédiens. Tout comme l'éclairagiste qui invente la lumière, le scénographe est tout sauf un artiste isolé dans la solitude de son atelier. Pour que le changement de décor fonctionne et qu'un rayon de lumière vienne frapper un pli de robe, il lui faudra le concours des techniciens et de la régie. L'organisation pratique se partage grossièrement en trois : lumière, son et plateau.

Le régisseur général coordonne le tout et veille au bon déroulement des opérations. Cela peut aller de la vérification des branchements électriques aux consignes de sécurité. Mais, au théâtre, technique ne veut pas dire travail purement manuel. « C'est vrai qu'il faut souvent y aller avec les mains », raconte Roger Goffi-

net, régisseur lumière. Mais il faut aussi savoir aller plus loin pour faire un spectacle. Cela demande de l'imagination pour trouver la chose la plus juste possible. Le technicien fait aussi partie de la création, même si le mot n'a pas grand sens à mes yeux. En tout cas, je ne me sens pas dans l'ombre quand je suis dans une cabine. Je participe à un travail où tout le monde converge vers le même but : réussir le spectacle. Car le théâtre, c'est avant tout les gens. Et si quelqu'un lâche, on le ressentira jusque dans la salle. »

La tension de la tournée

Au théâtre, le sens collectif n'est pas un vain mot. Quand il s'agit de chercher du travail, on fait appel aux réseaux d'amis et à la solidarité. Mais, surtout, le théâtre se divise moins en école de style qu'en véritable famille. Acteurs, metteurs en scène et équipes techniques se regroupent par affinité et ne se séparent souvent que pour mieux se retrouver. Et dans cette cellule tout le monde met la main à la pâte

artistique. Avant le lever de rideau, on pourra ainsi voir la productrice repasser une chemise ou l'éclairagiste calmer les angoisses d'un acteur. Les hiérarchies et les rôles sont sans cesse bousculés, voire supprimés dans certaines « familles » dont c'est la philosophie.

Moment fort de cette vie de troupe : la tournée. Pour l'équipe théâtrale, c'est un engagement total (pendant une période limitée, il est vrai), dont on se souvient avec nostalgie et soulagement à la fois. Les tensions y sont portées à leur comble, la fatigue toujours présente. Mais les moments de joie, de fierté et de fête récompensent l'effort des sabbatiques exténués. Le principe des tournées en province — one façon de jouer en limitant les frais — correspond aussi à une dure réalité. Véronique Conquet, productrice du comédien Philippe Caubère, explique que pour elle c'était jusqu'à cette année la seule façon d'équilibrer les comptes. Un autre marabout scénique pour résumer l'histoire des gens de théâtre.

Judith Rueff

Les musiciens en désaccord

ILS sont là tous les soirs depuis la première. Vers 19 h 30, les musiciens parisiens de la CGT investissent le Théâtre musical de Paris, sur la place du Châtelet, les descendant dans la fosse et descendant avec leurs confrères américains. Puis, au prix d'un retard quotidien d'un quart d'heure, ils viennent expliquer au public de West Side Story les raisons de leur action. Il s'agit de dénoncer l'emploi de musiciens venus des Etats-Unis pour jouer dans cette comédie musicale new-yorkaise. « Nous demandons l'intégration des professionnels français toutes les fois que cela ne nuit pas au spectacle », insiste François Nowak, de la CGT. Cela a déjà été le cas pour 42 Rue ou Cens, par exemple. Avec trois ou quatre répétitions, c'est tout à fait faisable.

La direction du théâtre, quant à elle, considère qu'il est impossible d'imposer des musiciens nationaux dans le cadre d'un spectacle en tournée et qui ne donnera que quatre-vingt-huit représentations à Paris. « Quand nous avons une production maison, comme par

exemple 42 Rue, que nous avons entièrement remontée ici, nous travaillons avec des Français », explique Jean-Marie Amant, secrétaire général du TMP.

En fait, les musiciens parisiens veulent surtout répliquer au protectionnisme appliqué par les Américains à l'encontre des artistes étrangers. Les vies d'artistes sur le territoire américain ne sont distribuées qu'à un compte-gouttes. Et lorsqu'une compagnie française joue par exemple à Broadway avec ses propres musiciens, elle doit payer un surcoût correspondant au salaire des artistes américains qu'elle n'a pas employés. Sans aller jusqu'à exiger un tel système « close-shop », les syndicalistes français demandent, « sans illusion », la réciprocité de la libre circulation des artistes. En attendant, ils persévèrent dans leur mouvement de protestation. Quant à s'attaquer à ce qui aurait pourtant dû être un symbole de la bonne entente franco-américaine : la duo Charles Aznavour-Liza Minnelli.

J. R.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement Stage Etud, le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99 ou en s'inscrivant sur Minutal 3615 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 160 francs (50 francs pour les détenteurs de la carte MNEF Campus). Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de téléphoner au (1) 45-46-16-20.

GESTION

Lieu : L'Haj-les-Roses. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 3, contrôle de gestion, comptabilité, finances, micro. Mission : assister et reformuler des documents de reporting, analyse des résultats, élaboration de la plaquette sur la situation financière du groupe, études ponctuelles. Réf. : 11751.

COMPTABILITÉ

Lieu : Meaux. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, comptabilité, connaissances informatiques. Mission : Portage de comptes, comptabilisation des factures. Réf. : 12708.

Lieu : Dax ou Mont-de-Marsan. Date : février. Durée : 1 mois mini. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 mini, Sup. de Co., maîtrise sciences économiques ou MSTCF. Mission : participer à des missions de révisions comptables (contrôle de comptes). Réf. : 12707.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2, comptabilité, gestion. Mission : au sein de la division financière, tâches administratives liées à la préparation de la déclaration DADS 2 (honoraires et courages). Réf. : 12705.

PERSONNEL

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 620 F/mois + frais. Profil : bac + 2/3. Mission : recrutement de personnes handicapées, formation, études de stage, suivi de dossiers. Réf. : 13652.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, sciences humaines, psychologie du travail, gestion du personnel, première expérience souhaitée dans le domaine. Mission : mener des missions de recrutement de A à Z, définition de postes, entretien de sélection, comptes rendus des candidatures. Réf. : 13651.

MARKETING

Lieu : Cligny. Date : janvier. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 5, DES, marketing, communication, anglais exigé. Mission : assister du responsable des relations avec la presse, informations réseaux de ventes, marketing stratégique, analyse et gestion prévisionnelle. Réf. : 14174.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : prospection et interview de clientèle. Réf. : 14173.

Lieu : Montreuil. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : 5 500 F + %. Profil : bac + 2, anglais souhaité. Mission : commercial pour prospection et R-V, clientèle sur terrain. Réf. : 14171.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5, droit, économie, Science-Po. Mission : élaboration et suivi d'ouvrages professionnels. Réf. : 14165.

COMMERCE

INTERNATIONAL

Lieu : Roubaix. Date : avril. Durée : 3 ou 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, anglais, Mission : étude de commerce, recherche de clientèle : importateurs, recherche de nouveaux produits à commercialiser. Réf. : 15765.

VENTE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/5.

école de commerce. Mission : commercialisation d'une nouvelle publication. Réf. : 18924.

Lieu : ouest de la France. Date : indéterminée. Durée : 3 mois mini. Ind. : fixe + primes. Profil : bac + 2 à 5, connaissance gestion. Mission : chef de rayon, gestion de l'activité (achat, gestion des stocks, mise en vente, suivi des ventes, sélection des produits). Réf. : 18923.

INFORMATIQUE

Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école d'ingénieur, BTS/DUT. Mission : développement de projets spécifiques, programmes en Turbo Pascal. Réf. : 17009.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 12 mois mini, contrat de qualification. Ind. : 1 565 F. Profil : bac + 2. Mission : gestion des micro-ordinateurs de la société, recherches d'application sur réseaux, assistance des utilisateurs, télécom-transmission de données. Réf. : 17008.

Lieu : Aix les Milles. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Système-Image-Réseaux. Mission : développement informatique. Réf. : 17007.

Lieu : Puteaux. Date : immédiat. Durée : 2/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, dessinateur, architecte ou ingénieur en bâtiment. Mission : stage de formation à la CAO. Réf. : 17005.

Lieu : Afrique de l'Ouest. Date : indéterminée. Durée : 14 mois. VSE Ind. : fixe par FACTIF. Profil : bac + 2/3, DUT informatique. Mission : mise en place/adaptation de logiciels dans de nouveaux sites. Réf. : 17003.

Lieu : Afrique de l'Ouest. Date : indéterminée. Durée : 14 mois. VSE Ind. : fixe par FACTIF. Profil : bac + 2/3, DUT informatique. Mission : assurer l'exploitation d'un service informatique. Réf. : 17001.

Lieu : Lognes (77). Date : avril. Durée : 3 mois mini. Ind. : 2 000 F à 5 000 F. Profil : bac + 4, ingénieur spécialisé en micro-informatique, langage C. Mission : développement, étude hard et logiciels pour des automates programmables. Réf. : 17001.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, bonne maîtrise, nous RMI PC et Modem. Mission : « Homme système », installa-

tion des logiciels, transfert de formats de fichiers. Réf. : 17950.

COMMUNICATION

Lieu : Meaux (77). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, allemand parlé souhaité ou anglais. Mission : rédaction de lettres, téléphone avec France + étranger, secrétariat à l'occasion d'un salon professionnel. Réf. : 18904.

Lieu : Montreuil. Date : février. Durée : 3 mois mini. Ind. : 7 500 F. Profil : bac + 2, anglais souhaité. Mission : chargé de production. Réf. : 18903.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois, mi-temps, temps partiel. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, marketing, communication. Mission : assistance au développement de l'agence : tenue de fichiers, organisation de manifestations, pages sectorielles. Réf. : 18902.

SECRÉTARIAT

Lieu : Mers-les-Bains. Date : immédiat. Durée : indéterminée, possibilité d'un contrat de qualification. Ind. : à définir. Profil : bac à bac + 2. Mission : tous travaux de bureau. Réf. : 24971.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2, expérience bureautique indispensable. Mission : au sein du département Ressources Humaines, tâches administratives liées au recrutement. Réf. : 24963.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois, mi-temps. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, formation durant le stage en ITX et base de données. Mission : saisie et tri sur logiciels works sur Macintosh. Réf. : 24952.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 3 000 F mois. Profil : bac + 3, connaissances des métiers techniques et de l'industrie souhaitées. Mission : saisie informatique de C.V. sur Macintosh avec un des formations, fonctions, secteurs d'activité. Réf. : 24943.

D'une manière générale, par rapport à un pays comme l'Allemagne, par exemple, les flux de promotion sont structurellement assez faibles en France. « En moyenne, chaque année, ils correspondent, note le document, à 4 % de l'ensemble des actifs salariés. »

Le plateau à se partager est donc plutôt limité pour les salariés, y compris pour ceux qui tentent de mettre le plus de chances de leur côté en suivant une formation. Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux. Entre 1980 et 1985, 12,4 % des salariés ont suivi et terminé au moins une action de formation à l'initiative de leur employeur, soit environ deux millions de personnes. Un développement qui explique en partie le goulet d'étranglement constaté entre formation et promotion. « Surtout, insiste Gérard Podelvin, compte tenu des nouveaux modes d'organisation du travail, les échelons hiérarchiques sont réduits. On parle aujourd'hui de compétences élargies des salariés appelés à s'intéresser à l'amont comme à l'aval de leur emploi. Nous nous tournons de plus en plus vers l'évolution en spirale prônée par les Japonais. »

Dans cette course à la promo-

tion peu de chagrin, les salariés envoyés en formation restent toutefois mieux placés que les autres. Ainsi, de 1980 à 1985, ils ont eu deux fois plus souvent (13,8 %) une promotion socioprofessionnelle que les salariés non formés (6,7 %). Certains des « formés » accumulent les atouts selon le secteur où ils travaillent, leur catégorie socioprofessionnelle ou le type de formation suivie.

Les secteurs qui engagent le plus d'efforts de formation sont ainsi ceux où l'on observe le plus de mobilité interne. « C'est le cas, confirme Gérard Podelvin, de la chimie, de la parachimie, de l'électronique, de la construction aéronautique, de la transformation des métaux ou encore des industries du verre. » A l'opposé, les secteurs qui dépendent le moins pour la formation continue (hôtels, cafés-restaurants, services marchands aux particuliers) se caractérisent par la promotion interne la plus faible.

Rentabilité des diplômes

Si l'on s'intéresse à la catégorie socioprofessionnelle des stagiaires, les constats sont là aussi très différents. Selon l'enquête Formation-qualification professionnelle (FQP) de l'INSEE, réalisée en 1985, donc la plus récente, parmi les ouvriers non qualifiés (ONQ) qui ont suivi une formation à l'initiative de leur employeur, 55,4 % ont accédé à la catégorie supérieure contre 14,2 % pour les employés, 12,9 % pour les ouvriers qualifiés et 9,3 % pour les techniciens. « La situation des ONQ est particulière, tient à préciser Gérard Podelvin, 60 % à 70 % des titulaires de niveau V (CAP...) s'insèrent sur les emplois d'ONQ. Vous trouvez là une main-d'œuvre de jeunes à potentiel élevé. La fréquence des passages ONQ en OQ (ouvrier qualifié) s'expliquerait donc en partie par un mécanisme de rattrapage de certains déclassements à l'embauche. »

Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

CHACUN SAMEDI - daté DIMANCHE-LUNDI

1520 1520

théâtre

EMPLOI

Les entreprises plus moroses que pessimistes

Les DRH pensent que 1992 sera un meilleur cru que 1991

LES entreprises auraient-elles le sentiment d'avoir atteint le creux de la vague? Bien que les signes de reprise tardent à se manifester, les directeurs des ressources humaines (DRH) semblent penser que 1992 sera un meilleur cru que 1991. Telle est l'une des principales conclusions de l'enquête effectuée par l'Association nationale des directeurs et chefs de personnel (ANDCP), en liaison avec ECCO, après de 551 entreprises ou établissements représentant 52 058 salariés.

Selon cette enquête réalisée en septembre, mais qui vient d'être dépeignée, 41 % des DRH interrogés prévoient une augmentation de l'activité économique en 1992, alors que 32 % s'attendent à une stabilité et 15 % à une baisse.

Pourtant, tout triomphalisme serait malvenu. Sur les 41 % les plus optimistes, 35 % n'envisagent qu'une « faible augmentation d'activité ». De plus, 44 % des entreprises interrogées ont connu une réduction d'activité durant le premier semestre de cette année, alors que 11 % seulement des DRH

l'avaient envisagée quelques mois plus tôt.

Sur le plan de l'emploi, 1991 aura été une année médiocre. Certes, ces 551 entreprises ont recruté 83 560 personnes, ce qui peut paraître considérable, mais, sur ce nombre, 22 % seulement (contre 32 % l'année précédente) l'ont été sous forme de contrats à durée indéterminée, les autres ayant dû se contenter de contrats à durée déterminée (36 %), d'une mission d'intérim (32 %, en forte hausse), d'un stage ou d'un contrat de reconversion. Comme on pouvait s'y attendre, la probabilité de se voir uniquement proposer un contrat à durée déterminée diminue avec le niveau du diplôme. Ainsi, sur cent CDD, 3 % seulement ont été proposés à des bac+5, 11 % à des BTS, mais 33 % à des CAP et 31 % à des personnes sans qualification. En revanche, sur cent recrutements définitifs, 22 % concernent des bac+5, 23 % des bac+2, 16 % des bacheliers et 20 % des titulaires de CAP.

Il est à noter que 18 709 per-

sonnes ont bénéficié d'un nouvel emploi stable dans ces entreprises. 16 114 licenciements ont été prononcés, dont 29 % en préretraite et 29 % pour raisons économiques. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'emploi n'est pas le principal motif d'insatisfaction des salariés. Selon les DRH, les revendications portent sur les salaires (51 % des revendications), les qualifications et les classifications (27 %), l'organisation et les conditions de travail (19 %) et, en quatrième position seulement, l'emploi (18 %).

Salaires et qualifications

Pourtant, sur le plan salarial, 1991 n'a pas été une trop mauvaise année. 88 % des entreprises ont accordé des augmentations générales durant le premier semestre, la plupart de celles-ci se situant autour de 2 %, la moyenne de l'année devant être légèrement supérieure à 3 %. Si 80 % des entreprises pensent maintenir le pouvoir d'achat, 25 % d'entre elles

n'auront recours, pour y parvenir, qu'aux augmentations générales. Dans la grande majorité des cas, le complément est assuré par les augmentations individuelles et parfois même par l'intéressement... Une pratique qui pourrait être remise en cause après le conflit de Renault Cléon.

Tant les entreprises ne se contenteront pas du maintien du pouvoir d'achat : la moitié d'entre elles consentiront un effort salarial supérieur à l'inflation grâce aux augmentations individuelles, qui encouragent essentiellement les ingénieurs et cadres. Comme on le constate depuis déjà deux ou trois ans, l'individualisation semble marquer le pas et ne devrait pas progresser spectaculairement en 1992.

Pour expliquer ces revendications salariales alors que l'an assiste à une nouvelle vague de plans sociaux, Jean Nuharet et Jean-Claude Carron, les auteurs de l'étude, se demandent si le salaire n'est pas devenu « une exigence de niveau de vie plutôt que la contrepartie d'un travail ».

Malgré cette question salariale, 67 % des entreprises qualifient leur climat social de « calme » (66 % en 1990), 24 % de « peu agité » (22 % en 1990) et 7 % de « tendu » (6 % en 1990). Dans ce contexte, la politique contractuelle va bon train. Les 551 DRH interrogés l'ont été de 1 807 négociations engagées, dont 53 % sur les salaires et les qualifications, 22 % sur l'organisation et les conditions de travail, 11 % sur la retraite et la prévoyance, 10 % sur la formation et moins de 4 % sur les droits syndicaux... ce qui pourrait montrer que, contrairement à certains discours, le renforcement du syndicalisme est loin d'être une priorité patronale.

Alors que 60 % de ces négociations ont d'ores et déjà abouti à un accord, il est intéressant de constater que ce pourcentage est à peu près identique dans chacun des thèmes traités. Il n'y aurait donc, a priori, pas de sujets de négociation plus délicats que d'autres. Est-ce une cause ou une conséquence de l'affaiblissement syndical? En tout cas, l'enquête

confirme l'émergence de nouvelles formes de discussion dans l'entreprise, soit directement avec le personnel, soit à l'intérieur de groupes de travail. La tendance est loin d'être négligeable : 281 entreprises, soit près de la moitié du panel, ont mis en place cette année ces nouvelles formes de dialogue.

Pour les auteurs de l'enquête, la conclusion est claire : la revendication devient patronale. Au lieu de se faire arracher des concessions, les directeurs demandent à ce que « les dossiers soient mis à plat » et que soient mieux intégrées les contraintes économiques, commerciales ou techniques, quitte à mettre en place de nouvelles formes de régulation sociale pouvant déboucher sur des « accords » temporaires, réversibles, voire expérimentaux. Si, à court terme, cette pratique peut s'avérer payante, elle ne peut, à moyen terme, que contribuer à émettre un mouvement social qui n'a pourtant pas besoin de cela.

Frédéric Lemaître

peu promus

n'est pas toujours récompensé

Dernier critère influent : le type de formation suivie. « La rentabilité promotionnelle, spécifique du document du CEREQ, est nettement plus forte pour les formations diplômantes : les salariés qui ont obtenu une certification (diplôme d'Etat ou titre homologué...) déclarent une mobilité ascendante une fois sur deux contre une fois sur cinq pour les formés non diplômés. »

Le matelas de l'employeur

Ces « plus » ne suffisent pas malgré tout à faire vivre le couple formation-promotion. « L'ancienneté, constate Gérard Podedvin, demeure le critère majeur de la promotion. Attention aux termes employés. Je parle ici de promotion à l'intérieur des grilles de classification et pas de celle qui fait passer un salarié d'une catégorie socioprofessionnelle à une autre. Là, effectivement, la démarche des chefs d'entreprise semble plus volontaire, fondée sur les aptitudes prometteuses d'un salarié qui font que ce dernier finit en principe par être remarqué par ses supérieurs hiérarchiques. »

La formation, à en croire la conclusion de l'étude du CEREQ, correspond davantage à une logique d'efficacité économique - liée à des projets industriels précis - qu'à une volonté de promouvoir. « C'est le matelas de l'employeur, insiste Gérard Podedvin, qui lui permet de s'adapter, d'anticiper les changements d'organisation. »

Les salariés ne doivent pas se décourager pour autant. Il est clair en effet que ceux qui adoptent la démarche volontariste de la formation ne le font pas en vain. C'est peut-être une maigre consolation, mais les spécialistes du CEREQ tiennent à le souligner : le « formé » peut toujours espérer une promotion retardée. Il est en tout cas souvent celui qui est maintenu à son poste et, en cas de licenciement, il est parmi ceux qui retrouvent le plus vite un emploi. Un bilan qui fait rebondir immédiatement un autre débat : celui des pénalités encourues par les salariés qui, jusqu'à aujourd'hui, ne se sont pas sentis concernés par la formation, car ce sont bien les dangers d'une sélection négative qui les guettent.

M.-B. B.

Cette année,
pour les étudiants,
c'est Noël
du 15 novembre
au 31 décembre.

(Pour tous les autres, cette année encore
Noël tombe le 25 décembre.)

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

3. RUE LA BOÉTIE	112. BD ST-GERMAIN	132. BD ST-GERMAIN	18. BD DE SEBASTOPOL
------------------	--------------------	--------------------	----------------------

3 950 F.T.T.C.
PANASONIC KW 1000
Traitement de texte portable
Lecteur disquette 3.5 p.
Mémoire 50 000 caractères

5 380 F.T.T.C.
H.P. 95 LX
Compatible PC de poche
Mémoire interne 512 ko
Tablette Lousier 1 2 3

5 580 F.T.T.C.
PANASONIC CF 170
Micro-ordinateur portable
Compatible PC
Lecteur 3.5 p. + disque dur 20 Mo

BUREAUTIQUE DURIEZ INFORMATIQUE

Jusqu'au 31 décembre 91, c'est Noël pour les étudiants chez les revendeurs agréés Apple.

Les étudiants, sur présentation de leur carte, peuvent obtenir le Macintosh Classic avec

2 mégaoctets de RAM et un disque dur de 40 mégaoctets au prix de 7990 F TTC** au lieu de 9950 F TTC** Ils peuvent également bénéficier de réductions immédiates sur les imprimantes StyleWriter

et sur de nombreux logiciels. Il suffit de taper 36.14 code Apple pour avoir l'adresse du revendeur le plus proche de chez vous.

Cette promotion est limitée à une configuration par étudiant.

Apple

ECHOS

Baisse des offres d'emploi pour les cadres en octobre

■ La baisse des offres d'emploi pour les cadres, qui avait commencé à l'automne 1990, s'est encore accélérée en octobre, selon l'indicateur de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) établi à partir des postes proposés par voie de presse. Par rapport à l'an passé, le recul est de 42 %, avec 4 500 offres seulement dans le mois. Toutefois, en cumul, le recul est plus faible puisque la tendance est à une baisse de 35 % depuis le début de l'année. Certains secteurs sont plus touchés que d'autres, la chute étant de 41 % pour les ingénieurs de production-fabrication-chantiers et seulement de 30 % pour les spécialistes d'activités tertiaires et les cadres de l'administration-gestion-organisation. Depuis deux ans, on peut distinguer quatre périodes. Jusqu'en décembre 1989, les offres d'emploi n'ont pas cessé de progresser. De janvier à septembre 1990, le marché se stabilise à un niveau élevé. D'octobre 1990 à janvier 1991, la chute est brutale. Depuis janvier, la pente devient plus faible, à tel point que l'on avait imaginé que le fond avait été atteint. La nouvelle aggravation d'octobre tend à prouver que ce n'est pas le cas, et que la dégradation se poursuit.

La qualité en convention

■ Cinq cents chefs d'entreprise se réuniront à Lyon lundi 9 décembre pour la première convention régionale de la qualité. Des personnalités de l'enseignement, de la recherche, et des élus de la région Rhône-Alpes participeront à cette réunion organisée par le Mouvement français pour la qualité, que préside Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc. « Aujourd'hui, c'est la qualité qui fait gagner les entreprises et fait la différence entre les nations », insistent les organisateurs. Au cours de l'année 1992, les autres régions devraient suivre l'exemple rhodanien.

Nouveau modèle productif

■ Les 23 et 24 janvier, le Groupe de recherche sur l'informatisation de la société (GRIS), qui appartient au département de sociologie de l'université de Rouen, organise un symposium international intitulé « Réalités et visions d'un nouveau modèle productif ». Le débat devrait porter sur les origines, la nature et l'ampleur des transformations en cours dans l'entreprise. Vient de Grande-Bretagne, d'Italie, de Belgique ou d'Allemagne, les chercheurs exposeront chacun leur thèse, qui sera discutée par les participants.

■ GRIS, rue Lavoisier, 76130 Mont-Saint-Aignan. Tél. : 35-14-61-05/03. Lieu du symposium : CFA, 11, rue du Tronquet, Mont-Saint-Aignan.

TRIBUNE

L'option professionnelle

par Jacques Jeanteur

A U moment où le chômage s'accroît à nouveau et où les entreprises recherchent encore du personnel qualifié, l'orientation positive vers l'enseignement technique et professionnel est plus que jamais indispensable.

Toutefois, malgré toutes les énergies déployées, il ne faut pas croire que les flux d'orientation vont s'inverser en faveur des formations professionnelles. Sans freiner le développement de l'apprentissage et la rénovation des lycées professionnels, il convient donc de rechercher tous les moyens qui permettent de donner une image positive des métiers et des professions, et qui attirent les meilleurs éléments vers la production de biens et de services. Or pour être positive une orientation doit être voulue et doit correspondre à une motivation.

L'exemple de la préparation militaire supérieure (PMS) est très instructif et peut servir de référence. Il s'agit, en fait, de susciter une préparation professionnelle chez des jeunes avides de responsabilités et d'initiatives. L'idée et les mécanismes sont simples.

Dès son entrée en seconde, le lycéen aurait la possibilité de choisir une option professionnelle qu'il garderait au cours de ses trois ans de lycée. Ces options peuvent être très variées : menuiserie, électronique, vente, soudure, élevage...

La formation se ferait obligatoirement en alternance. Les cours théoriques de cette option seraient dispensés dans un lycée professionnel ou un centre de formation d'apprentis, ayant une section de cette spécialité, et la pratique s'acquerrait dans une entreprise de cette branche.

Les cours pourraient être groupés en quatre heures tous les quinze jours, soit soixante-douze heures par an ou deux cent seize heures sur les trois ans ; actuellement, l'enseignement professionnel représente environ trois cents heures pour un CAP par l'apprentissage. Cet horaire serait possible dans les nouveaux aménagements prévus par le ministère de l'éducation nationale à partir de la

rentrée 1992 en seconde. Au niveau de l'entreprise, le lycéen serait confié à un tuteur qui aurait été formé préalablement à la pédagogie de l'alternance. Les périodes en entreprise seraient de deux semaines au cours des vacances de février ou de Pâques, et de quatre semaines en juillet. Compte tenu du passage du bac en terminale, cela représenterait au total quatorze semaines en entreprise ou cinq cent cinquante-six heures.

A l'issue de ces trois années de lycée, le jeune passerait un examen en vue d'obtenir un diplôme professionnel : CAP ou BEP. La partie théorique de l'examen serait acquise, par définition, compte tenu du niveau bac. Il resterait donc seulement à passer la partie pratique. En plus du diplôme en lui-même, qui vaut qualification, le jeune obtiendrait des points supplémentaires pour le bac, comme pour une option classique (latin, dessin, musique...). Un CAP pourrait donner dix points.

Cette démarche est en cours de réflexion en Champagne-Ardenne, en partenariat entre le conseil régional, le rectorat et les branches professionnelles. Elle permet de cumuler tous les côtés positifs : volontariat du jeune, donc motivation et fierté de la compétence professionnelle acquise ; implication de l'entreprise qui crée un véritable partenariat éducatif entre son tuteur et le jeune ; valorisation de l'enseignement professionnel grâce aux points supplémentaires acquis ; valorisation des enseignants de lycée professionnel ou de centre de formation d'apprentis qui dispensent des cours à des élèves de seconde, de première et de terminale.

Le coût de l'opération serait réduit puisqu'il se limiterait à la formation des tuteurs, au transport éventuel des jeunes vers les centres d'enseignement professionnel et au financement des heures supplémentaires des enseignants.

Au lieu d'être trop souvent un choix par défaut, l'option professionnelle deviendrait un choix par motivation des partenaires concernés. Cette démarche n'est pas concurrente de l'apprentissage ou de l'enseignement technique.

Elle permettrait en plus à tout jeune en lycée de repasser en LP pour préparer un bac professionnel s'il préfère une formation plus pratique.

Elle valoriserait enfin le diplôme de CAP qui, quelle que soit sa préparation, donnerait un bonus de dix points au bac. Elle devrait aussi favoriser grandement les orientations post-bac vers les BTS et les IUT.

POUR réussir, cette option professionnelle doit se développer régionalement, là où toutes les forces vives peuvent conjuguer efficacement leurs efforts en fonction de la réalité économique et pédagogique locale. Cela exige une déconcentration réelle de l'éducation nationale mais aussi une décentralisation régionale des partenaires sociaux.

Lorsque la formation des jeunes cessera d'être une négociation entre l'Etat central et les partenaires sociaux parisiens, les énergies créatives pourront se libérer. C'est dans un partenariat régional vrai que les solutions aux problèmes de qualification et d'emploi se trouvent.

C'est d'ailleurs à cet échelon régional que les compétences ont été transférées en matière d'apprentissage, de formation professionnelle et de lycées. Il suffit seulement de respecter les lois de décentralisation.

C'est sans doute la volonté qui manque. Le jour où les conseils régionaux seront réellement intégrés au débat, et non plus informés des décisions Etat-partenaires sociaux centraux, les jeunes pourront espérer découvrir leurs compétences potentielles et les développer dans l'entreprise.

Si l'option professionnelle réussissait en Champagne-Ardenne, elle pourrait se développer vite dans d'autres régions.

► Jacques Jeanteur est vice-président du conseil régional de Champagne-Ardenne, président du comité de coordination des programmes régionaux de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

L'Agefiph,

un outil nouveau pour l'Emploi.

N'hésitez pas à solliciter l'Agefiph. Ses conseils, ses techniques et ses moyens financiers vous permettront de concrétiser tout projet tendant

à l'insertion professionnelle ou au maintien dans l'emploi des personnes handicapées. Leur intégration repose sur notre partenariat.



Fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés, 14 rue Delambre, 75014 Paris, téléphone : 42 79 85 10

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.



LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

LE CRÉDIT
AGRICOLE D'ILE DE
FRANCE COMPTANT
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
REGIONALE
232 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.

Gestion et des Finances

Groupe d'EDITION et de PRESSE PROFESSIONNELLE

recherche

un DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

futur associé HF

Le candidat aura acquis ou minimum 8 années d'expérience dans le secteur Presse économique ou financière, en France ou dans la CEE. Une expérience antérieure d'environ 5 années dans une société de conseil en organisation (type l'une des big six anglo-saxonnes) sera un avantage supplémentaire très apprécié. Diplômé HEC, ESSEC, INSEAD ou équivalent, il doit ce qu'il organise, gère et développer veut dire. L'évolution du ou des centres de profits dont il a eu la charge porte pour lui. Outre son rôle de DGA du groupe, il sera le Directeur Général de nos activités en Angleterre, Belgique, Luxembourg et Suisse. De nombreux déplacements sont donc à prévoir. Bilingue anglais, la connaissance de l'allemand sera un plus. Réf. DGA

un DIRECTEUR du DEVELOPPEMENT

futur associé HF

Le candidat aura acquis ou minimum 10 années d'expérience dans le secteur Edition/Presse, et/ou dans la commercialisation de produits ou de services financiers dans le milieu bancaire ou financier. Diplômé d'une grande école de gestion (ou équivalent). Il aura une stature de niveau "Direction Générale" et jouera un rôle moteur dans la création de filiales de diversification. Une association au capital des filiales de diversification est possible. Réf. DD

un REDACTEUR en CHEF HF

Pour l'un de nos mensuels orienté Finances, nous recherchons un candidat diplômé Sciences Po ou équivalent, ayant ou moins 10 années d'expérience.

- soit en tant que journaliste ayant assumé des fonctions équivalentes dans la presse professionnelle (ou dans des publications internes à des établissements bancaires ou organisations professionnelles);
- soit en tant que financier (entreprise, banque ou société de conseil), doué pour la communication et l'écriture. Réf. RC

deux REDACTEURS en CHEF ADJOINTS HF

Nous recherchons également, pour deux autres publications du groupe, deux rédacteurs en chef adjoints, ayant ou moins cinq ans d'expérience dans des titres financiers. Réf. RCA

un CHEF de SERVICE (PRODUCTION) HF

Le candidat aura acquis, pas forcément dans la presse, une expérience d'au moins 5 années d'organisation et de production faisant appel à des connaissances poussées en micro-informatique et télécommunications. Il connaît (presque) tout des dernières évolutions de la PAO, de la gestion et du stockage des fichiers, des modems, et suit de près les développements de la compo-groverie. Réf. CSP

Pour tous ces postes, nous examinerons votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV détaillé, photo, rémunération actuelle, etc...) en toute confidentialité. Ecrire en précisant la référence sur l'enveloppe à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

SERVICE DES PRETS PROFESSIONNELS

CERGY

De formation supérieure économique ou financière (ITB souhaité), vous êtes un professionnel de la Banque.

Dans la Direction Générale de Cergy (50 agences), vous managez et motivez une équipe de 18 personnes constituée d'analystes crédit et de gestionnaires de back-office.

Grâce à une capacité de communication affirmée, conjuguée à un solide professionnalisme en matière d'approche du risque entreprise.

Autonomie, capacité décisionnelle, sûreté du jugement et qualités d'encadrement sont les points exigés et déterminants à une intégration réussie.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, et prétentions sous réf. SPF/03 au Service de Recrutement du Crédit Agricole d'Ile de France - 26, Quai de la Rapée - 75561 PARIS CEDEX 12.



RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET BUDGETAIRE

Première filiale de l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux. Wyeth France (650 personnes) vous propose de rejoindre sa Division Whitehall (produits O.T.C., CA : 60 millions de francs).

Rattaché au Directeur de la Division Whitehall, vous êtes l'interlocuteur privilégié pour l'ensemble des opérations administratives et budgétaires, auprès de la Direction financière de Wyeth France et en liaison avec la maison mère américaine (AHP). Responsable du budget, des prévisions et de l'analyse financière du développement d'activités nouvelles, vous intervenez à un haut niveau de négociation.

A 28/32 ans, diplômé d'une école supérieure de gestion, votre expérience réussie de 3 à 4 ans dans un environnement anglo-saxon vous sera indispensable pour mener efficacement vos nouvelles responsabilités. Ouvert et intéressé par les aspects marketing et vente, vous exprimez pleinement votre personnalité dans un environnement évolutif. Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais et vous maîtrisez parfaitement l'outil informatique. Poste basé à Paris 13e.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions et photo), sous référence RAB, à Marie-Claude Ballandras, Laboratoires Wyeth France, 117 rue du Château des Reniers, 75013 Paris.



Wyeth France

UN GRAND DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE MONDIALE

N°1 français, N°2 mondial

Prestataires de services à haute valeur ajoutée, nous recherchons, pour notre siège Parisien, notre nouveau :

PATRON DES COMPTABILITÉS

Interlocuteur privilégié de professionnels de très haut niveau, animateur d'une équipe importante (30 personnes), votre mission couvre l'ensemble des responsabilités comptables, fiscales, méthodologiques et organisationnelles liées à la fonction. Habitué à évoluer dans un environnement fortement informatisé, vous serez associé à l'optimisation de nos systèmes d'information.

Environs 35/40 ans, une excellente formation supérieure (niveau Expertise Comptable), vous possédez une expérience solide couvrant les domaines ci-dessus énumérés et de réelles qualités de management. Créatif mais pragmatique, autonome et dynamique, votre contribution à notre développement sera réelle et appréciée à sa juste valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et rémunération actuelle, sous la référence C 328, à Ernst & Young Conseil, 51 rue Louis Blanc - Cedex 75 - 92037 Paris La Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.



Deutsche Bank

Succursale de Paris



Responsable Comptabilité des Marchés Financiers

La première Banque Allemande vous recherche pour sa succursale de Paris. Directement rattaché au Directeur de la Comptabilité, vous prendrez en charge tous les aspects comptables des opérations sur instruments de taux y compris les nouveaux produits tels que Futures, Options, Swaps... Agé de 30 ans environ, doté d'une formation supérieure Gestion/Comptabilité, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans minimum dans une fonction similaire.

Vous avez de bonnes notions de fiscalité, maîtrisez l'outil informatique et possédez un très bon niveau d'anglais et/ou d'allemand. Votre réussite à ce poste vous ouvrira d'intéressantes perspectives d'évolution dans notre Banque. Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à David KELLNER PH CONSEIL - 17 rue Fondary 75015 PARIS ou de téléphoner au (16.1) 45.77.70.97 qui vous garantira une discrétion absolue.



BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8ème

recherche

ANALYSTE DE CREDIT CONFIRME SPECIALISE DANS LES OPERATIONS CREDIT BAIL

Cette offre s'adresse à un candidat de 30 ans minimum ayant une formation supérieure en gestion, économie et finance (grande école de commerce ou équivalent) et possédant une expérience de 3 à 5 ans dans un service d'analyse de crédit spécialisé dans les opérations de crédit bail.

Langues : Anglais/Allemand
Le candidat devra maîtriser l'une de ces deux langues et avoir de bonnes notions de l'autre.

Il sera chargé de l'élaboration de propositions de crédit en liaison avec les exploitants commerciaux. Il devra être très motivé par une responsabilité d'étude.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 913 à M. A. Dannenberg qui vous garantira la discrétion.

CEPIAD

135, avenue de Wagram - 75017 Paris.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

Gestion et des Finances

**CHARGÉ
D'AFFAIRES**
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

Au sein d'une petite équipe commerciale spécialisée, vous serez chargé de la prospection d'une clientèle d'entreprises de taille significative et de prescripteurs (banques, experts-comptables...); vous serez également amené à travailler en coordination avec le réseau des chargés d'affaires du Crédit National auxquels vous apporterez un soutien technique et commercial.

Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de commerce...), vous possédez une expérience d'environ trois ans au sein d'une société de crédit bail. Vous êtes habitué à étudier des dossiers et à les présenter à un comité des engagements. Votre sens du contact et de la négociation vous permettra de développer des relations de haut niveau avec les entreprises.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et vos prétentions au Crédit National, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint Dominique 75700 Paris.

**Crédit National**

UN IMPORTANT ORGANISME DE GESTION IMMOBILIERE

patrimoine de 100 000 logements
1800 personnes
créé sur PARIS la fonction de :

**DIRECTEUR DE
L'ORGANISATION**

Un large champ d'attributions, la préparation de décisions de gestion générale et l'importance accordée au fonctionnement des systèmes d'informations justifient votre rattachement à la Direction Générale. En étroite collaboration avec les responsables de l'entreprise -particulièrement la Direction de l'Informatique- et dans le cadre d'un plan directeur dont vous êtes un des principaux acteurs, vous êtes chargé d'analyser les procédures, de concevoir des solutions nouvelles, d'améliorer l'utilisation des outils existants, de définir les besoins en moyens humains et techniques, de contrôler la mise en place des solutions retenues (coût, délai, respect des besoins des utilisateurs).

Diplômé d'études supérieures, gestionnaire rigoureux et efficace, vous avez plusieurs années d'expérience en qualité de responsable de l'organisation dans une grande structure tertiaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et rémunération actuelle), sous la référence S1.125 à SGWA - 110, rue du Faubourg Poissonnière - 75010 PARIS.

SGWA

**RESPONSABLE DU
CREDIT MANAGEMENT**

Filiale française d'un grand groupe américain, leader dans le domaine du sport, nous créons pour accompagner notre très forte croissance (7 ans d'existence, 130 personnes, 1 MMF de CA...), le poste de Responsable du Crédit Management.

Rattaché au Directeur Financier, en étroite relation avec toutes les autres directions opérationnelles, votre principal objectif sera d'anticiper, mesurer et gérer notre risque client. Vous prendrez en charge la direction de l'activité et de son équipe (20 personnes), la développerez et améliorerez ses performances.

A 30/35 ans, de formation supérieure (BAC + 4 ou équivalent) vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans dans le Crédit Control. Vos solides connaissances comptables et juridiques, un bon niveau d'anglais et si possible la connaissance du milieu de la Distribution seront autant d'atouts que vos qualités personnelles : rigueur et curiosité d'esprit, fermeté et diplomatie... bref les qualités d'un manager impliqué et créatif pour ce poste basé à Buc (78).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, en précisant sur lettre + env. la référence E 329 M à Ernst & Young Conseil 51, rue Louis Blanc - cedex 75 - 92037 Paris La Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

It's time to play

Reebok

CONTROLEUR FINANCIER

300 KF+

GSM, est la branche granulats du Groupe Ciments Français, et recherche pour la région Nord-Ile de France un contrôleur financier. Rattaché au Directeur Régional, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité, de la trésorerie et du contrôle de gestion de cette entité qui réalise un chiffre d'affaires de 600 MF.

Avec le Responsable Comptable et une équipe de 15 personnes, vous animerez plus particulièrement le contrôle de gestion auprès des Directeurs opérationnels. Vous élaborerez les tableaux de bord et les budgets et effectuerez les études nécessaires liées ou non au reporting.

Vous participerez à la mise en œuvre des plans opérationnels.

Vous serez le garant des procédures et une source de proposition et d'action dans l'optimisation des systèmes d'informations.

A 30 ans environ, de formation supérieure (SUP de Co, Maîtrise de Gestion), vous possédez une expérience similaire dans une entreprise industrielle et souhaitez vous investir dans une entreprise leader qui vous offrira des perspectives d'évolution.

Poste basé à Poissy.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf M737/G2 à notre conseil Coopers & Lybrand Consultants 8, Avenue Delcassé 75008 Paris.



Le Groupe Ciments Français, diversifié dans les matériaux de construction : ciment, granulats, béton prêt à l'emploi, bétons industriels réalise un CA de 16 Mds F.

Présents dans 15 pays, 18.000 collaborateurs dont plus de la moitié à l'international, partagent le même objectif : progresser parmi les tout premiers producteurs mondiaux.

Aujourd'hui, CEMENTS FRANÇAIS affirme sa volonté d'être un groupe industriel de dimension internationale.

**menuiseries
LAPEYRE**

Filiale du Groupe POLIET, la société LAPEYRE (3000 personnes - 3,7 milliards de CA), occupe la première place dans le domaine de la Menuiserie Industrielle et recherche, pour ses filiales industrielles situées en province, plusieurs

**Responsables administratifs
et financiers**

Rattaché au Directeur du site, vous êtes responsable de la Comptabilité Générale et Analytique, du Contrôle de Gestion Industrielle (budget, prix de revient...), de l'Administration du Personnel (paie, dossiers sociaux).

Environ 30 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce...), vous souhaitez valoriser une expérience de 5 ans en milieu industriel et élargir vos responsabilités dans un contexte formateur où votre potentiel trouvera à s'exprimer par des réalisations concrètes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LM 146 H/3 à notre Conseil ARCO - Marie-José FRANÇOIS - 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

ARCO

**PREPARER
L'AVENIR...**

et gérer l'expansion en France et en Europe d'un leader de la distribution spécialisée

**CONTROLEUR DE GESTION DE NOTRE
CENTRALE D'ACHATS**

Rattaché au Directeur de la Centrale, votre force est de savoir jouer les révélateurs, aider les réflexions et les analyses, induire les innovations.

Vous assurez un quotidien fiable (budgets et suivi des réalisations, analyse des ratios de gestion commerciale, interface informatique et utilisateurs...), tout en préparant demain (optimisation des procédures, adaptation des organisations, développement d'outils nouveaux, valorisation de la gestion produits dans l'entreprise...).

A 28/35 ans, de formation supérieure en gestion, vous justifiez de 2 à 5 ans minimum d'expérience de gestion opérationnelle d'activité commerciale.

Vos qualités humaines, votre aisance et votre leadership doivent vous permettre de vous imposer naturellement auprès d'une équipe autonome, professionnelle et à forte personnalité.

Pour ce poste basé en métropole lilloise, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence BRAQ/LM à Christian BANG-ROUHET - OC CONSEIL 15, rue du Louvre - 75001 PARIS.

PARIS
LONDRES
BARCELONE
BOSSUONE**SpaceLabs**

Nous sommes au tout 1^{er} plan dans le domaine de l'équipement médical (CA groupe 400 M de S) et reconnus pour la grande qualité de nos produits. Notre filiale française (20 personnes) basée à Créteil étudie sa structure financière.

Responsible
Comptabilité
Finance

En liaison avec le contrôleur international groupe, vous superviserez l'ensemble de la comptabilité générale. Vous prendrez en charge l'élaboration des états financiers et les opérations fiscales. Vous serez responsable du reporting mensuel et des relations avec la maison-mère. Bien sûr vous pratiquerez couramment l'anglais. Autonome, vous aimez communiquer et faire preuve d'initiative. De formation ESC, maîtrise de gestion, vous souhaitez valoriser une expérience d'environ 3 ans acquise impérativement en milieu anglo-saxon (Audit ou entreprise). Cette mission de haut niveau ouvre de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/99.01 à notre Conseil, Sandrine Fréney, KPMG COFROR 20 place de l'Iris 92400 Courbevoie.

KPMG Cofror

Gestion et des Finances

Engagée dans un grand projet d'investissement (25 MF), cette société industrielle (150 MF/200 pers), filiale du groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez transfère son siège social en Bourgogne et recherche son nouveau

Contrôleur de Gestion Industriel

Bourgogne

280 KF +

Rattaché au Directeur Général, il aura pour principales responsabilités :

- le contrôle de gestion « usine » : suivi, vérification et analyse des coûts de production, des prix de cession et des marges,
- l'établissement des résultats et leur présentation commentée à la direction et la maison mère,
- l'élaboration des budgets pour chaque poste de production.

En liaison avec la gestion de production et la comptabilité, il devra mettre en place un système d'information fiable et

opérationnel et devra conduire son action de façon autonome et pratique.

Diplômés ESC ou équivalent, les candidats (H/F) justifieront d'au moins 4 années d'expérience de la fonction en milieu industriel ou dans l'audit d'entreprises de production. Les perspectives d'évolution sont à la mesure des dimensions du groupe.

Contactez Paul Mercier au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. PM7647MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Notre client est une Société Commerciale intégrée dans un groupe européen leader dans le secteur alimentaire (3,5 Mds de FF de CA) et caractérisé dans les dernières années par une forte dynamique de développement de produits et marchés. Pour consolider et développer ultérieurement nos capacités compétitives, nous recherchons un

Contrôleur de Gestion

Paris

300 KF +

L'offre s'adresse à un candidat d'une trentaine d'années justifiant d'une expérience crédible dans une société reconnue du secteur biens de consommation. Il aura en charge la mise en place et le développement du contrôle de gestion (planification, budgets, reporting...), la supervision de l'administration des ventes (contrôle des conditions clients, des actions spécifiques...) ainsi que du crédit management.

Compte tenu du contexte de forte croissance et de l'expansion

internationale, le candidat devra démontrer dynamisme, potentiel, rigueur et capacité à évoluer dans un environnement orienté business.

Le candidat sera directement rattaché au Directeur Général.

Contactez Alain Noret au (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. AN7607MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier



KREDIETBANK France

KREDIETBANK France est la première banque d'investissement en France (10.000 p.). 1.500 millions d'euros de capital. Pour sélectionner le Directeur de la Direction Générale à Paris, KREDIETBANK France recherche un

JEUNE BANQUIER EUROPEEN

Votre formation supérieure (DESS, Sciences-Po, Ecole de Commerce) et une première expérience de deux années de relations grandes entreprises vous ont permis d'acquérir de solides compétences techniques.

Vous avez le goût et la pratique des relations commerciales avec des professionnels de haut niveau.

Vous souhaitez évoluer dans un environnement performant de qualité.

Evolutivité, autonomie et curiosité intellectuelle sont des qualités que l'on vous reconnaît.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous réf. JBE/1401, à notre conseil : QUIEL - 160, Rue de Paris - 92100 Boulogne.

KREDIETBANK France

Le candidat idéal à Johnson, CILAG

recherche par une croissance en constante évolution + 20 % de CA en 1990 soit 480 MF et par un développement harmonieux de ses équipes et de ses spécialités thérapeutiques. Pour contribuer à la mise en œuvre de notre stratégie à horizon 95, notre Direction Financière recherche



Johnson & Johnson

CONTROLEUR DE GESTION Junior

Au sein de l'équipe en place, vous êtes intégré à l'ensemble des missions du contrôle de gestion :

- Vous assurez l'élaboration, le suivi, la révision des budgets de plusieurs départements.
- Vous participez au reporting vers le groupe et intervenez également sur différentes études d'évaluation des procédures et des systèmes comptables et de gestion.

Sup de Co ou Maîtrise de gestion, vous avez une pratique du reporting et des outils de la fonction (tableur et anglais).

Porteur de propositions, vous avez une vision dynamique et rigoureuse du contrôle de gestion qui vous permettra de vous intégrer rapidement dans la structure.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature et vos prétentions sous référence CG 1014 à Fabienne CARLETTI, CILAG, 118/120, rue Marquis Aulard, BP152, 92304 LEVALLOIS PERRET Cedex.

L'ENGAGEMENT CILAG

Aujourd'hui, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 250.000 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 3 milliards de F.

Son rôle est multiple : consultatif, appui aux entreprises, enseignement, gestion d'équipements publics.

Mais la C.C.I.P., c'est aussi de prestigieuses filiales - Palais des Congrès, Port de plaisance de l'Arsenal et, à travers ses réalisations, la maîtrise des technologies de pointe.

Elle recherche pour sa Direction Financière un

JEUNE CADRE

Pour renforcer son équipe
Trésorerie-Financement.

Environ 24-28 ans, vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (E.S.C., Dauphine, I.E.P. ou équivalent) et avez acquis de préférence une première expérience.

Vous êtes rigoureux(se) et avez des capacités d'innovation.

Vous avez du goût pour la micro-informatique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous référence 91405F à C.C.I.P. - D.R.H. 8, rue Châteaubriand 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

ANALYSTE DE CREDIT SENIOR

MOODY'S, l'agence de notation financière internationale, recherche un analyste de crédit bilingue (français-anglais), pour conduire l'évaluation d'émetteurs supranationaux, d'entreprises publiques et de collectivités locales européennes.

Le candidat idéal aura une expérience d'analyse financière de plusieurs années, acquise dans une entreprise industrielle ou un établissement de crédit. Une formation économique, ou des travaux de recherche dans le domaine économique, seraient un plus.

Nous offrons une rémunération motivante en fonction de l'expérience ainsi que d'excellentes perspectives d'évolution au sein du groupe. Le poste inclura dans un premier temps une affectation à New-York.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV à **MOODY'S FRANCE SA**, 22, rue des Capucines - 75002 PARIS.



BIMP
BANQUE INDUSTRIELLE
ET MOBILIERE PRIVEE

Responsable Prêts et Garanties

De formation supérieure Juridique ou diplômé de l'ITB, vous avez impérativement acquis une expérience de 3 à 4 ans dans le secteur bancaire.

En véritable partenaire du Responsable de notre Service de Gestion des Engagements, comprenant à la fois l'activité de Portefeuille et celle des Prêts et Garanties, vous prenez en charge le contrôle de cette dernière. Vous participez activement au suivi des affaires traitées par votre équipe (analyse des opérations de crédit, montage et suivi des dossiers...).

Votre sens de la diplomatie et de l'effort, vos bonnes facultés de conseil et de dialogue seront vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste et pour accroître à court terme vos responsabilités au sein de notre banque.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence DLJB à la Direction du Personnel et des Relations Humaines de la BIMP - 22, rue Pasquier - 75008 PARIS.

finalion
L'AUTRE FAÇON
D'ACCOMPAGNER
LES PROFESSIONNELS
ET LES PARTICULIERS

Finalion, société financière,
spécialisée dans le crédit
à la consommation, filiale
du Crédit Lyonnais, recherche :

Auditeur opérationnel

Au sein de la Direction Financière, rattaché au Responsable Etudes Comptables, Fiscales et Financières, vous aurez pour mission, dans une première phase, l'audit des implications comptables, financières et fiscales de l'ensemble des procédures de gestion et la proposition des améliorations qui s'imposent à court terme.

Vous participerez activement, dans une seconde phase, à la conception et à la mise en place du nouveau Système d'Information Comptable et de Gestion du Groupe. Après une expérience réussie d'audit d'au moins 2 ans, vous souhaitez vous investir en entreprise et aller jusqu'à la mise en place effective de vos propositions.

Une bonne connaissance du secteur financier serait un plus. Perspectives d'évolution à terme.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence AP/M à Groupe Finalion - A. DUQUESNE - Directeur des Ressources Humaines - "Le Baudron" - 94741 ARCUEIL CEDEX.

Ressources Humaines

Conseil en Ressources Humaines

CONSULTANT
SENIOR

Leader français et européen du Conseil en recherche de Cadres et Dirigeants, le Groupe EGOR est le partenaire privilégié de l'entreprise dans le domaine de l'investissement humain. Il recherche aujourd'hui pour son agence de NANCY, un consultant.

Après une formation aux moyens et techniques spécifiques du Groupe, vous gèrerez et développerez avec autonomie, une clientèle d'entreprises régionales en matière de recherche de cadres et de conseil en ressources humaines.

De formation supérieure, vous exercez déjà le métier du recrutement en cabinet conseil ou vous souhaitez valoriser une solide expérience dans la vente de services en entreprises.

La dimension internationale de notre Groupe, ses méthodes et moyens performants (services de recherche, informatique) et les conditions offertes sont autant d'atouts pour un professionnel ayant la volonté de s'investir et de construire avec nous. La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 72/2700 CB à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR

PARIS AX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

CONSEIL EN
RESSOURCES
HUMAINES

Une fonction pluridisciplinaire

Lyon - Recrutement de cadres et dirigeants, gestion des carrières et des rémunérations, audits sociaux, évaluation de potentiels, formation au management, tels sont les principaux aspects des missions de conseil en Ressources Humaines de PA Consulting Group, société internationale de conseil en management et en technologie (1830 consultants, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires, 80 bureaux dans 20 pays). Si votre expérience se situe dans l'un ou plusieurs des domaines cités, et si vous souhaitez élargir votre champ de compétences en tant que consultant confirmé, vous serez intégré au sein d'équipes pluridisciplinaires, contribuerez activement à promouvoir nos activités auprès de nos clients (industries, services, secteur public...) et prendrez en charge les aspects opérationnels relevant de votre propre expertise. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience opérationnelle d'au moins cinq années en entreprise ou dans un cabinet conseil. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. Ecrire à Didier BONNEFOY, en précisant votre projet professionnel et la référence A/063M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

VIA TRANSPORT, UNE DIVISION DU GROUPE VIA GTI

Filiale de **VIA**, premier groupe privé européen de transport public de voyageurs, la Compagnie des Transports de Tours et de l'Agglomération Tourangelle (456 personnes), recherche son

RESPONSABLE DES
RESSOURCES HUMAINES

HF TOURS

En relation directe avec la Direction Générale, vous serez chargé(e) : - d'assurer la gestion du personnel grâce à l'utilisation d'outils de gestion (tableaux de bord, statistiques, simulations...) - de suivre l'évolution de la législation et de jouer un rôle de conseil juridique interne - d'élaborer et de mettre en œuvre le plan de formation - de suivre les relations avec les partenaires sociaux et d'animer la communication interne.


De formation supérieure (Droit, Gestion du Personnel, Ressources Humaines...), vous souhaitez valoriser une première expérience de la fonction personnel acquise, si possible, dans une société de services.

Vos qualités de communication, votre envergure et votre mobilité seront vos principaux atouts pour réussir dans ce poste à fort potentiel d'évolution "groupe".

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MO/1123 à notre conseil A. DANIEL P.G. CONSULTANTS - 21, rue Emile Zola 37000 TOURS.

VIA G.T.I.

NOTRE POUVOIR DE FAIRE EST VOTRE LIBERTÉ.



JET FRET

Jeune Responsable Administratif et du Personnel

JET FRET, 1ère compagnie aérienne française privée de transport de fret à la demande, exploite ses droits de trafic pour le monde entier. Indépendante du groupe Minerve depuis peu, située sur un marché porteur, elle crée à Paris, auprès de la Direction Générale, le poste de Responsable Administratif et du Personnel. CA 92 prévu 80 millions, effectif 35 personnes (y compris les navigants), réparties sur 3 sites. Mettre en place les fonctions personnel et RH, prendre en charge les problèmes juridiques, assurances, contentieux, moyens généraux, relations avec les Administrations, font partie des attributions du poste. Celui-ci convient à un(e) jeune Sup de Co, IEP ou équivalent, ayant de solides connaissances économiques et juridiques, bilingue anglais et disposant si possible d'un début d'expérience dans un poste équivalent. Evolution possible, l'entreprise étant en expansion.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Marie José FOURNIAT sous réf. 23871/M CEGOS - Division Recrutement - Tour Vendôme 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

CEGOS
CONSEIL
FORMATION
RECRUTEMENT

36 15 LM

Grâce à 3615 LM,
5 000 cadres ont envoyé
leur candidature par Minitel.
Grâce au Minitel, 200 entreprises
ont reçu vos candidatures.

Le Monde
des
Juristes

Une société de premier plan
(600 personnes - CA de 900 MF),
exploitant une chaîne de plusieurs centaines
de magasins réputés,
recherche son

RESPONSABLE DU
SERVICE JURIDIQUE

Vous dirigerez une équipe de 3 personnes.
Rattaché au DAF, vous serez responsable de
tout ce qui peut concerner :

- droit des affaires
- droit des sociétés
- droit social
- immobilier
- contentieux.

Agé de plus de 35 ans, vous êtes titulaire
d'une maîtrise de droit et pouvez justifier
d'une expérience de 8 à 10 ans.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue
sud-est (métro)

Salaire : 300 KF

Merci d'adresser à notre conseil
lettre manuscrite + photo + CV
sous référence 1119153

G2C GÉRARD CORRÉGÉ CONSULTANTS
111, rue de Reuilly, 75012 PARIS

RESPONSABLE
SERVICE CONTENTIEUX

Vous serez rattaché à notre Directeur
Juridique et du Contentieux.

Titulaire d'une licence ou maîtrise en Droit,
vous avez impérativement acquis au sein
du Service Contentieux d'un établissement
financier une expérience professionnelle de
4 ou 5 ans qui vous a permis d'affirmer vos
capacités d'encadrement.

REDACTEUR
CONTENTIEUX HF

Titulaire d'une licence ou maîtrise en Droit,
vous possédez impérativement une expérience
professionnelle de 2/3 ans dans
un établissement financier ou chez un
auxiliaire de justice.

Vous pratiquez la micro-informatique et
le traitement de texte.

Vous assurerez la gestion d'un portefeuille
de dossiers contentieux d'entreprises et
de particuliers au sein d'une équipe de
trois personnes que vous encadrerez.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions
à LOCAMIC - 3, avenue Hoche B.P. 220.08
75361 PARIS cedex 08.

LOCAMIC

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES

Le Monde INITIATIVES

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

36 15 LM

Le Monde des Juristes

Grand Groupe industriel et d'ingénierie présent dans
80 pays recherche un

Juriste International

Paris Ouest

Au sein d'une équipe de Juristes Internationaux et rattaché au Chef du Service, vous travaillerez de façon autonome en liaison directe avec les opérationnels et les Directions fonctionnelles sur tous les dossiers étrangers du Groupe : contrats internationaux, clés en mains, joint-ventures et autres associations, transferts de technologies, droit communautaire... Vous interviendrez en amont, lors des appels d'offres et négociations, et assurerez également le suivi des contentieux et arbitrages internationaux.

Agé de 27/30 ans, de formation juridique supérieure (DESS ou équivalent), parlant et écrivant anglais et éventuellement allemand, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience des contrats internationaux au sein d'un Cabinet International ou d'un grand Groupe Industriel.

Contactez Antoine Goldschmidt, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. AG7521MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe Bancaire de premier plan
recherche un

Fiscaliste Expérimenté

Paris

Au sein d'une entité juridique spécialisée et rattaché au responsable de celle-ci, vous participerez à la définition et à la mise en place de la politique fiscale du Groupe et de ses Etablissements régionaux. Tout en supervisant de jeunes collaborateurs, vous assistez les opérationnels, de la gestion fiscale des déclarations aux questions ponctuelles, prenant en charge les contrôles fiscaux et les dossiers de restructurations du Groupe (fusions, diversifications, études...).

Agé de 37/45 ans, vous justifiez d'au moins 10 ans d'expérience fiscale acquise au sein de l'Administration Fiscale (I.P., D.V.N.I...), d'une banque ou

d'un grand groupe comportant une pratique des vérifications, des contentieux et du conseil en matière fiscale. Rigoureux et autonome techniquement, vous êtes diplomate, avez un sens très développé des contacts, appréciez le travail en équipe et souhaitez évoluer au sein d'un groupe de grande envergure et êtes prêt à vous déplacer en province pour 30 % de votre temps.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. AG7468MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

**FRANCE
TELECOM**
UN AVENIR D'AVANCE

Leader incontesté sur le marché français, France Telecom est l'un des 5 premiers groupes mondiaux de télécommunications. La Direction des réseaux extérieurs (DTRE), dont l'activité est tournée vers l'international, recherche

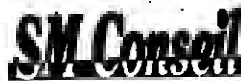
RESPONSABLE JURIDIQUE

A 30 ans environ, diplômé d'un 3e cycle en droit privé, vous êtes un généraliste ouvert sur l'international, maîtrisant l'anglais et justifiant d'une expérience réussie de 5 ans en entreprise.

Vous assurez un rôle de conseil et d'assistance auprès des différents services de la DTRE, notamment pour l'élaboration des contrats conclus avec les particuliers et les organismes étrangers ainsi que pour le traitement des contentieux. Vous assurez également les relations avec la Direction juridique du Groupe et les professions du monde judiciaire. Le poste est basé à Paris.

La dimension de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière à un candidat de valeur.

Merci d'adresser, sous réf. RJ, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à



38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

Le Monde des Cadres

APPEL A CANDIDATURE POUR L'ORGANISATION D'UNE FORMATION DE DÉVELOPPEURS COMMUNAUTAIRES

Le Conseil Régional Poitou-Charentes souhaite organiser une formation de développeurs communautaires. Cette action s'inscrit dans le cadre des travaux de la Conférence du Sud-Europe Atlantique.

Par développeurs communautaires, on entend des techniciens régionaux aptes à définir et monter des programmes de développement territorial à dimension communautaire, qu'ils s'inscrivent dans les cadres communautaires d'appui ou dans les programmes d'initiative communautaire, ou qu'ils possèdent une dimension transnationale manifeste. Le nombre de techniciens concernés est d'environ 30 par session.

La formation sera répétée au deuxième semestre 1992, en 1993 et en 1994, après une évaluation ; cependant le présent appel d'offres ne concerne que la mise en place de la formation expérimentale qui se déroulera au premier semestre 1992, et son évaluation.

La formation se déroulera sur trois semaines.

Cette formation doit être conçue comme une action de formation professionnelle tendant à qualifier des techniciens dans la définition et la mise en œuvre de programmes communautaires ou transnationaux. Une traduction simultanée en trois langues doit être prévue sur l'ensemble de la durée de la formation.

Les candidats à l'organisation de cette formation doivent justifier d'une bonne expérience des affaires européennes, d'un réseau susceptible de travailler en trois langues : français, portugais et espagnol, de références dans le domaine du développement territorial, et dans celui de la formation.

Les candidats à l'organisation de cette formation devront présenter un dossier technique et financier de proposition détaillée comportant notamment :

- une description des contenus des modules proposés,
- une définition de la pédagogie et des méthodes utilisées, ainsi que des supports pédagogiques,
- la liste des principaux intervenants envisagés,
- une description des moyens techniques et des ressources humaines de l'organisme candidat,
- un budget détaillé,
- toutes autres informations jugées utiles pour le commanditaire.

Les candidatures seront reçues au Conseil Régional Poitou-Charentes avant le vendredi 13 décembre à minuit, cachet de la poste faisant foi, sous pli fermé à :

M. le Président du Conseil Régional Poitou-Charentes
Service Ingénierie de la Formation
BP 575
86021 POITIERS CEDEX

Manager notre logistique européenne

Multinationale spécialisée
dans la chimie fine,
nous recherchons pour
notre centre de distribution
européen implanté
en Alsace, un

EN ALSACE

RESPONSABLE LOGISTIQUE

Vos objectifs :

- maîtriser parfaitement nos coûts de distribution,
- fournir à notre clientèle un service de qualité,
- optimiser la gestion des flux et les stockages de nos produits en étroite relation avec nos organisations marketing et nos centres de production européens.

Véritable manager, vous animez et motivez une équipe d'environ cinquante personnes pour la réalisation d'une politique de gestion performante.

A 35/45 ans, de formation supérieure, votre parcours professionnel, si possible au sein d'une structure internationale, vous a permis d'appréhender tous les rouages de la logistique : stockage, transport et suivi des commandes clients.

Ce poste requiert une bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais. Vous êtes un passionné de la logistique, nous souhaitons vous rencontrer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) sous la référence 565 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Conseil en Marketing Selon l'approche de Price Waterhouse !



PRICE WATERHOUSE : UNE GRANDE FIGURE MONDIALE DU CONSEIL. 2500 CONSULTANTS PLURIDISCIPLINAIRES EN EUROPE, 200 CONSULTANTS EN MARKETING, UNE CLIENTELE DE QUALITE DANS TOUS LES DOMAINES DE L'ECONOMIE.

Dans le conseil en marketing, le quotidien n'existe pas. Chaque mission exige une approche différente, porte sur des domaines variés : optimisation de la performance commerciale, stratégies, étude de positionnement, étude de la concurrence...

La nature des missions que nous vous proposons va vous permettre d'apporter votre savoir-faire dans des contextes variés où chaque client - et chacun de ses problèmes - ont leurs propres spécificités. Vous avez pratiqué le marketing depuis 5 à 10 ans au sein de grandes entreprises (food, cosmétiques, lessiviers...) et/ou chez un Conseil. Vous maîtrisez parfaitement certaines techniques telles que les études quantitatives, qualitatives, les audits de marketing, les études de distribution, etc...

Chez PRICE WATERHOUSE, vous allez vous investir dans un environnement stimulant au sein d'équipes Européennes pluridisciplinaires qui servent les plus grandes entreprises françaises et multinationales. Cette approche répond à un objectif ambitieux : assurer à nos clients le leadership sur leurs marchés.

Vous êtes diplômé(e) de l'une de nos meilleures Ecoles de Commerce ou d'une Université Nord Américaine **HEC, ESSEC, SUP DE CO PARIS, MBA option marketing.**

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M951/12 à Carole LEPRETTE - PRICE WATERHOUSE MANAGEMENT CONSULTANTS - 11 Rue de Laborde - 75008 PARIS.

Price Waterhouse Management Consultants



RESPONSABLE D'UN DÉPARTEMENT CLIENTELE

Institution Financière Spécialisée, notre Société s'est affirmée comme le partenaire efficace du développement du cadre de vie et de la cité. Experts dans le conseil, le montage et le financement de tous les projets de développement immobilier, tournés vers l'international, entreprendre est pour nous un investissement de chaque jour. Notre activité croissante (avec des produits issus pour plus de la moitié du secteur libre) nous amène à recruter le

Au sein d'une de nos grandes Directions opérationnelles, vous aurez la responsabilité d'une petite équipe de Chargés d'Affaires, composée de professionnels que vous animerez et formerez. Vous prendrez en charge avec le réseau commercial, la gestion et le développement de la clientèle. Votre fort potentiel vous permettra de devenir un véritable "conseil" auprès des décideurs d'entreprise, d'analyser leurs besoins et trouver des solutions adaptées.

Vous maîtrisez l'étude de risque et de rentabilité des projets immobiliers. Vous connaissez les produits actuels qui allient complexité financière et développements vers l'exploitation tant en immobilier d'entreprise que résidentiel. La complexité des affaires traitées nécessite une expérience confirmée de ce métier (minimum 6 ans), acquise dans la promotion et/ou la banque, une personnalité affirmée alliant capacité à manager, esprit créatif et sens aigu de la négociation. De formation supérieure BAC + 5 à dominante gestion-économie, vous souhaitez valoriser votre sens des affaires au sein d'une structure souple qui saura vous accompagner dans votre réussite.

Si cette opportunité vous attire, adressez votre candidature sous référence 32932 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

UN IMPORTANT CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'ETUDES (PARIS)
recherche son

Directeur

VOUS AVEZ :

- de 35 à 40 ans,
- un diplôme d'ingénieur (diplôme de gestion également apprécié),
- une bonne connaissance de l'anglais (écrit et parlé),
- une large expérience des milieux industriels.

VOUS ETES :

- un esprit curieux, ouvert aux nouveautés techniques, sensibilisé aux problèmes de l'information,
- un bon gestionnaire, rigoureux, capable aussi d'animer et de dynamiser une équipe,
- un homme de contact, à la fois ferme et souple, apte à mener une politique active de communication externe.

VOUS AUREZ :

- à veiller à la valorisation du fond documentaire du Centre, grâce à un développement approprié des études et publications,
- à assurer une meilleure productivité du Centre, au moyen d'une gestion rationnelle et efficace,
- à développer la qualité des relations avec les interlocuteurs du Centre et à rechercher de nouveaux utilisateurs pour ses produits.

Poste vivant et varié dans une structure à l'échelle humaine.

Veillez adresser votre C.V. sous lettre manuscrite, avec photo et prétentions, à notre Conseil Michel MORACCHINI (réf. 9133) - 22 bis, rue des Belles-Feuilles 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue.

ASSISTANCE  HÔPITAUX
PUBLIQUE DE PARIS

recherche
pour ses établissements hospitaliers
situés à Paris et en région parisienne des

CONSEILLERS EN RECRUTEMENT mi-temps et plein temps

Intégré au sein de la direction du personnel d'un établissement, vous prendrez en charge des missions de recrutement, de reconversion et de conseil en gestion des ressources humaines.

Titulaire d'un DESS de psychologie du travail, vous possédez si possible une expérience significative dans le domaine du recrutement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la MISSION CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 47-83, boulevard de l'Hôpital 75651 PARIS CEDEX 13

Notre entreprise
(500 personnes, 2 milliards de francs de C.A.),
située en Haute-Normandie,
est la principale filiale d'un groupe
international,
leader mondial dans son domaine d'activités.

Nous recherchons un

ACHETEUR MATIÈRES PREMIÈRES

Rattaché au chef de service et dans le cadre d'un budget global annuel de 1 milliard de francs, vous serez responsable de l'achat de produits chimiques.

ESC ou ingénieur chimiste, vous aimez négocier, communiquer, innover dans un contexte international (anglais impératif).

Une réussite dans ce poste vous ouvrira des opportunités d'évolution.

Envoyer lettre manuscrite, CV,
photos et prétentions au
Monde Publicité, sous n° 8438

15-17, rue du Col-Pierre-Aria - 75902 Paris Cedex 15

Crédit et Financement Directeur

Filiale française d'un très puissant groupe financier britannique, nous avons commencé d'installer le concept de SALES AID LEASING, notamment pour la commercialisation et le financement des ventes de produits bureautique. Il y a deux ans à peine. Nos premiers succès, nos projets nous amènent dès maintenant à rechercher le manager à qui nous voulons confier la direction et l'avenir de cette filiale.

Vous êtes en relation étroite avec votre homologue, au Royaume Uni, vous dirigez une équipe que vous porterez rapidement de 20 à 50 personnes et vous gouvernez avec le maximum de sécurité notre développement.

L'originalité et la fiabilité du système portent sur une très rigoureuse organisation administrative et la technicité d'un outil informatique incomparable.

Ce que nous recherchons chez vous, c'est donc une expérience vécue de marketing et de mise en place de produits financiers sophistiqués adaptés eux-mêmes à un marché de biens d'équipement. Cette expérience vous a appris l'extrême rigueur en matière de gestion et vous a prouvé vos capacités à vous adapter devant les événements, tant dans la réponse technique à la demande que dans l'animation d'une équipe très sollicitée.

SEFOP connaît bien le partenaire et son projet, adressez lui votre dossier sous réf. LPL 1291 M et parlons en, Merci.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

Le Monde des Cadres

SOCIÉTÉ DE SERVICE EN INFORMATIQUE ET COMMUNICATION recherche

CONSULTANT COMMUNICATION EN INFORMATIQUE

Mission

Assister les responsables
de grands projets
(informatiques) dans
la conduite de leur
communication.
Définir, réaliser, évaluer
les actions à mettre
en œuvre...

Profil

- Soit Ingénieur
(informaticien)
+ spécialisation
communication.
- Soit formation littéraire
ou commerciale
+ spécialisation technique
(informatique)

27-35 ans, expérience professionnelle ≥ 3 ans

Gout et savoir-faire pour la rédaction et
l'adaptation de supports spécialisés

CV + lettre manuscrite + prétentions à V. Athénosy
GREGCOM - 4, rue Stephenson 78182 St. Quentin en Y. cedex

GREGCOM

QUOTIDIEN RÉGIONAL

RECHERCHE
UN

DIRECTEUR des Informations Régionales

*Directement rattaché à la rédaction en chef,
il aura pour mission d'animer et
de coordonner le travail
des rédactions départementales.*

*Ce poste s'adresse à un professionnel expérimenté,
possédant une forte connaissance
de l'information locale et de la direction
des rédactions départementales.*

Merci d'envoyer CV,
lettre manuscrite, photo et prétentions
sous référence 7138 LM - Le Monde Publicité -
15/17 rue du Colonel Pierre Avia
75902 Paris cedex 15
qui transmettra.

Les laboratoires

Zyma

(Suisse)

recherchent

Spécialiste

Enregistrement

H/F

Nous sommes un groupe pharmaceutique multinational
actif, notamment dans le domaine de la self medication et
ambitieux (CA de l'ordre de 600 millions de francs
Suisses, effectif proche de 1 800 personnes). Notre forte
expansion et nos importants projets nous amènent à
créer à notre siège social près de Genève un nouveau
poste de :

Drug regulatory affairs manager

Responsable d'un groupe de produits au niveau
international, vous prendrez en charge la constitution et
la gestion des dossiers d'enregistrement et apporterez
votre assistance aux sociétés locales. Vous serez
rattaché au Responsable de l'unité Drug Regulatory
Affairs et serez amené à constituer et animer un groupe
de collaborateurs au sein de cette unité.

Votre formation scientifique et votre solide expérience de
l'enregistrement dans un environnement international font
de vous un spécialiste confirmé et reconnu.

Vous êtes par ailleurs très à l'aise dans les relations
humaines, motivé, convaincant et créatif. Votre
tempérament de manager vous fait rechercher un milieu
dynamique où vous développerez vos compétences et
vos responsabilités. Anglais indispensable.

Si cette réelle opportunité vous attire, n'hésitez pas à
adresser votre candidature à notre Conseil Madame
Christiane Monteil qui vous garantit une totale
confidentialité - 17 rue Gafille - 75116 PARIS.

Cabinet Monteil
conseil en recrutement

Fonction Commerciale

FRANCE
TELECOM



Savoir-faire vendre les Telecoms du futur

Au sein de la Direction Commerciale, le Service des Ventes de France Télécom participe
étroitement à la commercialisation des produits et solutions destinés aux entreprises.
En apportant au réseau commercial conseil, expérience et assistance, le service des
ventes lui permet également d'optimiser son approche et d'améliorer encore son efficacité.

Chef de Département

Ce poste, en création, concerne un candidat doté d'un fort potentiel technique et
commercial, de formation INGENIEUR GRANDE ECOLE, ayant, dans tous les cas, une
expérience professionnelle significative. Il a par exemple conduit des projets importants,
appréhendé des produits complexes et fait preuve d'un réel ascendant auprès des équipes
qui l'auront assisté.

Responsable de plusieurs consultants internes, il gère d'importants projets liés
notamment : au lancement de produits et services utilisés dans les réseaux d'entreprise
• à l'organisation d'expériences pilotes et de tests • à la vente de solutions intégrées.

En un mot, il s'agit de gérer à moyen et long terme, de se fixer comme objectif majeur une
présentation simple et attractive de produits pourtant complexes. Dialogue, capacité
d'autonomie et d'écoute sont bien plus que des atouts pour relever ce défi aux enjeux
économiques importants.

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature en toute confidentialité. Merci d'écrire
sous référence 1069 M, 8 Parvie de Saint Maur, 94100 Saint Maur des Fossés.

ALGOE
MANAGEMENT

UCABAIL

SOCIÉTÉ HOLDING

REGROUPANT

7 SOCIÉTÉS DE

CREDIT BAIL MOBILIER

ET IMMOBILIER DU

CREDIT AGRICOLE

UCABAIL CONFIRME SA

DYNAMIQUE DE SUCCES

AU SEIN DU PREMIER

GRUPE BANCAIRE

EUROPEEN.

*Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.*

UN ATTACHE COMMERCIAL

STRASBOURG

Diplômé de l'enseignement supérieur (SUP de CO,
ESCAE, Maîtrise des sciences de gestion ou de
sciences économiques), vous avez acquis
plusieurs années d'expérience professionnelle de
préférence dans le crédit aux entreprises.

Nous vous proposons de rejoindre une grande
société holding de Crédit Bail : UCABAIL, filiale du
Crédit Agricole.

Directement rattaché au Délégué Régional, vous
serez chargé :

- d'informer et d'apporter votre conseil en vue de
la formation et de l'animation d'un réseau
commercial solidement établi,
- de promouvoir les activités de Crédit Bail sur
les départements rattachés à la délégation.

Pour ce poste qui exige de fréquents déplacements, nous vous
remercions d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf.
LAM/26.11 à la Caisse Nationale du Crédit Agricole - Direction
des Ressources Humaines - B.P. 48 78280 Guyancourt.



Société filiale de MECADYNE S.A. (Groupe DYNACON)
de notoriété internationale dans le domaine
des transmissions mécaniques de puissance
50% des ventes à l'exportation - objectif 70%,
recherche pour renforcer l'équipe de DIRECTION COMMERCIALE :

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Profil :

35/45 ans - formation ingénieur mécanicien (ENSAM, ENI...) et une
solide expérience de la vente des Equipements Industriels dans les
milieux de l'industrie lourde (Sidérurgie - Mines - Cimenteries)

Mission :

Développer les ventes du secteur exportation sur l'AMERIQUE DU
SUD et l'AMERIQUE CENTRALE.

C'est une fonction autonome exigeant un esprit d'initiative et de
décision doublée de qualités commerciales et d'encadrement.

La pratique courante de l'ESPAGNOL et de l'ANGLAIS lu et écrit est
indispensable.

Vous vous êtes reconnu !

Adressez dès maintenant C.V., photo et prétentions à Mr. PUZENAT
Cie ENGRENAGES et REDUCTEURS MESSIAN-DURAND
BP 43 - 78142 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX.

L'ORGANISATION BANCAIRE

Banque à taille humaine, nous venons d'entamer une politique de refonte de nos systèmes d'information et de gestion.

Notre Directeur de l'Organisation et de l'Informatique constitue son équipe et souhaite s'adjoindre son bras droit.

ORGANISATEUR "INFORMATIQUE"

ARCHITECTE DE NOS SYSTEMES D'INFORMATION

Concevoir notre nouveau système d'information et de gestion, définir les plans informatiques en relation avec notre filiale informatique, participer aux choix techniques et suivre l'intégration de nos systèmes : telles seront les missions de conseil à remplir avec l'aide d'une équipe performante et dynamique.

A 35 ans environ, de formation supérieure (BAC + 4/5), vous avez une expérience bancaire de plusieurs années centrée sur l'organisation et sur le développement d'applications informatiques. Une expérience "conseil" serait fortement appréciée.

A la fois concepteur et pragmatique, relationnel et convaincant, vous saurez mettre à profit votre professionnalisme pour créer ce poste avec succès.

Notre siège est situé en proche banlieue est, au pied du RER.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) à notre Conseil COR'EX - 11, av. Myron T. Herrick 75008 PARIS, sous la référence ORI/LM.

COR'EX
CONSEIL EN RECRUTEMENT

La fibre ... des grands projets

A l'avant-garde des technologies, le groupe STERIA a acquis depuis 20 ans un savoir-faire reconnu dans l'ingénierie des grands projets.

STERIA INGENIERIE et TELECOM (400 personnes, CA 250 MF en 1991) participe à ces réalisations, et à travers le développement de pôles d'excellence technique apporte des solutions novatrices à ses clients.

Pour poursuivre notre expansion de 25% par an sur les marchés du transport, de l'industrie, de l'aéronautique, de la défense et des télécommunications, nous recherchons des

Ingénieurs commerciaux expérimentés - débutants

• Confirmé, à 30 ans environ, vous avez une solide expérience de la vente de produits et services informatiques, ou d'origine technique, vous avez la fibre commerciale.

Animé par l'ambition de réussir, vous avez le sens de l'écoute et le goût de la négociation. Vos qualités de contact vous permettront de devenir un véritable ambassadeur de notre savoir-faire, capable de convaincre vos clients.

• Débutant, vous êtes diplômé d'une école de Commerce ou d'Ingénieur complétée par un stage ou une expérience commerciale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) en précisant la référence IC/LM 337 à Jacques LAFAY
STERIA INGENIERIE et TELECOM -
12, rue Paul Dautier - 78140 VELIZY.

steria
ingénierie & telecom
la fibre informatique

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans **Le Monde**. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

Un partenaire européen pour des télécommunications mondiales.

Ingénieurs Réseaux

BT - BRITISH TELECOM - est un des plus grands opérateurs de TÉLÉCOMMUNICATIONS dans le monde. Notre développement à l'international nous permet d'offrir aux grandes entreprises des solutions globales de télécommunications. Dans le cadre d'un important développement d'activité, nous recherchons des Ingénieurs Réseaux.

VOTRE MISSION : • vous intervenez dans le cadre des Opérations Européennes sur toutes les étapes de nos prestations • participation aux appels d'offres et à la conception des configurations • suivi des installations et des solutions (matériels et logiciels) • relations avec nos bureaux en Europe et aux USA (courts déplacements).

VOUS AVEZ : • au moins 25 ans • une formation d'ingénieur avec une première expérience en réseaux de télécommunication • la pratique de l'anglais • des connaissances en transmissions de données (X25, SNA) ou en téléphonie (TDM, PABX) • l'envie de valoriser vos compétences dans un environnement opérationnel.

Pour un entretien individuel avec la société le 18 et 19/12/1991. Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à : EUROMAN - 7 Ter, rue de la Porte de Bus - 78000 VERSAILLES. Fax : (1) 39.49.51.94 en indiquant la réf. 4742 sur la lettre et l'enveloppe.

La Défense

BT

Le Monde de la Fonction Commerciale

PILLIVUYT
FRANCE
La porcelaine depuis 1818

PILLIVUYT S.A. (Cher), Société Française, filiale d'un Groupe international, 460 personnes, 45% du Chiffre d'Affaires à l'exportation recherche un(e)

CHEF DES VENTES EXPORT

Sous l'autorité actuelle du Président Directeur Général auquel vous rendrez compte, vous :

- supervisez le Service des Ventes à l'Exportation,
- étudiez et proposez les actions commerciales à mettre en œuvre pour développer la vente de nos produits à l'étranger,
- contribuez au choix des distributeurs. Agé(e) de 30 ans au moins, de formation supérieure type ESC, vous avez démontré votre efficacité dans un Service Export depuis cinq ans au minimum. Vous maîtrisez l'anglais et l'allemand.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo à :
PILLIVUYT S.A., Service du Recrutement
18500 MEHUN-SUR-YEVRE (ne pas téléphoner).

EMPLOI

Le mardi,
c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale



Le Monde
INITIATIVES

Un challenge pour un ingénieur très commercial : devenir

Conseil en Recrutement

Filiale d'un grand mondial de l'Executive Search, notre cabinet a abordé avec succès le marché du recrutement financier en France. Aujourd'hui, nous lançons avec vous **EUROFINDERS INFORMATIQUE/HIGH-TECH** • Vous appuyant sur une méthodologie éprouvée et sur un réseau de clientèle important présenté par le groupe, vous saurez les ramener au "plus" de votre service • Vous les conseillerez et mènerez vos missions par approche directe et annonce • A 30 ans environ, diplômé d'une grande école, vous évoluez dans l'univers des systèmes d'information, des télécoms, des réseaux ou des automatismes • Vous êtes prêt à réussir le lancement de cette division • L'association au capital couronnera votre succès • Votre rémunération globale pourra être élevée mais comportera une part très importante d'intéressement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LD/EP/12M à :
EUROFINDERS FRANCE - 160 av. de Versailles - 75016 Paris - Tél : 40 50 70 00 - Fax : 40 50 66 76.

EUROFINDERS

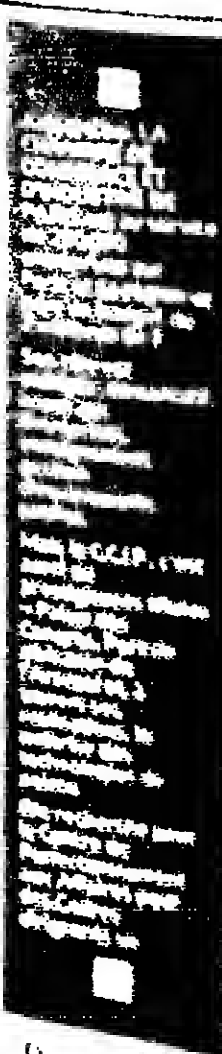
TRAITER L'EAU
PROTEGER
L'ENVIRONNEMENT

Impératif majeur des prochaines décennies, la protection de l'environnement est devenue l'un des moteurs les plus puissants de l'économie. Filiale du Groupe Lyonnais des Eaux-Dumez et leader mondial (2 600 personnes, 2,8 milliards de FF de CA) nous répondons à un besoin vital de l'homme en installant et améliorant la qualité de l'eau. Nous mettons en place l'ensemble des moyens indispensables pour renforcer notre position prépondérante sur tous les marchés collectifs locaux et industriels. Pour renforcer nos équipes qui interviennent en France et à l'international, nous recherchons

Le Monde Pour passer

16-16-

FAX : 16-62



1551

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

• Le Monde • Mercredi 4 décembre 1991 XV

Secteurs de Pointe



TRAITER L'EAU
PROTEGER
L'ENVIRONNEMENT

Impératif majeur des prochaines décennies, la protection de l'environnement est devenue l'un des moteurs les plus puissants de l'économie.

Filiale du Groupe Lyonnais des Eaux-Dumez et leader mondial (2 600 personnes, 2,8 milliards de FF de CA) nous répondons à un besoin vital de l'homme en traitant et en améliorant la qualité de l'eau.

Nous mettons en place l'ensemble des moyens indispensables pour renforcer notre position prépondérante sur tous les marchés : collectivités locales et industries. Pour renforcer nos équipes qui interviennent en France et à l'international, nous recherchons :

INGENIEURS D'ETUDES

Le Département Eaux Industrielles est spécialisé dans la réalisation et l'installation d'unités de production d'eaux de process et de stations d'épuration. Vous intervenez en tant que spécialiste pour gérer les études techniques, la planification et les coûts dès la signature du contrat avec nos clients. Rigoureux et méthodique, vous traitez avec les ingénieurs d'affaires plusieurs dossiers simultanément. Ingénieur de formation, vous avez une expérience concluante d'environ 5 ans dans le domaine de l'ingénierie avec une bonne connaissance de ses procédures.

Réf. DE 60

INGENIEURS D'AFFAIRES

Responsable de l'exécution de contrats "Eaux Municipales" ou "Eaux Industrielles" en France et à l'étranger, vous pilotez la réalisation de nos installations jusqu'à leur réception. Assisté par les services spécialisés du siège vous coordonnez l'exécution et les sous-traitants (Génie Civil, Electricité...). Vous êtes par ailleurs garant de la marge de nos affaires et avez le souci de la satisfaction de nos Clients. Organisé, vous menez une ou plusieurs affaires de front (de 5 à 500 millions de francs). Autonome, bon gestionnaire, pugnace, vous avez un grand sens relationnel. Ingénieur généraliste, génie chimique, hydraulique... vous avez de 5 à 15 ans d'expérience dans la gestion de contrats (notamment à l'exportation), acquise si possible chez un ensemble.

Réf. DE 70

Dans le cadre des Services d'Accompagnement qui apportent aux différentes Directions - Eaux municipales - Eaux Industrielles - leurs compétences spécifiques (Génie Civil, Electricité...) à toutes les étapes des projets, nous recherchons :

INGENIEURS ELECTRICITE

Ingénieur spécialisé en électricité (Supélec, ESIEE...), vous avez de bonnes connaissances en automatisme, et une expérience acquise chez un ensemble ou/et dans le domaine de la sous-traitance.

Daté d'un sens relationnel reconnu, vous participez en liaison avec les ingénieurs Responsables d'Affaires à l'élaboration puis à l'exécution des contrats dans les meilleures conditions de coût, délais et qualité. Organisé et méthodique, vous coordonnez également l'activité des sous-traitants.

Réf. DE 80

INGENIEURS GENIE CIVIL

Ingénieur TP de formation, vos qualités de contact vous permettent de participer aux différentes phases des affaires : chiffrage, suivi de la sous-traitance, réalisation, réception.

Rigoureux et par ailleurs créatif, vous êtes capable de concevoir et de trouver des solutions originales.

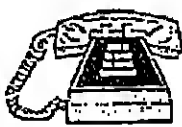
Réf. DE 90

Ces postes nécessitent la maîtrise de l'anglais, la connaissance d'une autre langue serait un plus. Nous vous proposons d'évaluer à terme dans un groupe qui offre de nombreuses perspectives tant en France qu'à l'étranger. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil qui vous garantit la stricte confidentialité.

COCEPLAN 2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

JEUNE CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Vous aurez la responsabilité

- du développement de l'informatique destinée aux dirigeants d'entreprise : outils d'aide à la décision, simulation de cas...

- de l'informatique interne : application de gestion des centres parisiens (Paris et Jouy-en-Josas).

- Formation Grande Ecole ou Université : Maitrise, vous avez une expérience ou aptitudes en pédagogie, une bonne connaissance de l'environnement micro-informatique, un intérêt pour les technologies de l'information et de la communication, anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous référence 9139/CPA à C.C.I.P. - D.R.H. 8, rue Châteaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Ingénieurs



Degrémont et 36 15 **LM**

vous donnent rendez-vous dans TELEMATIN
sur Antenne 2 - Mercredi 4 Décembre à 6 h 40

GEC ALSTHOM

LYON

LA DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE
recherche pour son Département APPAREILLAGE HAUTE TENSION

INGENIEUR QUALITE CONCEPTION DEVELOPPEMENT

Après du Chef du Service Qualité, en liaison fonctionnelle avec la Direction Technique Haute Tension, il participe à la conception et au développement des produits nouveaux pour lesquels, après avoir défini les principes du contrôle, il prend en compte toutes les opérations de ce contrôle.

Ingénieur mécanicien généraliste, ayant au moins quelques années d'expérience soit dans la qualité, le contrôle, ou les mesures, le B.E, il définit les programmes d'essais d'homologation, réalise les essais des appareils têtes de série, règle tous les problèmes techniques qui en découlent, il anime l'équipe qui lui est attribuée.

Anglais indispensable.

Promotion prévue au poste responsable de la qualité conception développement.

Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé,
sous référence 91238 à Lévi-Taumay/ASSCOM
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui transmettra

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

Secteurs de Pointe

QUAND LE TERRAIN
REVELE VOTRE NATUREINGENIEUR
GRAND
ECONOMIE
DEVELOPPEMENT

La CGG, un des leaders mondiaux de géophysique, a pour vocation l'étude du sol et du sous-sol. Avec environ 3 milliards de CA, dont 90 % sont réalisés à l'exportation, nous offrons une gamme complète de produits et services géophysiques : depuis l'acquisition de données sur le terrain, leur

traitement sur ordinateur et leur interprétation, jusqu'aux équipements géophysiques spécifiques.

Après une période d'intégration et de formation, vous assumerez très rapidement des responsabilités techniques et humaines.

Nous proposons à des ingénieurs diplômés de grandes écoles de rejoindre nos équipes de prospection pétrolière ou de logging et d'évoluer dans le monde entier.

Meneur d'hommes, vous alliez goût des déplacements et du contact. Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais.

Votre réussite vous ouvrira de larges évolutions vers des postes de responsabilités opérationnelles, de recherche ou d'ingénierie.



Vous souhaitez participer activement à notre expansion, merci d'adresser lettre et curriculum vitae à CGG - Direction du Personnel - 1, rue Léon Migaux - 91341 MASSY CEDEX

Compagnie Générale de Géophysique

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Notre Grand
Projet : un
Superordinateur
Européen

INGENIEURS
CHEFS DE PROJETS

Développer et vendre un Superordinateur Européen, c'est le défi que nous relevons à LYON. Notre équipe multinationale y définit une architecture avancée qui met en œuvre des technologies de pointe. Nous recherchons des ingénieurs décidés à s'investir dans ce projet exceptionnel et possédant une solide expérience (5 ans minimum) acquise chez des constructeurs informatiques ou électroniques dans les domaines suivants :

CAO

• électronique, mécanique, circuits intégrés, cartes électroniques, simulation haut-niveau. (réf. H07)

LOGISTIQUE, INDUSTRIALISATION, QUALITE

• planification, suivi de projet • Matériel, laboratoires, industrialisation (réf. H10)

VLSI ET CARTES

Conception, simulation et vérification : • Circuits intégrés VLSI • Modules multi-chips (MCM) • Circuits imprimés (PCB) de haute complexité, fréquences élevées. (réf. H08)

Si vous désirez saisir cette opportunité unique en Europe adressez votre candidature en anglais à : J. Stem
ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE
1 Bd Vivier Merle - 69443 LYON cedex 03.

TOTAL

INGENIEUR
COMBUSTIBLES
LOURDS

Au sein de notre pôle Raffinage Distribution, nous sommes présents sur le marché des combustibles lourds auprès des entreprises et proposons au-delà de leur commercialisation des conseils et préconisations techniques.

Aujourd'hui, ce département souhaite renforcer son service technique et recrute un JEUNE INGENIEUR GENERALISTE, THERMicien de préférence.

Après une première expérience en usine du matériel (entretien, exploitation, chauffage) ou chez un constructeur de matériel thermique, nous vous proposons de rejoindre une petite équipe au sein d'un grand groupe.

En étroite relation avec l'ensemble de nos délégués commerciaux, vous serez un véritable acteur de l'assistance technique auprès de notre clientèle pour l'utilisation des combustibles (fioul, charbon...).

Pour cela, vous êtes en contact d'une part avec les raffineries afin de suivre la qualité des combustibles et, d'autre part avec les constructeurs de matériel, de chaudières et les fournisseurs d'additifs.

Vous participerez aux réflexions sur les évolutions technologiques et suivrez de près les réglementations liées à l'énergie et l'environnement.

Mobile géographiquement, vous aurez de fréquents déplacements en France. Vos qualités relationnelles, votre implication et votre ouverture d'esprit vous mèneront à d'intéressantes perspectives de carrière au sein du groupe TOTAL.

Le poste est basé à Levallois-Perret.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/ réf. 291 à Jacques MINE, TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION, Direction des Ressources Humaines et de la Communication, 84 rue de Villiers 92538 LEVALLOIS-PERRET.



GAGNEZ LES GRANDS ESPACES EUROPEENS

TEUCHOS est une jeune société d'ingénierie en expansion rapide. Son domaine : les grands programmes aéronautiques et spatiaux nationaux et européens en collaboration avec un grand donneur d'ordre de la profession. Elle recherche des

INGENIEURS - Bac + 5 minimum

justifiant d'une première expérience réussie
(2 à 5 ans environ)

pour les postes suivants basés dans le sud de la France.

- Définition architecture électrique et informatique bord satellite.
- Etudes de solutions problèmes EMC et modélisation.
- Spécifications fonctionnelles commandes de vol électriques.
- Modélisation et simulation d'antennes.
- Implantation systèmes gestion bases de données (DB2 - ORACLE).
- Implantation réseaux communication interne (ETHERNET - TCP/IP - SNA).
- Implantation systèmes documentaires (environnements VAX VMS - UNIX - OS/2).
- Support applicatif et développement logiciels de calcul scientifique.

Vous justifiez d'une bonne connaissance de l'anglais. Vous savez faire preuve d'autonomie tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires au sein de structures à dimension humaine.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé) sous référence SF02 à
TEUCHOS EXPLOITATION 6, avenue du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES.

Filiale du Groupe Thomson, la CIAPEM conçoit et fabrique des machines à laver et des sèche-linge, leaders sur le marché français. Dans le cadre de nos projets très ambitieux, nous souhaitons renforcer l'activité Recherche et Développement en confiant à un

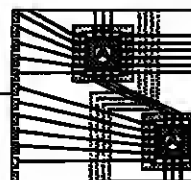
JEUNE INGENIEUR
LABORATOIRE H/F

la responsabilité d'une équipe de 3 techniciens, pour assurer la qualification de nos produits.

Issu d'une grande école d'ingénieurs (Centrale, Mines...), vous êtes passionné de thermodynamique et d'électromécanique. Vous savez allier l'aspect pratique des mesures et la réflexion théorique permettant des modélisations. Vous êtes rigoureux, inventif et ambidextre.

Poste basé à LYON.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. M à Emmanuel IMBERTON - CIAPEM
137 rue de Gerland - 69363 LYON CEDEX 07.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Au sein d'un important Laboratoire Pharmaceutique, nous concevons et réalisons des systèmes biopharmaceutiques auto-adhésifs, distribution programmée et contrôlée de médicaments par voie transdermique.

JEUNE INGENIEUR
R & D

GÉNÉRALISTE AVEC EXPÉRIENCE
DES SECTEURS PAPIETERIE,
IMPRESSION ET/OU ENDUCTION

Intégré à une équipe pluridisciplinaire de recherche et développement composée de pharmaciens, ingénieurs, chimistes et biologistes, votre rôle consiste à :

- proposer des choix de technologies adaptées,
- assurer la mise au point expérimentale des maquettes et équipements pilotes,
- développer le projet technique jusqu'à la phase d'industrialisation.

Ce poste s'adresse de préférence à un électromécanicien ou à un papetier.

Il implique un réel travail d'équipe et des collaborations avec des experts internationaux.

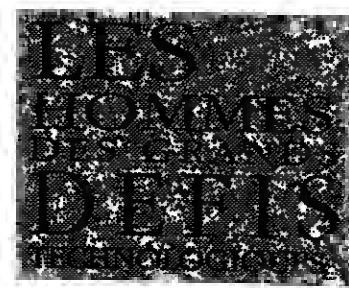
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 1026, à notre conseil HayManagers, 5 place Charles-Béraudier, 69428 Lyon Cedex 3. Tél. 78.54.08.95.

HayManagers

HayGroup 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

INGENIEUR
SURETE-SECURITE

Filiale de la COGEMA, le groupe SGN 14000 personnes, 3 Milliards de Francs de CA a acquis des compétences mondialement reconnues dans le domaine de l'ingénierie nucléaire. SGN se développe également vers les secteurs de haute technologie.



Nous recherchons pour notre implantation Languedoc-Roussillon, basée à Bagnols-Cèze (34) un INGENIEUR SURETE-SECURITE.

Rattaché au chef du service Procédé-Sûreté, au sein d'une équipe d'une dizaine de jeunes ingénieurs, vous réaliserez des études liées à la sûreté de fonctionnement d'installations nucléaires et/ou à risques chimiques.

Ingénieur diplômé en Génie Chimique ou titulaire du DGRS "Sûreté dans l'industrie chimique", débutant ou peu expérimenté, vous souhaitez vous investir dans ce métier. De nombreuses évolutions de carrière vous seront offertes.

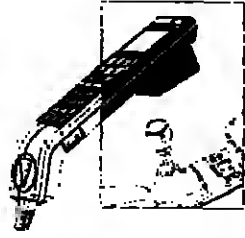
Henri DEBEURET vous remercie de lui écrire sous réf. 1301 M à CADRUCIEL - 59 Bd Vivier Merle - 69429 LYON cedex 03.

LE PROGRES PAR VOCATION
L'EXIGENCE PAR CONVICTION

SGN
RESEARCHGénération élite
une missionRESPONSABLE
SERVICE ETUDES

THOMSON

Secteurs de Pointe



Alcatel Radiotéléphone - 1500 personnes, 1,3 milliard de F de CA - est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite.

Ingénieur Logiciel Expérimenté

Passez du détail à une vision d'ensemble et relevez le défi de l'intégration

Votre mission : Au sein d'une équipe combative et motivée, dans un cadre méthodologique de pointe, vous prenez en charge la validation et/ou l'intégration de nos systèmes. Vous intervenez en amont pour la mise au point des tests, et suivez la bonne marche et la qualité du processus, vous limitez par votre action les erreurs à la livraison.

Votre profil : Ingénieur Grande Ecole, vous avez une bonne expérience du développement de logiciels de base dans un environnement Temps Réel/Télécopie. Votre acquis vous permet d'avoir maintenant une vision de généraliste. Opérateur, déterminé, soucieux des détails et des résultats, vous appréciez de fonctionner en synergie au sein d'une équipe compétente. Outre ces qualités, vous possédez de bonnes bases en anglais, nécessaires dans notre contexte international. Poste basé en proche banlieue Nord Ouest.



Venez participer à nos succès et écrivez à notre conseil Marie-Jeanne CARDEPUY sous réf. M/231/INT/2 Informa Carrières -50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

3 INGENIEURS POUR LA TELEVISION DE DEMAIN

Composants

Philips Composants est le premier constructeur mondial de tubes cathodiques couleur. Son centre industriel (1 200 personnes) situé à 75 km de Paris, est entièrement automatisé.

A la pointe de la technologie "écrans plats et coins carrés", il a adopté le procédé Matrix et se prépare à la **TELEVISION HAUTE DEFINITION**.

INGENIEURS CHEFS DE PROJET

Ingénieur généraliste ou spécialisé en électronique, vous êtes débutant ou avec une première expérience (1 à 2 ans).

Nous vous proposons une mission complète : étudier et réaliser un projet d'industrialisation en maintenant ses différents aspects : technologiques, financiers et humains. Vous rejoignez une équipe de jeunes ingénieurs,

évoluant dans un contexte fortement internationalisé (la pratique de l'anglais est nécessaire).

Notre structure, votre réussite dans cette première mission, vous ouvriront d'intéressantes perspectives d'évolution, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous réf. 280/LM, à IDL Conseil SA, BP 275, 54 rue du Docteur-Oursel, 27002 Evreux Cedex.

3615
PHILIPS
JOBS

"Philips en France, c'est une CA de l'ordre de 24 milliards, 22 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique."



PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.

TOTAL

Groupe français largement ouvert sur le monde, TOTAL est actif dans plus de 80 pays dans tous les segments de la chaîne pétrolière (exploration et production de pétrole et de gaz, transport, raffinage et distribution), ainsi que dans le secteur chimique. Réalisant plus de 70 % de son CA hors de France, TOTAL compte parmi les 5 premiers groupes pétroliers en Europe et les 12 premiers dans le monde.

Aujourd'hui, une filiale industrielle du groupe TOTAL, implantée en Europe, recherche le Responsable de son Laboratoire.

Sa mission consiste à dynamiser le laboratoire "phare" de cette société.

Encadrant une quinzaine de personnes, il définit les axes de recherche en assurant le suivi du développement des produits. Il joue également un rôle d'interface entre les services commerciaux, les "achats", la production et l'entretien "qualité".

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation "INGÉNIEUR" (Chimie Organique) ou universitaire équivalente. Des qualités de manager, un sens relationnel affirmé, une pratique courante de la langue anglaise sont les qualités indispensables pour réussir à cette fonction et évoluer dans un contexte international.

Poste basé dans une ville universitaire de l'Ouest (2 h de Paris par TGV).

Merci d'adresser, lettre, CV, photo et prétentions à notre conseil qui transmettra : EGOR Carrières Internationales, 8 rue de Berni, 75008 PARIS.

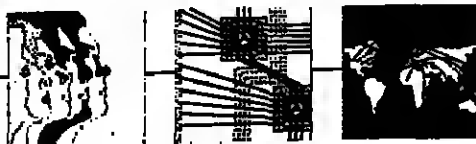


RESPONSABLE LABORATOIRE

Génération électrique : une mission stratégique

AUXILEC, filiale (750 personnes) du groupe Thomson, nous sommes leader européen dans le domaine de la génération électrique embarquée, destinée principalement à l'aéronautique civile et militaire.

RESPONSABLE SERVICE ETUDES



Responsable d'une équipe d'ingénieurs de haut niveau, vous avez un rôle stratégique au sein de notre société pour les études de machines électriques à courant alternatif. Vous assurez l'orientation et le suivi des projets techniques, gérez les coûts et le planning des études de conception et de développement en liaison avec un bureau d'études, les prototypes, la plate-forme d'essais et l'industrialisation.

Ingénieur de formation électrotechnique (IEG, ESE, N7 ou équivalent), vous justifiez d'une expérience d'au moins 10 ans dans la conception de machines tournantes.

Poste basé à Chalon.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à notre Conseil :

YVES KULIG CONSULTANTS
80, Avenue d'Iéna - 75116 Paris.



DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS
RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.LM

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

Le service technique des constructions et armes navales (1000 personnes à Paris) chargé au sein de la Direction des Constructions Navales (ensemble industriel de la DGA de 30000 personnes) de concevoir les bâtiments pour la Marine Nationale et l'exportation, recherche pour ses contrats export un

Chef de service Méthodes - Maintenance

Il animer une équipe de 7 à 8 personnes (dont 4 à 5 ingénieurs) chargée de fournir l'ensemble des méthodes et des moyens de maintenance des systèmes de combat installés sur les navires vendus par l'organisme à l'étranger.

Une formation d'ingénieur AM, ENSI, INSA ou équivalent, une expérience confirmée de maintenance d'équipements sophistiqués, et possible de système d'armes, sont indispensables.

Anglais lu et écrit nécessaire. Connaissance des normes US très appréciée. Poste à PARIS.



ECRIRE SOUS REF 49 8 2303-1M A NOTRE CONSEIL
ETAP - 71, RUE D'ALTEUIL - 75016 PARIS

Leader du Management du développement produits et systèmes



Intervient depuis 12 ans sur grands programmes Français et Internationaux (Télécoms, Aéronautique, Spatial, Défense, Transport, Energie...) et poursuivant sa croissance recherche :

PLUSIEURS CONSULTANTS

Profil

• Ingénieurs grandes écoles 2 à 4 ans d'expérience ; ayant exercé responsabilités opérationnelles sur projets complexes en environnement High Tech et notamment :

- Management de grands programmes (hard et soft)
- Analyse fonctionnelle
- Maîtrise des coûts
- Marketing industriel et technologique
- Assurance qualité

- Anglais impératif, Allemand, Italien, Espagnol appréciés
- Qualités relationnelles et rédactionnelles
- Formation interne aux méthodologies DG conseil
- Postes basés à Paris avec courts déplacements

Contact : DG conseil : Jean-Paul DUPUIS
Secrétaire Général
6, Avenue du Maine 75015 PARIS



Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE



Filiale du groupe multinational ALCATEL, nous sommes l'un des partenaires principaux d'un important projet de GESTION DE RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS. Nous recherchons pour notre unité située à l'OUEST de PARIS un

RESPONSABLE GROUPE DEVELOPPEMENT LOGICIEL Réf: 10466

VOTRE MISSION : A la tête de 50 ingénieurs, vous êtes chargé de coordonner et d'animer le développement logiciel. Vous devez également consolider les compétences de nos équipes afin d'optimiser le ratio délai/coût/qualité.

RESPONSABLE GROUPE SYSTEME / ARCHITECTURE Réf: 10477

VOTRE MISSION : Responsable d'une quinzaine d'ingénieurs, vous êtes chargé de concevoir et de valider un système de gestion de réseaux.

Ces deux postes visent à définir les axes de travail et organiser l'activité de nos équipes. Le "Groupe Développement Logiciel" et le "Groupe Système / Architecture" travaillent en étroite collaboration. Cette activité se fait en liaison avec des unités françaises et étrangères du Groupe ALCATEL.

VOTRE PROFIL : Ingénieur de haut niveau (ENST ou équivalent), vous voulez développer votre fort potentiel dans le cadre de projets de grande envergure dont les enjeux sont internationaux et vous avez 32 ans au moins. Vous possédez des compétences en architecture de systèmes complexes et une expérience du management d'équipes et de projets dans un environnement high tech (UNIX - ORACLE - X WINDOWS) sont nécessaires. Des connaissances en équipements de transmission (terminaux, multiplexeurs...) seront appréciées. L'ANGLAIS INDISPENSABLE.

Pour un entretien individuel avec la société le 03/01/92

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 96, rue Saint-Charles - 75015 PARIS. Fax : (1) 45.79.49.94 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - DORTMUND - TOULOUSE - NANTES - AIX
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALYLA COMMUNAUTE
URBAINE DE STRASBOURG

recrute

**UN CHARGÉ D'ÉTUDE
EN ENVIRONNEMENT****PROFIL :**

Ingénieur ou équivalent ayant une expérience polyvalente dans le domaine de :

- l'environnement (air, eau, sol...);
- des risques technologiques;
- des impacts des « installations classées ».

Vous aimez travailler en équipe et vous avez le sens des responsabilités. Vous savez définir les objectifs essentiels, prendre des initiatives et vous adapter à une grande variété de tâches.

MISSIONS :

- ingénieur intégré au Service de l'Environnement et des Forêts, vous serez responsable de projets, chargé des études portant sur les dangers des pollutions liés aux installations classées et urbaines et de l'environnement;
- examen des études d'impact et des études de danger des installations classées.

PARTI LES MISSIONS :

- analyse des compatibilités entre les projets industriels, la protection du milieu naturel et la qualité de la vie (risques majeurs, etc.);
- suivi des dossiers des commissions de concertation et d'information entre les industriels, les administrations et les associations;
- suivi des études des pollutions des sols, de la surveillance de la qualité de l'air;
- gestion des ressources naturelles (protection et exploitation).

Candidatures avec CV sont à adresser à :

COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

Direction des Ressources Humaines - 1, place de l'Étoile - BP 1049/1050 F
67070 STRASBOURG Cedex

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Notre Grand Projet : un Superordinateur Européen

INGENIEURS
CHEFS DE PROJETS

Développer et vendre un Superordinateur Européen, c'est le défi que nous relevons à LYON. Notre équipe multinationale y réunit une architecture avancée qui met en œuvre des technologies de pointe. Nous recherchons des ingénieurs décidés à s'investir dans ce projet exceptionnel et possédant une solide expérience (5 ans minimum) acquise chez des constructeurs informatiques ou électroniques dans les domaines suivants :

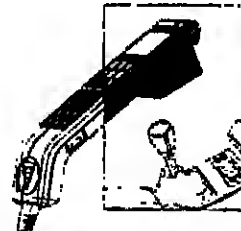
**UNIX : NOYAU, UTILITAIRES
INTERFACES GRAPHIQUES (GUI)**

- Portage de noyau UNIX et optimisation en environnement multiprocesseur
- Utilitaires et fonctions système UNIX
- Motif, Open Look, X11, PEX, interfaces Utilisateur
- Intégration logiciel/matériel de grands systèmes UNIX (réf. S05)

COMPILATEURS, DEBUGGERS

- Compilateurs C ou Fortran utilisant des techniques avancées d'optimisation, parallélisation, etc.
- Environnements et outils de développement : debuggers, analyseurs de performance, etc (réf. S06)

Si vous désirez saisir cette opportunité unique en Europe adressez votre candidature en anglais à :
J. Stem
ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE
1 Bd Vivier Merle - 69443 LYON cedex 03.



Filiale d'ALCATEL NV, numéro 1 mondial des systèmes de communication, Alcatel Radiotelephone est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. Aujourd'hui nous travaillons sur la réalisation du futur réseau de radiocommunication numérique européen. Dans le cadre du développement de notre Direction Qualité, nous recherchons un

**Responsable Composants
Qualification - Standardisation - Qualité**

Patron du Service Qualité Composants au sein de la Direction Qualité, vous êtes responsable de la standardisation et de la validation de nos composants. En liaison permanente avec nos chefs de programmes, notre Marketing Achats et la Direction Scientifique et Technique, vous déterminez en amont les orientations qui conditionnent le développement de nos futurs produits en vous appuyant en priorité sur les structures existantes du Groupe ALCATEL.

Rattaché à notre Directeur Qualité et à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous êtes le gestionnaire et le garant de notre Standard Composants. Vous assurez également le pilotage de la cellule fiabilité.

Agé de 30 ans environ, vous êtes ingénieur électronicien. Vous avez soit une expérience de développement dans un environnement international, soit une première expérience de la fonction que vous cherchez à valoriser dans un contexte high-tech. Anglais nécessaire.

RADIOTELEPHONE
La passion de communiquer

Pour un entretien individuel avec la société le mardi 17/12/91,
adressez ou télécopiez C.V., lettre et photo à EUROMAN 96, rue Saint-Charles 75015 PARIS
Fax : 45.79.49.94 en indiquant la référence 10488 sur la lettre et sur l'enveloppe.

PMI de 300 personnes,
filiale du groupe GTM-Entrepose,
nous sommes spécialisés en Ingénierie et
Réalisation de Systèmes électroniques et
électrotechniques. Nous recherchons

pour développer le potentiel de
notre Direction Technique un :

**INGENIEUR
ELECTRONICIEN**

Vous participerez au développement
d'équipements de télécommunications
(fibre optique, RNIS, réseaux...)
Vous avez des connaissances en
Microprocesseurs, réseaux logiques
programmables et Opto-Electronique.

De réelles possibilités d'évolution seront offertes
à terme dans les directions opérationnelles
(affaires/projets) à un candidat de valeur qui
devra être héritable.

Merci d'envoyer CV, photo et
prétentions à Mr De Saint-Paul
CORIS 2, Avenue Descartes
LE PLESSIS-ROBINSON.

coris

**SOYEZ LE RESPONSABLE
DE NOTRE ACTIVITE
COMMERCIALE**

Filiale d'une société
américaine nous
créons un centre de
réparation et nous
recherchons notre

**Responsable
des ventes**

Vous serez chargé de créer, suivre et développer des relations
commerciales et humaines avec les décideurs des compagnies
aériennes, sur un secteur EUROPE, AFRIQUE, MOYEN-ORIENT.
Vous identifierez leurs besoins, vous vous familiariserez avec leur
fonctionnement, pour mener à bien des opérations commerciales
en matière de réparations aéronautiques. Vous participerez à la
mise en place des actions marketing à court et long terme.

Diplômé INGENIEUR Technique ou Commercial (ou équivalent),
vous avez une expérience de 5 ans minimum dans le domaine
de la négociation et du marketing. Vous connaissez impérati-
vement le milieu aéronautique international et vous avez,
si possible, des notions de base sur les marchés composés.
Compte tenu de vos nombreux contacts à l'étranger, la pratique
de l'anglais courant est indispensable (allemand ou espagnol
souhaités).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite,
CV en anglais et prétentions), sous réf. 6927, à Média-System,
18 rue Lafayette, 31000 TOULOUSE, qui transmettra

RHONE-ALPES

Ingénieur logistique

Groupe international, notre efficacité passe par l'optimisation
de la logistique et le sens du service au client.

Nous vous proposons d'accompagner le pilotage d'un
important projet dans ce domaine.

En direct avec le Responsable, vous piloterez le projet
Equipements jusqu'à la mise en place opérationnelle :
contact avec les fournisseurs, installation du stockage,
processus de commandes, organisation des postes de travail,
gestion des flux, procédures d'essais.

Vous animerez une équipe de 4 techniciens.

De formation ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, vous
avez une expérience de 3 ans dans la réalisation de projets
dans le domaine de la logistique soit en entreprise ou en
cabinet d'engineering.

Vous souhaitez développer vos compétences d'organisateur
et de coordinateur, et évoluer à terme vers des respon-
sabilités opérationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous
réf. 2082, à Cursus Conseil - 21, rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL



22 Eurodisney poursuivi en justice par l'inspection du travail
Matra signe un accord avec NEC

23 Les banquiers accentuent leur pression
sur les États membres

24 Marchés financiers
25 Bourse de Paris

BILLET

La SNCF
tous freins serrés

C'est un budget 1992 difficile que prépare la SNCF. Bien qu'elle ait poursuivi, en 1991, la réduction de ses effectifs - de 2 800 - et supprimé les trains les plus déficitaires, tout en réformant son organisation fret qui lui coûte les yeux de la tête, la société nationale pourrait réaliser, en 1992, un déficit de 778 millions de francs, alors que le contrat signé avec l'Etat l'astreint à équilibrer ses comptes. Elle devrait y parvenir, en 1991, après avoir engrangé 17 millions de francs de bénéfices en 1990 et 138 millions en 1989.

La cause principale de cette situation est à rechercher dans « l'atonie du marché des transports de voyageurs » provoquée par la guerre du Golfe et prolongée par la morosité ambiante. « Le recul observé en 1991, est-il noté dans les documents transmis au comité central d'entreprise, va au-delà de l'effet mécanique du ralentissement de la croissance de la consommation des ménages. Il devrait se poursuivre en 1992. »

Les ramèdes imaginés par la direction n'ont rien d'original. On poursuivra la déflation des effectifs, et ceux-ci diminueront de 4 800 unités pour s'élever à un peu moins de 194 000 agents. Il est prévu - enfin - de dégraisser plus sévèrement les services centraux que les établissements locaux. Les trains les moins fréquentés seront réduits ou supprimés. La concentration des gares de fret sera accélérée.

Les investissements seront amputés de 1,8 milliard de francs par rapport aux prévisions. Du côté des recettes, la SNCF souhaite augmenter ses tarifs généraux de 2,9 %, le 1^{er} mars 1992, et ses tarifs en Ile-de-France de 5,8 %, le 1^{er} mai.

Ce budget est-il une « catastrophe », comme l'affirme la CGT, qui, pour la première fois, tient des propos contre un TGV trop dispendieux à son goût ? Il est vraisemblable que la direction a volontairement pointé l'avenir aux couleurs les plus noires pour persuader les pouvoirs publics et les syndicats de la nécessité de poursuivre l'effort de redressement. Que la conjoncture s'améliore, que les voyageurs retrouvent le chemin des gares, et les comptes de la société nationale s'amélioreront spectaculairement. Il n'empêche que, pour la première fois, la SNCF donne l'impression de se battre le dos au mur et qu'elle risquerait de porter atteinte à son fonds de commerce si elle taillait dans ses forces vives.

ALAIN FAUJAS



Belgrade ou Maastricht ? Les nations ou les pôles ? Au moment où l'on déplore les absurdités du « retour des nations », les Européens ont la tâche facile en annulant l'urgence pour les Douze de s'engager, la semaine prochaine au Pays-Bas, dans ce que M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, a appelé la première étape d'une « Europe supranationale ». Maastricht s'annonce une heure « fatidique » qui sonnera l'union des Douze. Là-bas la guerre, ici la « communauté » de pays amis qui obéissent volontiers à leur souveraineté propre pour la remettre à l'ensemble.

Pour autant, l'image d'une CEE pôle de stabilité mérite qu'on y regarde à deux fois. Maastricht ne sera pas un échec, le coût en serait trop lourd à tous. Mais les compromis tels qu'ils se dessinent étant *grasso modo* déjà connus, le sommet risque pourtant de décevoir. Il ne devrait ni satisfaire les militants de l'Europe ni rassurer les opposants.

A Maastricht, les Douze doivent décider qu'un certain nombre de domaines relevant de la monnaie, de l'économie et de la politique doivent être « communautarisés », c'est-à-dire gouvernés non plus individuellement, ni même « coordonnés » à douze, mais votés sur la base de majorités qualifiées. Tel est l'enjeu du sommet. Le principe n'est pas complètement neuf : de l'agriculture à l'acier, de la TVA aux règlements des OPA, Bruxelles

a pris le pas dans le passé sur les capitales des Douze. Mais le transfert est resté, sinon marginal, du moins ponctuel. Cette fois-ci, l'union économique et monétaire (UEM), complétée à l'union politique, fait masse : une « mutation fondamentale », toujours selon les mots de M. Dumas, s'engage.

Pour la politique, le traité d'union apporte de nouvelles matières à « communautariser » : politique étrangère, politique de défense, sécurité... Le débat est, sur ces sujets, pour le moins difficile. Pour ce qui est de l'économie, les traités en préparation n'ouvrent pas de champs neufs, mais sont des parachèvements des longs efforts européens précédents. Quelle en est l'idée directrice ?

Autorité centrale

En 1979, le système monétaire européen (SME) a été créé comme première étape d'une union monétaire. Le SME a rempli son rôle de stabilisateur des taux de change des monnaies européennes, mais n'a pas été plus loin. En 1985, l'acte unique a relancé la construction européenne en décidant d'organiser un « grand marché » avec une triple liberté de mouvement pour les capitaux, les marchandises et les hommes entre les Douze au 31 décembre 1992. A treize mois de l'échéance, on sait que cet engagement sera tenu : les directives, nécessaires pour faire tomber toutes les barrières, sont ou seront prises dans leur grande majorité. Le Marché commun rêvé par les pères de l'Europe en 1958 sera établi... Il aura fallu un tiers

de siècle. M. François Mitterrand et M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, ont décidé d'aller plus loin. Le rapport Delors de 1989 soulignait qu'un grand marché ne pouvait se limiter à n'être qu'une zone de libre-échange, faute de se dénouer rapidement face aux autres pôles, américains ou asiatiques.

Pour les socialistes français, l'Europe doit s'armer dans la guerre économique, c'est-à-dire se structurer, se donner une autorité centrale dotée de pouvoirs fédéraux économiques et politiques. Pourquoi cette stratégie ? M. Jacques Delors en a résumé encore, dimanche 1^{er} décembre, sur TF1, la raison : « La France est devenue une nation moyenne. Elle peut redevenir une grande puissance au sein de l'Europe. » Comme les entreprises qui cherchent à fusionner avec une autre pour atteindre « la taille critique », la France moyenne accepte son « intégration » dans un ensemble plus vaste mais plus fort.

Que ce soit en matière agricole, industrielle ou monétaire, la même thèse est aujourd'hui abondamment exposée : nous ne pouvons plus rien faire à notre échelle nationale. Le dernier exemple en est la nécessité dans laquelle s'est trouvé M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, de relancer le taux de l'argent, il y a deux semaines, alors que les indicateurs fondamentaux de l'économie française sont bons.

Tout simplement parce que l'Allemagne a des taux élevés (pour payer sa réunification) qui attirent les capitaux et affaiblissent le franc. L'UEM, dans le moyen terme, doit donc être le moyen de retrouver vix au chapitre : la France, aujourd'hui impuissante dans la « zone marks », pourra dire son mot au sein de la future banque centrale européenne, qui fixera les taux d'intérêt de l'écu. Même si ce sera une voix sur douze, c'est mieux que rien...

Reste à l'entendre sur le contenu précis de l'UEM. Les divergences de sensibilité politique mais aussi les cultures historiques sont, sur des sujets aussi sensibles, extrêmes. Les Français, on vient de le voir, espèrent que la Communauté deviendra un vrai « gouvernement économique » doté d'attributs budgétaires, monétaires, économiques. Paris imagine Bruxelles à sa manière, comme un pouvoir « public » (représentant les Douze), centralisé et doté de gros moyens d'intervention.

La politique agricole commune avait été bâtie sur ce schéma. Pour réussir l'intégration des économies des Douze, plaide-t-on en France, il faut que tout aille de concert : la monnaie, bien sûr, et tous les critères classiques (inflation, déficit budgétaire, taux d'intérêt, masse monétaire), mais aussi tous les constituants de la compétitivité réelle comme les systèmes de fixation des salaires, l'organisation des marchés, l'aide à la recherche, etc. Se borner à « communautariser » la politique monétaire stricto sensu risque de ne pas permettre aux différents pays de rapprocher leurs performances (de « converger ») mais au contraire de creuser les inégalités.

Faux point de départ

Les autres capitales ne l'entendent pas ainsi, à cause de leurs habitudes comme de leurs convictions de théorie économique. Pour Londres, c'est le rapport Delors lui-même qui est un faux point de départ. D'abord, parce que les conservateurs britanniques n'acceptent pas l'introduction d'une Europe fédérale qui se substituerait peu à peu aux États.

Ensuite, quand bien même accepteraient-ils l'idée de donner la Commission de pouvoirs économiques supplémentaires est vécue comme une absurdité « dirigiste à la française ». Pour les économes libéraux, la meilleure façon de rendre l'Europe économiquement plus forte est d'en limiter la portée à n'être qu'une zone de libre-échange. Toute tentative de faire plus ira à l'encontre de l'objectif, et les entreprises seront

affaiblies par l'interventionnisme bruxellois. M. Helmut Kohl, chancelier fédéral, qui en 1990 voulait faire accepter l'unification allemande, a dû céder à M. Mitterrand. L'accord franco-allemand a tenu dans cette affaire. Le deutschmark, véritable symbole national, va devenir éphémère d'autres monnaies, ce qui est un abandon considérable pour le peuple allemand. Mais cela fait, Bonn a su limiter sa ennessine et a su construire une Europe non pas « à la française » (un gouvernement économique fort) mais « à l'allemande ».

De Maastricht devrait sortir en effet une UEM bornée pour l'essentiel à son volet monétaire, avec une banque centrale européenne (BCE) construite à l'image de la Bundesbank et indépendante du pouvoir politique. Le taux de change extérieur (l'écu converti en dollar et en yen) sera sans doute établi « en concertation » entre la BCE et les ministres des finances, mais cela n'ôte rien au choix principal, qui est que cette « indépendance » monétaire signifie que toute l'Europe accepte de placer « irrévocablement » la lutte contre l'inflation au tout premier rang de sa politique économique. On ne réalisera que plus tard l'immense portée de ce choix.

Deuxième gain des Allemands : la transition avant l'union sera longue. Il ne sera décidé par le Conseil européen (les chefs d'État et de gouvernement) de passer à la monnaie unique et à la banque centrale européenne qu'après le 31 décembre 1996. Et encore faudra-t-il que les rapports des experts soient favorables et que suffisamment de pays respectent des « critères » confirmant l'orthodoxie de leur politique économique.

L'Europe de l'argent

Entre-temps, l'écu, contrairement au vœu des Français et de M. Delors, ne sera pas promu. Cette transition longue, qui repartira l'UEM véritable à l'an 2000, aura permis à l'Allemagne, entre autres, d'observer les parisiens, de digérer l'« ex-RDA d'ici là et d'être à nouveau en position de force... »

Troisième caractéristique allemande : le principe de subsidiarité, qui signifie qu'on décentralise au maximum. Une décision ne remonte que si elle trouve à être mieux traitée à l'étage supérieur. C'est le principe de la fédération

allemande qui se retrouvera « en grand » dans l'union. Les marchés financiers, à la recherche désespérée de pôles monétaires stables, anticiperont et pousseront vers la monnaie unique. L'Europe monétaire pourra donc se faire, avec une crédibilité suffisante malgré la longueur de la transition.

Une monnaie unique est un progrès communautaire considérable. Mais laissée seule, elle risque de ne pas suffire à assurer la « convergence » des économies des Douze (par exemple à ne pas rapprocher la compétitivité moyenne des entreprises françaises de celle des entreprises allemandes) et de laisser certains à la traîne. Elle risque aussi de renforcer les opposants et d'alimenter les discours qui dénoncent « l'Europe de l'argent ». La compensation française du « gouvernement économique » apparaîtra bien faible : la politique industrielle européenne restera à l'état d'ébauche, de même que l'Europe sociale, aujourd'hui bloquée par les Britanniques.

Anticipant des déceptions, M. Delors n'a pas ménagé ses efforts sur ces deux points, mais la France, curieusement, ne l'a guère soutenu. Tandis que M^{me} Edith Cresson, premier ministre, dit haut et fort, à Paris, qu'il faut une Europe qui ne soit pas exclusivement libérale et monétaire, ses ministres n'insistent guère à Bruxelles.

Certains domaines sont certes « communautarisés » : la protection des consommateurs, la recherche, l'environnement, les grands réseaux, la reconnaissance mutuelle des diplômes. Mais ils apparaissent comme des bruits arrachés. Surtout, ils font partie de ce qui devra être « codécidé » par le Parlement européen. Ce renforcement nécessaire des pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg est le bicaudon pour tenter de combler un peu le « déficit démocratique » d'une construction européenne qui apparaît exclusivement bureaucratique aux opinions publiques. Mais M. Delors n'a pas tort de se plaindre du enlèvement qui devrait être approuvé à Maastricht : les domaines « codécidés » risquent d'être ingérables, tandis que le vide démocratique ne serait que peu rempli. L'Europe de Maastricht, sauf évolution favorable pendant cette dernière semaine, risque de boiter.

ÉRIC LE BOUCHER

Lyon se porte candidate pour accueillir
l'Institut monétaire européen

LYON

de notre bureau régional

Le dossier se prépare depuis plusieurs mois : Lyon est candidate pour accueillir l'Institut monétaire européen qui doit être créé au début de la deuxième phase de l'union économique et monétaire en 1994 et qui pourrait préfigurer la future banque centrale européenne, bien que les Allemands ne l'entendent pas ainsi. M. Michel Noir, maire de la ville, et M. Raymond Barra, député du Rhône, ont annoncé mardi 2 décembre lors d'une conférence de presse commune.

M. Barra a insisté sur les « contributions » qu'apportent les « villes secondes », comme Lyon, à la construction européenne. La France, ce n'est pas que Paris, a-t-il dit en substance. Sans entendu, l'Europe ne passera pas seulement par les capitales des pays membres. Lyon veut mettre en avant sa position géographique, à la

charnière de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud, l'importance de son réseau d'infrastructures de communication, son environnement économique et culturel. MM. Noir et Barra estiment que la capitale de la région Rhône-Alpes permettra à la future banque de trouver son « indépendance » et en « sécurité » en étant éloignée des habituelles pièces financières, administratives ou politiques de l'Europe.

B. C.

[Lyon va devoir faire face à la concurrence de Frankfurt, siège de la Bundesbank, Londres, première place financière européenne, Bruxelles et Amsterdam. Le choix ne sera pas arrêté à Maastricht mais il est d'une grande importance. Il donnera à la ville une image considérable que suivront toutes les banques européennes. Le pays concerné influencera aussi par son ambassade le style des décisions de la future banque centrale européenne. C'est pourquoi le patronat français insiste pour que la candidature de Frankfurt soit repoussée afin que l'Allemagne ne soit pas trop avantagée.]

« Réajustement technique »

Le Danemark aura un seul taux de TVA à 25 %

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le ministre danois de l'économie et des impôts, M. Fogh-Rasmussen (libéral), a annoncé récemment que le gouvernement avait l'intention de faire passer la TVA (actuellement la plus élevée de la CEE) de 22 % à 25 %. Cette nouvelle a soulevé un certain émoi, même si le ministre s'est empressé d'ajouter qu'il ne s'agissait là que d'un « réajustement technique » sans répercussion sur les prix.

Cette mesure est une tentative imaginée par Copenhague pour arrêter, ou au moins désamorcer, un procès qui s'est ouvert le 28 novembre à Luxembourg contre le Danemark. Deux PME danoises demandent à la Cour européenne de déclarer contraire à la législation communautaire une taxe instituée en 1987. Baptisée « contribution au marché du travail », cette taxe de

2,5 % qui frappe, depuis le 1^{er} janvier 1988, toutes les importations et les transactions effectuées sur le marché intérieur danois (grossistes et détaillants) est, selon les plaignants, « une aide camouflée aux exportateurs », qui, eux, en sont dispensés.

A l'époque, le gouvernement avait trouvé ce moyen pour tourner la réglementation des Douze et permettre aux produits danois en diffé-

rentiel (les salaires valaient d'augmenter de près de 10 %) de demeurer compétitifs par rapport à leurs concurrents. Une dévaluation avait ainsi été évitée. La taxe a rapporté au Trésor 10 milliards de couronnes par an (environ 8,5 milliards de francs) et permis à la balance commerciale du Danemark de se redresser. Cependant, les entreprises n'ont cessé de l'attaquer.

CAMILLE OLSEN

[En décembre 1989, les États membres de la CEE avaient pris l'engagement de ne pas faire « diverger » leur taux de TVA, c'est-à-dire de ne pas s'écarter davantage de la fourchette 14-20 % retenue par la Commission. Les Danois ont fait une déclaration repoussant la spécificité de leur cas : ils avaient en effet créé une taxe ayant les caractéristiques d'une TVA et dans son assiette (les transactions et les importations d'origine danoise) et dans le fait qu'elle était déductible des exportations. La Commission avait estimé cette taxe contraire à la directive de base de la CEE (la stabilité).

banques
et assurances

Le nouveau paysage financier en France et en Europe, les mutations d'un secteur qui joue un rôle économique croissant. Une synthèse claire sous la direction de Jean-Yves Caput

Collection Cahiers français 96 p., 50 F



29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 70 00

La documentation Française



ÉCONOMIE

SOCIAL

Pour avoir imposé « un code des apparences » à ses salariés

EuroDisney est poursuivi en justice par l'inspection du travail

Parce que la société EuroDisney oblige ses salariés à signer un document - dit « code des apparences » - qui ne figure pas dans le règlement intérieur, l'inspection du travail a dressé un procès-verbal de l'infraction, la semaine dernière. Le dossier a été transmis au parquet du tribunal de Créteil (Val-de-Marne), qui a aussitôt commandé une enquête à la gendarmerie.

L'affaire est ancienne. Depuis qu'elle recruta, la société EuroDisney soumet à son personnel une série de documents qui précisent « l'image Disney pour les hommes », « l'image Disney pour les femmes », des « instructions pour les femmes », etc. Reprises des textes en vigueur dans ses parcs américains, ces règles sont d'une extrême précision. « L'une des conditions de votre emploi », peut-on lire, « consiste à maintenir un poids en harmonie avec votre taille ». Un homme ne devra porter ni moustache, ni barbe, « les lunettes de soleil doivent être ôtées dans la mesure du possible », et les ongles « ne doivent pas dépasser l'extrémité du doigt ».

Pour les femmes, les consignes vont du port de « sous-vêtements appropriés », aux collants obligatoires « d'une couleur naturelle et transparente », en passant par le maquillage, les « faux-cils, l'eyeliner et le fard à paupières [qui] ne sont pas permis » et des recommandations strictes pour les bijoux : « Une seule bague par main, une seule boucle d'oreille par oreille », et ainsi de suite.

Entreprise de spectacle, EuroDisney justifie son pointillisme par le professionnalisme qui a fait le succès de la formule. Elle ajoute que, à tout moment, c'est important que

salarié, du directeur à l'ouvrier d'entretien, doit être capable de tenir l'un des rôles, et pourquoi pas celui de Blanche-Neige.

Mais ce raisonnement, appliqué jusqu'aux moindres détails vestimentaires, peut se trouver en contradiction avec le code du travail français.

Règlement intérieur ?

Lequel stipule qu'on « ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives des restrictions qui ne soient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché ». Des professeurs de droit font d'ailleurs observer que, dès lors que l'apparence peut être modifiée rapidement, il n'y a pas lieu d'imposer un habillage ou un maquillage particulier.

Pour l'inspection du travail, qui s'est saisie de l'affaire, la nature même de ces documents est en cause. S'agit-il, comme le prétend la direction de l'entreprise, d'une annexe au contrat de travail ? Ou d'un règlement intérieur qui, selon la procédure, doit être soumis pour avis préalable au comité d'entreprise, au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), contrôlé par l'inspection du travail puis déposé au conseil des prud'hommes ? Le procès-verbal, établi la semaine dernière, et transmis au parquet du tribunal de Créteil (Val-de-Marne), peoche pour la deuxième hypothèse.

Il a été constaté en effet qu'EuroDisney oblige ses salariés à signer un « code des apparences » qui comporte des règles générales et permanentes de discipline, susceptibles de faire l'objet de sanctions, si elles ne sont pas respectées. Des salariés sont venus le dire

aux inspecteurs, en précisant que ceux qui refusaient ne peuvent être embauchés. Au début de l'été 1990, un élan du personnel d'une société travaillant sur le site, et qui avait postulé pour un emploi, a été éconduit parce qu'il ne voulait pas renoncer à sa moustache. A la fin de l'été, la lettre de licenciement d'une salariée invoque le « non-respect des consignes ». D'après son témoignage, confirmé par une déléguée du personnel, on lui reprochait de porter un bracelet en tissu.

Interrogée, la direction de l'entreprise reconnaît que tout salarié est tenu de signer les documents « quelles que soient sa catégorie et son ancienneté ». Elle admet que tout manquement peut entraîner des sanctions et précise qu'un manuel interne, destiné à former les cadres en matière de ressources humaines, autorise cette utilisation du « code d'apparence ». Mais, rédigé en anglais, en cours de traduction, ce code-museum ne sera jamais fourni à l'inspection du travail. De même, la procédure d'agrément appliquée aux règlements intérieurs ne sera jamais engagée.

Convincue de l'infraction, l'inspection du travail a donc saisi le parquet qui, à son tour, a diligenté une enquête, confiée à la gendarmerie. Les dirigeants de l'entreprise seront auditionnés et, ensuite, le dossier sera examiné par le tribunal de simple police. Mais le procès risque de faire grand bruit, compte tenu de la personnalité d'EuroDisney.

Dernier détail : les instances représentatives de l'entreprise - comité d'entreprise et délégués du personnel - ont été avisées de l'action engagée. La CSL (Confédération des syndicats libres), seul syndicat officiellement présent, n'a pas réagi.

ALAIN LEBEAUBE

Les caisses de retraite des cadres sont réservées face aux propositions de M. Balladur

La course-poursuite entre retraite par répartition et retraite par capitalisation va s'accroître. Aiguillonée par la proposition du RPR et de l'UDF visant à accroître la part du salaire direct afin de créer un espace pour la création de fonds de pension par capitalisation (le Monde du 3 décembre), les régimes complémentaires vont redoubler d'efforts pour « faire le plein des cotisations » et occuper le terrain.

Tout en jugeant « intéressant » le projet mis en avant par M. Edouard Balladur, M. Paul Marchelli (CFE-CGC), président de l'AGIRC, la fédération des caisses de retraite complémentaire des cadres, a pris soin de préciser que cette proposition implique que « soit parfaitement défini » le champ d'application des régimes par répartition. Aussi a-t-il souligné la nécessité pour les entreprises de cotiser au taux maximal de l'AGIRC (16 %), alors que leur participation se situe aujourd'hui à 14 % en moyenne. M. Yves Egloff (CNPF), président de l'ARRCO (retraite complémentaire des salariés du privé), a lui aussi estimé que la définition de l'espace que doit occuper la retraite par répartition « est de la responsabilité des partenaires sociaux ».

D'autre part, les gestionnaires des régimes complémentaires ont émis quelques réserves sur la proposition de l'opposition. Selon eux, le RPR et l'UDF « doivent commencer par préciser comment le budget de l'Etat prendra en charge la politique familiale ». Autrement dit, quelles garanties des économies, des privatisations ou une hausse des prélèvements obligatoires fourniront les pouvoirs publics pour assurer le financement des 150 milliards de francs de cotisations patronales qui seront rétrocédés aux salariés ?

M. Marchelli a indiqué que l'AGIRC dégagea un excédent d'un peu moins de 1 milliard de francs en 1991 (contre 2,4 milliards en 1990), auquel s'ajoutent quelque 2,2 milliards de produits financiers (2,5 milliards l'an passé). Selon lui, l'Etat - qui s'était engagé en 1984 à financer une partie des cotisations des cadres en prére-

Les sabotages des centres de la navigation aérienne

M. Paul Quilès demande des sanctions disciplinaires

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a demandé au directeur général de l'aviation civile « d'engager les procédures disciplinaires qu'impliquent les conclusions de l'enquête » ouverte après les pannes survvenues en nombre « anormalement élevé », le 8 novembre, dans les équipements de la navigation aérienne. Le trafic aérien avait été fortement perturbé (le Monde du 10-11 novembre).

Le rapport d'enquête conclut que, malgré la grève des ingénieurs électroniciens de la sécurité aérienne, la fiabilité du matériel excluait la paralysie de dix postes de travail sur dix-neuf, au centre d'Athis-Mons, et de huit sur dix, à celui de Brest. La probabilité d'une telle conjonction était d'une chance sur cent milliards de milliards. « Il est donc pratiquement certain, peut-on y lire, que ces pannes ont été provoquées par quelques personnes probablement isolées et peut-être même à l'insu de leurs collègues, pour donner du poids à leur mouvement, qui aurait dû n'avoir qu'un effet limité sur le trafic ».

Dans la plupart des ports français

La grève des dockers a été largement suivie

La grève de quarante-huit heures des dockers, achevée lundi soir 2 décembre, a été très largement suivie dans la plupart des ports français, dont le trafic a été fortement perturbé. La Fédération CGT des ports et docks, en situation de monopole dans la profession, devrait réunir le 5 décembre ses responsables dans tous les ports pour décider des suites à donner à son action. La Fédération a affirmé que « tous les ports sans exception ont été paralysés », prenne selon elle d'un « rejet catégorique de tous les aspects négatifs » du plan de réforme des ports annoncé la semaine dernière par le gouvernement (le Monde du 29 novembre).

Le niveau de mobilisation des dockers, très fort dans la plupart des ports, a toutefois été moindre dans quelques sites, notamment au port de pêche de Lorient ainsi qu'à Saint-Nazaire. Au Havre, le port était en grève mais le secrétaire des dockers a laissé entendre que son syndicat était prêt à ouvrir des négociations locales avec les autorités portuaires et le patronat.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS SLIVA FRANCE

L'Assemblée Générale Ordinaire du 16 octobre 1991 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 28 juin 1991.

Revenu global par action :

F 25,70 composé d'un dividende net de F 20,99 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F 4,71 pour les personnes physiques.

Ce dividende, mis en paiement le 17 octobre 1991, peut être réinvesti en actions SLIVA FRANCE en franchise totale de droit d'entrée pendant un délai de trois mois.

Au cours de l'exercice écoulé, dominé par la crise du Golfe arabo-persique et le ralentissement de l'activité économique, la politique de prudence mise en œuvre a permis de limiter à 8,8 % (coupon réinvesti) la diminution de la valeur liquidative de SLIVA FRANCE, laquelle s'est établie à F 632,44 le 28 juin contre F 719,20 un an auparavant. Pour la même période l'indice SBF (Société des Bourses Françaises) a baissé de 13,6 %.

En ce qui concerne l'exercice en cours, (du 28 juin au 17 octobre 1991) la valeur liquidative a progressé de 4,9 % à la suite notamment de l'amélioration du marché financier de Paris (4,5 % pour l'indice SBF).

SLIVA FRANCE : un placement à dominante actions de sociétés françaises dynamiques.

LES 2300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER.



CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI.

INDUSTRIE

Après la rupture des négociations

Continental prépare l'après-Pirelli

Quarante-huit heures après avoir rompu ses négociations avec l'italien Pirelli (le Monde du 3 décembre), le fabricant de pneumatiques allemand Continental Gummi a présenté lundi 2 décembre un plan pour redresser ses comptes malmenés. Le manufacturier de Hanovre s'attend à 100 millions de deutschemarks (340 millions de francs) de pertes nettes consolidées cette année, dues essentiellement aux difficultés de sa filiale américaine General Tire.

Le groupe privilégiera désormais la rentabilité. « Continental ne doit pas être le plus gros mais le meilleur », a déclaré le président de son directoire, M. Hubertus von Gruenberg, tout en se disant prêt à de nouvelles « alliances stratégiques » de coopération industrielle, n'excluant pas toutefois des échanges de participation. Sans dévoiler de noms, M. von Gruenberg a précisé qu'il discutait aussi bien avec des firmes américaines qu'asiatiques.

Continental Gummi n'en a pourtant pas fini avec Pirelli. L'allemand s'est dit « intéressé » par la reprise de Metzeler, une filiale de l'italien spécialisée dans les pneu-

matiques pour motos. Ensuite, à plus long terme, Pirelli a décidé de conserver les 5 % du capital de Continental qu'il possède et s'est même déclaré prêt à exercer son droit d'option sur les actions détenues par les groupes « amis » l'ayant soutenu dans sa tentative de fusion avec le groupe allemand. Cela « nous permettra à terme de valoriser les investissements que nous avons faits », déclarait, dimanche 1^{er} décembre, M. Leopoldo Pirelli. Et attendait, les Bourses de Francfort et de Milan ont sévèrement sanctionné, le lendemain, l'échec du rapprochement. L'action Continental a chuté 3,5 % à 198 deutschemarks (675 francs) - le groupe suisse Electrowatt a annoncé qu'il allait se défaire de sa participation de 5 % dans le groupe allemand, - tandis que celle de Pirelli s'effondrait à 1 309 livres (6,50 francs), en baisse de 23,5 %. L'échec du rapprochement cotier, il est vrai, 350 milliards de francs (1,6 milliard de francs) au groupe italien, portant ses pertes consolidées à 670 milliards de francs en 1991.

P.-A. G.

HIPPISSME

Alors que le chiffre d'affaires du PMU stagne

De nouveaux dirigeants sont nommés à la tête de l'institution des courses

Conseiller-maire à la Cour des comptes depuis avril 1988, M. Pierre Muret-Labarthe vient d'être nommé, par arrêté de M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, président du Fonds commun des courses et de l'élevage. Il y remplace M. Soupault, démissionnaire pour raisons de santé. Cet organisme, statutairement présidé par un conseiller-maire, est chargé principalement de la répartition des allocations aux hippodromes de province, à partir d'un prélèvement de 0,876 % sur les sommes jouées au PMU, de l'ordre au total de 35 milliards de francs environ en 1991. Spécialiste du secteur hippique, M. Muret-Labarthe préside aussi le Conseil supérieur du cheval, créé en juin 1990 par M. Michel Rocard.

Le PMU vient d'autre part de changer de directeur général. M. André Cormier a récemment quitté ce poste pour la direction du développement à la Barclay's Bank, à la suite de divergences de vues avec le président du PMU, M. Jean Farge, ancien directeur de la COB, qui a choisi, pour le remplacer (avec l'agrément des tutelles de l'agriculture et du budget), M. Pierre Dubouché. Celui-ci, ancien élève de l'ENA (promotion Robespierre),

âgé de quarante-cinq ans, quitte la fonction de trésorier-payeur général de Basse-Normandie et du Calvados, qu'il occupait depuis le début de l'année seulement. Auparavant sous-directeur chargé des études et applications informatiques à la comptabilité publique (1976) puis directeur adjoint de France-Loto (1987), le nouveau directeur du PMU aura besoin de toutes ses connaissances de ces deux secteurs pour aborder une tâche difficile.

Après avoir progressé davantage que l'inflation toutes ces dernières années, le chiffre d'affaires du PMU stagne actuellement. L'objectif de croissance de quatre points pour l'exercice ne sera pas atteint, en raison surtout d'une forte érosion enregistrée lors de la guerre du Golfe, érosion qui n'a pas pu être vraiment réduite ensuite. En outre, l'année prochaine, la concurrence du Loto, bénéficiant de budgets publicitaires beaucoup plus élevés, risque d'être plus vive encore. Et parallèlement, il est difficile d'envisager le lancement de nouvelles formules de paris hippiques, le système collecteur informatique se trouvant à saturation (de même, peut-être, que la clientèle) par un rythme de quatre tiers, quarts, quintes par semaine.

Cette situation d'impasse financière inquiète beaucoup les dirigeants des courses. Leur déficit, déjà important, s'est encore accru de 20 millions de francs cette année et provoque le désengagement des propriétaires et éleveurs français. La suppression d'hippodromes est envisagée et deux sociétés organisatrices pour les compétitions de plat et d'obstacles ont dû fusionner pour motifs économiques. Des aides sont demandées aux pouvoirs publics sous forme d'un moindre prélèvement. Le ministère du budget a confié un audit complet de la filière à six inspecteurs des finances; les résultats seront connus début janvier.

GUY DE LA BROSSE

Décès de George Stigler Prix Nobel d'économie

Professeur à l'université de Chicago, George Stigler est mort le 2 décembre, à quatre-vingts ans. George Stigler avait reçu le prix Nobel d'économie en 1982, « pour ses études sur la structure industrielle et le fonctionnement des marchés ainsi que les causes et les effets de la réglementation publique », comme le rappellent Dominique Roux et Daniel Soulié dans leur ouvrage *Les Prix Nobel de sciences économiques* (Economica, 1991). Les travaux de George Stigler ont aussi porté sur la théorie de la production et des coûts, sur la théorie des oligopolés, de l'information et des structures industrielles. Il avait publié en 1972 un manuel intitulé *La Théorie des prix*, chez Dunod.

Maire Division de communication

COMMUNICATION

Trois ministres la formule

EJP 21/10/150

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Aliances tous azimuts dans la CFAO

Matra Datavision a signé un accord de commercialisation avec le japonais NEC

Matra Datavision va bénéficier de l'appui du géant japonais NEC pour commercialiser son logiciel Euclid IS au Japon, aux termes d'un accord de distribution rendu public lundi 2 décembre.

Accord franco-japonais (Matra Datavision-NEC) contre alliance franco-américaine (Dassault Sys-

tèmes-IBM) : l'industrie des logiciels de CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) se prête désormais aux grandes manœuvres (le Monde du 22 novembre). A la base, la logique est la même. Un éditeur de logiciels de CFAO - ces programmes désormais couramment utilisés dans l'industrie et qui permettent de concevoir sur écran un

prototype, d'en simuler le fonctionnement, d'en élaborer la fabrication - s'allie à un grand de l'informatique mondiale (IBM dans le premier cas, NEC dans le second) qui lui offre sa puissance de distribution. L'éditeur de logiciels obtient ainsi un accès direct aux grandes firmes industrielles qu'équipent son partenaire, le constructeur. Le fabricant d'ordinateurs y trouve son compte en présentant à ses clients des solutions plus attractives.

Dassault Systèmes, qui avait engagé de longue date une coopération commerciale avec IBM, s'est naturellement tourné vers ce partenaire pour nouer une alliance globale (IBM va entrer dans le capital de la très profitable filiale de Dassault, celle-ci représentant les activités CFAO du constructeur américain). Matra Datavision a, pour sa part, adopté une ligne de conduite plus prudente, qui reflète une stratégie différente. La filiale commune de Matra et de Renault s'est toujours refusée à lier son sort à un seul constructeur, fil-à-fil le numéro un mondial, quand Dassault Systèmes adoptait une ligne de conduite «très IBM».

L'accord avec NEC, révélé à Paris lundi 2 décembre, relève de cette philosophie. C'est un accord de distribution stricto sensu. Le construc-

teur japonais va intégrer à son offre Euclid IS, le logiciel vedette de Matra Datavision, sur ses stations de travail vendues sur le marché nippon. D'autre part, cet accord n'est pas exclusif. En clair, Matra Datavision se réserve le droit de fournir d'autres constructeurs pour peu qu'ils offrent des stations de travail Unix. Matra Datavision, qui n'a pour le moment qu'une cinquantaine de clients au Japon et y réalise 15 millions de francs de chiffre d'affaires (environ 3 % de ses ventes totales en 1990), compte y fournir, avec NEC, 1 000 systèmes supplémentaires en trois ans.

C. M.

o M. Carl J. Conti quittera IBM à la fin de l'année. - M. Carl J. Conti, actuel dirigeant du département des grands systèmes du géant américain de l'informatique IBM, devrait quitter le groupe à la fin de l'année. Cette décision a été annoncée, lundi 2 décembre, par la firme américaine et s'inscrit dans le vaste plan de restructuration du groupe (le Monde du 28 novembre).

NCR prend le contrôle de Teradata

La société informatique National Cash Register (NCR), cinquième constructeur américain d'ordinateurs, a annoncé lundi 2 décembre un accord de rachat du fabricant californien d'équipements informatiques Teradata.

Cette fusion, évaluée à 250 millions de dollars (1,4 milliard de francs), s'effectuera sur la base d'une offre publique d'échange (OPE) : chaque action de la firme Teradata devra ainsi être échangée contre l'équivalent de 30,25 dollars en titres du géant American Telephone and Telegraph (ATT). Ce dernier orchestre l'opération depuis la prise de contrôle de la société NCR lors d'un rachat (le Monde du 8 mai) évalué à 7,4 milliards de dollars (43,3 milliards de francs).

Spécialisée dans la conception de grands systèmes de gestion de bases de données, la société Teradata emploie 1 600 personnes aux Etats-Unis et dans treize autres pays.

En mars 1990, un accord avait déjà été signé avec NCR pour la mise au point d'ordinateurs dits «massivement parallèles», capables de traiter d'importants flux de données en continu. Cet accord avait alors permis à NCR de détacher 9 % du capital de la firme californienne.

ETRANGER

Les dépenses de construction aux Etats-Unis ont recommencé à augmenter

Les dépenses de construction aux Etats-Unis ont augmenté de 1 % en octobre par rapport à septembre. Cette hausse prolonge un mouvement de reprise entamé en juillet. C'est la première fois depuis 1987 que ces dépenses augmentent quatre mois de suite, ce qui est un bon signe pour l'économie américaine, même si leur niveau est encore inférieur de 5,3 % à celui atteint en octobre 1990.

Recevant des professionnels de l'immobilier qui lui demandaient s'il avait de nouvelles idées pour une relance de l'économie, M. George Bush a déclaré, lundi 2 décembre, qu'il voulait être prudent. «Nous ne ferons rien d'imbécile», a-t-il ajouté, traduisant l'embaras de ses conseillers, très divisés au sujet de l'opportunité et de la forme de mesures de relance. - (AFP.)

o Dumez en Indonésie. - Dumez international, filiale de Lyonnaise des eaux-Dumez, vient d'emporter le contrat de construction d'un important complexe hydroélectrique à Singkarak en Indonésie. Dumez est associé dans cette opération à deux sociétés, l'italienne Impregilo et l'indonésienne Istaka Kaya. Le contrat est évalué à 875 millions de francs.

COMMUNICATION

Suspension de la cotation de deux sociétés du groupe

Les banquiers accentuent leur pression sur les frères Maxwell

Les actions du groupe d'édition Maxwell Communication Corporation (MCC) et du groupe de presse Mirror Group Newspapers (MGN) ont été suspendues à la Bourse de Londres, lundi 2 décembre, à la demande des deux sociétés. Selon un communiqué des autorités de marché, la suspension a eu lieu dans l'attente d'une «clarification de la position financière des sociétés (non cotées) de la famille Maxwell et de ses effets» sur les deux groupes cotés MCC et MGN. Le groupe Mirror et Maxwell Communication Corp. sont détenus respectivement à 51 % et 68 % par deux holdings non cotés, propriétés de la famille Maxwell, lesquels supportent un endettement global estimé aujourd'hui à plus de 10 milliards de francs.

Le même jour, à Zurich, toutes les transactions portant sur les obliga-

tions émises par le groupe Maxwell ont aussi été suspendues. MM. Ian et Kevin Maxwell, les deux fils de M. Robert Maxwell (mort noyé il y a près de quatre semaines) qui ont repris la direction de ses affaires, semblent ne pas pouvoir échapper à la pression de leurs banquiers. Alors que l'endettement du groupe est actuellement estimé à 22 ou 25 milliards de francs, ceux-ci souhaitent que des arbitrages soient rendus rapidement.

Les pressions semblent aller en direction d'une cession rapide des activités presse. Le Mirror Group, dont le titre a mieux résisté à la dévaluation spectaculaire des actions - la valeur de MCC a été réduite de 70 % en un mois - pourrait bien changer rapidement de propriétaire.

Dans une lettre au président d'Antenne 2

Trois ministres mettent en cause la formule du Téléthon

Le cinquième Téléthon doit durer trente heures, vendredi 6 et samedi 7 décembre, mobiliser les téléspectateurs en faveur de la myopathie et de la recherche sur les maladies génétiques. Y aura-t-il une sixième édition ?

M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2, la chaîne de télévision organisatrice, a reçu, au début du mois de novembre, une lettre signée de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Martine Aubry, ministre du travail, et M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés. Les trois ministres observaient que la France compte plus de cinq millions de handicapés de toutes sortes et proposaient la mise à l'étude d'une nouvelle émission pour tous les handicapés demandant à tous les Français de participer à ce combat sans misérabilisme.

Le président d'Antenne 2 a répondu aux ministres que le Téléthon profite à l'ensemble des maladies génétiques, que les fonds collectés sont particulièrement destinés à la recherche et qu'il s'agit d'un rendez-vous annuel excluant le voyeurisme. M. Bourges a accepté le principe d'une réunion au cours de laquelle une réflexion serait engagée sur un élargissement éventuel de l'émission ou la programmation d'autres émissions sur les handicapés.

Cet échange de correspondance, qui n'avait fait l'objet jusqu'ici d'aucune publicité, a été révélé lundi 2 décembre par M. Michel Gillibert, au cours d'une conférence à Paris. Le secrétaire d'Etat y a tenu des propos fort critiques à l'égard de l'émission. Il estime qu'elle donne une mauvaise image

des handicapés et qu'elle mobilise l'attention et la générosité des téléspectateurs au seul profit de quelques associations seules. «Il n'est plus possible de continuer ainsi, a-t-il conclu. Le Téléthon 91 doit être la dernière émission selon la formule habituelle. Il faut la repenser pour l'an prochain.»

Une telle remise en cause fait bondir M. Bernard Barataud, quarante-huit ans, président de l'Association française contre la myopathie (AFM), qui a lancé l'opération en 1987, à l'exemple de ce que font les associations américaines depuis vingt-six ans. «C'est vrai, reconnaît-il, l'émission a rencontré un grand succès. En quatre ans, nous avons recueilli 955 millions de francs, dont 87,5 % consacrés à la recherche; d'abord la myopathie, puis sur l'ensemble des maladies génétiques.»

Grâce à ce formidable coup de pouce, l'AFM a pu améliorer les services rendus à ses adhérents, soit trente mille malades et leurs familles; elle emploie aujourd'hui 228 salariés, mais surtout l'argent collecté a permis de créer un laboratoire baptisé Genethon, installé à Evry (Essonne), dont les cent trente chercheurs, équipés de robots et d'ordinateurs, s'attachent à repérer les gènes responsables d'une soixantaine d'affections diverses.

Enfin pour le producteur de l'émission, M. Pierre-Henri Adam, «éparpiller l'argent sur de multiples causes serait aujourd'hui tout compromettre. Comme on le fait aux Etats-Unis, il faut imaginer d'autres téléthons pour d'autres types de handicaps. Voilà la solution».

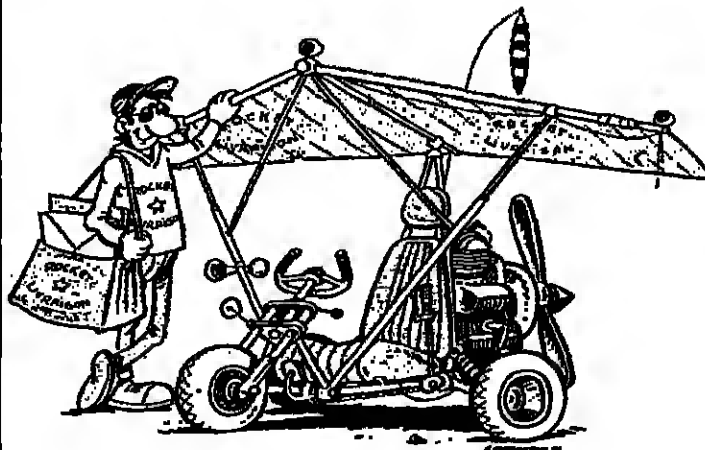
MARC AMBROISE-RENDU

o Comité d'entreprise extraordinaire à la Ciné. - Réunis en assemblée générale, lundi 2 décembre, les salariés de la Ciné ont demandé la convocation d'un comité d'entreprise extraordinaire et la nomination d'un expert pour examiner les comptes de la chaîne. Le PDG, M. Yves Sabouret, avait annoncé lors du dernier comité d'entreprise des réductions d'effectifs et un plan d'extrême rigueur (le Monde daté 1-2 décembre). D'après les informations officieuses qui circulent dans la chaîne, ce plan affecterait plus de cent emplois, et notamment une large part de la rédaction.

o LMK-images primé deux fois au Festival international d'Angers. - Deux films produits par LMK-images, la société de production MK2-le Monde, viennent de remporter un prix au Festival international d'Angers. Le reportage «Rencontre au sommet Platin-Azab», tourné à Toulon en avril, a reçu le Prix du documentaire. Le documentaire «Fécondation in vitro», de Jocelyne Soub, a remporté le Premier prix de la catégorie information scientifique. Ce documentaire avait déjà remporté le Prix du film médical au Festival de Biarritz et le Prix de la meilleure réalisation au Festival Euro-méditerranéen de Montpellier.

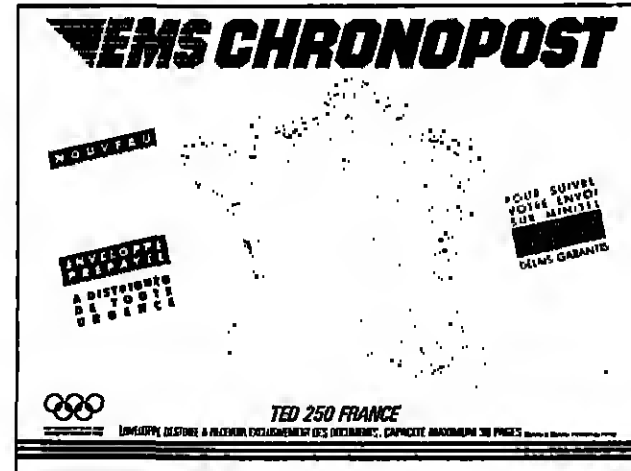
POUR UN ENVOI FACILE DE VOS DOCUMENTS EN EXPRESS, DEUX SOLUTIONS :

1. LES ENVOYER EN EXPÉDITION AVEC "TED".
2. LES EXPÉDIER AVEC TED 250 FRANCE.



"Ted"

autre nom de Teddy l'aviateur de chez Rocket-Livraison. Ici avec son U.L.M. à acétylène, détenteur du record Champaubert - Chigny-les-Roses en 24'32". 1 658 expéditions dont 903 arrivées à destination. Son projet : Paris - Marseille en 8 h 50 (le vent dans le dos).



TED 250 FRANCE

la nouvelle enveloppe pré-payée de EMS CHRONOPOST pour l'envoi facile de vos documents urgents. Détenteur du record de fiabilité : suivi informatisé pour une livraison garantie le lendemain avant midi dans toute la France métropolitaine à un prix compétitif.

EMS CHRONOPOST

LES MAÎTRES DU TEMPS.

5.000 ESSAIS GRATUITS :

METTEZ TED 250 FRANCE A L'ÉPREUVE*

Pour pouvoir mettre gratuitement TED 250 FRANCE à l'épreuve de vos envois express, appelez vite le 0 5 4 3 2 1 0 0 (N° Vert - appel gratuit), ou retournez ce bon d'essai à EMS CHRONOPOST - Promotion des Ventes - 41, rue Camille Desmoulins - 92442 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX.

Nom : _____ Prénom : _____

Société : _____

Adresse : _____

Fonction : _____

Téléphone : _____

APE : _____

* offre limitée aux 5.000 premières demandes (1 échantillon par client et par entreprise). Valable jusqu'au 31/12/91.



MARCHÉS FINANCIERS

Après l'introduction en Bourse de l'établissement financier

Plus de 60 000 actionnaires au Crédit local de France

M. Pierre Richard, président du Crédit local de France (CLF), s'est adressé lundi 2 décembre aux actionnaires réunis en Bourse de cet établissement financier, qui devrait désormais compter plus de 60 000 actionnaires. « Sur 9,5 millions d'actions offertes (soit 27 % du capital), il y a eu au total plus de 16 millions d'actions demandées », a-t-il indiqué avec satisfaction.

Toutefois, la tranche internationale (1 900 000 actions), en étant sur-souscrite quatre fois (7 300 000 titres demandés), a eu des succès que celle placée en France. La

tranche domestique, portée sur 7 570 000 actions, s'est rencontrée avec un succès mitigé. Le nombre d'actions demandées se situe dans une fourchette oscillant, selon les estimations actuelles, entre 8 et 11 millions, représentant ainsi 1,3 fois l'offre. Les résultats définitifs de l'offre publique de vente (OPV) des actions CLF, cédées au prix unitaire de 210 francs, ne seront connus que jeudi 5 décembre. La première cotation aura lieu le 11 décembre sur le marché au comptant et le 24 décembre sur le marché à règlement mensuel.

EN BREF

La Haute Cour de justice de Londres a rendu sa décision sur la liquidation de la BCCI. La Haute Cour de Londres, qui statuait lundi 2 décembre (le Monde du 3 décembre) sur la liquidation de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) a finalement reporté sa décision au 14 janvier. Ce report, effectué à la demande du liquidateur provisoire Touche Ross, devait permettre la poursuite des négociations avec les autorités d'Abou-Dhabi pour une indemnisation au niveau international des créanciers de la banque. Touche Ross tente d'obtenir que les créanciers de la banque reçoivent 10 % des sommes perdues d'ici à la fin de l'année prochaine, afin d'arriver à 30 % ou 40 % à plus long terme. Quant aux dépôts britanniques, ils devront encore attendre pour recevoir une compensation à hauteur de 15 000 livres (147 000 francs) par compte, prévue par le fonds de protection des déposants de la Banque d'Angleterre, qui ne peut être activé qu'après une mise en liquidation judiciaire.

Elf, mise en vente de titres « si les conditions le permettent ». La Société des Bourses françaises (SBF) a publié lundi 2 décembre les modalités de l'offre publique de vente (OPV) portant sur 5,78 millions d'actions d'Elf Aquitaine représentant 2,3 % de son capital. Ces titres cédés par l'Erapp, seront répartis à hauteur de 1,4 million dans le cadre d'un placement international, de 1 million aux Etats-Unis et de 3,38 millions

aux relations entre la finance et l'industrie. A l'occasion de ses journées annuelles, les 5 et 6 décembre à Paris, l'Association française de finance organisée jeudi 5 décembre une réunion ouverte au public et consacrée aux « relations entre la finance et l'industrie », avec la participation de banquiers, d'industriels, de responsables de l'administration et d'universitaires. Renseignements : 42-89-70-78.

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de décembre

L'école au secours des banlieues

Les « banlieues misères » ont supplanté les « banlieues dorées ». Là, sur une toile de fond souvent dépeinte — HLM, parkings et terrains vagues — l'école reste parole la dernière. D'abord parce qu'elle est la seule institution présente partout. Ensuite parce que l'éducation nationale a pris sur ce terrain une longueur d'avance sur les autres administrations : depuis dix ans, la politique des zones d'éducation prioritaire a permis d'accorder plus de moyens là où les besoins étaient les plus criants. Enfin, parce qu'elle représente encore le principal espoir d'intégration sociale, pour les enfants d'immigrés mais aussi pour tous ceux dont l'origine familiale ne les prédispose pas à rejoindre l'élite des grandes écoles.

L'école, phare irremplaçable des banlieues ? Ce serait idéal. Ce bilan de son action s'y révèle positif, mais non triomphal. Certains enseignants consacrent depuis longtemps à ces terres de mission et s'y plaisent. D'autres y vivent en pénitence. Et puis si l'école — la communale — a su se nichier en

coeur des grands ensembles — les lycées, eux, se concentrent toujours dans les centres-villes. Bac C n'aime pas toujours avec cités. Pourtant, révèle l'enquête de Martine Vial, l'idée d'implanter des pôles d'excellence et des formations de pointe fait son chemin. Et si les mentalités étaient en train de changer ?

Egalement au sommaire du Monde de l'éducation de décembre : Livres, BD, musiques pour enfants, notre sélection des programmes ; IUFM, les futurs enseignants en expédition dans les écoles, une rentrée sur le terrain. Heureux qui comme Ulysse... ou l'essor des voyages scolaires ; Etranger, l'insupportable système scolaire allemand et notre revue de presse internationale ; Guide, danse, limons les faux pas ; Parents-enfants, les débuts en collège.

► Le Monde de l'éducation, n° 188, décembre 1991. 22 F. En vente chez tous les marchands de journaux.

The Tokai Bank, Limited aimerait porter à la connaissance du public que Tokai Occidental Incorporated et Tokai Occidental Incorporated S.A. ne sont pas des succursales ni des filiales de The Tokai Bank, Limited, de même que ces sociétés n'ont aucune relation de quelle sorte que ce soit avec la banque, ses succursales ou filiales.

TOKAI BANK

SUCCURSALE DE PARIS: 69 Boulevard Haussmann 75008, Paris
Tél: (01) 46 66 91 91 Télécopie: (01) 46 66 35 92 Tél: 280120 TOKYO

NEW-YORK, 2 décembre ↑

Vive reprise

Après deux journées de baisse et un retour du Dow au-dessous de la barre des 2 900 points, une forte reprise s'est produite lundi 2 décembre à Wall Street. La tendance avait encore été très lourde une bonne partie de la séance et ce n'est qu'à l'approche de la clôture que le raffermissement commença à se faire sentir. Si bien même que tout le terrain perdu, et même largement au-delà, était regagné. Finalement, l'indice des industrielles enregistrait une hausse de 1,41 % (+ 40,70 points) pour s'inscrire à la cote 2 938,36.

L'évidence, l'indit s'est sur-tout porté sur les « blue chips » qui composent l'indice. Pourquoi ce regain d'intérêt ? Tout portait pourtant la grande Bourse new-yorkaise à broyer du noir : les nouvelles inquiétantes de l'économie mondiale en général, la recrudescence de l'affaiblissement de la plupart des grandes places financières internationales. De plus, le fameux indice des directeurs d'achat des entreprises américaines venait d'être publié, indiquant d'un nouveau ralentissement de la croissance, avec un taux de 50,1 % pour novembre au lieu de 53,5 % pour octobre. En fait, Wall Street a sur-tout réagi au facteur technique. Le Dow étant tombé au-dessous de la barre des 2 900 points, les ordonnances se sont mis à cracher des programmes d'échec.

VALEURS	Cours de 29 nov.	Cours de 2 déc.
Alcoa	58 1/2	57 3/4
ATI	36 1/4	36 1/4
Boeing	44 1/4	44 1/4
Chrysler	44 1/4	44 1/4
Du Pont de Nemours	44 3/8	45 3/8
Exxon Mobil	46 5/8	46 7/8
Ford	24 1/8	24 3/8
General Electric	54 3/4	55 3/4
General Motors	47 1/4	47 1/4
Goodyear	47 1/4	47 1/4
IBM	92 1/2	92 1/2
Intel	32 1/4	32 1/4
Modell	54 3/4	55 3/8
Pepsi	55 1/4	55 1/4
Schlumberger	82 1/2	82 1/2
Tesoro	58 1/4	58 5/8
UAI Corp. et Allge	125	125 7/8
United Tech.	47 5/8	48 1/2
Westinghouse	15 7/8	15 3/4
Xerox Corp.	62	62 1/4

LONDRES, 2 décembre ↓

Réduction des pertes avant clôture

Après un départ en net recul, les valeurs ont réduit leurs pertes lundi 2 décembre au Stock Exchange, terminant au-dessus de la barre des 2 400 points, sous laquelle elles ont évolué une grande partie de la journée. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs ne perdait plus que 3,5 points, soit 0,2 %, à 2 414,9 points, après être tombé à 2 387,7 points au moment le plus bas de la journée. La chute de plus de 3 % du marché japonais, quelques heures auparavant, et les incertitudes sur la reprise économique en Grande-Bretagne avaient entraîné une perte initiale de plus de 1 % du marché.

FAITS ET RESULTATS

o L'Inamo relève son OPA sur Ultramar. Le groupe pétrolier L'Inamo a annoncé, mardi 3 décembre, qu'il relèverait son offre sur Ultramar, la portant à 317 pence par action, ce qui représente un total de 1,175 milliard de livres (11,75 milliards de francs). L'Inamo avait précédemment, le 26 novembre, l'acquiescement potentiel à l'offre de 0,9 % de la capital de 28 novembre. La nouvelle offre expirera le 18 décembre.

o Salomon Brothers travaille à négocier pour la Banque mondiale. La firme d'investissement américaine Salomon Brothers a annoncé, lundi 2 décembre, qu'elle allait passer à nouveau travailler pour la Banque mondiale pendant trois mois d'interruption liée au scandale sur le marché des bons du Trésor (le Monde du 18-19 août). La Banque mondiale avait suspendu ses activités avec Salomon à la fin du mois d'août dernier à la suite de répercussions par cette firme de malversations lors de plusieurs adjudications de bons du Trésor américain. La reprise des relations avec la Banque mondiale constitue une bonne nouvelle pour Salomon car cette institution internationale figure parmi les principaux emprunteurs sur les marchés de capitaux mondiaux. Salomon a été le chef de file de plusieurs relations avec la Banque mondiale dans une bonne nouvelle pour Salomon car cette institution internationale figure parmi les principaux emprunteurs sur les marchés de capitaux mondiaux.

o M. J.-P. Ribière nommé directeur général de l'UIC. M. J.-P. Ribière vient d'être nommé directeur général de l'Union des industries chimiques (UIC). Il prendra ses fonctions le 1^{er} janvier 1992. Né le 8 février 1939, ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur en chef des mines, M. J.-P. Ribière avait exercé diverses fonctions au ministère de l'Industrie, puis à la direction de la COFAZ (Compagnie française de l'azote), aujourd'hui dans le giron de Pierre-Frédéric Aubry. Puis, il avait été nommé directeur général de Total-Chimie devenue actionnaire de la COFAZ. M. J.-P. Ribière est actuellement à la direction stratégique-planification du groupe Total.

o Lapeyre (groupe Pollet) blanchit sa seconde marche. Les menuiseries Lapeyre, appartenant au groupe Pollet (matériaux de construction), pourraient être introduites en Bourse sur le second marché à la fin du premier semes-

PARIS, 3 décembre ↑

Sans conviction

Après quatre jours de repli et 2,6 % de baisse, une timide reprise s'est dessinée mardi à la Bourse de Paris. Mais après un démarrage prometteur (+ 0,80 %), le marché se ravisa et manqua très rapidement une bonne partie de la séance et la réflexion, il se redressa d'abord, mais sans grande conviction. Sa progression devait ensuite s'arrêter momentanément à l'approche de la clôture. En milieu d'après-midi, l'indice CAC 40 enregistrait une avance de 0,42 %.

Ce n'est rien de dire que la cote n'y était pas. Pour les professionnels, Paris s'est conformé aux indications américaines, toutes pour New York. Un point d'entrée, à l'approche de la fin de l'année, les investisseurs se sentent de moins en moins motivés pour prendre des positions. Personne sous les tentes n'éprouve les convictions effrénées par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, sur le prochain de la reprise. Au mieux, dit-on, la croissance ne reprendra pas avant le deuxième semestre de 1992.

Peu de perspectives positives : les actions Crédit local de France se sont placées, mais il a fallu pour cela remonter le banc et l'arrière-banc des investisseurs. Brèves nouvelles. Et nul ne s'intéresse aux actions Elf en prévision de la mise sur le marché français entre les 11 et 13 décembre prochain de 2,38 millions de titres cédés par l'Erapp. Il est vrai que, d'ici là, la Bourse peut encore baisser, ce qui contraindrait le groupe à réviser ses prévisions pour l'instant secrètes. A moins que l'opération ne se fasse pas.

TOKYO, 3 décembre ↑

Redressement

Apparemment, la chute du début de semaine n'a pas eu de suite. La tendance s'est en effet redressée mardi 3 décembre. Amorcée dès l'ouverture, la reprise du mouvement de reprise s'est poursuivie lentement et, à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 12 158,83 points, en hausse de 174,54 points (+ 1,45 %).

Le rebondissement de Wall Street a été en bonne partie responsable de ce redressement. Mais, à aussi, le facteur technique a joué. Selon les professionnels, les investisseurs se sont remis à rechercher les bonnes affaires. Beaucoup s'attendaient à cette émotion. La barre des 22 000 points constitue un seuil de résistance. En outre, des bruits ont circulé selon lesquels le ministre des finances surveillerait de très près la situation sur le marché. Les opérateurs en ont déduit qu'une intervention était possible et que dans cette hypothèse, il ne serait pas mauvais de reprendre quelques positions.

VALEURS	Cours de 29 nov.	Cours de 3 déc.
Alcoa	58 1/2	57 3/4
Bridgepoint	1 040	1 040
Boeing	44 1/4	44 1/4
Fujitsu	2 430	2 430
France Telecom	1 440	1 440
Hitachi	1 400	1 400
Motorola	695	672
Sony Corp.	4 220	4 230
Toshiba	1 420	1 420

PARIS :

Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3848	3875	Immo. Habitat	780	780
Assicur. Assurances	280	278	Immo. Habitat	161	161
BAC	95	93	LPBM	82	81 10 d
Banque Paribas	904	904	Local Invest.	245	245
Banque Paribas	319	310	Local Invest.	70	70
Banque Paribas	238	237	Local Invest.	82	78
Banque Paribas	835	825	Local Invest.	144	138
Banque Paribas	401	405	Local Invest.	380	405
Banque Paribas	680	680	Local Invest.	450	450
Banque Paribas	140	140	Local Invest.	320	320
Banque Paribas	285	285	Local Invest.	102	102
Banque Paribas	880	880	Local Invest.	384	380
Banque Paribas	280	280	Local Invest.	130	130
Banque Paribas	300	300	Local Invest.	270	270
Banque Paribas	152 10	152 10	Local Invest.	306	306
Banque Paribas	289	280	Local Invest.	315	310
Banque Paribas	1190	1190	Local Invest.	212	213
Banque Paribas	337 80	337 80	Local Invest.	88	85
Banque Paribas	521	520	Local Invest.	784	771
Banque Paribas	253	249 60			
Banque Paribas	125	125			
Banque Paribas	238	238			
Banque Paribas	180	171			
Banque Paribas	128	128			
Banque Paribas	105	105			
Banque Paribas	119 30	119 20			
Banque Paribas	205	205			
Banque Paribas	930	930			
Banque Paribas	941	941			
Banque Paribas	196 20	202			
Banque Paribas	121	121			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 décembre 1991

Nombre de contrats : 100 713

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	105,52	105,70	106,28
Précédent	105,86	106,02	106,56

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE
	Mars 92	Jun 92
307	0,49	1,07
	1,74	1,72

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Décembre	Janvier	Février
Dernier	1 719	1 731,50	1 746
Précédent	1 736,50	1 755,50	1 769

CHANGES

Dollar : 5,5145 F ↑

Mardi 3 décembre, le dollar se consolide sur les marchés des changes européens. En revanche, le billet vert faiblissait face au yen. A Paris, le dollar cotait à 5,5145 francs au fixing contre 5,4965 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT	2 déc.	3 déc.
Dollar (en DM)...	1,682	1,6127
TOKYO	2 déc.	3 déc.
Dollar (en yens)...	129,98	129,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (3 décembre) : 9 13/16 - 9 15/16 %
New-York (2 décembre) : 5 1/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE base 100 : 28-12-90)

29 nov. 2 déc.
Valeurs françaises : 114,40 112,40
Valeurs étrangères : 109,70 108,70
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 477,30 471,92
(SBF, base 1000 : 31-12-97)
Indice CAC 40 : 1739,78 1708,78

NEW-YORK (indice Dow Jones)

29 nov. 2 déc.
Industrielles : 2 694,68 2 695,38
LONDRES (indice Financial Times)

29 nov. 2 déc.
100 valeurs : 2 428,20 2 414,50
30 valeurs : 1 848,18 1 831,58
Mines d'or : 171,40 170,98
Fonds d'Etat : 86,94 86,58

FRANCFORT

29 nov. 2 déc.
Dax : 1 566,57 1 545,44
TOKYO

2 déc. 3 déc.
Nikkei Dow Jones : 12 158,83 12 158,83
Indice général : 1 692,40 1 708,59

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,5170	5,5200	5,5220	5,5250
Yen (100)	4,2668	4,2715	4,2848	4,2895
DM	6,9537	6,9592	6,9798	6,9852
Deutsche Mark	3,4148	3,4178	3,4154	3,4182
Franc suisse	3,8299	3,8348	3,8741	3,8782
£ Sterling (1 000)	4,5281	4,5335	4,4968	4,5051
Libre sterling	9,7727	9,7837	9,7497	9,7677
Peseta (100)	5,3873	5,3929	5,3180	5,3290

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5 1/8	5 1/4	4 7/8	5	4 3/4	4 7/8
Yen (100)	6 1/4	6 3/8	6 1/8	5 3/4	5 3/4	5 3/4
DM	10 7/16	10 3/8	10 1/2	10 3/8	10 3/8	10 3/8
Deutsche Mark	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8
Franc suisse	8 1/16	8 3/16	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/8
£ Sterling (1 000)	12 5/8	12 7/8	12 1/8	12 3/8	11 7/8	12 1/8
Libre sterling	10 11/16	10 11/16	10 11/16	10 11/16	10 5/8	10 3/4
Peseta (100)	12 1/2	12 3/8	12 1/2	12 3/8	12 1/2	12 3/8
Franc français	9 13/16	9 15/16	9 13/16	9 15/16	9 3/4	9 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 3 décembre :
Michel Berry,
fondateur de la revue « Gérer et comprendre » et des « Annales des Mines »
Le Monde initiatrice à date 4 décembre publie une enquête sur « La fin du taylorisme ? »

Mardi 4 décembre :
Jacques Ramboisson,
président de la Barclays Bank.

BOURSE DU 3 DECEMBRE

2/12

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
48-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

LETTRES

La disparition de Ludovico Geymonat

Une dialectique de la vérité

Avec Ludovico Geymonat, décédé le 29 novembre à Milan (le Monde du 3 décembre), s'éteint l'une des personnalités les plus considérables, nobles et attachantes du monde scientifique et philosophique de ce siècle. C'est en fait le père de l'histoire et de la philosophie des sciences italiennes qui vient de disparaître. Toute la pensée italienne est en deuil.

Né à Turin le 11 mai 1908, élève de Giuseppe Peano (le célèbre mathématicien de Turin dont l'axiomatisation de l'induction arithmétique vers 1900 a joué et joue encore un rôle de premier plan dans les recherches logiques), Ludovico Geymonat a consacré sa vie au problème de la connaissance et de la rationalité dans les sciences. Il fut l'introduit de la philosophie des sciences en Italie des recherches du Cercle de Vienne et du positivisme logique (Schlick, Carnap, Reichenbach), dans le contexte fasciste des années 30 dominé par les philosophes idéalistes, ouvertement antisémitiques, de Benedetto Croce et Giovanni Gentile. Il s'éloigna cependant après la guerre de ce que pouvait avoir de trop rigide et de trop dogmatique ce positivisme des conceptions logiques de l'empirisme.

Ludovico Geymonat se consacra, comme Bachelard, Genseth, Popper ou Kuhn, à l'élaboration d'un rationalisme néo-illuministe, à la fois critique, constructif et ouvert. Il a promu un rationalisme qui est à la fois critique, constructif et ouvert. Il a promu un rationalisme qui est à la fois critique, constructif et ouvert. Il a promu un rationalisme qui est à la fois critique, constructif et ouvert.

affirmant l'existence d'une vérité objective.

Son point de vue a progressivement évolué vers les conceptions réalistes et évolutionnistes de l'objectivité qui dominent actuellement l'épistémologie. Mais sa position est restée singulière.

La valeur historique des sciences

En effet, pour développer une dialectique de la vérité objective et de la valeur historique des sciences, il a eu recours aux théories marxistes, théories en faveur desquelles il militait déjà politiquement depuis son engagement dans l'action clandestine et la lutte armée de la Résistance (comme commissaire politique de la 105^e brigade Garibaldi). Avec un rare courage et une rare loyauté intellectuelle, il a revendiqué jusqu'à la fin l'actualité d'une conception matérialiste de la dialectique historique. Ces derniers temps encore, il était devenu une figure charismatique du mouvement Rifondazione Comunista.

Avec une vocation humaniste qui ne s'est jamais démentie, Ludovico Geymonat a toujours lutté pour faire reconnaître la connaissance scientifique comme une valeur maîtresse de la philosophie et de la culture. Ayant été nommé en 1956 à l'université de Milan, à la première chaire italienne de philosophie des sciences, il a formé des générations de philosophes et d'historiens des sciences qui ont fait de l'Italie l'un des pays les plus en pointe dans ce domaine. En 1974, l'Académie internationale d'histoire des sciences lui a décerné la prestigieuse médaille Koyré. En 1985, l'Academia dei Lincei (l'Académie des sciences italienne) lui a attribué le prix de philosophie, et il venait de se voir honoré du prix de la présidence du conseil. Ces dernières années, de nombreux colloques internationaux lui ont été consacrés, et un institut Ludovico Geymonat a été fondé à Milan.

Avec Ludovico Geymonat, c'est un penseur remarquable de force, d'originalité et de générosité qui disparaît, un représentant éminent de ce que Hilbert appelait « l'honneur de l'esprit humain ». Un homme qui admirait et aimait tous ceux pour qui la recherche de la vérité constituait à la fois une expérience spirituelle et un engagement social.

Parmi les nombreuses œuvres de Ludovico Geymonat, on doit citer la monographie de référence *Galileo Galilei* (Einaudi, Turin, 1956; traduction française, Laffont, Paris, 1968), l'ouvrage fondamental *Scienza e Realismo* (Feltrinelli, Milan, 1977), ainsi que la monumentale *Storia della filosofia filosofica e scientifica* (7 volumes, Garzanti, Milan, 1970-1976). Parmi ses œuvres récentes, on citera *La Ragione della scienza* (Laterza, Bari, 1986) écrite en collaboration avec Giulio Giorello (son successeur à la chaire de Milan) et Fabio Minazzi (le secrétaire de l'institut Geymonat). A. Tosel lui a consacré une étude dans le tome III de *l'Encyclopédie de la Philosophie* (Calimard, 1972). La revue *Fundamenta Scientiae* lui a consacré un numéro spécial à l'occasion de son quarante-viègesième anniversaire (vol. 10, n° 1, 1989).

JEAN PETITOT

Le règlement du concours « Plume en herbe »

Un incident technique a rendu illisible dans le Monde daté 1^{er} décembre 1991 une partie du règlement du 5^e concours « Plume en herbe » Le Monde-Nathan. Nous republions l'intégralité du règlement et prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

ARTICLE PREMIER

La Librairie Nathan, SA au capital de 10 millions de francs, dont le siège social est 9, rue Méchain, 75015 Paris Cedex 14, et Le Monde, SARL au capital de 620 000 F, dont le siège social est 15, rue Falguière, 75015 Paris, organisent, du 30 novembre 1991 au 14 février 1992, une opération intitulée « Plume en herbe ».

ARTICLE 2

Cette opération est strictement réservée aux enfants nés entre le 1^{er} décembre 1978 et le 31 janvier 1983, domiciliés en France métropolitaine, en Belgique et en Suisse.

Sont exclus les enfants du personnel de la Librairie Nathan SA, des sociétés du Groupe de la Cité, et de la société Le Monde.

Les enfants participant à cette opération devront y avoir été dûment autorisés par leur représentant légal (père, mère ou tuteur).

ARTICLE 3

Les participants doivent écrire une histoire originale à partir d'un livret illustré qu'ils pourront se procurer gratuitement :

1. Dans le journal *Le Monde* (encarté dans le numéro du samedi

30 novembre 1991 daté dimanche 1^{er} et lundi 2 décembre 1991) ;

2. Dans les librairies annonçant l'opération ;

3. Par courrier en adressant leur demande à l'adresse du concours : « Concours Plume en herbe », Editions Nathan, 9, rue Méchain, 75014 Paris. L'envoi est gratuit. Les frais d'affranchissement de ce courrier pourront être remboursés sur demande ;

4. En en faisant la demande par Minitel au numéro suivant : 36 15 Nathan. L'envoi est gratuit.

ARTICLE 4

Les livres, écrits en langue française, devront être postés avant le 14 février à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Il ne sera plus accepté aucun manuscrit après le 28 février 1992, quelle que soit la justification du retard d'acheminement.

Ceux-ci devront comporter l'indication des nom, prénom, date de naissance, adresse et éventuellement numéro de téléphone du participant, ainsi que l'autorisation de son représentant légal.

ARTICLE 5

Il ne sera admis qu'un seul manuscrit par participant (même nom, même adresse).

ARTICLE 6

Les organisateurs se réservent expressément la possibilité de contrôler la date de naissance des auteurs des manuscrits.

Les manuscrits ne seront pas renvoyés aux participants.

ARTICLE 7

Chaque illustration doit correspondre à un texte de soixante mots maximum.

La sélection s'établira en deux temps :

Première étape : Un comité de lecture composé d'étudiants du CELSA (Institut des hautes études de l'information et de la communication) effectuera une présélection de cent manuscrits. Sera éliminé tout manuscrit :

- illisible ;

- inspiré d'un livre existant ou d'un autre manuscrit en les plagiant ;

- ne comportant pas la totalité des illustrations (11) ;

Parmi ces cent manuscrits, le CELSA fera une deuxième sélection des vingt meilleurs.

Deuxième étape :

Un jury composé de personnalités adultes sélectionnera le manuscrit gagnant parmi les vingt retenus. Ce manuscrit sera publié.

Au cours des différentes étapes, la sélection sera effectuée selon les critères suivants : originalité, style, présentation.

Le jury est souverain et ses décisions sont sans appel.

ARTICLE 8

Le gagnant sera prévenu par courrier. Il recevra son livre lors de la remise des prix en 1992.

Un contrat d'édition, précisant les modalités de rémunération de l'auteur, sera établi entre la Librairie Nathan SA, la société

Le Monde et le représentant légal du gagnant.

ARTICLE 9

Les sociétés organisatrices se réservent le droit d'écarter, de proroger, d'annuler la présente opération si des circonstances indépendantes de leur volonté l'exigent. Leur responsabilité ne saurait être engagée de ce fait.

ARTICLE 10

La participation au concours « Plume en herbe » implique l'acceptation pure et simple du présent règlement.

Toute difficulté d'interprétation et d'application du présent règlement sera tranchée par les sociétés organisatrices.

ARTICLE 11

Au nom du gagnant, son représentant légal, du seul fait de la signature du contrat d'édition, accepte par avance l'utilisation de son nom, adresse et image dans toute manifestation publicitaire ou commerciale liée à la présente opération et à la promotion du livre et renonce à toute rémunération spécifique à ce titre.

ARTICLE 12

Conformément à l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et à la protection des données, les informations nominatives recueillies par Nathan pourront être recueillies ou annulées de tout fichier sur simple demande.

ARTICLE 13

Le présent règlement a été déposé chez M. Venezia, huissier de justice, 130, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5664

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Donna régulièrement du mou. - II. Aère la bec dans l'eau. - III. Victime consentante d'un opticien. Rendre emprunté. - IV. Ve sur le papier. Donnera à paraître. - V. Na laisse pas seul. De quoi faire la chaîne. - VI. Grand moment. Ne saurait nous faire la leçon. - VII. Refuse de coopérer. Prénom. - VIII. Ravient régulièrement. Quelque chose qui se fait sentir. - IX. Effectue un renvoi. - X. Sa montre brille. Fer de terre. - XI. Mères. Lieu de légende.

VERTICALEMENT

1. Fut mère à la mer. A longtemps permis d'avancer dans la vie. - 2. Étant parti Dieu sait où l'impair. - 3. Portait à s'emporter. On y fait la planche. - 4. Passe sous des ponts. D'un auxiliaire. Une grande époque. - 5. Fait aller dans la poche. Se fait combler. - 6. Poire qu'il est inutile de garder pour le soir. Ancien nom d'une capitale. - 7. Est visible sur des barbes. Assemblent le ciel et éclairent les rues. - 8. Vont souvent au panier. - 9. Est « empoisonnant ». A une armure.

Solution du problème n° 5663

Horizontalement
I. Mousseur. - II. Urgent. BA. - III. Rai. Oasis. - IV. Ignoble. - V. Sées. Us. - VI. Su. Clean. - VII. Essai. Dis. - VIII. Reproches. - IX. Noé. - X. Euro. Urge. - XI. Stale. Eon.

Verticalement
1. Mûrissier. - 2. Orageuse. Ut. - 3. Ugrine. Spira. - 4. Se. Oscar. El. - 5. Snob. Lion. - 6. Étaiée. Cou. - 7. So. Adhère. - 8. Obi. Unis. Go. - 9. Nees. Essen.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

- Julia
est heureuse d'annoncer la naissance de son fils

Manuel,

né le 1^{er} décembre 1991.

De la part
des parents, des grands-parents et des
arrière-grands-parents Sourigues-Huet.

Fiançailles

- M. Patrick PONSOT
et M^{me} Marie-Christine HUSSON,
M. Jean-Pierre BUAULT
et M^{me} Marie-Claude SELLIER,

sont heureux d'annoncer les fiançailles
de leurs enfants

Marine et Charles-Edmond.

Décès

- Larry et Catherine Breen,
Emmanuel Nozette Clara,
Ian et Dana Sirtsted,
Sasha et Noah,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mary BREEN,

née Larie,

survenue, le 29 novembre 1991, à Avon (Seine-et-Marne).

Les obsèques auront lieu dans l'intimité,
le vendredi 6 décembre.

35, rue Royale,
92210 Saint-Cloud.
57, Wood Lane Highgate,
London N6 5 U D.

- M. et M^{me} Yves Burnand,
son fils et sa belle-fille,
M. et M^{me} Guillaume Thivolle,
M. et M^{me} Romain Burnand,
M^{me} Christiane Burnand,
ses petits-enfants,
MM. Grégoire et Xavier Thivolle,
M. Mathieu Burnand,
ses arrière-petits-fils,
ont la tristesse de faire part des
obsèques de

M^{me} Yvonne BURNAND,

née Millet,

qui ont eu lieu en la cathédrale de
Nancy, le 8 novembre 1991, et qui ont
été suivies de l'inhumation dans le
caveau familial de Lyon-Claire.

- M. et M^{me} Christiane Debé,
M. et M^{me} Norbert Radoux,
Dominique et Françoise Loredan,
Hervé Debé,
Doménique et Frank Radoux,
ses petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne ALFRED DEBÉ,

née Madeleine Debé,

survenue à Saint-Georges-du-Vivier, le
1^{er} décembre 1991, dans sa quatre-
vingt-dixième année.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées, le jeudi 5 décembre, en l'église
de Saint-Georges-du-Vivier (Eure), à
10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-
Quinet, 14, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les livraisons du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de verser une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

- Les docteurs Michel
et Suzanne HENNE,
Leurs enfants et petits-enfants,
Jean-Pierre HENNE,
président de chambre à la cour d'appel
de Paris,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri HENNE,

née Fernande HENNE,

survenue, le 15 novembre 1991, à l'âge
de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale, le mercredi 20 novem-
bre, en l'église de Wassigny (Aisne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

56, rue du Haras,

91240 Saint-Michel-sur-Orge.

78, avenue des Champs-Élysées,

75008 Paris.

- M^{me} Raymond Marion,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond MARION,

né Raymond,

survenue, le 30 novembre 1991.

Chemin du Peyraud,

84210 Pernes-les-Fontaines.

- Le président,
Le conseil d'administration, la direc-
tion et l'ensemble du personnel de la
CGRIC (Caisse générale de retraite
des cadres par répartition),
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean MENEVEUX,

chevalier de la Légion d'honneur,

directeur général honoraire,

Régisseur de la CGRIC

(Caisse générale de retraite des cadres
par répartition),

survenue, le 2 décembre 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 5 décembre, à 8 h 30, en
l'église Saint-Augustin, 46, boulevard
Malesherbes, Paris-8.

L'inhumation aura lieu à Marnes-
(Seine-et-Marne) dans l'intimité familiale.

61, rue La Fayette,

75009 Paris.

Tél. : 40-23-74-72.

483, rue Flandres-Dunkerque,

45160 Orléans.

Tél. : 16 (38) 63-21-61.

- M^{me} Jacqueline Fouquet,
M. et M^{me} Jacques Pigeonnat,
Ses enfants,
M. et M^{me} Teilleux,
Cécile et Vincent,
M. et M^{me} Charpentier,
Benoit et Marine,
Ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,
Les familles Pigeonnat, Hanoque,
Labouze, Girard,
Et tous ses amis,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

M^{me} Octavie PIGEONNAT,

née Bhandia,

survenue le 14 novembre 1991, à l'âge
de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
dans la stricte intimité le 19 novembre,
suivies de l'inhumation dans le caveau
de famille au cimetière parisien de
Bagneux.

- M^{me} Georges Rolles,
M. et M^{me} Pierre Rolles,
M. et M^{me} Bernard Quetron,
M^{me} Cécile Quetron,
M^{me} Henri Coulaud,
M^{me} Pierre Demarquet,
Tous les parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

M. Daniel Georges ROLLES,

payeur général du Trésor honoraire,

officier de la Légion d'honneur,

survenue le 1^{er} décembre 1991.

La levée de corps aura lieu le
5 décembre, à 9 heures, au funérarium
du Mont-Valérien, 42, chemin des Cen-
dres, à Nanterre (Hauts-de-Seine).

La cérémonie religieuse aura lieu en
la cathédrale de Cahors (Lot), le
6 décembre, à 10 h 30, et sera suivie de
l'inhumation au cimetière de Cahors-
Ville.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

18, avenue Marguerite,

92270 Bois-Colombes.

Résidence rue Niel,

46000 Cahors.

- M. Jean-Paul Suillerot,
son épouse,
Agès et Didier Stottin,
Gilles Suillerot,
Mathieu et Diane Suillerot,
Ses enfants,
Léila et Méthior,
Ses petits-enfants,
M. et M^{me} Victor Minne,
Ses parents,
M^{me} Marcel Suillerot,
sa belle-mère,
Ainsi que ses frères et sœurs,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Paul SULLEROT,

née Françoise Minne,

survenue le 1^{er} décembre 1991.

Les obsèques auront lieu le jeudi
5 décembre 1991, à 10 h 30, en l'église
Saint-Germain-des-Près, Paris-6.

40, rue Dauphine,

75008 Paris.

- Dina Axelrud,
sa mère,
Bruno et Stéphane Le Gall,
Ses enfants,
ont la grande tristesse de faire part de
la disparition de

Myriam VILIKER,

psychanalyste,

survenue le 30 novembre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le 29 novembre 1991,

André-Jean YMONET,

ingénieur CNAM 1957,

nous a quittés.

Il avait soixante-huit ans et était
paralysé depuis octobre 1975.

« La vie est belle. Que les généra-
tions futures le retiennent de toute
oppression, de toute violence et en
jouissent pleinement. »

L. T.

- M^{me} Annie Zerah,
M. et M^{me} Gilbert Zerah,
M. Guy Zerah,
Les docteurs Isabelle, Geneviève,
Pierre, Sophie, Brigitte Zerah,
Ses petits-enfants,
Raphaël et Cécile,
Ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne ELIE ZERAH,

née Lydia Levy,

survenue le 4 décembre 1991, à 14 h 30, au cimetière de
Vanves.

Ni fleurs ni couronnes.

51-53, rue Jean-Seizeux,

92170 Vanves.

Remerciements

- M^{me} Tommaso Tadonino,
Et ses enfants,
Ira sensible aux nombreuses marques
de sympathie qui leur ont été témoi-
gnées à l'occasion du décès de

M. Tommaso TADDONIO,

prend tous ceux qui ont partagé leur
peine de trouver ici l'

epare l'apport d'argent

Vents d'Est

200 à 300 m

MÉTÉO FRANCE

TEMPS PRÉVU LE Mercredi 4 Décembre 84

VERS MIDI

LEGENDE

- ENSOLEILLÉE
- ÉCLAIRCIES PAR MOMENTS
- MAJUSCULES COUVERTES ÉCLAIRCIES
- TRÈS NUAGEUX OU COUVERT
- FUMÉE OU BRUME
- NEIGE
- AVERSES
- ORAGES
- BRUÉE ET BRUILLARDS
- SECS DE DÉPLACEMENT

Le refroidissement s'accroît. Les 5 degrés à 9 degrés.

[illegible]

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

PIERRE GEORGES

Le rap du trou

Le ministère des affaires sociales vient en effet de lancer une campagne de pub, façon rap-rap, pour inciter les assujettis à cesser de consommer et leur

Ces reps du déficit, grands moments de modernité administrative, TF1, dans son journal de 20 heures, en a présenté la substantifique moelle. Ah quel bonheur d'ordonnance contre plaie d'argent ! Il y avait, pour ce que l'on e vu, une sorte de rap de la radiographie avec tibia et péroné jouant la transparence, un morceau de rap des ambulances, le rap du chevre, le rap des cachets, le rap

Il y avait surtout, bonjour le parolier, des onomatopées dont on pense avoir décodé l'essentiel. «Les dépenses de santé, hip hop, ça craint d'en abuser» et quelque chose comme «héééé les mecs, ça va pas bien la tête». C'est dire si on se dévergonde dans le débat et l'illustration des acquis sociaux.

L'opération rap du trou, presque un sketch des Inconnus, coûtera, à en croire nos confrères de TF1, 12 millions de francs. Remboursés par la Sécurité sociale, on suppose. Et l'heureux praticien chargé de cette intervention, M. Raynold

Et comme on lui faisait remarquer que le rap est une musique plutôt jeune, quand le déficit est surtout creusé par une population plutôt âgée, M. Taxi Jaune e eu cette réponse merveilleuse : *« Oui, mais si on veut vraiment toucher les assujettis sur le long terme... »* Tant il est vrai, hip hop, qu'en changeant jeune il y a un vieux qui s'aggrave !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

20.45 Téléfilm : L'Héritière.
De Jean Ségols.

0.00 Magazine :
Ciel, mon mardi !

1.15 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.50 Mardi soir : Lacombe Lucien. ■■
Film français de Louis Malle (1974).

23.05 Débat :
Extrême droite, la relève.

0.25 1. 2. 3. Théâtre.

0.30 Le 25^e Heure. Point de vue.

1.20 Tiercé, Journal et Météo.

FR 3

20.45 Téléfilm :
Pour le meilleur et pour le pire.

22.20 Journal et Météo.

22.40 Ecrire contre l'oubli.

22.45 Mardi en France.

23.40 Magazine : Océaniques.
Mon frère Jacques, par Pierre Prévost (dossier perdu).

0.40 Musique : Carnet de notes.

20.35 Cinéma : Princess Bride. ■■
Film américain de Rob Reiner (1997).

22.05 Fluxus d'informations.

22.15 Cinéma : Potins de femmes. ■
Film américain d'Herbert Ross (1989) (v.o.).

0.10 Cinéma :
De Hollywood à Tamanrasset. ■■
Film franco-algérien de Mahmoud Zemmour (1990).

LA 5

20.50 Cinéma : Indiana Jones et le Temple maudit. ■■
Film américain de Steven Spielberg (1984).

22.55 Magazine : Ciné Cinq.

23.10 Téléfilm : Desirs interdits.

0.35 Journal de la nuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Un singe à la maison.

22.20 Magazine :
La Glorie et la Balance.
L'Argent du foot.

23.10 Magazine : La 6^e Dimension.

23.40 Six minutes d'informations.

23.45 Magazine : Dazibao.

23.50 Série : La Voyageur.

LA SEPT

20.50 Série : Portraits d'Alain Cavalier. 1D.
L'Opticienne.
21.05 Documentaire : Back to Maderna.
De Hans Hog, René Van Gijn.
22.25 Concerto pour hautbois de Maderna.
22.45 Danse : Derrière le mur.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine.
21.30 Une semaine en Arménie (rediff.).
22.40 Les Nuits magnétiques. Paul Nizon, un portrait pas à pas.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Denis Vialou (La Préhistoire-Univers des formes).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 novembre au grand auditorium de Radio-France): Rendering. Sequenza XI pour guitare, Sequenza X pour trompette et piano, de Berio, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France.

23.07 Poussières d'étoiles.

TF 1	
13.40	Série : Force de frappe.
14.35	Club Dorothée.
15.00	Série : 21 Jump Street.
18.25	Jeu : Une famille en or.
18.55	Feuilleton : Santa Barbara.
19.25	Jeu : La Roue de la fortune.
20.00	Tirage du Loto (à 20.45).
20.00	Journal, Tapis vert et Météo.
20.50	Variétés : Sacrée soirée.
	Spécial sports et chansons. Avec Just Fontaine, Jean-Pierre Pépin, Alain Giresse
	Pierre Abbadeljo, Jean-Baptiste Lefond
	Blanco, Jeanne Longo, Raymond
	Poulidor, Bernard Hinault, Christine Caron
	Stéphane Caron, Jean Alezi, Jean Borotra
	Hervé Viard, Dorothée, Carlos, Genesis
	Suphan Elchar
22.40	Magazine : Perdu du vue.
0.00	Journal, Météo et Bourse.
A 2	
13.40	Documentaire : Opération Terre.
15.00	Série : L'homme qui tombe à pic.
15.55	Écrire contre l'oubli.
18.00	Des chiffres et des lettres junior.
18.20	Magazine : Giga.
18.20	Série : Mac Gyver.
19.10	Jeu : Question de charme.
19.40	Diversissement : Caméra indiscret
	à 0.5.
19.59	Journal, Tiercé et Météo.
20.43	Jeu : Noël surprise.
20.45	Série : C'est quoi ce petit boulot ?
	Les Fleurs de Marie.
	Marie poursuivie par un admirateur détraqué
	l'embrasé de fleurs et de mots doux
22.25	Magazine : Sauvez qui veut.
	Présenté par Henri Seniler. Le dossier du
	mois : La France poubelle : L'homme du
	mois : Alexandre Moinaux.
23.40	Magazine :
	Musiques au cœur de l'actualité.
0.00	Journal et Météo.
0.55	Concert : Nuit Mozart.

13.36 Téléfilm : Le Coup du sac.
15.00 Magazine : Rapido.
15.25 De Jérôme... ?
15.35 Téléfilm :
Comment se débarrasser
d'un million en un week-end.
De Georg Stanford Brown, avec Richard
Crenna, Tyne Daly.
17.05 Divertissement :
Les Nuls... l'émission.
18.05 Canaille peluche.

18.30 En clair jusqu'à 21.00

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.31 Le Journal du cinéma.
21.00 Cinéma : Glory. ■
Film américain d'Edward Zwick (1990).
Avec Matthew Broderick, Denzel Washing-
ton, Gary Elwes.
22.55 Flash d'Informations.
23.05 Cinéma :
Crocodile Dundee 2. □
Film australien de John Cornell (1988).
Avec Paul Hogan, Linda Kozlowski, Charles
Dutton (v.o.).
0.50 Cinéma : Docteur M. ■
Film franco-allemand de Claude Chabrol
(1990). Avec Alan Bates, Jennifer Beale,
Jan Niklas.

13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.45 Série : L'Espionnage.
18.40 Youpi! L'école est finie.
17.30 Magazine : Babyfone.
17.55 Youpi! Les joups vidéo.
18.00 Magazine : Jouons les pin's.
18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
18.00 Série : Kojak.
20.00 Journal, Météo et
Le Temps de Nicolas.
20.40 Journal des courses.
21.00 Histoires vraies.
Dernier t'enfer de l'alcool, tétefilm de Dorel
Petrie avec James Woods, Jobeth Wil-
liams.
22.35 Débat : Les Femmes et l'Alcool.
Animé par Marie-Laure Augry et Paul Laf-
fargue.
23.40 Série : Hitchcock présente.
0.10 Journal de la nuit.
0.20 Demain se décide aujourd'hui.
0.25 Le Club du télé-achat.
0.50 Rediffusions.

M 6

13.30 Série : Tonnerre mécanique.
14.25 Série : L'Étalon noir.
14.50 Magazine : 6^e Avenue.
16.30 Magazine : La Tête de l'emploi.
17.00 Magazine : Noubé.
17.25 Magazine : Ce qu'il faut savoir.
17.40 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : L'Homme de fer.
19.00 Série : La Petite Maison
dans le préaie.
19.54 Six minutes d'Informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : La Grande Evasion,
l'histoire enfin révélé.
De Paul Warkus, avec Christopher
Reeves, Mudd Hirsch.
23.50 Magazine : Vénus.
0.20 Six minutes d'informations.
0.25 Magazine : Dazibao.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

17.05	Mégazone : Avis de tempête. De Sylvie Jéruqué et Alain Charoy.
19.05	Documentaire : Histoire parallèle.
20.00	Ecrire contre l'oubli. Jacques Dillion et Charlotte Gainsbourg.
20.05	Le Salon littéraire de l'Europe. De France Genry. 1. Cervantes.
21.05	Documentaire : l'homme qui prenait sa femme à la cheville. De Christopher Rawlence.
22.20	Cinéma d'animation : L'Escarmoteur. D'Eve Rambow.
22.35	Documentaire : Fanny et Alexandre. le document. D'Ingmar Bergman.
0.20	Documentaire : Le Visage de Karin. D'Annie Bergman.

FRANCE-CULTURE

20.30	Antipodes. La sensualité dans l'art et le rituel buif du Fang du Gabon.
21.30	Correspondances. De nouveaux de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00	Communauté des radios publiques de langue française. Champ libre, par Liliane Verspeelt (2).
22.40	Les Nuits magnétiques. Courbet dans sa vallée.
0.05	Du jour au lendemain.
0.50	Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 2 août lors du Festival de Schleswig-Holstein) : Sonate pour piano n° 7 en ré majeur op. 10, de Beethoven; Mélodies du Tierkreis, de Stockhausen; Sonate pour piano n° 30 en mi majeur op. 109, de Beethoven; Sonate pour piano en sol majeur op. 78 D 894, de Schubert, per Christian Zacharias, piano.

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club.

TOGO : le général-président Eyadéma ayant refusé de les condamner

Les militaires ont arrêté le premier ministre de la « transition démocratique »

Les forces armées togolaises, entrées depuis près d'une semaine en rébellion contre le gouvernement civil de transition, ont arrêté, mardi 3 décembre dans la matinée, le premier ministre, Joseph Kokou Koffigoh, après avoir pris d'assaut le siège du gouvernement. Le chef de l'Etat, le général Eyadéma, dont se réclament les putschistes, a confirmé que M. Koffigoh était « sain et sauf », et a appelé « les belligérants à déposer immédiatement les armes ».

Une épaisse colonne de fumée noire montait, mardi dans la matinée, du siège du gouvernement à Lomé, où le premier ministre togolais, M. Koffigoh, était retranché depuis la veille. A l'aube, les militaires avaient donné l'assaut à la résidence, en y entrant avec des chars, et signalé le standardiste de la résidence du premier ministre à notre correspondant Jean-Karim Fall.

Les militaires, qui encerclaient depuis lundi matin le siège du gou-

vernement, ont lancé l'assaut mardi à 6 h 25. Des tirs intenses d'armes automatiques et d'armes lourdes ont été entendus pendant une heure depuis le centre-ville, situé à quelques centaines de mètres du siège du gouvernement. « Il y a des morts, aidez-nous », s'est écrit un télégramme par téléphone.

Au milieu de la nuit, des renforts de troupes se dirigeaient vers le siège du gouvernement, avaient été signalés. Les communications téléphoniques ont été coupées dans toute la ville. De violents combats ont éclaté dans les rues de Kpodjovioppe, quartier ouvrier situé entre la résidence du premier ministre et la frontière avec le Ghana, selon des témoins.

Les militaires, qui, jeudi, avaient déjà assiégé le premier ministre une première fois avant de rentrer dans leurs casernes, avaient une nouvelle fois encerclé, lundi, le siège du gouvernement (le Monde du 3 décembre), entouré d'une soixantaine de gardes formés et entraînés au cours des dernières semaines par des instructeurs français.

Selon un scénario désormais habituel, les militaires ont isolé le pays du reste du monde : frontières et aéroport fermés, communications télé-

phoniques internationales coupées, nous indique notre correspondant.

Lundi, le bras de fer entre le chef de l'Etat, le général Eyadéma, et son premier ministre s'était résumé à une guerre de communications et de petites phrases, la présidence de la République estimant, contrairement à M. Koffigoh, que la dissolution du HCR (Haut Conseil de la République, assemblée législative provisoire), réclamée par les militaires, « serait de nature à régler la crise ».

Pour la première fois, le général Eyadéma s'est donc aligné explicitement sur les positions des putschistes, qu'il s'agisse d'ailleurs pas condamnés.

Le premier ministre avait proposé, lui, un plan en dix points pour tenter de régler la crise. En échange du retrait des militaires de la capitale, il s'était engagé à former un nouveau gouvernement « tenant compte de toutes les sensibilités politiques du pays », y compris donc le Rassemblement du peuple togolais (RPT, ancien parti unique), dissous par le HCR.

Sans trop y croire, M. Koffigoh avait renoué, lundi, son appel à la France, en demandant une intervention militaire. Pour l'instant, une dizaine de parachutistes (et non une

treizaine comme indiqué par erreur auparavant) campent dans les jardins de l'ambassade de France à Lomé.

Trois cents autres attendaient au Bénin, voisin, à deux heures de route de la capitale togolaise, et ne devaient intervenir qu'en cas de menace sur la communauté française.

« Réunion de crise à Paris. - Une réunion de crise regroupait des représentants du Quai d'Orsay, des ministères de la coopération et de la défense ainsi que de l'Elysee et de Matignon, a en lieu, mardi matin 3 décembre, au ministère français des affaires étrangères. Le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, M. Maurice Courdant-Montagne, a souligné que Paris n'était pas « en possession de tous les éléments permettant une évaluation exacte de la situation ». Il a ajouté : « Ce qui est certain, c'est que ceux qui ont pris l'initiative d'attaquer le premier ministre du gouvernement et d'arrêter le premier ministre se mettent en danger de leur vie. La France ne veut pas croire qu'il soit trop tard pour que puisse se renouer le dialogue », a-t-il poursuivi.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Regardez-moi ces voyeurs !

A LORS ? D'après vous ? Il l'a violée ou pas, cette nana, William Kennedy Smith dont le procès... Qui Smith ? Quel Kennedy ? Alors, allons, ne jouez pas les innocents, espèce de sorniois ! C'est bien nous, ça ! On est là, on ricane, on se gausse de la curiosité malsaine soulevée par cette affaire aux Etats-Unis tout en la couvrant en long, en large et en travers.

Non, mais regardez-moi ces voyeurs d'Amérique, ces vauriens renifleurs de scandales glus à leurs écrans où s'étala la propriété style Dallas du clan appelé, Ted Kennedy à Jackie Onassis en tête, à la barre des témoins sous une double haie de caméras et de micros accourus du monde entier. Pas pour nous raconter une histoire de petite culotte culbutée sur une pelouse à Palm-Beach, non, pensez-vous ! Pour nous montrer, tee-shirts à pin's à l'appel, la marcantilla morale de l'Onclle Sam que shootent et que choquent ces relents de sperma et de fric.

Dénoncer la vice en jouant la vertu, en France, rien de tel pour ramener les chiffres de vente de

la presse bien-pensante. Dans les médias, même tabac. On se rince l'œil tout en désignant l'autre du doigt. C'est pas nous, c'est Volé, France-Dimanche ou Ici Paris qui se vautrent sous la couette des princesses et qui déterreraient les gamines illégitimes sémées par les stars du show-biz.

Grâce à quoi l'élite fait ses choux gras de la vie pâture dont se repaît le populo. Allez vous étonner après ça de ne pas trouver dans ce pays d'un anoblesse défilant l'équivalent des journaux à gros tirage style Bild ou Daily Mirror que s'arrachent des millions de British et d'Allemands sans complexes.

Vous me direz : Et toi, qu'est-ce que tu fais, là, en ce moment ? Exactement ce que tu reproches à tes confrères, non ? Moi ? Je vous demande bien pardon ! Je renifle goulument les dardes de Patricia, la victime présumée du nouveau feu le président Kennedy. Mais, comme je veux garder les mains propres, je m'offre les gants de traiter d'hypocrites ceux qui prennent des gants pour vous les agiter sous le nez.

La transmission d'une liste d'opposants au régime de Beyrouth

La sûreté libanaise a bénéficié des indiscretions d'un policier de base

« Police des policiers » de la Préfecture de police de Paris, l'inspection générale des services (IGS), sous-direction de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), vient de tirer M. Philippe Marchand d'un mauvais pas. Tandis que le ministre de l'Intérieur se trouvait, lundi 2 et mardi 3 décembre, à La Haye, occupé à discuter de la collaboration policière européenne au sein du groupe de Trevi, la récente preuve d'une collaboration policière française avec les services de sécurité de l'Etat libanais mettait la place Beauvau au centre d'une imprévisible tempête politique. Mais, tard dans la soirée de lundi, les vœux d'un brigadier-chef du commissariat du seizième arrondissement de Paris semblaient avoir réduit l'affaire d'Etat à la faute individuelle d'un policier de base. Sous réserve de développements ultérieurs de l'enquête, qui s'attache aujourd'hui à clarifier

l'attitude des supérieurs hiérarchiques du « flouté », le brigadier-chef Verhaeghe a été immédiatement suspendu. C'est en fin de semaine dernière qu'a commencé à circuler à Paris (le Monde daté 1-2 décembre) la photocopie d'une circulaire du bureau des renseignements de la Direction générale de la sûreté libanaise, datée du 13 novembre et dressant la liste de 85 personnes interrogées à Paris le 21 octobre, lors d'une manifestation contre la venue du président Elias Hraoui. Cette circulaire, qui recommande l'arrestation des 67 Libanais concernés et l'interdiction d'entrée au Liban des 18 étrangers (12 Français, 3 Tunisiens, 2 Algériens, 1 Marocain), dévoile explicitement sa source : une « lettre émanant de la police française en date du 21 octobre. Malgré l'évidence, l'ambassadeur du Liban à Paris, M. Johnny Abdou, aujourd'hui

présenté par des responsables policiers français comme un ancien membre des services de renseignement libanais, devait immédiatement déclarer que cette liste « n'avait pas été transmise par la police française ».

Tel était pas l'avis, dès le début de son enquête administrative, de l'IGS, qui commença par faire l'inventaire des destinataires de la liste des quatre-vingt-cinq opposants - la manifestation du 21 octobre d'aurait pas été déclarée au préalable et la Préfecture de police avait décidé d'interpeller ses participants aux fins de vérification d'identité. Outre la liste de division de police judiciaire (DPJ), où furent retenus les manifestants et où fut donc établie la liste, celle-ci fut communiquée aux commissariats de district et d'arrondissement concernés - le seizième, sur le territoire duquel est située l'ambassade du Liban - ainsi qu'au cabinet du préfet de police et aux renseignements généraux, chargés de « suivre » les milieux d'opposants étrangers en France. Les scénarios ne manquaient pas et l'IGS en serait sans doute encore là si l'un des services de renseignement français n'avait fait savoir qu'il avait reçu la fameuse liste alors qu'il n'en était pas administrativement destinataire. Vérification faite, le document en sa possession provenait directement du commissariat de sécurité publique du seizième, où ce service - français - a lui aussi ses secrets informateurs.

La sûreté fut un travail de police classique. Au bout de plusieurs heures d'interrogatoire, le brigadier-chef Jean-Pierre Verhaeghe a reconnu avoir transmis, début novembre, la liste à un agent libanais, M. Chamli, selon l'AFP, avec lequel il entretenait des relations amicales nouées à l'occasion des missions de protection et de surveillance de l'ambassade. Repas, invitations, « pots », ces relations cordiales semblaient cependant avoir été une pratique assez générale dans ce commissariat. C'est ce point qui cherche à éclaircir l'enquête - le policier s'il est seul, ses chefs s'ils le sont - avant que le ministre de l'Intérieur décide ou non de transmettre le dossier au parquet de Paris qui devra décider d'éventuelles poursuites judiciaires. E. P.

Rejetant les crédits du ministère de l'Intérieur

Les sénateurs accusent l'Etat d'entraver la décentralisation

Les sénateurs ont rejeté, lundi 2 décembre, les crédits du ministère de l'Intérieur, dont le montant, de 89,891 milliards de francs, enregistre une progression de 2,8 % par rapport à 1991. La majorité sénatoriale a mis en cause les carences du gouvernement en matière de sécurité, mais s'en est surtout prise à l'attitude de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales.

Le Sénat, porte-drapeau des collectivités locales, avait décidé, lundi, d'instruire le procès de l'Etat, cette hydre à la fois rigide, arrogante et pique-sous. Les arguments ont été d'un rare équilibre, puisqu'on a souligné les ressources de la comptabilité en invitant les forces occultes de la magie, avec un succès relatif, il est vrai. « Je ne peux quand même pas faire neiger ! », s'est écrié M. Jean-Pierre Suter, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, lorsqu'un sénateur s'est plaint des difficultés de « boucler un budget » dans les communes de montagne privées de neige durant trois hivers consécutifs.

Face à ce gouvernement impuissant à attirer le moindre bienfait céleste, les sénateurs ont appelé aux grands esprits. Ainsi la mémoire de Gaston

Defferre a-t-elle été convoquée par M. Lucien Neuwirth (RPR, Loire), qui a accusé les héritiers de l'ancien ministre de l'Intérieur et de la décentralisation de « ruiner » son œuvre. « Le gouvernement semble prendre un malin plaisir », a-t-il regretté, « à remettre en cause les acquis indiscutables de la décentralisation et à désigner les collectivités territoriales comme bouc émissaires, accusés de gaspiller les finances publiques ». Cette attitude à l'égard de la décentralisation a été également fustigée par M. Yvon Collin (Rassemblement, Tarn-et-Garonne), qui a déploré « la fuite des cerveaux vers le secteur privé », avant de lancer cette supplique : « Que l'Etat veuille bien nous laisser la liberté de fixer la rémunération de nos agents, dont les primes ne sauraient être inférieures à celles perçues par les fonctionnaires de l'Etat en poste dans les administrations centrales ».

Non content d'entraver un recrutement de qualité dans la fonction publique territoriale, l'Etat s'emploie en outre, selon les sénateurs, à épuiser les finances locales. M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a eu beau souligner qu'il y a « pas de désengagement financier de l'Etat », puisque les concours aux collectivités locales bénéficient, en 1992, d'une progression de 7 %, rien n'y a fait : l'Etat aurait transféré les charges et non les ressources, provoquant, selon M. Jean-Luc Bécart (PCF, Pas-de-Calais), « une augmentation de 9 % des impôts locaux », dont « les modestes supportent le poids », tandis que « les entreprises occupent toute la sollicitude de l'Etat ».

M. Bernard Laurent (Un. centr., Aube), rapporteur pour avis de la commission des lois, a été plus sévère encore. Évoquant la suppression partielle de la compensation de l'exonération de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation, il a accusé l'Etat de « spoliation » et de vouloir « couper les vivres aux collectivités locales ». Les sénateurs avaient décidé de ne pas déclencher les hostilités sur la réforme du mode d'élection de leur assemblée, à l'instar du ministre lui-même, qui n'a pas repris le passage de son discours écrit consacré à la question. C'est pourquoi, sans doute, ils se sont posés les ongles sur l'« Etat glouton ».

FRÉDÉRIC BOBIN

Le championnat du monde d'échecs 1993 se jouera à Los Angeles

Le prochain championnat du monde d'échecs, qui opposera en 1993 l'actuel tenant du titre, Garry Kasparov, au vainqueur de la finale du tournoi des candidats, aura lieu à Los Angeles (Etats-Unis), a annoncé, lundi 2 décembre, le secrétaire général de la Fédération internationale des échecs (FIDE), le Philippin Costo Abundo.

Lors d'une conférence de presse tenue à Berlin lundi en présence du président de la FIDE, le Philippin Florencio Campomanes, Kasparov s'est félicité du choix de Los Angeles, qui « permettra de populariser le jeu d'échecs aux Etats-Unis ».

La nomination de Los Angeles est intervenue après le retrait de la candidature de la ville marocaine de Rabat, candidature que Kasparov avait violemment combattue. Le boursier du championnat du monde offert par Los Angeles sera de 5,6 millions de francs suisses (près de 22 millions de francs), en nette augmentation par rapport à celle du précédent championnat, disputé à New-York et à Lyon, dont le montant s'était élevé à 3,28 millions de francs suisses (environ 12,5 millions de francs).

Kasparov, qui joue maintenant sous les couleurs de la Russie, défendra pour la quatrième fois le titre obtenu à Moscou en 1985. Il rencontrera le vainqueur du tournoi des candidats, dont les demi-finales opposeront, en mars et avril 1992 à Linares (Espagne), le Soviétique Anatoly Karpov au Britannique Nigel Short et le Soviétique Arthur Youssouпов au Néerlandais Jan Timman. (AFP.)

RODIN, STAR DE LA MODE !

« OUI, nous sommes dans notre genre, parmi les "Stars de la Mode" (et de la Décoration), modeste mise à part... Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus. Malgré ces succès flatteurs, nous restons raisonnables et abordables. Après tout, ce n'est pas notre toute si nous, et nos tissus, placent à ce point ! (depuis 30 F le mètre) »

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SOMMAIRE

DÉBATS

La quatrième semaine Sciences-Pe- le Monde : « Entreprises, médias : des liaisons dangereuses »... 2

ÉTRANGER

Plusieurs pays ont reconnu l'indépendance de l'Ukraine... 3
Yougoslavie : le Serbie se plaint des sanctions sélectives de la CEE... 4
La délégation khmère rouge à Phnom-Penh était en contact direct avec M. Pol Pot... 7
Pakistan : l'armée s'inquiète de la dégradation du jeu politique... 7
Érésil : la part de « Lula » prône l'ouverture sans rejeter le socialisme... 7

POLITIQUE

Les travaux du Parlement... 8
L'opposition sur le cas qu'elle croit être une crise sociale... 8
La réunion du comité central du PCF... 9
Diagonales : « Trois millions de nains », par Bertrand Poirot-Delpech... 9

SOCIÉTÉ

Le procès de la Cogedim à Paris : les « bandits » et les candidates... 10
Synode des évêques européens : les relations entre catholiques et orthodoxes entravées par le nationalisme... 10
Un entretien avec le ministre délégué à la santé... 11

POINT

Les prix littéraires... 12
Culture
Photographie : le rétrospective Robert Mapplethorpe à Lausanne 13

Cinéma : le Festival des trois continents à Nantes... 13

SCIENCES • MÉDECINE

« Les excès de la santé » Maladies sans frontières • Réinventer les étoiles • La sève du temps • Point de vue : « Transfusion : la santé dans le calme », par Bahman Habibi... 17 à 19

ÉCONOMIE

Lyon candidats pour accueillir l'Institut monétaire européen... 21
La Danemark aura un seul taux de TVA à 25 %... 21
Euro Disney poursuivi en justice par l'inspection du travail... 22

COMMUNICATION

Trois ministres mettent en cause la formule du Téléthon... 23
La banquière accusant leur pression sur les frères Maxwell 23

Services

Abonnements... 19
Annonces classées... VII à XVIII
Carnet... 26
Marchés financiers... 24 et 25
Météorologie... 27
Mots croisés... 26
Radio-télévision... 27
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LEMONDE
Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de I à XVIII et situé entre les pages 20 et 21
Le numéro du « Monde » daté 3 décembre 1991 a été tiré à 547 164 exemplaires.

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. Le technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (109) - M° Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.

ALLEMAGNE

Le chancelier Kohl renvoie le ministre coordinateur des services secrets

Le chancelier Helmut Kohl a démis de ses fonctions, mardi 3 décembre, M. Lutz Stavenhagen, ministre délégué à la Chancellerie, qui s'occupait à la fois des affaires européennes et de la coordination des services secrets, a annoncé le porte-parole du gouvernement Dieter Vogel. L'opposition social-démocrate (SPD) demandait sa démission depuis plusieurs semaines, après la révélation de deux affaires successives impliquant les services d'espionnage de l'Allemagne fédérale (BND).

Le BND a récemment fourni à Israël des chars de fabrication soviétique provenant du stock de l'ancienne armée est-allemande sans solliciter l'autorisation officielle. Il avait auparavant défrayé le chroniqueur, lorsque la presse avait révélé qu'il avait fourni un passeport sous une autre identité à l'ancien pourvoyeur de devises de la RDA communiste Alexander Scholz-Golodkowski. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES